

ŒUVRES

Janvier 1936

Février 1936

Léon Trotsky
ŒUVRES

Janvier 1936
Février 1936

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'institut Léon Trotsky

Paris EDI 1980

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT, l'institut Léon Trotsky	11
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE,	
l'équipe de présentation	15
LISTE DES SIGLES	17
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	19
INTRODUCTION, Pierre BROUE	21

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

[La nature de classe de l'Union soviétique]	
(1 ^{er} janvier 1936)	29
[Discuter sur l'U.R.S.S.]	
(2 janvier 1936)	33
[Comment mener la campagne de défense]	
(2 janvier 1936)	34
[Les communistes étrangers en danger]	
(2 janvier 1936)	37
[Toucher les vrais amis de l'U.R.S.S.]	
(3 janvier 1936)	39
[Contre la confusion des camarades d'Anvers]	
(4 janvier 1936)	40
[Délimitation et unité]	
(4 janvier 1936)	44
[Le travail sur le programme]	
(4 janvier 1936)	50
[L'entrée chez les socialistes en Pologne]	
(6 janvier 1936)	52
[Un mot en passant]	
(7 janvier 1936)	54

[Perspectives anglaises et belges]	
(7 janvier 1936)	55
[Petites questions urgentes]	
(8 janvier 1936)	59
[Réponse aux conciliateurs]	
(8 janvier 1936)	61
[La campagne politique pour les révolutionnaires emprisonnés]	
(10 janvier 1936)	63
Torgler et Maria Reese	
(10 janvier 1936)	68
L'Uruguay et l'U.R.S.S.	
(10 janvier 1936).....	71
« Culture socialiste »	
(10 janvier 1936).....	74
Byzantinisme	
(10 janvier 1936).....	77
Un aveu accidentel	
(10 janvier 1936)	79
Et qui sont les juges ?	
(10 janvier 1936)	80
La section soviétique de la IV ^e Internationale	
(11 janvier 1936).....	82
[Le prochain <i>Biulleten</i>]	
(11 janvier 1936).....	91
[Objectif ou subjectif ?]	
(11 janvier 1936).....	93
[L'antifascisme n'est rien]	
(13 janvier 1936).....	94
[Aveuglement fractionnel]	
(14 janvier 1936).....	99
[Absence de politique et orgueil bureaucratique !]	
(14 janvier 1936).....	100
Les révolutionnaires prisonniers de Staline et la classe ouvrière mondiale	
(15 janvier 1936)	105
[Reprise de contact avec un groupe britannique]	
(15 janvier 1936)	112
[La défense des révolutionnaires russes]	
(15 janvier 1936).....	115
[Des résultats positifs]	
(18 janvier 1936)	116
[Avant le voyage de Schmidt à Londres]	
(18 janvier 1936).....	120
[Sur la visite de Schmidt en Grande-Bretagne]	
(19 janvier 1936).....	123
[Première défection à <i>La Commune</i>]	
(20 janvier 1936)	125

[La rupture de Van avec Molinier] (20 janvier 1936)	128
[Contre l'adhésion à la Liga] (21 janvier 1936)	129
[Inquiétudes sur la Belgique] (21 janvier 1936)	130
La trahison du « parti ouvrier d'unification marxiste » espagnol (22 janvier 1936)	132
[Pour entrer dans le P.S. américain] (24 janvier 1936)	138
[Pour une attitude unitaire] (24 janvier 1936)	141
[Laissons de côté les sentiments personnels] (24 janvier 1936)	142
[Une conjoncture transitoire] (24 janvier 1936)	143
[La question des mencheviks] (24 janvier 1936)	145
[Armer les marxistes par la critique des centristes] (24 janvier 1936)	147
[Remerciements pour les poèmes] (26 janvier 1936)	149
[La presse Hearst et la répression en U.R.S.S.] (28 janvier 1936)	150
[Sur la presse Hearst] (28 janvier 1936)	152
[Le groupe Molinier et la IV ^e Internationale] (29 janvier 1936)	154
[Staline prépare de nouveaux faux] (30 janvier 1936)	158
[Il faut tourner vis-à-vis de <i>La Commune</i>] (31 janvier 1936)	162
[Défense de la position prise sur les Etats-Unis] (6 février 1936)	165
[Négligence et précipitation] (6 février 1936)	173
[Problèmes de l'entrée aux Etats-Unis] (8 février 1936)	174
[Alléger l'atmosphère] (8 février 1936)	186
[Bilan d'une rencontre] (8 février 1936)	187
[Pour l'unité du W.P.] (9 février 1936)	190
[Attention à l'opportunisme !] (9 février 1936)	192

[Bien surveiller Dauge] (9 février 1936)	197
[Une position formaliste] (10 février 1936)	199
[Pas d'exposé « théologique »] (11 février 1936)	204
[La répression en U.R.S.S.] (12 février 1936)	206
[L'article sur la section Russe] (14 février 1936)	208
[Une préface qui grandit] (17 février 1936)	210
ANNEXES	213
Ouvrages cités ou consultés	215
Index des journaux et périodiques	219
Index des noms de personnes.....	221
Index des organisations, institutions, instances.....	227
Index des thèmes et sujets.....	239

TABLE DES HORS-TEXTES

Planche I. La rencontre de L. Trotsky et E. Wolf avec
M. Spector

Planche II. Ante CILIGA et Walter DAUGE

Planche III. Max SHACHTMAN et Norman MINI

Planche IV. La maison de Konrad Knudsen à Hdnefoss

AVERTISSEMENT

Le présent volume — le huitième des *Œuvres* — ouvre une période toute nouvelle dans l'entreprise d'édition commencée en 1978 par l'institut Léon Trotsky.

Jusqu'au 2 janvier 1980 en effet, les chercheurs de l'institut ont eu pour tâche essentielle de recenser les travaux de Trotsky publiés sous son nom, d'éplucher la presse trotskyste et les bulletins intérieurs pour y découvrir ses articles non signés de son nom, de débusquer enfin et de dépouiller archives publiques et privées où pouvaient se trouver déposées des lettres de Trotsky. Les références des sept premiers volumes renvoient le lecteur aux archives Cannon, Vereeken, Walter Held, Sneevliet et autres, bref, aux quatre coins de l'univers où se trouvent déposés les originaux de ces lettres. La partie « ouverte » des archives de Harvard nous fournissait déjà le gros des documents publiés, ou encore inédits, et leur précieuse version originale. Enfin, le *Biulleten Oppositsii* nous permettait de corriger ou de refaire des traductions souvent trop hâtives, voire franchement mauvaises.

Nous savions, en entreprenant notre travail de publication, qu'il comportait inévitablement des faiblesses et des lacunes, dues aux conditions mêmes dans lesquelles nous l'accomplissions. En effet, les articles trouvés dans les bulletins intérieurs n'indiquaient que rarement la langue de laquelle ils étaient traduits et notre travail se fondait souvent sur des traductions imparfaites, que nous n'avions la possibilité ni de vérifier ni de corriger : il eût fallu pour cela attendre l'ouverture de la partie fermée des archives. Aurions-nous donc dû surseoir à nos publications ? En fait, nous ne regrettons rien, car l'ouverture des archives n'aurait pas été aussi fructueuse qu'elle l'a été si le travail fourni pour les sept premiers volumes ne nous avait pas armés et munis des outils scientifiques, forgés dans ces années de préparation : le

fichier chronologique, le fichier des pseudonymes, le fichier biographique des militants et personnalités mentionnées.

Le 2 janvier 1980, la partie « fermée » s'est ouverte aux chercheurs. Nous étions six, envoyés par l'institut Léon Trotsky, Pierre Broué, Alain Calvié, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert et nos deux traductrices Katia Chitzov et Isabelle Lombard fraternellement accueillis par l'homme à qui l'on doit en très grande partie conservation et classement de ces archives, Jean van Heijenoort, ancien secrétaire de Trotsky de Prinkipo à Coyoacán. Nos conditions de travail étaient bouleversées.

Certes, tous les écrits de Trotsky au cours de sa période d'exil de 1929 à 1940 ne sont pas dans les dossiers de la Bibliothèque du Collège de Harvard, et le lecteur notera que nous publions encore des documents qui ne s'y trouvent pas. Il relèvera également que des copies, voire des originaux des documents sont à Harvard, étaient déjà parvenus entre nos mains, par d'autres voies. Mais désormais le plus gros de la documentation est là, à notre portée, et, grâce à l'amabilité des responsables du Collège de Harvard, peut être mis à la disposition du lecteur français.

Le plus important est sans doute que nous disposons, pour presque tous les documents, de leur version originale : désormais, le travail de l'institut consistera, en premier lieu, dans la mise au point de bonnes traductions. Pour l'établissement des notes, comme l'ont fait dans le passé Pierre Broué et Michel Dreyfus, nous aurons certes toujours à effectuer les mêmes recherches dans la presse pour vérifier citations, dates et faits, afin de reconstruire le contexte historique pour le lecteur d'aujourd'hui. Mais nous n'aurons plus que rarement à rechercher avec acharnement vieux militants et bulletins intérieurs pour éclairer les allusions à des épisodes que rien ni personne d'autre ne pouvait expliquer : les bulletins sont tous dans la Houghton Library, et, à défaut, hélas, des vieux militants, leurs lettres, les documents qui émanent d'eux se trouvent également dans les dossiers de Cambridge.

Notre époque héroïque est donc terminée, celle des « grands jeux » et des « enquêtes » — parfois rocambolesques, qu'il faudra bien raconter un jour —, et il n'y a plus maintenant qu'à travailler systématiquement, patiemment, sur nos notes et copies de documents, et à préparer de nouveaux séjours à Cambridge où sont classées toutes nos sources — rassemblées par les soins de Trotsky, de sa veuve et de ses secrétaires, et conservées et organisées par les soins éclairés d'une lignée de

bibliothécaires qu'incarne aujourd'hui le souriant M. Rodney Dennis, du département des manuscrits.

Nous rêvions au début de notre entreprise, sinon d' « œuvres complètes », du moins d' « Œuvres » les plus complètes possible. Nous nous en rapprochons. Peut-être, pour soutenir l'intérêt du lecteur, ne pas trop émettre la vue que nous lui proposons des textes de Trotsky, serons-nous parfois amenés à ne pas retenir certaines lettres, voire à supprimer dans d'autres des redites ; mais nous mettrons toujours cartes sur table, nous dirons pourquoi en indiquant les références. Voilà dans quelles conditions et perspectives nous allons poursuivre l'édition des écrits de Trotsky jusqu'en 1940, pour reprendre ensuite de 1929 à 1933.

Il est clair que nous aurons un jour à revoir les volumes déjà parus qui, pour certaines périodes ou certains sujets, apparaissent aujourd'hui incomplets. Nous le ferons, à un moment et sur un rythme non encore défini, en fonction de l'ensemble de nos tâches, car nous avons pu constater, à la lumière des nouveaux éléments rassemblés, que les livres déjà parus, s'ils peuvent être enrichis, n'en sont pas pour autant devenus caducs.

Ce n'est pas parce que nos conditions de travail sont aujourd'hui profondément modifiées que nous pouvons oublier ceux qui, précisément, nous ont permis de franchir cette étape,

Esteban Volkov, dont l'aide financière a permis les premiers pas de l'institut et dont la confiance nous a donné courage,

George Breitman, l'animateur de l'aventure des *Writings* chez Pathfinder, qui nous a donné l'audace d'essayer de monter sur ses épaules pour aller plus loin,

Jean van Heijenoort, qui a été notre parrain et notre garde-fou,

Louis Sinclair, à cause de sa monumentale bibliographie de Trotsky, guide inégalable, chef-d'œuvre d'habileté artisanale et de volonté illimitée.

Les textes de ce volume 8 ont été traduits de l'allemand — ce sont de loin les plus nombreux — par Alain Calvié, du russe par Nicole Durand, Katia Chitzov, Michel Kerhnon et Isabelle Lombard, de l'anglais par Pierre Broué qui a également fonctionné comme dactylographe.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué.

La documentation pour les notes a été réunie par lui-même, Alain Calvié, Katia Chitzov, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert et Isabelle Lombard avant et pendant le séjour à Harvard.

La mise au point technique et l'établissement des index ont été réalisés par Jean Risacher et les autres collaborateurs de l'I.L.T. et des E.D.I.

« Comme auparavant, aucun collaborateur des *Œuvres* de Trotsky n'est rémunéré et cette tâche est considérée par tous, indépendamment des opinions politiques de chacun, comme une tâche militante. »

L'Institut Léon Trotsky.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

MM. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belcville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Lola Estrine (New York), Octavio Fernandez (Mexico), Pierre Frank (Paris), Plinio Gomès de Mello (Sao Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Karliafitis Loukas (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Félix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), Mário Pedrosa (Rio de Janeiro), John Poulos (New York), Jean Rous (Perpignan-Paris), Georges Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Hermínio Saccheta (Sao Paulo), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Weiss (Francfort/Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).

On nous permettra de donner une place à part à Joseph Hansen et Georges Vereeken, disparus depuis le début de notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

- la Bibliothèque du Collège de Harvard, et particulièrement M. Rodney Dennis, « curator » du département des manuscrits à la Houghton Library,
- la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives James P. Cannon),
- l'institut International d'Histoire sociale d'Amsterdam, et particulièrement Mlle Campfens et MM. Marcello Segall et Vilem Kahan,
- la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (B. D. I. C.) de Nanterre (Archives de la Ligue communiste, Fonds Jean Lefeuve),
- l'institut Feltrinelli de Milan,
- la Bibliothèque communale de Follonica,
- le Centre d'Histoire de la deuxième guerre mondiale de Bruxelles, et particulièrement M. Luk Kongs, Mlle Nadya De Beule, M. Rudi van Doorslaer,

- le Centre de Documentation internationale (C. E. S.-E. D. I.) de Paris,
- le Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux — C. E. R. M. T. R. I. (Fonds O. C. I.) et MM. Jean-Claude Orveillon et Louis Eemans,
- le Centre de Documentation Benjamin-Franklin à Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris, et M. K. Veisbrot,
- les Archives du Labour Party et Mrs Patricia Francis,
- le Musée social de Paris et Mlle Colette Chambelland,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et particulièrement Mlle Solveig Halvorsen,
- l'Arbetrarensens Arkiv de Stockholm et particulièrement Mlle Eva Karlson,
- l'équipe des Éditions ouvrières, **Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier**, avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier,
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université de Michigan et de chercheurs et aides bénévoles de tous pays : Wolfgang Ailes, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Olivia Gall, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Rodolphe Prager, Gérard Roche, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Maurice Stobnicer, Nicos Syringas, Antoine Thivel, David Vogel-sanger, sans oublier M. Javier Wimer qui nous a ouvert tant de portes au Mexique. Enfin, bien des problèmes relatifs au séjour de Trotsky en Norvège n'auraient pu être éclairés sans le dévouement et la disponibilité attentive de M. Håkon Meyer.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	: American Fédération of Labor
A.S.R.	: Action socialiste révolutionnaire
A.W.P.	: American Worker's Party
B.I.U.S.R.	: Bureau international d'unité socialiste révolution- naire
B.L. ou b.l.	: Bolchevik-léniniste
B.O.	; <i>Biulleten Oppositsii</i>
B.P.	: Bureau politique
B.R.S.	: Bond van Revolutionaire Socialisten
C.A.P.	: Commission administrative permanente
C.C.	: Comité central
C.E.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.G.T.	: Confédération générale du travail
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail unitaire
C.L.A.	: Communist League of America
C.N.T.	: Confédération nacional del trabajo
C.P.A.	: Communist Party of America
C.P.L.A.	: Committee for Progressive Labor Action
C.P.O.	î Communistische Partij Opposition
D.N.A.	: Det Norske Arbeiderparti
F.C.I.	: Fédération comunista iberica
G.A.R.	: Groupe d'Action révolutionnaire
G.B.L.	; Groupe bolchevique-léniniste
G.P.U.	: Guépéou (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Ou- pravlénie)
G.R.	: Gauche révolutionnaire
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
LC.	: Internationale communiste
I.C.E.	: Izquierda comunista de Espana
I.C.L.	: International Communist League
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.O.	: International Left Opposition
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition
I.W.W.	: Industrial Workers of the World
LC.	: Jeunesses communistes
J.G.S.	: Jeunes Gardes socialistes
LS.	: Jeunesses socialistes
J.S.R.	: Jeunesses socialistes révolutionnaires
K.A.P.D.	: Kommunistische Arbeiterpartei Deutschland
K.D.	: Konstitutsionnii Demokratitcheski

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936

K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	: Kommunistische Partei Opposition
K. P.Ô.	: Kommunistische Partei Österreichs
L. C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
N.A.S.	: Nationaal Arbeids-Secretariaat
N. K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
O.S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P. C.	: Parti communiste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	•: Parti ouvrier belge
P.O.S.D.R.	: Parti ouvrier social-démocrate de Russie
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unificacion marxista
P.P.S.	: Polska partia socjalistyczna
P.S.	: Parti socialiste
P.S.O.E.	: Partido socialista Obrero espanol
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische arbeiders partij
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S. A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.N.	: Société des nations
S.F.I.C.	: Section française de l'internationale communiste
S.F.I.O	: Section française de l'internationale ouvrière
S.I.	: Secrétariat international
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
U.G.T.	: Union general de los trabajadores
U.S.P.D.	: Unabhàngige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
W.P.C.	: Workers Party of Canada
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States

REPERES CHRONOLOGIQUES

1936

JANVIER

5 — Congrès de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine (dont les dirigeants avaient été exclus en 1935) : les Jeunesses socialistes révolutionnaires (J. S. R.) sont fondées.

10 — En France, adoption du programme électoral du Front populaire par les partis communiste, socialiste et radical.

15 — Le groupe de **La Commune** fonde le « comité pour la IV^e Internationale ».

16 — En Espagne, adoption du programme électoral des gauches (partis républicains, socialiste et communiste) que Juan Andrade signe pour le P. O. U. M.

22 — En France, la Chambre des députés porte à deux ans le service militaire ; la démission des ministres radicaux provoque la démission du cabinet Laval.

23/25 — VIII^e Congrès du parti communiste à Villeurbanne : Maurice Thorez présente un rapport consacré à l'« union de la nation française ».

24 — Trotsky télégraphie qu'il est en faveur de l'entrée des militants du W. P. U. S. dans le parti socialiste américain.

26 — En Grèce, les élections législatives ne donnent aucune majorité ; un accord secret lie le P. C. au dirigeant libéral Sophoulis.

28 — En France, premier comité national de la **C. G. T.** unifiée.

31 — Le gouvernement présidé par le radical **A. Sarraut** bénéficie des voix des députés socialistes et de l'abstention des communistes.

LEVRIER

1*72 — Congrès national extraordinaire du parti socialiste S. F. I. O. qui approuve la tactique électorale et se déclare prêt à former un gouvernement de Front populaire.

5 — **A** Valence, le socialiste Largo Caballero s'affirme partisan de la « dictature du prolétariat ».

8 — Le Canadien M. Spector et G. Lyman Paine discutent avec Trotsky à H0nefoss de la situation dans le W. P. U. S. par rapport à l'entrée dans le P. S.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936

14 — Attentat contre Léon Blum, boulevard Saint-Germain à Paris.

16 — Victoire du Frente popular aux élections législatives en Espagne, début des manifestations pour la libération des prisonniers politiques.

18 — Le républicain Manuel Azana forme à Madrid un gouvernement sur le programme du Front populaire : les partis ouvriers soutiennent sans participer. Des manifestants ouvrent des prisons.

19 — Trotsky de nouveau hospitalisé à Oslo.

22 — Amnistie des prisonniers politiques en Espagne.

25 — Commission d'études socialistes-communistes en Pologne en vue d'un accord de type « Front populaire ».

27 — La chambre des députés ratifie le pacte franco-soviétique.

29 — Début du congrès du W. P. U. S. qui doit décider l'entrée dans le P. S. américain.

INTRODUCTION

Lorsque commence la décisive année 1936, Trotsky est en Norvège, à Weksal, près de Hfinefoss, dans la maison du journaliste Konrad Knudsen dont il partage la vie avec Natalia et son secrétaire Erwin Wolf. C'est sa huitième année d'exil, son premier hiver norvégien, la dernière période aussi d'une relative tranquillité dont il sait qu'elle va inévitablement prendre fin.

Au centre de son activité au cours de ces mois studieux, ce sujet qui s'est en quelque sorte imposé à lui depuis septembre, ce bilan de l'U.R.S.S. commencé sous forme de préface pour une réédition américaine de l'Histoire de la Révolution russe et qui est en train de devenir un véritable livre, La Révolution trahie. Par ailleurs, les informations en provenance de l'U.R.S.S., l'étude attentive à laquelle il s'est livré des comptes rendus parus dans la presse soviétique sur l'épuration du parti officiel, lui permettent de découvrir l'ampleur du phénomène et le nombre élevé de communistes exclus du P.C. d'Union soviétique pour « trotskysme ». Il en conclut à l'importance et à la vitalité, sinon de Vorganisation, du moins du courant qui se réclame de ses idées dans le pays de la révolution d'Octobre et revient à plusieurs reprises, dans des lettres et des articles, sur ce qu'il appelle « la section soviétique » de la IV* Internationale. Les éléments d'information apportés en 1935 par les deux anciens prisonniers sortis d'U.R.S.S., VArménien Davtian dit Tarov et le Croate Ciliga, l'ont déjà convaincu de la nécessité d'une campagne internationale de défense des prisonniers révolutionnaires en U.R.S.S. Il s'efforce de la susciter en liant le sort de ses camarades soviétiques à celui des révolutionnaires non staliniens emprisonnés dans les pays capitalistes — et que personne ne défend.

Depuis 1933, la tâche à l'ordre du jour est la construction de la IV* Internationale. Au début de 1935, il a conçu le dessein

de rassembler autour d'un « Manifeste pour la IV^e Internationale » les partis et organisations qui se disent révolutionnaires et ont compris la faillite des deux vieilles Internationales : on a appelé ce manifeste la « Lettre ouverte », et il a été signé notamment par deux partis nés de la fusion de sections de la L.C.I. avec des organisations jusque-là indépendantes, le W.P.U.S. (américain) et le R.S.A.P. hollandais. Trotsky avait escompté l'organisation rapide d'une conférence internationale qui aurait ainsi pris acte de l'existence de la IV^e Internationale en construction et lui aurait donné ses premières formes d'organisation. En fait, des développements politiques incontrôlables, la crise de la section hollandaise et sa scission, d'abord, celle de la section française et l'explosion du G.B.L. ensuite, l'ont contraint à un report. Il ne renonce pas pour autant.

Les premiers mois de 1936 vont pourtant aggraver considérablement les difficultés qu'il rencontrait déjà sur ce plan.

D'abord, la question de l'« entrisme » dans les partis socialistes, qui avait secoué si fort, en 1934 et jusqu'en 1935, les sections de la L.C.I., se trouve à nouveau posée par les dirigeants du W.P.U.S. face aux développements récents intervenus au sein du P.S. américain dont la « Vieille Garde » réformiste ultra-droitière vient de claquer la porte, laissant l'appareil aux mains de deux fractions centristes encore incomplètement cristallisées. Cannon et Shachtman — qui se sont longtemps défendus contre Oehler de préparer « sournoisement » l'entrisme dans le P.S. — sont maintenant convaincus de sa nécessité : ils demandent à Trotsky conseil et appui. Par télégramme, Trotsky leur conseille de franchir le pas : il est, pour sa part, convaincu que tout vaut mieux pour le parti américain que la crise qu'il vit — une discussion qui se prolonge en dehors de toute activité pratique.

Pourtant les dégâts sont prévisibles, les risques d'éclatement considérables. C'est encore lui qui va contribuer à les éviter, à la fois par la correspondance qu'il entretient avec les autres dirigeants américains hostiles à l'entrisme et dans le cours d'une discussion qu'il mène pendant plusieurs jours, en février, à Høynefoss, avec des visiteurs américains, dont le Canadien Maurice Spector, qu'il connaît depuis l'époque de l'I.C. à Moscou. L'entrée est finalement décidée ; elle se fera sans défection importante dans les rangs du W.P.U.S. dont les tendances anti-entrismes, avec Muste, Weber et Glotzer, acceptent finalement de la tenter loyalement.

En réalité, les conséquences les plus néfastes du « tournant américain » se traduisent dans d'autres sections et d'abord dans

le R.S.A.P. hollandais. En 1934, les dirigeants des deux partis qui constituent aujourd'hui le R.S.A.P., l'O.S.P. et le R.S.P., P. J. Schmidt et surtout Sneevliet, avaient été hostiles au « tournant français ». Sneevliet, qui était à l'époque membre du S.I. de la L.C.I., ne l'avait accepté qu'en tant qu'initiative tactique particulière, tout en maintenant qu'une décision de cette importance ne pouvait être du seul ressort de la section nationale concernée, mais relevait du S.I., donc de toute l'organisation internationale. Or, en ce mois de janvier 1936, Trotsky a donné aux Américains son opinion personnelle, mettant ainsi selon Sneevliet le S.I. — et les dirigeants hollandais qui assurent le « secrétariat » des organisations pour la IV' — devant le fait accompli.

Schmidt et Sneevliet n'ont certes pas fait de l'organisation des signataires de la « Lettre ouverte », donc de la construction de la IV' Internationale, leur objectif n° 1 au cours des mois précédents. Mais ils considèrent que le W.P.U.S., en décidant d'entrer dans le parti socialiste américain, membre de la II* Internationale, abandonne de fait la lutte pour la IV'. Il est clair à leurs yeux que, pour une période indéterminée, les Américains, de même que les Belges entrés dans le P.O.B., n'auront plus dorénavant les mains libres sur le plan international, alors qu'ils étaient, avec le R.S.A.P., l'un des deux piliers de l'entreprise, en même temps que les seuls partis significatifs par leur nombre. Les rapports entre le R.S.A.P. d'une part, Trotsky et le S.I. de l'autre, vont aller se détériorant à partir de ce mois de janvier.

Au sein du S.I. lui-même, d'ailleurs, la décision des Américains de pratiquer à leur tour l'« entrisme » provoque des remous et annonce à terme une autre rupture : l'Allemande

— ex-« zinoviéviste » — Ruth Fischer, cooptée un an plus tôt sur proposition de Trotsky, confirme son hostilité à l'entrisme et à la méthode qui, selon elle, tient le S.I. à l'écart des décisions importantes : sa protestation prend la forme d'un absentéisme systématique qui se terminera en départ. Dans son cas et celui de son compagnon Arkadi Maslow, les divergences ne cessaient par ailleurs de s'accumuler depuis 1935 autour de la question de l'attitude vis-à-vis du Front populaire qui avait fait l'objet en 1935 de vives discussions au S.I., au cours desquelles ils avaient combattu l'analyse et les mots d'ordre de Trotsky.

C'est aussi la question du Front populaire — ou plus exactement de la pression que la politique de Front populaire conçue à Moscou exerce dans les rangs des organisations trotskystes

— qui explique la rupture brutale et définitive avec l'une des plus anciennes sections de l'Opposition de gauche, sa section

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936 espagnole dirigée par Andrés N in, longtemps lié à Trotsky par une amitié personnelle. A deux reprises, en septembre 1934, puis en mai 1935, la section espagnole a repoussé la proposition de Trotsky et du S.I. d'entrer dans le parti socialiste et son organisation de jeunesse. En septembre 1935, en revanche, elle a pris part à une unification, notamment avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurin, qui a donné naissance au P.O.U.M., implanté presque exclusivement en Catalogne. Trotsky avait accepté, bien qu'à contrecœur, cette expérience, peu différente en principe de celle de Hollande et des Etats-Unis, bien que Nin et ses camarades aient prévenu le S.I. qu'ils ne s'organiseraient pas en fraction à l'intérieur du P.O.U.M.

Mais la rupture — si longtemps repoussée — devient inévitable au moment où le P.O.U.M., invoquant les modalités de la loi électorale et l'urgence d'une victoire électorale permettant l'amnistie des 30 000 prisonniers politiques de 1934, décide de signer le programme électoral du Bloc des Gauches — un Front populaire sans le nom. Pour Trotsky, c'est une trahison, et il l'écrit sans ménagements. Il proteste cependant contre la décision du S.I. d'exclure précipitamment Nin et ses camarades. Le résultat de ces développements est en tout cas qu'il n'existe plus de section espagnole au moment pourtant où la victoire électorale du Frente popular constitue le premier signe indiscutable de la reprise d'une montée des masses un instant enrayée après octobre 1934 par la féroce répression contre les mineurs asturiens.

Les choses ne vont guère mieux avec la section française, où la scission a été consommée en décembre avec la fondation, par Raymond Molinier, de l'hebdomadaire La Commune, et l'exclusion du G.B.L. de tous les militants qui diffusent et collaborent à ce nouveau journal. D'abord il existe au sein du G.B.L. — dont une importante fraction du noyau ancien a suivi Molinier — un fort courant conciliateur qui fait pression pour de nouvelles négociations à la recherche d'un compromis. Ensuite Molinier prend des initiatives et marque des points. Tandis que le G.B.L. a passé des semaines entières à élaborer un texte de lettre pour la construction du nouveau parti et de la IV^e Internationale, les gens de La Commune fondent un « comité de la IV^e Internationale » qui annonce son intention de signer la « Lettre ouverte » et revendique sa place dans l'organisation internationale en construction.

Trotsky s'impatiente de la lenteur, du manque d'initiative, voire de la raideur « bureaucratique », dit-il de la direction du G.B.L. et du S.I., qui semblent incapables de s'adapter à de

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
nouveaux développements et plus simplement de manœuvrer pour « démasquer » les scissionnistes. Il propose des solutions qui ne sont finalement pas retenues... En France aussi, la montée des masses, qui s'annonce, risque de se produire alors que les partisans du nouveau parti et de la IV* Internationale s'entre-déchirent, et ce facteur s'ajouterait ainsi à l'isolement dans lequel les enferment inévitablement, dans un premier temps, les partis du Front populaire.

Il reste que l'expérience française peut être utile à d'autres sections pour mieux s'orienter, éviter la répétition d'erreurs, mieux prévoir les obstacles sur leur route. C'est ce que pense Trotsky à propos de la Pologne — où la classe ouvrière commence à descendre dans la rue, pour le plus grand profit de la fraction B.L. dans le P.P.S. et le Bund — et surtout de la Belgique où les résultats sont pour le moment encourageants. Certes les premières exclusions de trotskystes ont eu lieu dans les J.G.S., mais on peut espérer que c'est une fraction homogène qui va être amenée à « sortir » du P.O.B., considérablement renforcée par un travail d'une année dans son sein. Il semble bien notamment que, dès ces premiers mois de 1936, la fraction trotskyste soit parvenue à recruter la personnalité militante la plus en vue de l'Action socialiste révolutionnaire, le jeune¹ Walter Dauge, dirigeant J.G.S. du Borinage. Trotsky, en tout cas, est en contact direct avec lui, discute des meilleures conditions de la rupture à venir, avec le P.O.B. et des conditions pour la construction du parti indépendant en Belgique, à la lumière de l'expérience française. Il est cependant loin de lui faire une entière confiance, et s'inquiète de ses dispositions conciliatrices à l'égard du «■ jeune bonze » Godefroid.

Il reprend également contact avec le Britannique Hugo Dewar — le groupe des anciens militants de la « majorité » britannique qui avait pris ses distances du S.I. au début de 1934 — entré avec ses camarades dans le Labour Party vers lequel Trotsky songe de plus en plus à orienter ses camarades anglais dont il estime qu'ils perdent leur temps et leurs forces au sein de l'I.L.P. Le groupe dissident de D. D. Harber, entré indépendamment dans le Labour Party, ne vient-il pas d'ailleurs de recruter, avec le < Hyde Park Group », un noyau d'anciens cadres de la J.C., dirigés par Eric Starkey Jackson, qui constitue la promesse d'une abondante moisson ?

Ces interventions personnelles de Trotsky — en direction des Américains, des Espagnols, des Belges, des Anglais — ne constituent-elles pas les indices d'un affaiblissement du rôle et de l'activité du S.I. ? On peut le supposer. En ce début de 1936,

les Hollandais boudent, les Belges sont pris par leur activité quotidienne dans le P.O.B. et leurs problèmes de « sortie », les Français par leur crise. Ruth Fischer s'en va. Avec Leonetti, c'est probablement une fois de plus Léon Sedov, épaulé par Klement, sur qui repose l'activité quotidienne de l'organisme dirigeant international.

On ne trouvera pas, dans les écrits de Trotsky de ces premiers mois de 1936, trace des développements du mouvement international sur les autres continents. Pas de nouvelles de Chine, semble-t-il, pas d'écho non plus concernant l'Indochine où les trotskystes de Ta Thu Thau, à travers notamment le journal *La Lutte*, occupent d'importantes positions dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire naissant. Après l'écrasement de la section brésilienne, en novembre 1935 par le coup d'Etat de Vargas, le début de 1936 a été marqué par de graves crises dans deux des sections les plus anciennes d'Amérique latine, à Cuba, où l'organisation s'est presque totalement dissoute dans les rangs de l'organisation nationaliste de gauche *Joven Cuba*, au Chili où la *Izquierda comunista*, déjà partie prenante dans un « Bloc des Gauches » qui avait tous les traits d'un Front populaire, s'oriente vers son absorption dans le P.S. et... la politique du Front populaire. En revanche, les premières nouvelles sont arrivées de la fondation en Argentine du parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.) de Bolivie en exil, animé par un ancien dirigeant étudiant et membre du P.C., le jeune José Aguirre Gainsborg. Au Mexique, la *Liga comunista internacionalista* renaît une fois de plus de ses cendres sous l'impulsion du jeune instituteur Octavio Fernández et fait des recrues de marque, avec le peintre Diego Rivera et toute une série de militants ouvriers de la Casa del Pueblo.

Nous ignorons si Trotsky fut informé de ces nouveaux développements qui devaient avoir quelques mois plus tard une énorme importance pour sa propre vie. Nous sommes en revanche certains qu'il ignore pendant toute cette période la perte la plus cruelle subie par son organisation internationale, la mort, en janvier, à l'hôpital de Novosibirsk, d'un des hommes les plus brillants et les plus courageux de la jeune génération bolchevik-léniniste en U.R.S.S., Eléazar Solntsev.

Nous avons écrit, en commençant cette introduction, que 1936 était l'année décisive. Le lecteur aura peut-être le sentiment

qu'il ne s'est rien passé au cours de ses deux premiers mois. Ce n'était pas l'avis de Trotsky et nous pensons qu'il avait raison. En Espagne, les premières manifestations à l'annonce de la victoire électorale des gauches ouvraient de force les portes des prisons. Grèves, occupation de terres, batailles sanglantes entre militants ouvriers et phalangistes commençaient, avant-goût de la guerre civile que le général Franco s'offrait, dès janvier, à commencer tout de suite. L'agitation ouvrière en France, contenue par la politique électoraliste des partis ouvriers du Front populaire, annonçait incontestablement des développements identiques pour le lendemain des élections, prévues en mai. En Belgique, en Pologne, s'accumulaient les signes de la même montée des masses. La partie que Trotsky jouait était celle de la construction et de la consolidation d'un noyau stable pour une organisation révolutionnaire dont le rôle pouvait être décisif avec l'explosion de la crise révolutionnaire. Les développements négatifs sur ce plan capital en France et en Espagne démontraient une fois de plus que le vieux monde se défend et que les révolutionnaires ne vivent pas dans un univers clos à l'abri des pressions de leur ennemi de classe.

Déjà en Union soviétique, dans les prisons et les chambres de torture du G.P.U., on préparait le nouveau procès, prévu par Trotsky avec quelle appréhension. L'Allemagne hitlérienne, elle, préparait un nouveau bond en avant dans la voie du réarmement, étape nécessaire dans sa préparation de la lutte pour un nouveau partage du monde, la deuxième guerre mondiale. Ces deux facteurs, si souvent invoqués pour excuser trop de silences, expliquent-ils à eux seuls l'impuissance de Trotsky à convaincre ses propres camarades de la gravité du danger qui pesait sur les révolutionnaires en Union soviétique ? Léon Sedov, en tout cas, semble bien esseulé dans ses efforts pour bâtir à Paris un comité de défense des révolutionnaires emprisonnés.

La santé de Trotsky ne s'est pas améliorée depuis la fin de décembre. Le 19 février, il retourne à l'hôpital pour une nouvelle période d'observation.

[LA NATURE DE CLASSE DE L'UNION SOVIÉTIQUE] (1) (1^{er} janvier 1936)

Cher Camarade (2),

Vous posez la question de savoir si l'actuel système soviétique peut être remplacé par une « troisième » forme de société qui ne serait ni capitaliste ni socialiste. Urbahns (3) estime que c'est précisément le « capitalisme d'État », ce en quoi il assimile le système soviétique et le capitalisme « uniformisé » du fascisme. En cela il oublie une toute petite différence : le fascisme enserme les forces productives hautement développées dans le cadre de l'État national, où il entrave davantage encore leur développement ultérieur. Le système soviétique, même dans sa forme actuelle, donne au développement des forces

(1) Lettre à Eric Loffler du 1^{er} janvier 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8930, avec l'autorisation du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. Une reproduction de l'original avait été publiée dans *Informations-Dienst*, n° 10 de février 1936.

(2) Eric LOFFLER était le pseudonyme d'Otto NEUSTEDTL (né en 1896), un important avocat de Libérée (Reichenberg), ami du secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf. Il était l'un des membres d'un petit groupe d'intellectuels de cette région des Sudètes mobilisés par le danger du nazisme et profondément marqués par les responsabilités stalinienues dans les progrès des nazis qui s'appelaient le « groupe Rops ». Médecins, hommes d'affaires, avocats, ils se consacraient avant tout au financement du mouvement trotskyste et n'intervenaient guère en tant que militants sur le terrain. L'intervention de Loffler sur la question de la « nature de l'U.R.S.S. » revêtait d'autant plus d'importance aux yeux de Trotsky que ces hommes très précieux avaient un rôle ingrat.

(3) Hugo URBHNS (1890-1946), instituteur allemand, membre du K.P.D. en 1919, avait été à partir de 1920 l'un des dirigeants de sa « gauche » avec Ruth Fischer et Maslow. Il avait dirigé en 1923 l'insurrection armée de Hambourg. Exclu du K.P.D. en 1926, il avait participé en 1928 à la constitution du Leninbund et en était devenu le principal dirigeant, la même année, à la suite du départ de Fischer et Maslow. A partir de 1929, il avait commencé à défendre l'idée selon laquelle l'Union soviétique avait cessé d'être un État ouvrier pour devenir un « capitalisme d'État ». Les partisans allemands de Trotsky avaient rompu avec lui dès 1930.

productives un essor inconnu jusqu'à ce jour. Urbahns ne voit donc pas [la différence] (4) entre ce qui est progressiste et ce qui est ultraréactionnaire du point de vue historique.

Vous n'avez, à ce que je vois, rien de commun avec la conception d'Urbahns. Vous estimez toutefois que la bureaucratie pourrait, à un stade ultérieur de son évolution, adapter à ce point les formes de propriété à ses intérêts qu'elle deviendrait une véritable classe dominante. Mais vous ne dites rien de plus sur ces nouvelles formes de propriété. Vous vous contentez d'affirmer en général que l'évolution vivante est d'une intarissable fécondité dans la production de formes nouvelles.

Sous cette forme générale, il me semble tout aussi difficile d'admettre que de repousser cette « troisième possibilité », car il faut pour cela faire abstraction de trop nombreux facteurs, en premier lieu de ceux qui sont déterminants pour notre activité révolutionnaire.

Les formes de propriété sont bien des formes *sociales* par excellence (5). Vous donnez des exemples — ceux de l'époque précapitaliste en tout cas — où certaines formes de propriété n'avaient pas grande signification. Ces exemples montrent seulement qu'il faut distinguer les *véritables* formes de propriété des formes supposées, c'est-à-dire des *fictions* juridiques (qui ont aussi une fonction réelle, mais à un niveau supérieur). La bourgeoisie a dépouillé les formes de propriété de leurs oripeaux. La révolution prolétarienne a nationalisé la propriété capitaliste. La question est donc : cette nationalisation ne peut-elle pas à son tour dégénérer en fiction, la véritable propriété passant, sous une forme ou sous une autre, aux mains d'une classe issue de la bureaucratie ?

La propriété nationalisée est indissociable de l'économie planifiée. En cela, elle n'est pas une fiction, mais une puissante réalité. Cependant, la nationalisation ne signifie pas seulement que les forces productives sont organisées et dirigées *selon un plan*, mais aussi qu'elles sont dirigées dans l'intérêt *de tous*. La bureaucratie porte préjudice au nouveau système sous ce double rapport. D'un côté, elle diminue l'efficacité de l'économie planifiée et [de l'autre] elle s'approprie une part énorme de la production.

Si nous parlons d'un « troisième » système, il nous faut répondre à la question de savoir s'il s'agit de droits nouvellement acquis par la bureaucratie sur des notions toujours plus immor-

(4) Le mot entre [] est ajouté par le traducteur (N.d.T.).

(5) « Par excellence » : en français dans le texte.

tantes du revenu national — ce qui équivaldrait en vérité à un droit de parasitisme — ou s'il s'agit d'une liquidation virtuelle de l'économie préféodale. Seule la seconde hypothèse fournirait une nouvelle base sociale (6).

Il faut cependant voir clairement que l'abolition de l'économie planifiée et donc aussi de la nationalisation des forces productives conduirait automatiquement et inéluctablement à leur paralysie et à leur désagrégation. Nous n'aurions plus alors affaire avec un système progressiste, mais à un système décadent qui se rapprocherait inévitablement du capitalisme fasciste. Que l'évolution, si riche en formations nouvelles, puisse par là même produire quelque chose d'original, c'est possible. Mais *l'essence* de la chose ne serait guère modifiée.

Admettons que l'économie planifiée reste inchangée dans ses fondements et que les forces productives continuent de croître : il ne nous reste alors rien d'autre — dans votre hypothèse — que de voir la bureaucratie réussir à consolider, à stabiliser et à éterniser son parasitisme sur les plans juridique, idéologique et politique (et pourquoi pas aussi religieux ?). Cette perspective implique que la grande masse de la population, malgré le relèvement de l'économie et de la culture, se mette sagement sous le nouveau joug et le porte sans jamais opposer de résistance. C'est assurément une chose improbable. Le progrès de l'économie permet à la bureaucratie soviétique, à un certain stade, d'accéder à de grandes sources de pouvoir. Mais le même progrès se heurte toujours davantage à son autocratie et à son parasitisme.

Quelle est alors la perspective ? Très probablement une nouvelle révolution. Toutefois, ce ne sera pas une révolution *sociale*, mais une révolution *politique* (7). La bourgeoisie a également connu dans son évolution de « grandes » révolutions, c'est-à-dire des révolutions sociales et aussi des révolutions seulement politiques, qui se sont déroulées sur la base d'un régime de propriété déjà consolidé. Le pronostic théorique de Marx et de Lénine n'a de toute façon pas prévu la possibilité de révolutions politiques sur la base sociale d'une propriété

(6) Un mot ou un groupe de mots semblent manquer dans cette phrase (N.d.T.).

(7) C'est à notre connaissance la première fois que Trotsky emploie l'expression de « révolution politique » pour l'U.R.S.S. qui sera consacrée à partir de *La Révolution trahie*. Cependant, dans le texte « La IV Internationale et l'U.R.S.S. La nature de classe de l'Etat soviétique », du 1^{er} octobre 1933 (*Œuvres*, 2, p. 243-268), il donne, notamment p. 260, une définition de la « révolution politique » sans employer le mot.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
nationalisée par le prolétariat. Mais il n'a pas non plus prévu la dégénérescence bonapartiste de la dictature du prolétariat. Ces deux choses font justement partie de ces phases, formes de transition, etc., que l'histoire produit avec une intarissable fécondité. Les lois générales de l'évolution du capitalisme au socialisme, telles qu'elles ont été établies par le marxisme, ne sont cependant nullement abrogées par ces « épisodes » (de très désagréables « épisodes »).

Telles sont les considérations que m'inspire votre intéressante question et que je vous fais parvenir — en toute hâte.

Avec mes saluts les plus cordiaux.

[DISCUTER SUR L'U.R.S.S.] (1)

(2 janvier 1936)

Cher Camarade Weiss (2),

A la demande du camarade Löffler, j'ai mis par écrit quelques réflexions supplémentaires sur le caractère de l'Union soviétique. J'ai adressé une copie de cette réponse au camarade Keller (3). Je le prie en même temps de vous communiquer ce document. Peut-être intéressera-t-il le camarade Martell (4).

(1) Lettre à Weiss du 2 janvier 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10863, avec l'autorisation du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) WEISS était le pseudonyme d'Oskar SEIPOLD (1889-1966). Né en Pologne russe, fixé en Allemagne en 1907, militant socialiste en 1909, il avait fait son service militaire en 1911 en Russie. Prisonnier de guerre, il avait choisi en 1918 la nationalité allemande et avait milité dans l'U.S.P.D. puis le K.P.D. Il avait rejoint l'Opposition de gauche en 1928 et avait été son porte-parole au Landtag de Prusse où il avait été élu sur une liste communiste. Exclu du parti en 1930, il avait été l'un des principaux porte-drapeau de l'Opposition de gauche allemande. Arrêté peu après la prise du pouvoir par Hitler, il avait été libéré à la fin de 1934 et avait réussi à se réfugier en Pologne, à Lodz, d'où il avait repris contact avec Trotsky à la fin de 1935. Il venait d'arriver en Tchécoslovaquie, à Reichenberg (Libérée) dans la région des Sudètes.

(3) KELLER était l'un des pseudonymes de Jan FRANKEL (né en 1906), un ancien militant des Jeunesses et du parti communiste tchécoslovaque rallié à l'Opposition de gauche en 1927, membre de son premier noyau en Tchécoslovaquie et son représentant à la conférence internationale de l'Opposition en avril 1930 à Paris. Il avait été ensuite secrétaire de Trotsky jusqu'au début de 1933, puis avait été membre du secrétariat international jusqu'en février 1934, date de son expulsion de France. Il avait repris ses fonctions de secrétaire de Trotsky en Norvège de juin à octobre 1935, puis avait regagné la Tchécoslovaquie via la Suisse. Il avait toute la confiance de Trotsky.

(4) Nous ne savons absolument rien sur H. O. MARTELL, militant de l'Opposition de gauche de Tchécoslovaquie, en correspondance avec Trotsky de façon irrégulière à cette période.

[COMMENT MENER LA CAMPAGNE DE DÉFENSE] (1)

(2 janvier 1936)

Cher Camarade Ciliga (2),

J'ai reçu aujourd'hui une petite leçon qui me semble d'une haute importance pour notre campagne et que je m'empresse donc de vous communiquer.

J'ai écrit à un membre honnête et sérieux du parti ouvrier norvégien une lettre privée (3) sur les persécutions des révolutionnaires par la bureaucratie stalinienne. De la réponse que j'ai reçue de lui, je cite l'intéressant passage suivant :

< Les choses contraignent, pour ainsi dire, tout homme honnête à s'opposer aux gens qui sont actuellement au pouvoir en Union soviétique. La difficulté sera d'orienter cette opposition de façon à ne rien détruire d'autre que ce

(1) Lettre à Ciliga, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7582 et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) Ante CILIGA (né en 1896), né en Croatie, mais de nationalité italienne selon les traités, avait adhéré en 1918 au P.S. croate et en 1920 au P.C. yougoslave. Il avait milité en Italie et en Croatie, puis, à partir de 1924, dans l'appareil de l'I.C. à Vienne, puis à Prague. Il était entré en avril 1925 au bureau politique du P.C.Y. Expulsé du pays en 1926, il fut désigné comme membre du < bureau étranger » du P.C.Y. qu'il représenta au secrétariat balkanique de l'I.C., à Moscou. Sympathisant de l'Opposition de gauche en 1927-28, il s'engagea, après la condamnation de cette dernière, dans un groupe oppositionnel de communistes yougoslaves à Moscou en 1929. Cela lui valut des sanctions et une affectation à Leningrad à l'Université communiste. Arrêté en mai 1930 pour son activité clandestine, il fut condamné à trois ans de prison, interné à Verkhneouralsk, puis déporté dans la région d'Irkoutsk. Il avait joué de sa nationalité italienne pour obtenir sa libération et l'autorisation de quitter l'U.R.S.S. Arrivé à Prague, il avait pris contact avec Frankel, l'ancien secrétaire de Trotsky (cf. n. 3, p. 33) par l'intermédiaire d'un communiste tchécoslovaque avec lequel il avait milité dans l'appareil. Ciliga avait publié plusieurs articles dans le *Biulleten Oppositsii* et correspondu avec Trotsky.

(3) Il s'agit de la lettre adressée le 24 décembre 1935 par Trotsky au journaliste norvégien Olav Schefflo (cf. n. 2, p. 39).

qui mérite d'être détruit. Ici, en Norvège, un proverbe dit qu'on ne doit pas jeter l'enfant avec l'eau sale de sa toilette (4) [...] Je veux cependant évoquer ici l'un de mes projets : l'envoi d'une lettre au gouvernement soviétique. Cette lettre doit être rédigée de manière que tout un chacun comprenne qu'elle émane de vrais amis de l'Union soviétique et qu'elle ne vise qu'au renforcement de l'État ouvrier. Cette lettre doit pouvoir être votée dans les organisations du parti, dans les organisations syndicales, etc. Tout le travail doit être dirigé par un comité constitué de façon à être au-dessus de tout soupçon. »

En quoi consiste donc la leçon qui nous est donnée ici ? J'avais employé dans ma lettre un ton plus mordant (« Le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier », etc.). Le camarade dont il s'agit ici a une position critique à l'égard de la bureaucratie soviétique. L'idée du comité et d'une pétition de masse lui est venue de manière entièrement spontanée (il n'en était nullement question dans ma lettre). Il n'en considère pas moins comme nécessaire de souligner quelque peu à mon intention aussi qu'on ne doit pas jeter l'enfant avec l'eau du bain. C'est dans cette remarque que réside justement la leçon.

Les ennemis déclarés de l'Union soviétique ne nous soutiendront pas. Ils utiliseront les crimes de la bureaucratie soviétique pour nous discréditer nous aussi, en même temps que l'Union soviétique. Nous ne pouvons nous appuyer dans notre campagne que sur *d'honnêtes* amis de l'Union soviétique. Ces amis honnêtes sont bien souvent très naïfs en politique. Ils se font de nombreuses illusions non seulement sur la situation en Union soviétique, mais aussi sur le caractère de la bureaucratie. Ils ont fortement tendance à fermer les yeux sur les aspects négatifs des choses. Cet état d'esprit traduit pour l'essentiel un facteur bien plus important, à savoir l'état d'esprit des larges masses ouvrières qui, en raison de la crise et de la menace du fascisme, ont tendance à idéaliser non seulement l'Union soviétique dans son ensemble, mais également la bureaucratie. La position du marxisme critique reste pour le moment le privilège d'une toute petite minorité qui se rassemble plus ou moins sous le drapeau de la IV^e Internationale. Ces éléments sont d'une extrême importance comme *moteurs* de la campagne, en aucune façon cependant ils n'en constituent *la base*.

(4) Ce proverbe existe également en russe.

C'est pourquoi il est extrêmement important de susciter la sympathie et l'adhésion des amis *honnêtes* de l'Union soviétique (les canailles intéressées et stipendiées ne valent pas qu'on parle d'elles, encore qu'elles constituent un haut pourcentage des « amis » officiels) : ces éléments honnêtes, dont le camarade cité est le meilleur exemple, sauront trouver en effet le ton qu'il faut pour assurer à la campagne une base beaucoup plus large. Quant aux conséquences pratiques qui en découlent nécessairement, elles sont d'une totale clarté !

Naturellement doivent aussi être représentés dans tous les comités des éléments plus jeunes et plus résolus — bolcheviks-léninistes également — qui joueront le rôle de forces motrices. Mais, sur le plan politique, ils doivent laisser davantage la parole aux autres.

[LES COMMUNISTES ÉTRANGERS EN DANGER] (1) (2 janvier 1936)

On trouve dans la résolution du dernier plénum du comité central du parti communiste d'Union soviétique (23 décembre 1935) sur la vérification des documents du parti, cartes de membres, etc., une indication très précise selon laquelle une insuffisante vigilance de la part des organismes du parti sur cette question aurait permis à des agences de renseignements étrangères d'infiltrer leurs agents dans le parti sous le masque d'émigrés politiques et de communistes étrangers.

Ce paragraphe de la résolution mérite la plus grande attention et la plus grande méfiance. Il n'est évidemment pas exclu que des espions puissent prendre un masque de staliniens et y arriver dans l'atmosphère profondément bureaucratique de la vie interne du parti. Mais il faut se demander pourquoi le comité central a jugé nécessaire de faire un point spécial sur cette question dans sa résolution. Normalement, on ne traite pas dans des résolutions publiques des vraies affaires d'espionnage. Il suffisait d'un mémorandum secret sur la question à tous les organismes du parti. Mais le fait qu'on ait jugé utile d'informer le public, de façon aussi spectaculaire, de l'infiltration d'espions étrangers, prouve que cette manœuvre est destinée à régler un problème tout différent et beaucoup plus important.

Au cours des dernières années, des centaines de communistes étrangers ont été attirés en Union soviétique, arrêtés et jetés en camp de concentration ou en isolateurs, ou déportés. Des dizaines d'entre eux ont été exécutés. On a essayé de lier à l'affaire Kixov (2) l'assassinat d'un groupe important d'oppo-

(1) T 3791. Lettre au S.I., avec copies à Earle Birney, J. Frankel, Walter Held, Sneevliet. Traduite de l'allemand.

(2) Sergei M. KOSTRIKOV, dit KIROV (1886-1934), bolchevik en 1905, dirigeant du parti en Azerbaïdjan de 1921 à 1926, avait remplacé Zinoviev à Leningrad en 1926. Membre du bureau politique en 1930,

sitionnels étrangers. On essaie maintenant de donner un prétexte plus général et plus durable à l'extermination de ces étrangers à l'esprit critique. Il est vraisemblable que les auteurs de cet amalgame — au premier chef le couple Staline-Iagoda (3) — sont très préoccupés par les révélations du camarade yougoslave Ciliga après sa libération (4). Et ils ont raison. C'est pourquoi ils s'efforcent de fournir aux agents étrangers du G.P.U. — y compris MM. les journalistes staliniens — une formule toute prête pour abuser l'opinion publique. Comme on ne peut pas impliquer le monde entier dans l'assassinat de Kirov, on peut jeter le soupçon sur les autres en les traitant d'espions.

L'entreprise échouera. Les ouvriers exigeront la constitution d'une *commission internationale d'enquête* sur les accusations, persécutions et assassinats de communistes étrangers (5). Ce mot d'ordre revêt aujourd'hui une énorme importance pour purger le mouvement ouvrier du poison de l'amalgame stalinien.

il était considéré par beaucoup comme un rival éventuel de Staline. Son assassinat, le 1^{er} décembre 1934, par le communiste Nikolaïev, avait donné le signal d'une répression de masse qui avait frappé des dizaines de milliers de personnes en U.R.S.S. à commencer par les opposants et anciens opposants.

(3) Henrikh G. IAGODA (1891-1938) était à cette époque commissaire à la N.K.V.D., donc chef de la police politique que Trotsky continuait à appeler le G.P.U., et un très proche collaborateur de Staline.

(4) Sur Ante Ciliga, cf. n. 2, p. 34. Les lettres de Ciliga, publiées en plusieurs langues dans la presse trotskyste, apportaient une masse d'informations qui jetaient une lumière crue sur la répression en U.R.S.S. contre les communistes.

(5) Trotsky avait déjà plusieurs fois essayé de lancer une telle initiative. Au mois de décembre, après l'arrivée de Ciliga, il avait notamment fait solliciter l'ancien dirigeant du P.C. autrichien et ancien rédacteur en chef de *Die Neue Weltbühne*, Willy Schlamm (cf. *Œuvres*, 7).

[TOUCHER LES VRAIS AMIS DE L'U.R.S.S.](1)

(3 janvier 1936)

Cher Camarade Scheflo (2),

La nouvelle de vos graves souffrances m'a profondément touché. Je suis moi-même loin d'être en bonne santé en ce moment et puis donc vous exprimer d'autant plus chaleureusement ma sympathie.

Quand vous dites qu'on ne doit pas jeter l'enfant avec l'eau du bain, je ne puis qu'être pleinement d'accord avec vous (3). Il s'agit d'attirer sur cette question l'intérêt des amis *honnêtes* de l'Union soviétique, non de ses ennemis et encore moins de ces « amis » qui sont directement ou indirectement vendus à la bureaucratie soviétique et dont le nombre est loin d'être insignifiant.

Si vous venez à Oslo, je m'empresserai de vous y rendre visite. Prière seulement de m'indiquer en temps voulu l'heure et le lieu.

(1) Lettre à O. Scheflo, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10027, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Olav SCHEFLO (1883-1959), dirigeant avant la guerre du parti ouvrier norvégien, le D.N.A., avait été l'un des animateurs de son aile gauche qui avait obtenu son affiliation à l'I.C. Il avait été délégué du parti aux 2^e, 3^e et 4^e congrès de l'I.C. et y avait connu personnellement Trotsky. Bien qu'il ait suivi son parti dans la rupture avec l'I.C., il avait conservé des relations personnelles avec Trotsky et œuvré à plusieurs reprises pour l'octroi à l'exilé du visa norvégien. Il était journaliste à Kristiansand.

(3) Voir note 4, p. 35.

[CONTRE DA CONFUSION DES CAMARADES D'ANVERS] (1) (4 janvier 1936)

Chers Camarades (2),

Le dernier numéro de *Spartacus* (Belgique) (3) du 28 décembre 1935 rend publique l'affaire des camarades anversois (4) et me contraint à vous poser le problème selon les formes.

Les camarades anversois que vous savez ont manifesté leur mécontentement à Vereeken (5) à propos de l'attitude de nos camarades belges et de notre organisation internationale. C'est leur droit. Mais ils ne se sont pas contentés d'exercer leur droit de critique, ils ont voulu remettre les choses en place par

(1) Lettre à l'Ausland-Komitee (comité à l'étranger) des I.K.D., Bibliothèque du Collège de Harvard, 7905, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) La lettre est adressée à la direction de la section allemande à l'étranger car elle concerne l'attitude des camarades d'Anvers, en particulier l'un de leurs dirigeants à l'étranger, Fritz Besser dit *Brink* (1908-1977).

(3) L'« entrisme » dans le P.O.B. avait été décidé par l'assemblée générale de la section belge le 10 mars 1935. Les minoritaires, essentiellement la section de Bruxelles, décidèrent de maintenir une organisation indépendante et, après avoir publié pendant deux mois quatre numéros de *La Voix communiste*, commencèrent la publication bi-mensuelle de *Spartacus*, dont le sous-titre était « Organe de la Ligue Communiste Internationale (Trotskiste) en Belgique ».

(4) Le groupe d'Anvers de la section belge subissait fortement l'influence des Hollandais du parti de Sneevliet qui avait été, comme la minorité belge, hostile à l'entrisme en France et en Belgique. Une minorité avait soutenu la nécessité d'une unification entre le groupe « entrisme » et le groupe « indépendant ». Elle avait été exclue à l'initiative de Polk. *Spartacus* venait de révéler cette exclusion et la position de la minorité exclue dans un article (« Un rapprochement qui n'est pas exempt de danger ») consacré au rapprochement intervenu entre l'A.S.R. et la Liga du fait de l'offensive menée par le P.O.B. contre elles deux.

(5) Georges VEREEKEN (1898-1978), chauffeur de taxi, ancien membre du C.C. du P.C. belge, avait été l'un des pionniers de l'Opposition de gauche en Belgique et jusqu'en 1934 un des principaux dirigeants de la section belge (fédération de Bruxelles) et membre du S.I. H avait pris la tête de la minorité hostile à l'« entrisme » en France et en Belgique et était le principal dirigeant de la L.C.I., qui éditait *Spartacus* et avait signé dès août 1935 la « Lettre ouverte ».

l' « action directe », c'est-à-dire qu'ils ont voulu appartenir simultanément à la L.C.I. et à l'organisation rivale *Spartacus*. Ce genre de « démocratie » convient peut-être parfaitement à des intellectuels anarchistes, mais elle n'a rien à voir avec le centralisme démocratique. Dans cette situation, le camarade Polk (6) n'a pu faire autrement que de rompre avec ces intellectuels anarchistes qui ne respectent ni les statuts ni les décisions de l'organisation. Sinon, comment pourrait-on seulement maintenir une organisation révolutionnaire ? En Belgique, les choses évoluent assez rapidement. Le groupe Lesoil-Dauge (7) va probablement être bientôt exclu. On peut admettre qu'il sortira bien plus fort qu'il était entré, ce qui démontrerait la justesse de l'entrée. Là n'est toutefois pas le problème. L'exclusion peut et doit créer les conditions de la fusion entre le groupe Vereeken, si du moins Vereeken prend cette fois-ci des engagements plus sérieux à l'égard de l'organisation.

Or, dans cette affaire, les camarades anversois sont un facteur de *trouble*, parce qu'ils [...] les relations normales d'organisation à organisation et qu'ils encouragent la tentative *négative* de Vereeken. Voilà à quoi, au moment précis où approchent les négociations sur la fusion, il faut mettre un terme. Il nous faut savoir exactement où *notre* organisation s'arrête et où commence *l'autre*. J'ai déjà plusieurs fois remarqué ce phénomène que les impatientes, les conciliateurs anarchistes, restent en dehors d'une véritable fusion.

Puisque j'en suis à cette affaire désagréable, je vais vous

(6) Lodewijk POLK (1902-1942), ancien ouvrier de la compagnie des téléphones Bell, puis ouvrier du diamant à Anvers, était l'un des éléments ouvriers dirigeants de l'Opposition, puis de la Ligue belge à Anvers où il militait à cette époque, au compte de la section belge dans le P.O.B. et la Liga.

(7) Léon LESOIL (1892-1942), technicien des mines, gagné au communisme en Russie alors qu'il était militaire, avait été l'un des fondateurs et premiers dirigeants du P.C. belge, puis de l'Opposition de gauche, à la tête de la fédération ouvrière de Charleroi. Il avait dirigé la fameuse grève des mineurs de cette région en 1932 alors qu'il était le dirigeant de la section belge après sa rupture avec les « Bruxellois » Van Overstraeten et Hennaut. Il avait été partisan de l'« entrisme » et était le véritable dirigeant du groupe qui militait dans le P.O.B. et regroupait ses partisans dans l'Action socialiste révolutionnaire Trotsky avait une estime particulière pour cet authentique ouvrier communiste Walter DAUGE (1907-1944), un ancien étudiant, puis speaker de radio révoqué, était membre du comité national des Jeunes Gardes socialistes et secrétaire de leur fédération du Borinage, l'un des jeunes animateurs de la gauche du P.O.B. Son attachement à l'antimilitarisme prolétarien un voyage en U.R.S.S. en mai 1935, l'avaient rapproché des trotskystes entrés dans le P.O.B. et il était devenu le porte-drapeau de la tendance regroupée à l'été 1935 derrière l'hebdomadaire *Action socialiste révolutionnaire*. Il avait partie liée avec les trotskystes, mais n'avait cependement pas totalement gagné leur confiance, celle de Trotsky en particulier

donner un petit exemple de l'état d'esprit des camarades anversoï : dans ma première lettre au sujet de leurs objections, j'ai justifié l'impossibilité d'une collaboration immédiate dans les termes suivants : « le groupe de Charleroi (8) ne veut pas *apparaître* aux yeux de l'aile gauche comme l'agent d'une organisation extérieure au parti ». Les sévères Anversoï nous apprennent qu'ils « n'ont pas de ces exigences stupides », que je leur « impute » tout cela, etc. La phrase citée plus haut, de par le mot *apparaître*, exclut une telle interprétation. Il ne saurait donc être question d'« allégations » dans ce contexte. Mais les Anversoï se permettent, dans leur correspondance, des méthodes courantes entre deux organisations rivales. Ils montrent ainsi qu'ils se sentent plus proches du groupe de Vereeken que de nous. Car c'est lui qu'ils défendent et nous qu'ils attaquent, déloyalement, dans leur lettre et par l'intermédiaire de Vereeken dans *Spartacus*.

Ils nous expliquent qu'ils auraient en vue une « collaboration organisationnelle étroite et illégale » entre le groupe de Charleroi et *Spartacus*. Je ne voudrais pas être brutal, mais je ne puis m'empêcher de dire que toute cette conception des choses est puérile. S'agit-il seulement d'une entrevue personnelle et secrète entre Vereeken et Lesoil ou de la collaboration entre les deux organisations ? S'il est question de contacts illégaux au sommet, comment les Anversoï peuvent-ils seulement en savoir quelque chose et le contrôler ? Ils n'appartiennent pas [...] (9) Belges. Peut-être une telle chose a-t-elle lieu à leur insu ? Et s'ils exigent pour eux d'être informés de cette collaboration illégale, il leur faut bien garantir le même droit à chaque membre des deux organisations. Que restera-t-il alors du grand « secret » le lendemain ? Aux yeux du groupe Dauge, il pourrait sembler que Lesoil complotte secrètement avec Vereeken contre le groupe Dauge. Et l'A.S.R. sombrerait immédiatement. Il faut aussi prendre en considération l'existence des intermédiaires qui accumulent documents sur documents et couchent sur le papier tous les secrets avant qu'ils aient vu le jour.

La comparaison avec les liaisons de Lesoil avec le S.I. est ridicule. Le fait que Lesoil écrive une fois par mois à de vieux amis à Genève (10) ou à moi une lettre qu'il peut tranquillement

(8) L'expression « Charleroi » désigne la section belge < entrée », le groupe Lesoil.

(9) Plusieurs mots illisibles.

(10) « Genève » est le nom de code pour désigner le siège du secrétariat international et parfois le S.I. lui-même.

montrer à toute l'organisation est une chose. Autre chose est de pratiquer la collaboration secrète de deux organisations *en Belgique*. Dans ce domaine, il faut aussi compter sur l'absolue loyauté de tous les participants. L'attitude des Anversois montre à elle seule que même une telle chose serait dangereuse.

Ces exemples de l'incompréhension puérile des véritables difficultés de l'affaire suffisent pour qu'on le répète encore : il faut rappeler ces camarades à l'ordre.

[DÉLIMITATION ET UNITÉ] (1)

(4 janvier 1936)

Chers Camarades,

Avant de faire quelques remarques critiques, d'ailleurs secondaires, sur le projet d'appel « aux organisations et aux groupements révolutionnaires » du 30 décembre 1935 (2), je veux poser la question : que peut signifier cet appel par rapport au groupement de *La Commune* qui propose (à sa manière) la fusion avec *Révolution* (3).

Faisons pour l'instant abstraction du fait que les dirigeants de *La Commune* sont des déserteurs de notre propre organisation. La question des déserteurs se pose séparément. Mais *La Commune*, en tant que formation centriste, confuse et contradictoire, existe indépendamment des mesures qui ont été prises et que vous allez encore prendre contre les déserteurs (4).

(1) Lettre au C.C. du G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste), Bibliothèque du Collège de Harvard, 7866. Cette lettre avait déjà été publiée dans le *Bulletin intérieur* du G.B.L. n° 4, surchargé n° 5 janvier 1936. L'original est en français.

(2) Il s'agissait d'un projet d'appel du G.B.L. et des J.S. exclues, en vue de la constitution d'un nouveau parti sur la base de la IV* Internationale.

(3) *Révolution* était l'organe des Jeunesses socialistes de l'Entente de la Seine — qui s'étaient rebaptisées Jeunesses socialistes révolutionnaires quelques mois après leur exclusion et se trouvaient sous une direction acquise au G.B.L.

(4) Trotsky appelle ici « déserteurs » les militants du G.B.L. dirigés par Raymond Molinier et Pierre Frank qui avaient pris l'initiative de publier *La Commune*. Molinier avait été exclu le 11 décembre 1935 par le C.C. du G.B.L. Ses camarades, dans une lettre aux membres du G.B.L. et de l'organisation internationale, la L.C.I., avaient réclamé « un débat politique immédiat et rapide, se terminant par un C.C. élargi ou une conférence nationale ». Mais, le 28 décembre, dans une séance du comité central où Pierre Frank et Jean van Heijenoort représentaient les « moliniéristes », l'exclusion de quinze membres du G.B.L., dont huit membres du C.C., avait été décidée par 5 voix, contre 4 en faveur d'une simple suspension. C'était la scission et le départ, avec Molinier, d'au moins la moitié des militants « adultes » du G.B.L.

Or, je crois que, par rapport à *La Commune* — pas par rapport aux déserteurs — votre appel signifie : « Vous nous proposez la fusion des journaux ? Très bien. Nous sommes tout à fait prêts à préparer la tâche du rassemblement révolutionnaire et à la faciliter. Mais le journal marxiste ne peut se baser sur quelques mots d'ordre délibérément imprécis, voire conjonctuels et éphémères. Un journal de masse, c'est l'instrument d'un parti marxiste en préparation. Le journal doit avoir son programme complet. Nous proposons le projet de ce programme. La discussion de ce projet, c'est-à-dire essentiellement des mots d'ordre du nouveau parti et de la IV^e Internationale, est pour nous la *condition préalable*, non de la collaboration sur tel ou tel point, avec telle ou telle organisation, mais de la fusion des journaux de masse, c'est-à-dire de l'unité organique, ces deux choses étant équivalentes. »

L'unité est une excellente chose. Mais la délimitation, du point de vue du programme marxiste, doit précéder l'unité — la fusion des journaux de masse — pour que celle-ci soit honnête et durable.

Du même point de vue, *Révolution* pourrait très bien répondre à la proposition mielleuse et hypocrite de *La Commune* dans le sens suivant : « Les quatre paragraphes de la plateforme de *La Commune* — lesquels changent d'ailleurs toutes les semaines — sont absolument insuffisants pour guider un journal de masse, surtout à notre époque, complexe, riche en catastrophes, en changements et en tournants. L'Entente des Jeunesses prépare maintenant, dans une discussion, son programme qui sera en même temps celui de notre journal de masse. Nous, *Révolution*, serions bien heureux si vous adoptiez le même programme marxiste, la seule condition de notre part pour la fusion de nos deux journaux. »

Cette attitude claire et nette devait détruire, une fois pour toutes, les machinations de Molinier (5) et compagnie, qui sont

(5) Raymond MOLINIER (né en 1904), ancien membre des J.C. et du P.C., avait participé en 1929 à la fondation de *La Vérité* après un séjour auprès de Trotsky. Il avait animé dans l'Opposition de gauche, contre Rosmer et Pierre Naville, ce qu'on appelait « l'aile marxiste » et pris en janvier 1931 la direction de la Ligue communiste, section française de l'Opposition de gauche internationale. Vivement attaqué dès cette époque pour ses « affaires » — un < institut de recouvrement » — et ses pressions financières sur l'organisation, il l'était également pour ses méthodes de direction, et notamment pour la façon dont il avait, en 1934, fait décider par la section française son entrée dans la S.F.I.O., ce qu'on appelait « le tournant français ». Il avait été en désaccord avec Trotsky sur les perspectives françaises à l'été 1935. Au cours des six derniers mois de cette année, ses réticences quant au départ

dirigées non seulement contre le G.B.L. et l'Entente (6), mais aussi contre les adhérents sincères et naïfs de *La Commune* elle-même.

Il est clair, d'un autre côté, que nous ne pouvons pas tolérer dans nos rangs des éléments qui se réclament du C.C. du G.B.L. pour avoir de l'autorité auprès des centristes de gauche qu'ils trompent, pour extorquer l'égalité avec le G.B.L. et l'Entente, où ils sont restés en minorité sans espoir.

Les lettres que m'écrit R. Molinier — j'en ai reçu trois depuis sa trahison — ne font que l'accuser lui-même. Elles démontrent qu'il ne cherche qu'à accroître la confusion pour couvrir sa propre faillite politique et morale. S'il y avait encore chez lui un petit reste de confiance révolutionnaire, il devrait immédiatement démissionner du mouvement ouvrier, rentrer dans l'ombre, réfléchir, étudier, et puis retrouver sa place dans les rangs révolutionnaires. Mais cette question personnelle ne nous concerne plus. Membre du plénum du S.I., il en a été exclu. La question est réglée. Maintenant, c'est à vous qu'il appartient de régler la question de ceux qui suivent Molinier et non la L.C.I.

La séparation formelle d'avec les déserteurs est également la condition préalable pour une politique raisonnable indépendante vis-à-vis des G.A.R. (7). De par l'hétérogénéité de leur composition, ils ne peuvent nullement, dans leur état actuel, servir de base à un journal de masse. Leurs mots d'ordre sont en partie confus et en partie mensongers (le mensonge ne provient pas de la base, mais des chefs, surtout des ci-devant B.L. qui cherchent à masquer leur faillite). Mais, après la séparation d'avec les déserteurs, nos camarades pourraient, à notre avis, participer à ces groupes — s'ils en valent la peine — pour y développer nos mots d'ordre et aussi pour y démasquer les aventuriers qui pourraient donner demain à ces groupes une orientation bien dangereuse.

Quelques conciliateurs sont effrayés par la rupture. Mais

de la S.F.I.O. des bolcheviks-léninistes, son désir de conserver un lien avec Marceau Pivert et ses partisans, puis la décision de sa tendance de publier *La Commune* en mettant devant le fait accompli la direction du G.B.L., avaient constitué l'escalade qui avait abouti à la scission.

(6) L'Entente désigne l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine dont les principaux dirigeants avaient été exclus à la conférence de Lille en juillet 1935 et qui avait continué en tant qu'organisation liée au G.B.L. Ils étaient devenus les J.S.R.

(7) Les G.A.R. (groupes d'action révolutionnaire) avaient été constitués à l'initiative des moliniéristes dans plusieurs arrondissements de Paris en tant que regroupements de militants sur une base minimale et avaient été présentés comme le point d'appui militant de *La Commune*.

dans la politique révolutionnaire, il faut prendre les faits tels quels. La première grande poussée social-patriote a démasqué tout ce qu'il y avait d'inconsistant et même de pourri dans nos propres rangs. Il faut prendre les faits tels qu'ils sont : permettre au groupe de Molinier de perpétuer la confusion, cela signifierait la gangrène.

Maintenant le texte de l'appel lui-même (8). J'ai très peu de temps pour l'analyser minutieusement. Je me borne à quelques remarques importantes, quoique secondaires :

1. (Page 1.) Il faut énumérer *tous* les signataires de la « Lettre ouverte » (et également les différentes organisations de jeunesse) et pas seulement les initiateurs. Il faut que le camarade Adolphe dresse attentivement la liste des signataires (9).

2. (Page 2.) « Du puissant essor *antifasciste* du peuple. » Le mot d'ordre « antifasciste » ne sert maintenant qu'à bourrer les crânes. Il ne veut rien dire. Il couvre le « Front populaire ». Il faut tourner ce nom en ridicule et non pas s'en servir, surtout dans des documents programmatiques.

3. (Page 3.) « Le P.C... une secte morte. » Le P.C. n'a rien d'une secte, [laquelle] a une définition scientifique. Il serait absurde de qualifier de « secte » le parti dirigeant de l'U.R.S.S. Il existe des sectes où la discussion intérieure est permanente (Mot Dag (10) par exemple). Il y a des formations de masse où la vie intérieure est presque totalement étouffée (la C.G.T., par exemple), et qui ne sont nullement des sectes. Il faut en finir avec cet abus de terminologie.

4. (Page 3.) « C'est ainsi que le G.B.L., puis les Jeunesses socialistes », etc. Cette formule a besoin d'être précisée. Il faut dire que les B.L. sont entrés dans la S.F.I.O. sans la moindre illusion quant à la possibilité de régénérer ce parti, étant donné sa composition sociale misérable et la démoralisation héréditaire de son appareil omnipotent. L'expérience a aidé les jeunes et les adultes socialistes révolutionnaires à aboutir aux mêmes conclusions.

5. (Page 3.) « Le régime intérieur du P.S. se modèle rapide-

(8) Nous ne possédons que le texte définitif de cet appel, tel qu'il fut publié dans *La Vérité* du 26 janvier 1936.

(9) ADOLPHE était le pseudonyme de l'Allemand Rudolf KLEMENT (1910-1938), étudiant de Hambourg, devenu secrétaire de Trotsky en mai 1933, puis secrétaire administratif du S.I. en 1934.

(10) Le *Mot Dag* était un petit groupe-réseau d'intellectuels norvégiens organisés autour de la revue du même nom [L'Aube]. Trotsky avait espéré un moment en 1933 faire de lui le noyau de lutte contre la politique opportuniste des dirigeants du parti ouvrier norvégien. le D.N.A.

ment sur celui du P.C. » La formule n'est pas heureuse. En tout cas, elle paraît exagérée. L'expérience du G.B.L. et des jeunes a démontré la « vraie » — c'est-à-dire la fausse — nature de la démocratie de la S.F.I.O. et ses limites infranchissables : elle finit là où commence l'action révolutionnaire. Après cette démonstration irréfutable, la fonction du pivertisme (11) apparaît dans son ignominie. Il se pare de tous les mots d'ordre révolutionnaires, mais ajoute tout de suite après chaque poison l'antidote : la grève générale, l'armement, le défaitisme, etc., mais tout cela avec l'autorisation de Léon Blum (12). Il faut en quelques lignes exposer plus clairement cette fonction démoralisatrice du pivertisme (sapisme) (13).

6. (Page 3.) « De nous suivre dans la voie du nouveau parti. » Il vaudrait mieux une formule plus modeste. Par exemple « devraient avec nous, ensemble... »

7. (Pages 3-4.) Dans le premier paragraphe du résumé de la plate-forme, vous parlez de la dictature du prolétariat en général, et des comités d'action nécessaires aujourd'hui. Il faut disjoindre ces deux idées, et parler plus bas des comités d'action dans un paragraphe spécial, et de façon plus claire et plus actuelle.

8. Dans le même paragraphe, vous dites entre parenthèses « Commune de Paris, Soviets, etc. » Dans une série de lettres

(11) Trotsky fait allusion, en parlant de « pivertisme », à la pratique et au courant politique incarnés dans la S.F.I.O. par le dirigeant de la plus importante de ses tendances de gauche, Marceau Pivert. Pendant la période de l'entrisme, quand les trotskystes étaient dans la S.F.I.O., Pivert avait été très proche d'eux, et ils avaient salué comme positive sa rupture avec Jean Zyromski qui se rapprochait des staliniens. Mais Pivert, s'il avait protesté contre les premières exclusions de trotskystes de la S.F.I.O., était opposé à toute scission de celui-ci. Il avait fondé en septembre 1935 une nouvelle tendance, la Gauche révolutionnaire, dont Trotsky estimait qu'elle avait pour objectif de démontrer qu'il y avait place dans la S.F.I.O. pour de vrais « révolutionnaires » et que les trotskystes qui la quittaient avaient tort.

(12) Léon BLUM (1872-1950), haut fonctionnaire et écrivain, avait commencé sa vie politique active dans les cabinets ministériels pendant la guerre. Depuis le congrès de Tours, il était le penseur et principal dirigeant de la S.F.I.O. La remarque de Trotsky vise la différence entre les trotskystes, en train d'être exclus de la S.F.I.O., et les pivertistes qui acceptent la discipline de ce parti.

(13) Le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei) allemand était né en 1931 de la scission du parti social-démocrate, avec l'exclusion de sa gauche. Il avait été rejoint en 1932 par une fraction de l'Opposition communiste de droite, conduite par Walcher, qui en avait pris la direction en 1933. Trotsky avait espéré pendant quelques mois que le S.A.P. — signataire de la « déclaration des quatre » — allait s'engager dans le combat pour la IV^e Internationale.

LEON TROTSKY, *ŒUVRES*, JANVIER-FEVRIER 1936

précédentes (14), j'ai insisté sur le fait qu'il n'est pas permis, quand il s'agit de la forme de l'organisation du gouvernement, d'identifier la Commune aux soviets. La Commune signifie la municipalité démocratique. Il faut donc choisir entre les soviets et la Commune. Les révolutionnaires de 1871 ont voulu *combinaison* leur soviet d'antan (le comité central de la Garde nationale) (15) et la Commune (la municipalité démocratique). Ils n'ont, par cette combinaison, fait que créer un gâchis supplémentaire. En 1917, après la conquête du pouvoir, nous avons eu à Pétersbourg le soviet et la municipalité démocratique (16). En dépit du fait que le parti bolchevique dominait totalement la Commune, nous l'avons dissoute en faveur du soviet. C'est *La Commune* qui parle du gouvernement basé sur les communes locales. Cette formule du fédéralisme démocratico-municipal convient très bien aux bakounistes et aux proudhoniens (17). Elle n'a rien de commun avec la dictature du prolétariat ni les soviets en tant qu'instrument de cette dictature. C'est là une question fondamentale. Au lieu de combattre *La Commune* sur ce plan aussi, vous lui empruntez une partie de ses fautes.

9. (Page 4.) « La négation absolue de toute défense nationale *en régime capitaliste* ». Mieux vaut dire « *pour les pays impérialistes* ». La Chine et l'Égypte sont également des pays capitalistes, mais des pays coloniaux. La défense nationale y est un devoir révolutionnaire (18).

(14) Voir les dernières pages des *Œuvres*, 7, *passim*.

(15) Le comité central de la Garde nationale était composé à Paris en 1871 de dirigeants élus par les Gardes des différents bataillons. Il constituait l'autorité révolutionnaire de fait au début de l'insurrection parisienne, mais considéra que son premier devoir était d'organiser l'élection, au suffrage universel, d'une « Commune de Paris ».

(16) Le soviet était élu par des délégués désignés par les entreprises, dans le cadre du lieu de production, par les travailleurs. La municipalité était élue dans une circonscription territoriale par les seuls citoyens du sexe masculin qui possédaient les droits d'électeurs.

(17) Trotsky fait ici allusion aux disciples de deux des principaux inspirateurs du courant anarchiste moderne. Mikhaïl A. BAKOUNINE (1814-1876), d'origine noble, officier russe, exilé à Paris, avait fait partie de la I^{re} Internationale. Fondateur de l'Alliance de la démocratie sociale, il avait rompu avec Marx en 1872. Pierre-Joseph PROUDHON (1809-1865), imprimeur puis journaliste, était à l'origine d'idées très répandues dans le monde ouvrier artisanal du XIX^e siècle.

(18) L'appel commenté ci-dessus ne devait être publié qu'à la fin de janvier.

[LE TRAVAIL SUR LE PROGRAMME] (1)

(4 janvier 1936)

Cher Camarade Van Riel (2),

Je n'ai jamais reçu la première lettre sur la commission du programme. Ceci s'explique sans doute par le fait que vous avez adressé la lettre à Frankel (3) et que ce dernier nous a quittés depuis longtemps déjà (4). On aura certainement fait suivre cette carte à sa nouvelle adresse.

Quelques mots maintenant à propos de votre seconde lettre :

Je constate à sa lecture que votre comité central a organisé son travail sur le programme d'action de manière extrêmement large. Naturellement, on ne peut que saluer ce genre de chose, car plus il y a d'éléments dirigeants du parti qui participent à l'élaboration et mieux ce programme passera dans la chair et le sang de l'organisation. Lors de la rédaction de la plate-forme de l'Opposition russe, en 1926, nous avions fait travailler de deux à cinq cents camarades (5), et avec succès.

(1) Lettre à van Riel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10710, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) René VAN RIEL était le pseudonyme de Richard MANUEL, communiste hongrois qui avait combattu lors de la République hongroise des conseils et qui s'était réfugié en Hollande après sa défaite. Membre de la direction du P.C. hollandais, animateur à partir de 1925 d'une opposition (C.P.O.) qui se rattachait à l'opposition de droite (« brandlérienne »), il s'en était détaché à partir de 1933 en se ralliant à l'idée de la nécessité de la IV^e Internationale. Il était devenu membre de la direction du R.S.A.P. et l'un des animateurs de la commission d'élaboration du programme de ce parti fondé en mars 1935. Il avait consulté Trotsky par une lettre du 30 décembre 1935.

(3) Sur Frankel, cf. n. 3, p. 33.

(4) Frankel avait quitté la Norvège en octobre pour éviter des ennuis avec un passeport sur lequel il avait fait gratter la mention de son expulsion de France en 1934.

(5) C'est à notre connaissance la première fois que Trotsky mentionne le nombre de militants qui avaient collaboré à la rédaction de la plate-forme de l'Opposition de gauche russe.

On court cependant le danger dans cette affaire que le travail traîne en longueur et que le parti reste sans programme dans l'intervalle, c'est-à-dire pendant la période critique qui s'annonce. Ne croyez-vous pas que les présidents de la sous-commission pourraient rédiger, dans les quelques semaines qui viennent, un bref condensé de ce programme, afin de clarifier au moins, de manière précise et agitative, les questions brûlantes de la politique hollandaise ? Un tel condensé pourrait être incomplet, mais il aurait l'avantage d'exister et d'unifier le travail du parti.

Vous me posez dans votre lettre une série de questions à propos de la situation mondiale. Je vais m'efforcer de vous faire parvenir aussi vite que possible mes vues sur ce sujet. Mais je voudrais souligner une fois de plus qu'il serait dommage de différer le programme hollandais dans l'attente d'une formulation précise des antagonismes de classe en Afrique ou en Chine. Vous n'allez pas, j'espère, me soupçonner de nationalisme hollandais. Je n'oublie pas non plus que la Hollande a un grand empire colonial, etc. Il s'agit seulement de savoir par quoi on commence et à quelle allure on compte travailler.

Je voulais préparer un projet de thèses sur la politique mondiale considérée du point de vue de la IV^e Internationale pour les organisations affiliées au secrétariat hollandais. Mais je n'ai reçu aucune réponse à la proposition que j'avais faite en ce sens aux camarades Schmidt et Sneevliet (6). Cette lettre se serait-elle également perdue ? De toute manière, il m'a fallu interrompre le travail pour des raisons de santé. J'espère pouvoir le reprendre prochainement. Peut-être vous rendra-t-il service dans la rédaction du programme hollandais.

(6) P.J. Schmidt et H. Sneevliet cf. n. 2, p. 55 et n. 2, p. 94). étaient les deux dirigeants du R.S.A.P. qui avaient la responsabilité du « comité de contact » des signataires de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale.

[L'ENTRÉE CHEZ LES SOCIALISTES EN POLOGNE] (1) (6 janvier 1936)

Cher Ami (2),

En complément à ma première lettre, je voudrais souligner ce qui suit :

Le P.P.S. et le Bund (3) ne sont pas des exceptions fortuites. Ces deux organisations ont d'assez longues traditions et on ne peut donc les influencer par des discussions, des articles, etc. Le travail le plus important est donc celui de la propagande dans la jeunesse. S'il y avait des camarades polonais qui pouvaient faire des cours aux jeunes sur l'histoire de la révolution d'Octobre, sur celle du bolchevisme, de l'internationale communiste (en particulier ces douze années), sur la victoire de Hitler en Allemagne, sur la situation en France, etc., cela nous donnerait la possibilité sur une échelle internationale, là où nos gens, bien sûr, jouissent d'une grande supériorité sur les membres du P.P.S. et du Bund, d'accomplir un travail systématique d'éduca-

(1) Lettre à la section polonaise, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7951, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) L'original ne comporte aucun nom de destinataire. On peut seulement supposer qu'elle était adressée au principal dirigeant de la section polonaise, Solomon EHRlich (1907-1943) qui figure à Harvard sous le pseudonyme de A. STEIN et utilisait alors en Pologne celui de SEVER. Il y avait eu dans la section polonaise en 1935 une âpre discussion sur la question de l'« entrée » dans la social-démocratie. L'organisation de Varsovie s'y était ralliée, cependant que celle de Lodz s'y opposait résolument. L'entrée était réalisée à cette date.

(3) Le Parti socialiste polonais (Polska Partia Socialistyczna, ou P.P.S.) de Józef Piłsudski avait été avant la guerre à la fois un parti social-démocrate membre de la 11^e Internationale et le principal parti nationaliste polonais. Il était l'une des principales forces d'opposition au régime polonais, ainsi que le Bund, organisation des socialistes juifs de l'ancien empire tsariste, qui n'avait plus d'existence réelle que dans le nombreux prolétariat juif de Pologne. Les trotskystes polonais étaient entrés dans l'un ou l'autre de ces deux partis socialistes en fonction de leurs possibilités linguistiques et de leur milieu social et ethnique.

tion, de former intellectuellement les jeunes dans notre esprit sans pour autant courir directement le danger d'être accusés d'activité fractionnelle (4).

Mais par là, je ne veux pas dire qu'on ne doive pas participer à la vie générale du parti, y compris par la discussion, des propositions de résolutions. Mais ce travail ne peut avoir qu'une importance tout à fait secondaire et il serait vraiment dommage de lui consacrer plus d'un dixième des forces. Les neuf autres dixièmes doivent aller au travail, moins spectaculaire et décoratif, mais plus profond et systématique, de l'éducation des jeunes cadres. C'est du moins ce qu'il semble après les expériences de France et de Belgique.

Meilleures salutations

(4) Au moment où Trotsky adressait cette lettre à ses camarades polonais, ces derniers avaient assuré les conditions qu'il souhaitait pour leur travail : le jeune Stefan LAMED (né en 1914) était au comité régional de Varsovie, parmi les responsables du travail « jeunes », et Isaac DEUTSCHER (1907-1967) avait pris la responsabilité des Universités ouvrières.

[UN MOT EN PASSANT] (1)

(7 janvier 1936)

Cher Ami (2),

Pour le *Biulleten* russe, je ne pourrai envoyer d'articles que le 10 ou le 11. Us ne vous parviendront donc pas avant le 13 ou le 14. J'espère que ce ne sera pas trop tard pour le *Biulleten*.

La correspondance a presque totalement cessé d'arriver. Cela me donne un peu la possibilité de travailler (3). En tout cas, j'aimerais faire savoir à Rous (4) que s'il se passe quelque chose de *vraiment important* il peut évidemment m'écrire.

Où en est le comité Ciliga (5) ?

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10137, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) C'est par une précaution de clandestinité que Trotsky s'adresse à son fils en le qualifiant de « cher ami » et en ne le tutoyant pas. Léon SEDOV (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova. Il avait été en U.R.S.S. l'un des animateurs du travail de l'Opposition de gauche dans la jeunesse et avait choisi l'exil pour épauler son père. A Prinkipo, d'abord, à Berlin ensuite, il avait assuré le travail politique en direction de l'U.R.S.S. et dirigé la publication du *Biulleten Oppositsii*. Il était membre du S.I. à Berlin en 1932 et l'était resté à Paris en 1933. C'était le principal collaborateur de Trotsky.

(3) Dans une lettre du 27 décembre 1935 (*Œuvres*, 7, p. 239-240), Trotsky avait demandé un congé politique de quatre semaines, c'est-à-dire l'interruption de toute correspondance des sections comme du secrétariat international. Il voulait travailler à une nouvelle introduction de *VHistoire de la révolution russe* en vue de sa réédition aux Etats-Unis.

(4) Jean Rous (né en 1908), avocat, ancien militant socialiste, était à la fois membre du secrétariat international et de la direction française dans laquelle il défendait en général un point de vue proche de celui de Trotsky.

(5) Trotsky fait sans doute allusion au comité pour la défense des communistes prisonniers politiques qu'il avait appelé à fonder en s'appuyant sur les informations apportées par Ante Ciliga (Cf. *Œuvres*, 7).

[PERSPECTIVES ANGLAISES ET BELGES] (1)

(7 janvier 1936)

Cher Camarade Schmidt (2),

Je n'ai pas besoin de vous dire que nous nous réjouissons beaucoup de votre prochaine visite. Espérons que vous pourrez aplanir à temps les difficultés financières, car une discussion sur toutes les questions en suspens serait extrêmement souhaitable.

A propos de votre lettre à Fenner (3), dont vous m'avez si aimablement adressé la copie, je voudrais vous communiquer pour le moment les réflexions suivantes : nous avons eu ici la visite de deux camarades canadiens qui ont travaillé ces temps derniers dans l'I.L.P. (4). Dans nos discussions avec eux, j'ai

(1) Lettre à P.J. Schmidt, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10046, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Peter Johannes SCHMIDT (1896-1952), employé, puis journaliste, avait été à partir de 1928 le principal dirigeant de la gauche du parti social-démocrate hollandais, avec lequel il avait rompu en 1932 pour constituer l'O.S.P. Il avait rencontré Trotsky à Saint-Palais en 1933 et signé pour son parti la « déclaration des quatre » en faveur de la nouvelle Internationale. En 1935, il avait conduit l'O.S.P. à la fusion avec le R.S.P. de Sneevliet et était devenu début mars le président du nouveau parti hollandais, le R.S.A.P. Il avait signé la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale et constituait avec Sneevliet le secrétariat du comité de contact des signataires de cc document, appelé parfois par Trotsky « secrétariat d'Amsterdam » ou même « secrétariat de la IV* Internationale ». Il venait d'annoncer à Trotsky son prochain voyage en Grande-Bretagne et en Norvège.

(3) Archibald Fenner BROCKWAY (né en 1888), membre de l'Independent Labour Party britannique, était à la fois son secrétaire général et le leader de son aile gauche. Il était de plus personnellement lié à P.J. Schmidt qui se flattait de le gagner à la lutte pour la « Lettre ouverte ».

(4) Trotsky fait ici allusion à deux militants canadiens qui avaient séjourné chez lui à H0nefoss du 22 au 28 novembre 1935. Earle BIRNEY (né en 1904), dit ROBERTSON, avait milité au sein du P.C. américain et avait été gagné en 1932 à l'Opposition de gauche. Il était arrivé en 1934 en Grande-Bretagne et y avait rejoint le groupe « entriste » dans l'I.L.P. Il s'orientait vers une reconversion en direction du travail dans

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
 acquis l'impression — confirmée au demeurant de façon indirecte par les documents officiels du parti — que le comité national de l'I.L.P. et peut-être plus particulièrement le groupe parlementaire sont mécontents de la position de Fenner. Car il nous est incomparablement plus proche que par exemple Maxton (5). Dans le dernier numéro de *Controversy*, le bulletin de discussion, se trouve un article de Maxton sur les tâches du parti qui est du niveau d'un Ramsay MacDonald (6) ancien style et contraste nettement sur bien des points avec l'article de Fenner dans *New Leader*.

Dans le même numéro de *Controversy*, je lis un article de James (un camarade noir qui appartient à notre fraction) (7) qui critique assez durement le groupe parlementaire et lui oppose la politique bien plus claire et plus énergique de Fenner. Cela semble être de manière générale la tactique actuelle des éléments révolutionnaires dans l'I.L.P. : s'appuyer sur Fenner ou, pour parler peut-être plus exactement, appuyer Fenner et combattre avec d'autant plus d'énergie la politique de Maxton. Si je ne m'abuse, Fenner cherche aussi dans une certaine mesure le soutien des éléments de gauche, alors que Maxton cherche les moyens de mettre un terme au « fractionnisme », c'est-à-dire, en pratique, de se débarrasser des bolcheviks-léninistes.

Ces derniers projettent de lancer un manifeste aux membres du parti pour les exhorter à prendre, lors de la prochaine conférence, des résolutions précises et astreignantes. Elles doivent concerner entre autres choses : l'adhésion au bloc de la IV^e Internationale, le rejet du pacifisme (refus individuel du service militaire, etc.), la subordination du groupe parlementaire aux décisions du parti, le travail systématique dans les syndicats, le Labour Party et particulièrement la jeunesse. Ce manifeste doit permettre aux camarades de collecter des signatures afin de

le Labour Party. Kenneth JOHNSTONE dit Ken ALEXANDER (1910-1978), comptable, puis journaliste, également Canadien, était aussi à Londres où il éditait *Youth Militant*. Voir *Œuvres*, 7, p. 134-167, les entretiens de Birney et Johnstone avec Trotsky.

(5) James MAXTON (1885-1946), dirigeant de l'I.L.P. depuis 1912, député de Glasgow depuis 1922, pacifiste, était le leader de l'aile droite de l'I.L.P. et le patron de l'appareil de ce parti.

(6) James Ramsay MACDONALD (1866-1937) avait été le premier dirigeant du Labour Party chef du gouvernement britannique, incarnation de la politique opportuniste. Il avait ultérieurement rompu avec le Labour Party.

(7) Cyril Lionel Robert JAMES (né en 1901) était un noir de Trinidad venu en Grande-Bretagne en 1933 comme journaliste sportif. Il avait adhéré à l'I.L.P. puis rallié le Marxist Group. Depuis 1935, il était persuadé qu'il était possible de gagner Fenner Brockway à la IV* Internationale.

compter dans une certaine mesure leurs forces et de mesurer leur influence.

Le centre de gravité du parti est en Écosse. La tendance générale des adhérents semble y être très radicale. Mais Maxton et les autres parlementaires étouffent ces dispositions radicales en leur donnant une expression purement négative et pacifiste. Pour le cas où vous seriez à Londres avant de venir en Norvège, nous pourrions vous envoyer d'ici plusieurs documents. Il serait en tout cas hautement souhaitable que vous entriez en contact avec quelques-uns de nos camarades dirigeants à Londres afin de pouvoir sur place prendre fait et cause pour nos amis.

Naturellement, toutes les informations ci-dessus ne doivent servir qu'à votre information personnelle, car, « statutairement », je n'ai pas non plus le droit de lire *Controversy*, le bulletin de discussion.

J'ignore si vous avez la possibilité de suivre les événements de Belgique. Là-bas aussi l'évolution interne du P.O.B. impose une issue brutale, à savoir l'exclusion de l'aile gauche. Vous savez certainement déjà que Godefroid (8), avec la majorité du comité national de la jeunesse, a trahi l'aile révolutionnaire. Walter Dauge tient bon et travaille la main dans la main avec notre camarade Lesoil. L'opposition dans la jeunesse est dirigée par notre camarade Fux (9). Quoi qu'il en soit, la trahison de Godefroid a facilité les choses à la bureaucratie. Pour le moment, il s'agit de l'exclusion de centaines de membres, tout au plus de quelques milliers. Avec cela, il faut dire que nos gens à l'intérieur du P.O.B. agissent avec beaucoup de prudence et même avec une prudence exagérée. De toute façon, nous aurons après l'exclusion une organisation bien plus forte qu'avant notre entrée. La réunification avec Vereeken deviendra inévitable (on semble s'en rendre compte des deux côtés).

La Liga de Liebaers (10) subit aussi les coups de la bureau-

(8) Fernand GODEFROID (né en 1909), employé, était entré aux Jeunes Gardes socialistes, l'organisation de jeunesse du P.O.B., en 1927 et en était devenu le secrétaire national en 1930. D'abord lié aux éléments de gauche, il venait de se retourner contre eux et de commencer à exclure les « trotskystes ».

(9) Georges Fux (né en 1911), militant des Jeunesses communistes, avait rejoint l'Opposition de gauche en 1932. En 1934, il avait signé au nom des Jeunesses léninistes le pacte d'unité d'action avec les J G S et les J.C.

(10) Frans LIEBAERS (1895-1957), ouvrier du vêtement, secrétaire général de la centrale du vêtement en 1920, était devenu en 1932 secrétaire d'une organisation fondée l'année précédente, la Ligue socialiste internationale contre la guerre, en flamand De Internationale socialistische Anti-Oorlogsliga, familièrement appelée Liga, organisation flamande d'orientation pacifiste.

cratie. Liebaers s'est tourné vers *Y Action socialiste révolutionnaire* pour obtenir son soutien et le journal a également publié un grand article de lui (11). Le sens de cet article est le suivant : le P.O.B. a trahi le socialisme, la II^e et la III^e Internationales sont au service du capitalisme — c'est pourquoi (!) nous ne voulons ni un nouveau parti ni une nouvelle Internationale. Il y a peu de temps encore, Liebaers a exclu à Anvers un groupe de « trotskystes » de la Liga. Que fera-t-il ensuite ? Se rapprochera-t-il de l'A.S.R. ? Ces choses ne sont pas claires pour moi. Peut-être se contentera-t-il de chercher dans l'A.S.R. des sympathies fractionnelles pour la Liga et pour le bureau de Londres.

En Russie — si l'on en juge par la presse officielle — ce sont à nouveau *des milliers et des milliers* de < trotskystes > qui ont été exclus du parti. J'écrirai sur ce sujet un petit article dans les semaines qui viennent.

Vous avez sûrement déjà lu le rapport du camarade serbe Ciliga (12), peut-être même l'avez-vous déjà publié dans *De Nieuwe Fakkell*. D'autres rapports suivront. Si l'assassinat du Dr Gylling (13) par le G.P.U. se confirme, il nous faudra exploiter cet événement *le plus largement possible* pour démasquer ces canailles qui torturent et tuent les révolutionnaires tout en nous accusant de terrorisme.

Nous allons constituer partout des comités d'amis honnêtes de l'U.R.S.S. pour revendiquer une commission internationale d'enquête sur les mesures terroristes de la bureaucratie contre l'opposition révolutionnaire. Vous ferez tout le nécessaire et tout le possible en Hollande dans ce domaine, c'est évident.

En attendant votre visite, je vous adresse mes salutations les plus amicales.

(11) Le parti et les syndicats belges avaient décidé d'exclure la Liga de tous leurs locaux du fait de sa position sur la politique des « sanctions » contre l'Italie. Liebaers avait adressé un appel à l'*Action socialiste révolutionnaire*, hebdomadaire qui regroupait l'aile gauche et notamment les trotskystes « entrés » au début de 1935.

(12) Trotsky fait erreur : Ciliga n'est pas serbe, mais croate.

(13) Edward GYLLING (1881-1944) était militant social-démocrate en Finlande en 1905 et l'un des dirigeants de l'aile gauche du parti en 1917. Ministre des finances dans le gouvernement soviétique en janvier 1918, il participa à la fondation du P.C. de Finlande en août de la même année. Président, en 1920, de la Commune ouvrière de Carélie, il travailla ensuite dans l'appareil de l'I.C. et fut de 1923 à 1935 président du conseil des commissaires du peuple de la République autonome de Carélie. Il avait été révoqué de toutes ses fonctions sous l'accusation de « nationalisme » et convoqué à Moscou. Le bruit courait qu'il avait été arrêté et était mort en cours d'interrogatoire. La rumeur n'était pas fondée, et il semble que Gylling ne fut arrêté qu'en 1937.

[PETITES QUESTIONS URGENTES] (1)

(8 janvier 1936)

Cher Ami (2),

Je ne réponds que très brièvement à votre lettre du 4, car je dois me hâter d'aller à la poste.

1) Le post-scriptum de la lettre que vous a adressée L.D. était déjà dicté quand il s'est décidé à écrire lui-même aux conciliateurs. Je vous envoie la copie de cette lettre.

2) La camarade Nathalia vous fait dire que les 900 à 1 000 francs qu'elle vous a adressés il y a quelque temps ne doivent servir qu'à vos frais *personnels* (santé de Jeanne (3), etc.) mais en aucun cas organisationnels.

3) Si vous avez besoin d'argent pour le *Biulleten*, vous pouvez utiliser entre-temps l'argent que le *Fonds de sécurité* a prêté au *Fonds Tarov* (4) et qui devrait maintenant être remboursé. Nous n'avons pas besoin d'argent pour le *Fonds de sécurité* de manière urgente.

4) L'argent pour les documents et celui pour les autres frais, envoyez-le de préférence par *chèque barré* au nom de votre

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10137, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Voir ci-dessus n. 2, p. 54.

(3) Jeanne MARTIN DES PALLIERES (1897-1961), membre du P.C. français depuis 1921, était l'épouse légitime de Raymond Molinier. Exclue du P.C. en 1929, elle avait vécu à Prinkipo et, en 1931, était devenue la compagne de Léon Sedov avec lequel elle avait vécu à Berlin et vivait à Paris.

(4) Arven A. DAVTIAN (1898-1943), dit TAROV, ouvrier russe, membre de l'Opposition de gauche, après plusieurs années de déportation et d'isolateur, avait réussi à s'évader et à rejoindre la Perse. Il avait pris contact avec Trotsky et ses camarades à l'été 1935 et ceux-ci avaient ouvert une souscription pour payer son voyage jusqu'à Paris. Le Fonds Tarov ne s'était que lentement rempli et Trotsky avait autorisé une avance du « Fonds de sécurité » qu'il avait alimenté principalement par les sommes qui provenaient de ses droits d'auteur.

mère. Vous en achèterez auprès de n'importe quelle banque à Paris (Il serait bon de vous informer du cours des devises). Le chèque est la façon la plus commode et la moins coûteuse de faire un virement.

5) De *Defence of Terrorism* (5), il n'est arrivé ici qu'un exemplaire ; c'est tout (6). Avez-vous des moyens quelconques de contrôler la vente des livres par l'éditeur ? Je n'ai aucune expérience dans ce domaine. Ne se peut-il toutefois qu'on vous trompe de bout en bout ?

6) Editions Fratelli. Si vous voulez, je vous mettrai en relation avec cet éditeur et lui demanderai s'il veut publier le volume sur *Octobre*. Ce serait une bien bonne chose que de l'y pousser ; je vous prie donc de me répondre si vous êtes d'accord sur ce point.

Mes cordiales salutations à vous et à Jeanne.

P.-S. J'ai envoyé un illustré russe à Rous.

P.-S. J'ai reçu une lettre signée d'une dizaine de conciliateurs, ou plutôt de gens de *La Commune* qui se donnent pour des conciliateurs (7). Ils proposent un voyage de Molinier et d'un représentant du comité central à Oslo. Pourquoi ne devrait-on pas accepter cette proposition ? Je suis un membre du secrétariat international, et Molinier, dans sa lettre à Martin (8), en appelle au plénum ; le voyage pourrait servir à l'information réciproque. Cette concession *formelle* aux conciliateurs aurait les meilleurs résultats car Molinier n'y gagnerait naturellement rien et à son retour, au contraire, sa situation aurait empiré. Le comité central témoignera ainsi jusqu'au bout de sa bonne volonté à l'égard des conciliateurs. Il est toujours avantageux de compléter une politique ferme sur le fond par des concessions formelles de ce genre.

(5) En anglais dans le texte.

(6) « c'est tout » : en français dans le texte.

(7) Il s'agissait du groupe qu'animaient les deux militants des postes, Margne et Légue; voir n. 2, p. 61.

(8) MARTIN était alors le pseudonyme d'Alfonso LEONETH (né en 1895), journaliste, ancien compagnon de Gramsci à *VOrdine nuovo*, ancien dirigeant du P.C.I. passé dans l'Opposition de gauche dans le groupe « des trois » en 1931 et membre du S.I.

[RÉPONSE AUX CONCILIATEURS] (1)

(8 janvier 1936)

Chers Camarades (2),

Dans votre lettre collective, vous abandonnez totalement la question du programme, c'est-à-dire que vous vous mettez sur le même plan que Molinier-Frank (3). Dans ces conditions, votre prétendu esprit de conciliation n'est autre chose qu'un camouflage qui doit faciliter le regroupement pour *La Commune*.

Vous reconnaissez certes le droit d'asile pour les principes, notamment dans *La Vérité*. Mais, pour « le journal de masse », vous remplacez le programme marxiste par l'improvisation opportuniste. La bourgeoisie anglaise garde toujours la Chambre des Lords pour conserver les « grandes traditions ». Mais, pour l'action sur les masses, elle a recours à la Chambre basse des Communes. Vous pratiquez la même responsabilité en partie double.

Vous affirmez que je suis mal informé : les jeunes ne seraient pas si forts que ça, etc. Mais celui qui cherche à tout prix le nombre doit opter pour le *Popu* ou *l'Huma* (4), qui sont

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L. n° 11, 6 janvier 1936. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9462. La lettre était adressée à Margne et Légue.

(2) Charles MARGNE (né en 1911) et Maurice LEGUE (né en 1912) étaient tous deux ouvriers des postes, militants du Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O. Le premier venait de la Ligue communiste, le second avait été recruté dans la S.F.I.O. Il était secrétaire de la section C.G.T. du Central télégraphique à Paris. Tous deux étaient des militants ouvriers influents dans leur milieu.

(3) Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur, membre du P.C. en 1925, militant de la Fédération C.G.T.U. des produits chimiques, avait été l'un des signataires du manifeste de *La Vérité* en 1929 ; animateur, avec Molinier, de « l'aile marxiste », il était depuis 1931 l'un des dirigeants de la Ligue communiste, membre du S.I. Il avait séjourné presque une année à Prinkipo. Membre de la direction du G.B.L., il était suppléant de la C.A.P. de la S.F.I.O. Il avait été associé avec Molinier à toute l'entreprise de *La Commune*.

(4) Abréviations familières pour *Le Populaire*, organe de la S.F.I.O. et *L'Humanité*, organe du P.C.

de vrais « journaux de masse », c'est-à-dire de démoralisation de masse. Celui qui cherche la base marxiste pour le journal de masse aussi doit opter pour le G.B.L. (5) et les jeunesses (6) parce qu'elles sont liées au G.B.L. Quant à *La Commune* c'est le néant, du point de vue du nombre comme des principes (7).

Vous proposez le voyage de deux camarades pour s'expliquer avec moi. Je n'ai jamais refusé de m'expliquer avec des camarades, même avec des ci-devant camarades (8), quand il s'agit d'appuyer les efforts de notre tendance nationale et internationale. Je suis également à votre disposition dans le cas présent. Naturellement, il ne peut s'agir que d'explications personnelles, qui ne peuvent nullement altérer les décisions des organismes compétents.

Mes meilleurs souhaits pour votre redressement bolchevik-léniniste.

(5) Initiales de « Groupe bolchevik-léniniste », nom que l'organisation — ancienne Ligue communiste — avait pris à son entrée dans la S.F.I.O.

(6) L'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine, dont les dirigeants avaient été exclus par la conférence de Lille le 30 juillet 1935, s'était transformée récemment en Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.). Ces principaux dirigeants étaient également membres du G.B.L.

(7) Robert Caby devait évaluer à 90 le nombre des manifestants G.B.L. du 10 février et à 150 celui des « moliniéristes ». (Bibliothèque du Collège de Harvard, 420.)

(8) L'un des deux visiteurs proposés était Raymond Molinier.

**[LA CAMPAGNE POLITIQUE
POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES
EMPRISONNÉS] (1)**
(10 janvier 1936)

Cher Camarade,

J'ai moi-même craint que l'extrême brièveté de ma lettre puisse engendrer quelques malentendus. Je me dépêche de les dissiper autant que possible par une véritable lettre, plus détaillée. — Bien entendu, l'objectif le plus important et le plus urgent de la campagne est d'aider les révolutionnaires victimes de la bureaucratie bonapartiste. Mais vous devez songer que cet objectif est le nôtre depuis sept années au moins, c'est-à-dire depuis l'époque de notre exil en Turquie. Nous avons fait toute une série de tentatives pour démasquer les cruautés criminelles à l'égard des révolutionnaires et pour collecter des fonds. Les résultats ont toujours été très modestes. Cette expérience, il faut en tenir compte. Les raisons de nos échecs ? Elles sont claires : les cercles bourgeois, même les cercles libéraux, nous haïssent bien plus qu'ils ne haïssent les staliniens (voyez seulement la presse russe blanche) ; la social-démocratie, avant le tournant de l'internationale communiste (2), était prête à utiliser certaines révélations, mais elle ne nous a jamais apporté la moindre aide, car nous sommes pour elle des étrangers et des ennemis. Les intellectuels progressistes sont attirés dans la Société des « Amis de la Russie » et ils sont en grande partie achetés par la bureaucratie (voyages gratuits, réceptions principales lors des júbilé, honoraires équivalents malgré l'absence de convention littéraire, etc.). Ajoutez à cela la contre-propagande déchaînée de la presse stalinienne qui dispose de fonds

(1) Lettre à A. Ciliga, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7583, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Il s'agit du tournant de la politique dite « troisième période », avec attaques contre les socialistes appelés « social-fascistes », à celle du < Front populaire », alliance avec les partis socialistes et les partis républicains bourgeois.

importants et de puissants moyens d'intoxication. Il nous a été difficile d'atteindre les masses ouvrières en passant par-dessus les appareils réformistes et staliniens. Partant, la raison de nos échecs n'est pas technique, elle n'est pas organisationnelle, elle n'est pas due au manque de clarté de notre objectif, etc., mais elle est purement politique. Si nous voulons remporter des succès *pratiques*, il nous faut alors briser ou au moins réduire les obstacles *politiques*.

Actuellement, la situation est devenue un peu plus favorable à la campagne entreprise. Aux yeux d'une certaine partie de l'intelligentsia, l'internationale communiste s'est discréditée par ses tournants successifs. A l'intérieur des partis social-démocrates de divers pays sont apparues des fractions de gauche. Nous-mêmes, comme organisation internationale, nous sommes devenus plus forts. Cependant, il n'y a toujours pas assez d'intellectuels progressistes, de social-démocrates de gauche (centristes) et de bolcheviks-léninistes pour constituer la *base* d'un soutien pratique. Il faut essayer, grâce à de nouveaux alliés et semi-alliés, de gagner des cercles beaucoup plus larges, principalement ouvriers. Par quel moyen ? Il faut éveiller en eux le doute sur la « justice » stalinienne. Il faut leur dire : vous êtes en présence d'une série de faux. On vous trompe. Nous nous chargeons de vous le prouver. Créez une commission qui exige de Moscou des éclaircissements sur tous les points que nous vous indiquerons. Ainsi posée, la question est compréhensible pour un ouvrier moyen qui réfléchit. C'est là un point de vue que peuvent adopter d'honnêtes responsables syndicaux. Il y a eu un précédent : en 1921, nous avons autorisé Vandervelde et Cie à assister au procès des terroristes socialistes-révolutionnaires (3). Comment répondra Moscou à de telles exigences, l'avenir le montrera. La réponse de Moscou dépendra du nombre de ceux qui exigeront des réponses. En tout cas, une *campagne politique* de ce genre est la condition nécessaire et, par la suite, l'accom-

(3) Trotsky se trompe de date. C'est en effet au cours de la conférence de Berlin des trois Internationales, du 2 au 5 avril 1922, que les représentants de l'I.C. avaient accepté que les S.R. accusés d'activité terroriste soient défendus à Moscou par les avocats de leur choix et qu'aucune sentence de mort ne soit prononcée contre eux. Lénine avait protesté dans son célèbre article intitulé « Nous avons payé trop cher », du 3 avril, mais avait respecté les engagements de la délégation communiste. Le procès des socialistes-révolutionnaires (de droite) s'était déroulé à Moscou du 8 juin au 7 août 1922. Les avocats venus d'Occident pour les défendre, Emile Vandervelde, ancien président de la II* Internationale, et Theodor Liebknecht (frère de Karl), assurèrent qu'ils n'avaient pas les conditions requises pour exercer correctement les droits de la défense et repartirent presque aussitôt.

pagnement nécessaire de toutes les démarches pratiques visant à secourir concrètement les prisonniers.

Au nombre des mots d'ordre pratiques, vous avancez personnellement la revendication de rencontrer les détenus. C'est parfaitement correct. On pourrait aussi réclamer la liste de tous les détenus *étrangers* (révolutionnaires) et exiger de les voir *en priorité*. Mais, bien sûr, c'est une revendication de « contrôle » : car Staline et lagoda (4) comprennent parfaitement quel peut être le but politique de ces entrevues. Mais on ne peut approcher de la réalisation de ce problème particulier, concret, autrement que par la voie de l'agitation politique, qu'en discréditant la bureaucratie stalinienne, qu'en suscitant une sympathie politique pour les détenus. Il n'y a pas d'autre voie. Votre analogie avec les comités d'aide aux victimes du fascisme allemand ne peut qu'être nuisible, politiquement et pratiquement. Toutes les organisations ouvrières, réformistes et staliniennes, toute l'intelligentsia progressiste, la bourgeoisie juive, la franc-maçonnerie, etc. sont contre Hitler. *Toutes les conditions politiques pour des comités pratiques existent déjà*. Dans notre affaire, au contraire, il nous faut les créer et, qui plus est, dans ce même milieu qui, sympathisant avec l'U.R.S.S., reporte sa sympathie sur la bureaucratie elle-même. Vous analysez vous-même très bien la situation en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Vous devez étendre votre analyse, avec certaines modifications, à tout le reste du monde « démocratique ». Alors il deviendra clair que, sans campagne politique sérieuse, aucun des problèmes politiques (à l'exception des problèmes tout à fait insignifiants, accidentels ou individuels) ne sera résolu. Les « réformes » ne peuvent être que le résultat d'une lutte révolutionnaire.

Vouloir former un bloc avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (5), je considère cela pratiquement comme nuisible. Les uns et les autres représentent des groupes d'émigrés impuissants, au passé honteux et sans aucun avenir, et, pour cette raison, sans influence aucune sur le mouvement ouvrier européen ou américain. De la sorte, vous auriez eu un bloc avec des cliques isolées et discréditées qui n'auraient fait que vous compromettre aux yeux des cercles auxquels vous voulez

(4) Sur lagoda, cf. n. 3, p. 38.

(5) L'orientation de Ciliga était une alliance avec mencheviks et socialistes-révolutionnaires depuis qu'il avait découvert leur relative importance dans les milieux de l'émigration. Il faut ajouter que la conception selon laquelle l'U. R. S. S. était devenue un « capitalisme d'Etat », qui était celle de Ciliga, était depuis longtemps celle des mencheviks.

vous adresser. Les mencheviks reçoivent évidemment certains fonds des partis social-démocrates et ne mènent aucune campagne. *On dirait que les réformistes les payent pour leur silence*, car, actuellement, tous les partis de la 11^e Internationale recherchent l'amitié de l'U.R.S.S. Un bloc avec les mencheviks serait l'union de l'opportunisme avec le donquichottisme, c'est-à-dire la pire des unions : préjudice politique et pas un sou de bénéfice. Vous mentionnez mon appréciation du régime stalinien comme régime bonapartiste. Mais, par rapport au bonapartisme, dites-vous, l'opposition petite-bourgeoise démocratique des mencheviks est progressiste. Pourquoi ne pas ajouter les cadets, qui se donnent aussi le nom d'Union Républicaine Démocratique et qui sont alliés aux socialistes-révolutionnaires ? Apparemment, j'ai très mal formulé mes idées sur le bonapartisme si elles se prêtent à une telle interprétation. Le bonapartisme est une forme spécifique de *pouvoir*, tout comme la démocratie. Mais, pour un marxiste, une forme de pouvoir, prise isolément, sans base sociale, ne dit rien et ne résout rien. La démocratie ? Nous demandons aussitôt : la démocratie pour qui et contre qui ? Nous distinguons la démocratie antique de la démocratie bourgeoise et cette dernière de la démocratie ouvrière. Il en va de même pour le bonapartisme. Le césarisme fut (si l'on ne redoute pas les expressions anachroniques) le bonapartisme du monde antique. L'évolution historique a montré (cela, ni Marx ni Lénine ne le savaient encore) que le bonapartisme est possible même sur les bases sociales de la révolution prolétarienne. L'opposition petite-bourgeoise démocratique tend non pas à aller de l'avant vers la démocratie prolétarienne et le dépérissement de l'Etat, car cela est impensable sans le développement de la révolution mondiale ; l'opposition petite-bourgeoise tend à rebrousser chemin, de la base sociale de la révolution d'Octobre, vers une base capitaliste. L'attente d'une nouvelle révolution de « février » convient à Kerensky, mais non pas à nous (6). Nous ne nous apprêtons pas à faire marche arrière. Tout nous dit que le prolétariat devra finalement renverser la bureaucratie stalinienne par la révolution. Mais ce sera une *révolution politique* du prolétariat sur la base de la nationalisation des moyens de production et non une *contre-révolution sociale* de la petite bourgeoisie qui n'est capable que de déblayer le terrain pour le

(6) La révolution de février 1917 qui avait notamment porté au pouvoir à terme Aleksandr Kerensky (cf. n. 5, p. 72) avait abattu le tsarisme et posé les bases d'un régime bourgeois.

grand capital (7). C'est précisément dans ce sens que j'ai mis en garde contre des appréciations du monde soviétique subjectives, non matérialistes et sans base de classe. Ce que vous écrivez sur le bonapartisme confirme mes craintes et je considère comme de mon devoir de vous le dire en toute franchise.

Ces désaccords, j'ai proposé de les mettre de côté lors de la campagne politique prochaine. Vous en êtes d'accord. C'est parfait. Il reste à vérifier par l'expérience dans quelle mesure ces désaccords, quoique non exprimés, peuvent être une source de gêne pour le travail commun. Je pense qu'ils ne doivent pas être gênants. Si vous considériez comme nécessaire — à vos risques et périls — d'essayer de vous entendre avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, alors vous seriez vous-mêmes très rapidement obligés de vous arrêter pour ne pas vous retrouver dans le camp de l'émigration blanche qui n'a aucun accès au mouvement ouvrier et, par conséquent, qui n'est pas capable de développer une campagne, quelle qu'elle soit, ni d'obtenir les résultats pratiques qui nous sont nécessaires.

J'y pense : il ressort de vos paroles que, même dans les isolateurs, les bolcheviks et les mencheviks n'ont pas de contact les uns avec les autres. Serait-ce l'effet du hasard ? De toute façon, je ne puis que m'associer vivement à votre intention de vous orienter de manière systématique dans la situation européenne et dans le dédale des jugements que l'on porte ici sur l'U.R.S.S., avant que d'adopter ouvertement et publiquement un point de vue sur cette question. En ce qui nous concerne, nous serons très patients (cela, en tout cas, je vous le promets) à l'égard de toutes vos recherches indépendantes dans diverses directions. Vous ferez ensuite vous-même les bilans nécessaires et trouverez de notre côté une bonne volonté totale en vue d'une collaboration amicale.

(7) Nous, avons ici, dans l'opposition entre « révolution politique » et « contre-révolution sociale », toute la signification de cette formule essentielle de Trotsky, formulée depuis peu, à savoir la révolution politique contre la bureaucratie en tant qu'achèvement de la révolution prolétarienne.

TORGLER ET MARIA REESE (1)

(10 janvier 1936)

En décembre 1935, la presse du Comintem a rendu publique l'exclusion de Torgler du parti pour sa « conduite indigne au procès (2) ». Il est clair que le Comintern, comme tant d'autres organismes malades, se caractérise par l'extrême lenteur de ses réflexes. Deux ans se sont déjà écoulés depuis le procès de Dimitrov (3) et Torgler. Pendant ce temps, le Comintern en est venu à exclure des milliers de communistes qui mettaient en question la justesse du tournant social-patriotique ou le caractère marxiste du « Front populaire ». Dans le cas de Torgler, il a pris tout son temps : de toute évidence, on nourrissait l'espoir de pouvoir encore utiliser ce petit-bourgeois couard. On a fait de Dimitrov un demi-dieu (4), tout en gardant sur Torgler un silence poli. Une organisation

(1) T 3892, 3893. « Notes d'un journaliste », signées Alfa, *Biulleten Oppositsii*, n° 48, février 1936. Traduit du russe.

(2) Ernst TORGLER (1893-1963), employé de commerce, militant social-démocrate en 1910, avait rejoint l'U.S.P.D., puis le K.P.D. en 1920. Député au Reichstag, il était depuis plusieurs années le président de la fraction communiste dans cette assemblée. Poursuivi pour avoir été l'un des organisateurs de l'incendie du Reichstag, il se livra de lui-même à la police nazie, accepta les services d'un avocat nazi et s'efforça au procès de sauver sa tête, sans s'occuper des consignes du parti. Il avait été enfermé en camp de concentration.

(3) Le fameux procès de l'incendie du Reichstag, qui avait duré plusieurs mois de septembre à novembre 1933 devant le tribunal de Leipzig, avait été marqué par la conduite offensive de l'un des accusés. Gueorgui DIMITROV (1882-1949), ouvrier imprimeur, membre du comité central du parti social-démocrate bulgare « tesnjak » et dirigeant de sa centrale syndicale avant guerre, avait été l'un des fondateurs et dirigeants du P.C. bulgare. Il avait travaillé ensuite pour l'I.C. et dirigeait à l'époque son secrétariat pour l'Europe occidentale à Berlin.

(4) Dimitrov s'était brillamment comporté au procès de Leipzig, se transformant en accusateur, en particulier face au ministre Göring. Il avait été célébré comme un héros dans la presse de l'I.C. et, après son retour en U.R.S.S., avait été placé au premier rang des dirigeants de l'I.C. Secrétaire général, il avait joué le premier rôle au 7^e congrès en 1935.

révolutionnaire authentique aurait brièvement pris acte de la conduite courageuse de Dimitrov comme *quelque chose de normal* et aurait immédiatement exclu Torgler. Mais le Comintern a depuis longtemps perdu les réflexes révolutionnaires normaux...

En fait, Torgler n'a pas été exclu pour son comportement au procès, déjà à moitié oublié, mais pour être passé complètement dans le camp des nazis. Selon une dépêche de la *Pravda*, non seulement il a été libéré du camp de concentration, mais il travaille, avec Maria Reese, à une « sorte de livre ». Si tel est bien le cas, il ne saurait y avoir aucun doute sur la question, car il y a longtemps que Maria Reese s'est vendue au ministère nazi de la Propagande (5).

La *Pravda* de Moscou (27 décembre 1935) souligne le fait que Reese soit passée « de Trotsky à Hitler ». Par extraordinaire, pour une fois, il y a dans cette affirmation un iota de vérité puisque Maria Reese, qui a joué un grand rôle dans le parti stalinien avant de se vendre à Goebbels (6), a réellement cherché à se faufiler dans les rangs de l'organisation des bolcheviks-léninistes. Il est pourtant très vite apparu que l'individu appartenait à ce type, régnant aujourd'hui dans l'appareil du Comintern, qui considère le mouvement ouvrier comme une source d'influence et de revenu. C'est précisément pour cela qu'elle n'a pas pu rester dans nos rangs — non pas des années,

(5) La *Pravda* du 27 décembre et *L'Humanité* du 30 avaient toutes deux reproduit la même dépêche, censée émaner de la « conférence de Bruxelles » du K.P.D. — qui venait de se tenir à Moscou — : « Torgler est en liberté. Récemment les journaux français et tchécoslovaques ont annoncé que Torgler travaille à un livre en commun avec la fameuse Maria Reese. L'été de l'année passée, Maria Reese a publié dans de viles feuilles trotskystes des articles d'excitation contre le parti communiste d'Allemagne et l'Union soviétique ; pendant le plébiscite sarrois, elle s'est prononcée, déjà en Allemagne, par radio pour les fascistes. Chemin direct de Trotsky à Hitler. » Maria REESE (1889-1958) écrivain et journaliste social-démocrate passée au K.P.D. en 1929, était devenue député. Réfugiée dans les pays Scandinaves après la victoire de Hitler, elle avait été appelée en U.R.S.S. et chargée d'une mission pour le Secours rouge en Occident. Ayant pris contact avec les B.L. allemands, elle avait rédigé une brochure sur les derniers jours du K.P.D. et la politique de capitulation de ses dirigeants, puis avait annoncé qu'elle ralliait la IV^e Internationale (Cf. « Maria Reese et le Comintern », *Œuvres*, 3, p. 45-47). Elle l'avait abandonnée au bout de quelques semaines et avait fait une réapparition soudaine au début de 1935, quelques jours avant le vote en Sarre, prenant la parole pour appeler à voter en faveur du rattachement à l'Allemagne nazie, avec des arguments empruntés au programme du K.P.D. concernant la « libération nationale » de l'Allemagne.

(6) Josef GOEBBELS (1897-1944) avait été l'un des principaux lieutenants de Hitler et était devenu ministre de la propagande.

comme elle l'avait fait chez les staliniens, mais pas plus de quelques mois, en réalité quelques semaines.

Mais Torgler ? Le personnage n'est pas accidentel. Il était président de la fraction du P.C. au Reichstag ! Lui, en tout cas, est allé directement de Staline à Hitler, sans avoir d'abord tâté le terrain du côté des bolcheviks-léninistes. Sur cette « aventure » particulière, la *Pravda* ne dit mot. Pourtant, les rangs de la bureaucratie stalinienne, dans tous les pays, sont pleins de Torgler et de Reese identiques. Ils sont prêts à tous les tournants, mais à deux conditions : d'abord ne jamais mettre leur propre peau en danger, ensuite, être payés pour ces tournants dans une monnaie stable. Le reste n'a pour eux aucune importance. Il n'est pas difficile de prévoir que, dans les événements grandioses qui menacent en Europe, c'est l'appareil du Comintern qui sera le semeur du reniement.

L'URUGUAY ET L'U.R.S.S. (1)

(10 janvier 1936)

L'Uruguay a rompu ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Cette initiative a été sans aucun doute prise sous la pression du Brésil et des autres pays latino-américains, peut-être aussi des Etats-Unis, à titre d' « avertissement ». En d'autres termes, la rupture des relations diplomatiques est un acte de provocation impérialiste. Elle n'a pas d'autre sens. En ce qui concerne l'aide financière de l'internationale communiste aux révolutionnaires latino-américains, il n'est pas besoin pour cela de représentations diplomatiques : il y a des dizaines d'autres voies et moyens. Nous ne parlons pas ici du fait que l'intervention de l'internationale communiste dans les mouvements révolutionnaires les a conduits et les conduit partout au naufrage, de sorte que les gouvernements bourgeois, en toute conscience, ne devraient pas se plaindre des dirigeants de cette institution, mais au contraire leur conférer la décoration la plus élevée — bien sûr, pas l' « ordre de Lénine », mais, disons, l' « ordre de Staline ».

Mais ce qui nous intéresse pour le moment, ce n'est pas cet aspect de l'affaire, c'est la conduite de la presse soviétique. Il serait difficile d'imaginer spectacle plus répugnant ! Au lieu de diriger les foudres de son indignation parfaitement justifiée contre les *puissants* inspireurs de la réaction de l'Uruguay, la presse soviétique s'adonne à des plaisanteries insipides et stupides sur *Vexiguité du territoire* de l'Uruguay, la *faiblesse numérique* de sa population, et sa *faiblesse*. Dans des vers impudents

(1) T 3892. 3893. « Notes d'un journaliste », *Biulleten Oppositsii*, n° 48, février 1936, signé Alfa. Traduit du russe. L'Uruguay avait rompu ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. le 27 décembre 1935 en accusant notamment les diplomates soviétiques de Montevideo d'ingérence dans la vie politique de l'Uruguay.

et profondément réactionnaires, Demian Bedny (2) nous raconte qu'il n'a pas pu trouver l'Uruguay sur la carte sans ses lunettes, et qu'il s'est souvenu à cette occasion que le consul d'Uruguay s'était désespérément plaint pendant la révolution d'Octobre que les bolcheviks lui avaient saisi sa voiture. Ce faisant, ce poète courtois rapporte les propos du consul avec toutes sortes d'accents « nationaux », tout à fait dans le ton des mots d'esprit de Cent-Noirs (3) des organes officiels tsaristes *Novoie Vremia* et *Kievlijanin* (dans lequel, incidemment, on raconte que Demian Bedny a précisément commencé sa carrière littéraire (4)). C'est vrai qu'au cours des journées de la révolution d'Octobre, les ouvriers et les Gardes rouges saisissaient les autos de MM. les diplomates ; il fallait désarmer l'ennemi de classe, puisque tous les diplomates étaient avec la contre-révolution. Il suffit de rappeler que Kerensky s'est enfui de Pétrograd sous le couvert d'un drapeau américain (5). Mais, après la victoire, quand on a enquêté sur toutes sortes de plaintes, les diplomates des pays *petits* et *faibles* ont trouvé beaucoup plus d'attention et de prévenance auprès du gouvernement soviétique que ceux des *grands* brigands. Et en tout cas, si dans ces jours-là quelqu'un avait essayé de se complaire à se moquer d'un accent « national », il aurait été jeté dans la poubelle la plus proche. Il en va autrement aujourd'hui. Staline et Litvinov font le beau devant Mussolini et Laval (6). Sur quel ton humiliant Moscou a conversé avec Hitler tout de suite

(2) Efim A. PRIDVOROV, dit Demian BEDNY (1883-1945), poète communiste populaire pendant la révolution et la guerre civile, était devenu chanteur officiel du régime stalinien.

(3) Les « Cent-Noirs » était le nom donné au début du XX^e siècle en Russie à des organisations d'extrême droite caractérisées par leur nationalisme, leur antisémitisme et leur dévouement au tsarisme autocratique, qui organisaient notamment des programmes contre les Juifs et parfois les étudiants.

(4) Notons que Trotsky ne reprend pas à son compte cette affirmation non vérifiée.

(5) Aleksandr F. KERENSKY (1882-1970), avocat politique, était devenu un dirigeant socialiste-révolutionnaire. Ministre de la justice dans le premier gouvernement provisoire en février 1917, ministre de la guerre et de la marine en mai, premier ministre en juillet, premier ministre et commandant en chef en septembre, il s'était enfui de Pétrograd le 7 novembre 1917, grâce à l'aide des diplomates américains, pour aller tenter de prendre la tête d'une contre-offensive de régiments fidèles contre les bolcheviks. Il avait émigré après son échec.

(6) Maxim A. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), était alors commissaire du peuple aux affaires étrangères ; Pierre LAVAL (1883-1945) avait été au cours des dernières années ministre des affaires étrangères, puis président du conseil en France et avait négocié le traité franco-soviétique. Benito MUSSOLINI (1883-1945) était depuis 1922 le chef du gouvernement italien, le « Duce » du fascisme.

après son arrivée au pouvoir ! Mais en revanche ils se permettent dans leur splendeur de grande puissance de s'en prendre à l'Uruguay, « petit », « insignifiant », « introuvable sur une carte ». Comme s'il s'agissait des dimensions du pays, ou du chiffre de sa population, et pas de la politique du gouvernement de l'Etat ! L'état d'esprit réactionnaire de la bureaucratie régnante s'exprime peut-être mieux dans des « bricoles » de ce genre que dans sa politique générale.

Rappelons encore un autre épisode. Le jour de l'arrivée à Moscou du ministre anglais Eden (7), le journal du parti de Moghilev a publié un article sur l'hypocrisie de la politique britannique. La *Pravda* s'est indignée : « Qui pourrait réclamer une plus grande preuve de stupidité politique ? » Ecrire à propos de l'hypocrisie de la diplomatie britannique, c'est révéler de la stupidité politique, mais il est tout à fait permis de se livrer à une pornographie xénophobe et chauvine par rapport au peuple uruguayen — oui, au peuple —, car — que les sycophantes (8) de la *Pravda* le sachent — la langue, le territoire et le chiffre d'une population, tout cela concerne le peuple et pas le gouvernement.

P.-S. Comme si ce n'était pas suffisamment incroyable, Molotov (9) a fait référence dans son rapport au comité exécutif central à l'œuvre honteuse de Demian Bedny comme à l'expression de la position gouvernementale sur la rupture des relations diplomatiques avec l'Uruguay. Ainsi l'estampille du gouvernement stalinien est-elle officiellement apposée sur cette pornographie chauvine. Déchoir de cette façon, c'est déchoir pour de bon.

(7) Anthony EDEN (1897-1977), ministre (Lord du Sceau privé) britannique, avait visité les dirigeants russes en avril 1935. Depuis, il était devenu secrétaire d'Etat au Foreign Office (ministre des affaires étrangères).

(8) « Sycophante », qui vient du grec, signifie « mouchard ».

(9) Viatcheslav M. SKRIABINE, dit MOLOTOV (né en 1890), vieux-bolchevik depuis 1906, était depuis 1930 président du conseil des commissaires du peuple.

« CULTURE SOCIALISTE » (1)

(10 janvier 1936)

Lors de la conférence des stakhanovistes au Kremlin (2), le directeur de l'usine automobile de Gorky, un nommé Diakonov (3), a parlé discrètement et prudemment de la possibilité de réaliser en quatre ans le plan quinquennal. Ordjonikidzé (4) l'interpellait chaque fois qu'il parlait, non seulement par des questions, mais en le harcelant de railleries et de mots d'esprit déplacés. Il n'est pas difficile de se représenter la situation dans laquelle se trouvait le modeste rapporteur, du fait de ces augustes plaisanteries, dans la luxueuse salle du palais du Kremlin. Diakonov s'est même permis de remarquer : « Camarade Sergo (5), je voudrais bien répondre à vos questions, mais je n'en ai pas le temps. » Ordjonikidzé ne s'est cependant pas ému. Selon le compte rendu du journal, il

(1) T 3892, 3893. < Notes d'un journaliste », *Biulleten Oppositsii*, n° 48, février 1936. Signé Alfa. Traduit du russe.

(2) Les stakhanovistes — du nom du mineur Alexei G. STAKHANOV (1901-1976) — étaient des < travailleurs de choc » ayant réalisé des performances exceptionnelles dans le domaine de la production. Placés dans des conditions exceptionnellement favorables, jouissant de privilèges matériels importants, ils permettaient à l'administration d'augmenter les « normes » des autres travailleurs et étaient donc un instrument important d'une augmentation de la productivité pour la masse ouvrière. Une conférence de stakhanovistes venait de se tenir au Kremlin, à la fin de décembre 1935, dont la *Pravda* avait minutieusement rendu compte.

(3) L'usine d'automobiles de Gorky (l'ex-Nijni-Novgorod) était l'une des plus importantes du pays. DIAKONOV y avait remplacé à la direction, à la fin de 1932, l'ex-oppositionnel I.N. Smirnov, arrêté. Plusieurs témoins nous ont décrit ce directeur « sur les dents », luttant pour réaliser le plan.

(4) Grigori K. ORDJONIKIDZE (1886-1937), bolchevik en Géorgie en 1903, avait exercé d'importantes responsabilités dans le parti clandestin, notamment dans sa réorganisation en 1912. Il était depuis 1930 président du conseil suprême de l'économie nationale et depuis 1932 commissaire du peuple à l'industrie lourde. Il passait pour un stalinien « modéré », presque un « libéral ».

(5) SERGO avait été le pseudonyme de clandestin d'Ordjonikidzé dans la période d'avant 1917.

n'a pas interrompu moins de quatorze fois le bref rapport de Diakonov, outre le fait qu'il s'est tout le temps adressé à ce directeur d'usine, c'est-à-dire à l'un de ses subordonnés, en le tutoyant (6). Peut-être sont-ils de vieux amis ? Non. Diakonov répond à son supérieur toujours respectueusement, en lui disant « vous ».

On a beaucoup parlé à cette conférence d'une attitude « cultivée » vis-à-vis du travail et des gens. Mais Ordjonikidzé — et il n'a pas été le seul — s'est comporté comme un véritable patron féodal russe du bon vieux temps, qui se moque avec bienveillance de ses subordonnés en les tutoyant. Il n'est pas difficile d'imaginer la réaction de Lénine devant de telles manières de grand personnage ! Il était organiquement incapable de supporter l'impudence et la vulgarité, moins encore dans les rapports avec un camarade subordonné, plus jeune, qui peut facilement perdre contenance à la tribune.

Soit dit en passant, Ordjonikidzé a daigné se moquer de Diakonov d'une façon tout à fait bénigne, mais son ton laissait entendre clairement qu'il pouvait fort bien se comporter autrement. Comment ne pas rappeler un incident qui se produisit en 1923 quand Ordjonikidzé, en qualité de premier dignitaire du district de Transcaucasie, frappa un jeune camarade qui avait osé le contredire ? Lénine, de son lit de malade, réunit tous les faits se rapportant à cet acte abominable, et proposa au comité central de relever immédiatement Ordjonikidzé de toutes ses responsabilités et de l'exclure du parti pour deux ans. Ce fut précisément cette proposition qui renforça l'alliance entre Ordjonikidzé et Staline. Mais aujourd'hui, dans la lutte pour la « culture » socialiste, Ordjonikidzé n'a plus à se retenir.

Il faut dire que Kaganovitch (7) fait tout ce qu'il peut pour n'être pas en retrait sur Ordjonikidzé. Ce n'est pas pour rien qu'ils sont tous les deux les « commissaires du peuple préférés ». Lui aussi s'est adressé aux mécaniciens de chemins de fer qui parlaient à cette conférence, familièrement, tout à fait à la manière d'un général parlant à son ordonnance au bon vieux temps. Mais Kaganovitch le fait, si possible, de façon plus répugnante qu'Ordjonikidzé.

(6) Le tutoiement, forme familière de parler à un inférieur, n'était pas en usage dans le parti bolchevique où l'on ne tutoyait que de proches amis.

(7) Lazar P. KOGANOVITCH, dit KAGANOVITCH (né en 1893), ouvrier cordonnier, bolchevik en 1913, s'était lié à Staline pendant la guerre civile. Il était en 1935 commissaire du peuple aux communications et premier secrétaire du parti à Moscou.

Et la *Pravda*, l'organe central du parti communiste (! ? !), imprime ces exemples de vulgarité de grand personnage pour que tous puissent apprendre à les imiter.

BYZANTINISME (1)

(10 janvier 1936)

Le 17 novembre, au Kremlin, pendant la conférence des stakhanovistes, Vorochilov (2) a parlé des pilotes « qui maîtrisent totalement, réellement, à la stalinienne, la technique de l'aviation » (*Pravda*, 20 novembre 1935). Ainsi avons-nous soudain appris que Staline domine parfaitement la technique de l'aviation.

Ledit Vorochilov a affirmé dans le même discours : « Staline, qui a étudié dans toute son ampleur la question de l'équipement de l'armée... a dit plus d'une fois que les tanks, les canons, les avions, tout ça, ce n'est pas du savon, des allumettes ou de la pâtisserie, ce sont des moyens de défense, aussi veuillez accomplir ce travail comme il faut. » Nous apprenons ainsi qu'il est permis de fabriquer des allumettes ou du savon pas comme il faut, mais n'importe comment. Voilà ce qui s'appelle un « excès de zèle ».

On comprend parfaitement que Staline s'occupe d'étudier de près l'équipement de l'armée. Mais écoutons Mikoyan (3) par exemple. Mikoyan, qui, approfondissant ce qu'a dit Vorochilov, a rapporté à la même conférence l'instructive anecdote que voici : les usines soviétiques produisent pour l'exportation « d'excellentes sucreries, de l'eau de Cologne, du saucisson » tandis que des produits semblables d'une qualité au-dessous de tout sont livrés à la consommation intérieure (nous venions

(1) T 3892, 3893, « Notes d'un journaliste », signé Alfa, *Biulleten Oppositsii*, n° 48, février 1936. Traduit du russe.

(2) Klementi E. VOROCHILOV (1881-1969), ouvrier métallurgiste, bolchevik en 1903, chef de partisans au début de la guerre civile, s'était lié à Staline sur le front sud et avait constitué avec lui « le groupe de Tsaritsyne ». Il était depuis 1925 commissaire du peuple à la guerre.

(3) Anastas I. MIKOYAN (1895-1971), d'origine bourgeoise, bolchevik en 1915, était à l'époque membre du bureau politique et commissaire du peuple à l'industrie légère.

d'entendre Vorochilov dire que c'était tout à fait permis en ce qui concerne les allumettes, le savon et la pâtisserie). Apparemment Staline a donné un conseil à Mikoyan : *tromper* les ouvriers en leur disant que ces produits sont fabriqués pour être exportés, et les mettre en circulation sur le marché intérieur. On ne sait ce qui est le plus merveilleux dans cette anecdote du dignitaire : le mépris pour le consommateur soviétique, l'astuce de Staline ou le zèle excessif de Mikoyan.

Mais ce dernier va plus loin encore. Il apparaît que, quand Mikoyan a ordonné de « rétablir les meilleures qualités de savon », Staline n'a pas été content et, à son tour, ordonné (à Mikoyan !) d'apporter *des échantillons de savon de toilette à une réunion du bureau politique*. En résultat, raconte le dévoué Mikoyan, « nous avons reçu une décision du comité central... sur les assortiments et les formules de savon ». Ainsi Staline n'est-il pas seulement un aviateur, mais un fabricant de savon qualifié.

C'est dans cet esprit, avec un plus ou moins grand mélange de mikoyanisme, qu'ont été prononcés tous les discours à cette conférence. Toute l'atmosphère est complètement imprégnée de cet insupportable byzantinisme. Non, messieurs, notre pays ne peut pas respirer et ne respirera pas longtemps dans une telle atmosphère.

UN AVEU ACCIDENTEL (1) (10 janvier 1936)

Sarkissov (2), secrétaire du bassin du Donetz, dans son rapport sur le mouvement stakhanoviste à une réunion du comité central, a fourni deux remarquables coups de maître. Selon lui, les stakhanovistes eux-mêmes devraient écrire dans la presse sur le stakhanovisme : « cela s'exprime plus clairement et plus simplement, et un autre ouvrier, en lisant cela, apprend qu'un *tel homme existe réellement* ».

Molotov : « Juste ».

Ces mots prononcés en passant dévoilent une vérité terrible : les lecteurs ne croient pas du tout la presse officielle ; les travailleurs ne doutent pas que les bureaucrates fabriquent non seulement des statistiques, mais aussi des individus mythiques. Il faut chercher des moyens spéciaux pour faire croire aux ouvriers qu'il « existe réellement un tel homme ». C'est là, pouvons-nous remarquer, l'une des tâches de ces conférences solennelles de stakhanovistes au Kremlin, de la publication de ces photographies, etc.

Le même Sarkissov a donné l'exemple suivant de l'augmentation de la productivité dans les mines de charbon : « Un seul conducteur peut s'occuper de deux chevaux. » En plus du fait que cela élève la productivité du travail, a-t-il dit, il y a un bénéfice supplémentaire en ce que « les chevaux peuvent se reposer ». Le conducteur, en tout cas, n'a pas à se reposer : le cheval en sueur le fait pour lui.

(1) T 3892, 3893. < Notes d'un journaliste », signé Alfa, *Biulleten Oppositsii*, n° 48, février 1936. Traduit du russe.

(2) Sarkis A. SARKISOV, dit DANIELYAN (1898-1938), avait adhéré en 1917, milité d'abord à Bakou, puis à Léninegrad et avait été en 1926-1927 sympathisant de l'Opposition unifiée. Relégué à des postes subalternes, il était revenu en 1932 dans l'appareil du parti et était son secrétaire à Stalinsk dans le bassin du Donetz.

ET QUI SONT LES JUGES ? (1)

(10 janvier 1936)

Dimitri Sverchkov (2) a participé, en tant que *menchevik*, au soviet de Pétrograd en 1905. En tant que *menchevik* de droite, il a été le courrier d'Avksentiev, ministre de l'intérieur de Kerensky (3). Après la révolution d'Octobre, il s'est réfugié dans le Kouban des Gardes-blancs et y a fulminé contre les bolcheviks dans la presse locale. Quand le Caucase a été nettoyé par l'Armée rouge, Sverchkov a pu tranquillement rejoindre les bolcheviks. En 1922, il a écrit un livre, *A l'Aube de la Révolution*, dans lequel, sur la base de ses souvenirs personnels, il reconstruisait la période du soviet de 1905. Ce livre, écrit sur un ton alerte, a connu plusieurs rééditions. Mais du fait qu'il énumère des *faits*, et non les dernières *fictions*, il ne convient plus aujourd'hui. Le 12 décembre 1935, la *Pravda* a publié une note furieuse sur ce vieux livre, qui, dit-elle, « glorifie Trotsky ». Dans l'intervalle, le dit Sverchkov a fait carrière : aujourd'hui, il est membre du tribunal suprême de l'U.R.S.S. Le malheureux auteur a tout de suite reconnu que cette appréciation de son livre était « juste », par une lettre à la rédaction de la *Pravda*. Bien sûr ! En 1922, la mémoire de Sverchkov était temporairement affaiblie à la suite de terribles expériences personnelles, mais, en 1935, il a récupéré tout son équilibre. Dans un article de journal écrit à l'occasion de l'anniversaire du premier soviet, Sverchkov apporte des « souvenirs » de nature précisément opposée à ceux qu'il a apportés dans son livre il y a treize ans !

(1) T 3892, 3893. < Notes d'un journaliste », signé Alfa, *Biulleten Opozitsii*, n° 48, février 1936. Traduit du russe.

(2) Dmitri F. SVERCHKOV (1882-193?), fils de famille noble, social-démocrate en 1899, rejoignit les mencheviks en 1905 et se rallia en 1920 aux bolcheviks au pouvoir.

(3) Nikolai D. AVKSENTIEV (1878-1943), chef de file des S.R. de droite, était ministre de l'intérieur dans le gouvernement provisoire dirigé par Kerensky en 1917. Il avait ensuite émigré.

Tels sont Messieurs les juges. Quelques-uns d'entre eux devront peut-être s'asseoir au banc des accusés... le plus probablement pour répondre de leur *servilité*, de leurs *faux témoignages* et autres manifestations de *bassesse* humaine.

LA SECTION SOVIÉTIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE (1) (11 janvier 1936)

Une nouvelle épuration est en train de s'achever au sein du soi-disant parti communiste de l'Union soviétique. Elle porte cette fois l'étiquette modeste de « vérification des cartes de membres du parti ». La différence entre cette purge et les précédentes réside dans le fait qu'elle a été effectuée sans la participation, ne fût-ce que décorative, du parti lui-même : pas d'assemblée générale, pas de confessions personnelles, pas de dénonciations publiques, pas de témoignages pour les appuyer. Le travail de vérification se fait intégralement en coulisses : car, voyez-vous, c'est uniquement une question de « cartes ». En réalité, 10 % des membres du parti environ ont été exclus en conséquence de cette modeste vérification. La purge des « candidats (2) » au parti n'est pas encore terminée. Mais plus de deux cent mille personnes ont déjà été chassées du parti. Souvenons-nous, soit dit en passant, que c'était là presque l'effectif *total* de *tout* le parti bolchevique pendant la période où il conduisait le prolétariat à la prise du pouvoir.

La *Pravda* du 2 janvier donne la liste des principales catégories d'exclus : < depuis les trotskystes, les zinoviévistes, les opportunistes, les gens à double face, les éléments étrangers, les charardeurs et les aventuriers, jusqu'aux espions des services étrangers ». On notera que cette énumération reproduit la formule générale des amalgames (3) thermidoriens (4). Ce

(1) T 3894, 3895. *Biulleten Oppositsii*, n° 48, 1936. Traduit du russe. Publié en français pour la première fois dans *Révolution*, 28 février 1936.

(2) Le « candidat » est un stagiaire dont l'admission dans le parti n'est pas définitive.

(3) L'« amalgame » est un mélange d'éléments différents. L'amalgame politico-policier consiste à réunir sur le même banc d'accusés des hommes ayant des positions opposées afin de discréditer les uns par les autres.

(4) C'est après la chute de Robespierre, au 9 Thermidor (27 juillet 1794) que commença la période dite de la « réaction thermidorienne », que Trotsky rapproche constamment de l'époque de la réaction stalinienne.

serait faire preuve d'une grande naïveté que de « s'indigner » parce que les « trotskystes » sont accouplés aux chapardeurs et aux espions. Tout régime brouillé avec le peuple persécute d'un côté les révolutionnaires et de l'autre les criminels. Depuis des temps immémoriaux, ces deux catégories ont vécu côte à côte dans les prisons du tsar, comme elles vivent aujourd'hui côte à côte dans les prisons de la bourgeoisie du monde entier. Kerensky (5), en son temps, n'arrêtait pas de jurer que les bolcheviks étaient de connivence avec les bandes de Cent-Noirs et les espions allemands (6) et Staline est resté parfaitement fidèle à cette tradition. Au lieu de s'« indigner » devant l'amalgame statistique, analysons-le de plus près.

Relevons d'abord le fait frappant que, parmi les deux cent mille exclus et plus, on a officiellement donné aux « trotskystes » la première place. Cela signifie-t-il qu'ils constituent un groupe aussi important *numériquement* ? Ou bien que la bureaucratie, après avoir plus de dix fois liquidé « les restes et les débris » des « trotskystes », continue à les considérer encore comme ses ennemis les plus dangereux ? L'un et l'autre. Nous allons démontrer rapidement, sur la base des chiffres officiels, que le nombre de bolcheviks-léninistes exclus au cours de la dernière épuration seulement (deuxième moitié de 1935) ne s'élève pas à moins de dix mille, et à beaucoup plus en fait. Le caractère bestial de la répression indique suffisamment la peur de la bureaucratie devant cette « catégorie ».

Les trotskystes et les zinoviévistes sont généralement joints dans une catégorie unique par les comptes rendus officiels. Les zinoviévistes représentent toujours un groupe purement léningradien et dans le reste du pays ils ne consistent qu'en quelques individus épars, n'ont jamais eu de physionomie politique indépendante — pour ne pas mentionner leur caractère instable. Nous obtenons donc de la sorte six catégories d'« exclus » : 1. Les bolcheviks-léninistes, 2. Les zinoviévistes, 3. Les « opportunistes » (mentionnés ici pour la symétrie et le camouflage, car, en règle générale, ils ne sont jamais mentionnés dans les affaires individuelles), 4. Les gens à double face et les éléments étrangers (anciens Gardes-blancs, etc.), 5. Les chapardeurs et les aventuriers, 6. Les espions étrangers. Ces catégories se retrouvent, avec de faibles variantes, dans les rapports des districts, la correspondance, les éditoriaux, etc.

Avant de passer à l'analyse de la question de la force

(5) Sur Aleksandr Kerensky, cf. n. 5, p. 72.

(6) Sur les Cent-Noirs, cf. n. 3, p. 72.

numérique des bolcheviks-léninistes, nous voulons souligner qu'aucune liste des catégories d'exclus ni aucun des commentaires que nous avons étudiés ne mentionne ni les *mencheviks* ni les *socialistes-révolutionnaires*. Ces deux partis sont politiquement inexistants. Comme l'a justement souligné Tarov (7) récemment, leur politique réactionnaire en 1917 les prive de tout accès aux nouvelles générations de la ville et de la campagne. Et comme le camarade yougoslave Ciliga, hier prisonnier de Staline, l'a souligné à plusieurs reprises, la seule opposition sérieuse dans le pays est celle des bolcheviks-léninistes. Cela signifie que l'opposition au bonapartisme en Union soviétique ne découle pas des principes de la démocratie petite-bourgeoise, mais des conquêtes de la révolution d'Octobre, et c'est sous ce drapeau qu'elle se place. Gardons bien ce fait à l'esprit, car il est pour l'avenir d'une importance colossale.

Après toutes les purges et les campagnes d'extermination physique précédentes, il semble presque incroyable que, parmi les différentes catégories d'exclus — pas des centaines, ni des milliers, au moins deux cent mille —, les bolcheviks-léninistes soient cités en premier. Combien étaient-ils ? La presse soviétique se garde bien de donner à ce sujet des données chiffrées. C'est uniquement à travers des articles portant sur des individus, ou des remarques à propos de districts ou de provinces, que l'on peut trouver des mentions directes — ou le plus souvent indirectes — du nombre de « trotskystes » exclus. Ce sont les éléments sur lesquels nous nous appuyons.

Dans la province de Dniepropetrovsk, le secrétaire provincial Khataievitch (8) rapporte dans son article qu'au cours de la vérification des cartes de sa satrapie (9), trois mille six cent quarante-six personnes ont été exclues du parti, 8 % du total. En outre, il apparaît que « nous avons réussi à découvrir non seulement des individus isolés, mais *des groupes entiers de trotskystes-zinoviévistes contre-révolutionnaires*, dissimulés dans les rangs du parti ». Khataievitch ne communique pas leur nombre, mais donne d'autres chiffres : « mille cinq cents Gardes-blancs, koulaks, membres des bandes de Petljura, de Makhno (10) et autres ; trois cents voleurs et spéculateurs qui s'étaient

(7) A. Tarov était le pseudonyme d'A. A. Davtian ; cf. n. 4, p. 59.

(8) Mendel M. KHATAIEVITCH (1897-1939), bolchevik de la révolution de 1917, avait fait carrière dans l'appareil parmi les fidèles de Staline.

(9) Les « satrapies » étaient les provinces de l'Empire perse, gouvernées par des « satrapes » tout-puissants.

(10) Simeon V. PETLJURA (1877-1926) avait été le chef des troupes du « Directoire » ukrainien formé par les nationalistes en 1918 ; il s'était

frayés un chemin dans le parti avec de faux papiers > {*Pravda*, 26 décembre 1935). Ces deux groupes ensemble font mille huit cents personnes. En outre, l'article fait référence de façon plutôt obscure aux « espions étrangers infiltrés dans le parti » ; mais ici il ne peut s'agir que d'une vingtaine de personnes, au plus. En soustrayant les catégories mentionnées, il reste, pour les trotskystes et les zinoviévistes, ainsi que pour les autres opposants de tout type, pas moins de mille six cents personnes. A moins que Khataievitch dissimule d'autres catégories d'exclus ? Lesquelles ? Pourquoi ? Mais, même si la moitié ou un tiers de ceux-là reviennent aux < trotskystes >, cela fait néanmoins un nombre considérable : de cinq cents à mille. Naturellement, ce chiffre n'est encore qu'une simple hypothèse.

Dans le même numéro de la *Pravda*, à travers une petite information, on s'aperçoit que, dans la région de la mer Noire-mer d'Azov, quatre mille trois cent vingt-quatre personnes ont été exclues, 7 % du total de celles qui ont été vérifiées. La vérification a fait apparaître que, « dans plusieurs organisations de ville existaient des groupes trotskystes-zinoviévistes contre-révolutionnaires (l'usine Krasny Aksai, le département régional d'agriculture, le trust des fruits et raisins) ». Ce bref écho ne donne pas la proportion des divers groupes exclus, mais reconnaît que, même après la vérification, des « ennemis non démasqués » continuaient à surgir dans les organisations régionales.

En Sibérie occidentale, trois mille sept cent cinquante-six membres du parti ont été exclus — 11 % — ainsi que mille neuf cent trente-cinq candidats — 12,8 %. Le secrétaire, Eikhe (11), écrit dans la *Pravda* : « Parmi les exclus, la majorité sont des koulaks et des Gardes-blancs des armées de Koltchak (12), qui constituent environ un tiers. *Puis viennent les trotskystes et les zinoviévistes* {*Pravda*, 23 décembre 1935).

attribué ensuite le titre d' « ataman » (< hetman >), avait pris le pouvoir à son compte, organisé des pogroms et tenté en 1920 de reconstituer sa puissance en épaulant l'offensive polonaise contre la Russie. Nestor I. MAKHNO (1884 ou 89-1934 ou 35), anarchiste, organisateur de la guérilla paysanne contre les troupes allemandes en 1918, incorporé pour peu de temps à l'Armée rouge, avait ensuite lutté sur deux fronts avant d'être écrasé par l'Armée rouge en 1921.

(11) Robert I. EIKHE (1890-1940), fils de paysans lettons, bolchevik en 1905, avait été sous I. N. Smirnov un des dirigeants de la soviétisation de la Sibérie au début des années vingt. Il était membre du C.C. depuis 1927, du B.P. depuis 1934.

(12) Aleksandr V. KOLTCHAK (1873-1920), amiral de la flotte tsariste, avait conduit une révolte militaire contre les bolcheviks et, avec le titre de < commandant suprême >, avait même été reconnu par les Alliés lors de la conférence de la paix à Versailles.

Selon cette déclaration, les bolcheviks-léninistes sont au second rang pour le nombre. Tous les exclus, Gardes-blancs exceptés, se répartissent en quatre catégories. Si on les divisait en fractions égales, chacune compterait plus de neuf cents personnes. Mais Eikhe dit lui-même que les trotskystes et les zinoviévistes constituent le groupe le plus important après les Gardes-blancs. Il ne doit donc pas y avoir moins de mille bolcheviks-léninistes exclus dans la seule Sibérie occidentale, ce qui constitue à peu près 20 % des exclus. Eikhe dit : « Sur le nombre total des trotskystes et des zinoviévistes exclus, la moitié environ travaillaient dans des institutions d'éducation. L'ordure (!) trotskyste-zinoviéviste se donne beaucoup de mal pour pénétrer notre secteur idéologique, cherchant à l'utiliser pour sa propagande. » Il est de toute évidence fait référence ici à de nouveaux membres du parti, de la jeunesse étudiante ouvrière. On peut admettre que la Sibérie constitue une exception en ce qui concerne le pourcentage élevé de bolcheviks-léninistes : la jeunesse y est manifestement soumise à l'influence des exilés (13) (on observait d'ailleurs le même phénomène sous le tsarisme).

Dans le district de Kharkov, sur cinquante mille membres, plus de quatre mille ont été exclus. Le secrétaire, Zaitsev, ne répartit en catégories que deux mille trois cent cinquante-six cas d'exclusion, vérifiés par les organismes les plus élevés. Il y a neuf cent sept koulaks et Gardes-blancs, cinq cent quatre-vingt-quatorze dégénérés moralement ou ayant enfreint la discipline, cent vingt voleurs et spéculateurs, quarante-deux nationalistes bourgeois et finalement cent vingt trotskystes. On nous donne cette fois un chiffre tout à fait précis et, de plus, sans mentionner de zinoviévistes. Si l'on prend en considération le fait qu'à Kharkov, la satrapie de S. Kossior, Petrovsky (14) et compagnie, l'extermination physique de l'Opposition a été menée depuis 1923 avec une brutalité bestiale telle que sa réputation est connue dans toute l'Union, alors le modeste chiffre de cent vingt, représentant plus de 5 % des exclus, deux mille trois cent cinquante-six semble véritablement stupéfiant.

Il n'est que trop évident que la bureaucratie n'a pas et ne peut avoir le moindre motif pour exagérer l'influence des bolcheviks-léninistes. C'est pourquoi il nous faut considérer ces

(13) C'est en Sibérie que les autorités tsaristes envoyaient les « déportés », astreints à l'époque à la résidence surveillée.

(14) Stanislas V. KOSSIOR (1889-1939), bolchevik en 1907, secrétaire du PC ukrainien de 1920 à 1922, y avait conduit en 1928 une lutte féroce contre l'Opposition de gauche. Grigori I. PETROVSKY (1878-1958), vieux-bolchevik, député à la Douma en 1914, avait été président de l'exécutif des soviets d'Ukraine de 1919 à 1930.

chiffres qui ont filtré dans la presse comme un *minimum*. En outre, depuis 1924, la clique stalinienne a préféré exclure les oppositionnels comme « moralement dégénérés » et même comme < Gardes-blancs >. Il ne peut y avoir de doute que, précisément, les bolcheviks-léninistes les plus influents et les plus actifs ont été exclus dans ces catégories-là : il est d'autant plus facile de les expédier en camp de concentration ou en exil.

Si nous prenons le coefficient de la Sibérie occidentale, nous arrivons alors au nombre minimal de quarante mille exclus < trotskystes » et zinoviévistes pour l'ensemble de l'Union soviétique. Nous avons déjà dit qu'il faut tenir ce chiffre pour excessif. Mais, même si nous prenons le pourcentage délibérément minimisé de Kharkov en < trotskystes » exclus, c'est-à-dire plus de 5 %, nous arrivons à plus de six mille. Si, finalement, nous prenons la moyenne entre les chiffres de Sibérie occidentale et ceux de Kharkov, nous arrivons à vingt mille. C'est très probablement ce dernier chiffre qui est le plus proche de la vérité. Chacun comprend l'énorme signification politique des chiffres ci-dessus. Il reste une question : pourquoi la bureaucratie cache-t-elle d'un côté les chiffres totaux, alors que, de l'autre, elle communique des données partielles suffisamment claires pour une orientation générale ? C'est très simple : la bureaucratie évite de toutes ses forces de faire de la publicité aux bolcheviks-léninistes, mais elle est obligée en même temps de lancer un avertissement : « Attention ! “Ils” sont de plus en plus nombreux ! “Ils” grandissent ». En tout cas, on ne parle plus désormais des « restes » et des « poignées » qu'il faut « écraser » !

Les bolcheviks-léninistes étaient et sont encore les ennemis les plus irréconciliables de la bureaucratie qui cherche à perpétuer sa position en tant que caste dirigeante. Rien d'étonnant à ce que la clique stalinienne assigne dans ses listes d'amalgame la première place aux < trotskystes ». Ils ont mérité cet honneur par l'ensemble de leur lutte. La nature même de la dernière purge témoigne de la façon la meilleure et la plus claire possible que leur influence augmente. La bureaucratie ne peut plus désormais se débarrasser de ses ennemis au moyen d'un parti terrorisé, voire publiquement, devant lui. La purge publique a été remplacée par une purge secrète, c'est-à-dire qu'elle est entièrement passée aux mains du G.P.U. Bien entendu, les exclus ont également été remis dans ses mains — pour être exterminés physiquement. Cette méthode est si bien adaptée aux intérêts de la bureaucratie que Staline a immédiatement projeté une nouvelle épuration du 1^{er} février au 1^{er} mai de cette année. Les anciennes cartes du parti — apparemment elles sont

« usées » — doivent être changées contre des nouvelles, et en outre, les instructions du C.C. comportent une clause très stricte selon laquelle, au cours du remplacement, les secrétaires, c'est-à-dire les organes du G.P.U., doivent une fois de plus vérifier tout le personnel du parti et ne donner de nouvelles cartes qu'à ceux qui ont mérité leur « confiance ». Peut-être apprendrons-nous dans six mois combien de nouveaux bolcheviks-léninistes ont été ainsi transférés du parti dans les camps de concentration.

Les chiffres cités ci-dessus peuvent peut-être sembler surprenants à beaucoup. C'est à dessein que nous avons fait toutes les opérations sous les yeux du lecteur afin d'exclure la possibilité de tout soupçon de subjectivisme ou de toute partialité. L'essence de la question réside dans le fait que, sous l'influence de la presse stalinienne et de ses agents dans le genre de Louis Fischer (15) et autres messieurs de son espèce, non seulement nos ennemis, mais aussi nombre de nos amis en Occident se sont habitués de façon imperceptible pour eux-mêmes à l'idée que, s'il y a encore des bolcheviks-léninistes en U.R.S.S., ils sont presque tous aux travaux forcés. Non ! Ce n'est pas vrai ! On ne peut extirper par des mesures policières le programme marxiste, ni la grande tradition révolutionnaire. Il est certain qu'en U.R.S.S. les bolcheviks ont aujourd'hui des conditions de travail plus dures que dans n'importe quel autre pays au monde (d'où l'immense intérêt, de ce point de vue, du récent témoignage du camarade Ciliga). Mais l'œuvre de la pensée révolutionnaire n'a pas été interrompue un seul jour. Si ce n'est comme doctrine, du moins comme état d'esprit, comme tradition, comme drapeau, notre tendance a en U.R.S.S. un caractère de masse, et elle est en train aujourd'hui de gagner à elle des forces fraîches. Parmi les dix ou vingt mille « trotskystes » exclus au cours des derniers mois de 1935, les représentants de la vieille génération, les participants au mouvement des années 1923-1928 sont des dizaines, peut-être des centaines, mais pas plus. Le plus grand nombre est constitué par de nouvelles recrues. Il ne faut pas oublier en outre que les chiffres ci-dessus ne s'appliquent qu'au *parti*. Mais il existe aussi l'*Union des Jeunesses communistes*, avec ses millions de jeunes ! C'est précisément parmi eux que l'agitation ne cesse de grandir. Il est

(15) Louis FISCHER (1896-1970), journaliste américain, correspondant en Europe de *Nation*, lié à Radek, était aux yeux de Trotsky le type même du « compagnon de route », mentant délibérément au service du gouvernement stalinien.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
affreusement difficile pour un jeune révolutionnaire en U.R.S.S., d'apprendre le léninisme. Mais il est hors de doute que leur niveau est infiniment plus élevé que celui du parti < stalinien ». Les grandes traditions continuent à vivre. Les vieux textes de l'Opposition sont conservés dans des cachettes. Il y a sur les étagères les livres de Marx, d'Engels et de Lénine (on n'a pas encore osé les retirer de la circulation). Les journaux soviétiques sont obligés de publier des nouvelles des événements du monde entier. La littérature internationale sous le drapeau de la IV^e Internationale est déjà une littérature très riche aujourd'hui. Ses idées et ses mots d'ordre pénètrent en Union soviétique par mille canaux — et en partie à travers notre bulletin russe (16). Ainsi est assurée la précieuse transmission de la pensée révolutionnaire.

Sous le fouet de la bureaucratie, et non sans provocation directe de la part des lagoda, Medved (17) et autres, des éléments isolés de la jeunesse s'engagent dans la voie du terrorisme individuel, c'est-à-dire dans la voie sans issue du désespoir. Les bonapartistes s'emparent avidement de ces actes terroristes pour justifier leur sanglante répression contre l'Opposition : cette méthode est aussi vieille que la vieille bassesse des despotes privilégiés. Mais la plus grande partie de la jeunesse révolutionnaire ne se laissera pas couper de sa classe pour s'engager dans la voie des aventures individuelles. Le programme de la IV^e Internationale, même s'il ne promet pas de miracles pour demain, indique la seule issue incontestablement juste et correcte. Le développement de la IV^e Internationale à l'échelle mondiale renforce et inspire nos amis et nos partisans en U.R.S.S. Nous pouvons dire avec assurance qu'en dépit de ces treize ans de persécution, de calomnie et de pogroms, jamais dépassées en bassesse et en cruauté, en dépit des capitulations et des trahisons, plus dangereuses encore que les persécutions, *même aujourd'hui, la IV^e Internationale a déjà en U.R.S.S. sa section la plus forte, la plus nombreuse et la mieux trempée.*

(16) Le *Biulleten Oppositsii* n'avait évidemment en U.R.S.S. qu'une circulation limitée — bien que réelle — dans les sommets de la bureaucratie. La section belge, avec Lesoil, avait la responsabilité d'une partie de son expédition par l'intermédiaire des marins du port d'Anvers.

(17) Filip D. MEDVED, bolchevik en 1906, responsable dans la police politique depuis 1919, était le chef du N.K.V.D. à Leningrad en 1934. Il avait été arrêté et condamné pour « négligence criminelle » peu après l'assassinat de Kirov, puis libéré et affecté en Extrême-Orient. Trotsky le soupçonnait d'avoir été l'un des hommes du G.P.U. qui avaient manipulé Nikolaïev, le meurtrier de Kirov. L'historien Medvedev affirme que Medved n'était pas informé de cette manipulation qui était selon lui l'œuvre de son adjoint Zaporozjets.

Non, nous n'avons aucune raison de nous laisser abattre. Le progrès ne va pas en ligne droite. La lutte des opprimés exige d'immenses sacrifices. Mais l'avenir est à nous. La dernière purge bureaucratique en U.R.S.S. en constitue la preuve, même pour des aveugles : l'avenir est à nous !

P.-S. Les mentions insistantes d' « espions des services étrangers » exclus du parti au cours de la dernière purge méritent une particulière attention. Il va de soi que de tels cas sont tout à fait possibles. Mais, par leur nature même, ils ne peuvent constituer que de rares exceptions. Une circulaire secrète aurait suffi pour donner l'information. Mais pourquoi les journaux continuent-ils à rabâcher à propos des espions ? La presse stalinienne ne se serait jamais permis une telle audace sans instructions spéciales d'en haut. Mais le but ? On peut le deviner sans se tromper. Au cours des années de domination autocratique du stalinisme en U.R.S.S., il n'a pas manqué de communistes étrangers oppositionnels fusillés. Incomparablement plus nombreux sont ceux qui languissent dans les isolateurs, les camps de concentration ou l'exil. A ce sujet, il arrive à l'étranger toujours plus d'informations. Les communications de Ciliga sur ce point sont d'une valeur exceptionnelle dans la mesure où il a été libéré récemment des chaînes staliniennes. D'une façon ou d'une autre, la bureaucratie doit contrer ces révélations, en munissant ses laquais de l'étranger d'au moins un semblant d'explication. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que les agents de l'internationale communiste proclament que tous les communistes étrangers arrêtés et fusillés en U.R.S.S. étaient des « espions des services étrangers ». De telles bassesses ne sauraient pourtant rester impunies. Les masses laborieuses connaîtront la vérité. Les organisations de la IV^e Internationale seront à leur poste.

[LE PROCHAIN BIULLETEN] (1)

(11 janvier 1936)

Cher Ami (2),

Ci-joint, envoyés pour le *Biulleten* :

- 1) « La section soviétique de la IV Internationale (3). »
- 2) « Notes d'un journaliste », d'Alfa (4).
- 3) « Au procureur de l'U.R.S.S. Akulov » (lettre des treize B.L. Ce document est très important. Malheureusement il n'est pas recopié et c'est l'original qu'on envoie (5)).
- 4) « Dans la lutte pour sortir d'U.R.S.S. » (A. Ciliga.)

L'article sur la section soviétique donne des renseignements extrêmement importants sur le nombre de prisonniers bolcheviks-léninistes. Ces chiffres produisent partout une impression énorme. Il faut les diffuser aussi largement que possible, les traduire de toute urgence en langue étrangère. Il faut arriver à ce que tous les camarades à l'étranger connaissent ces chiffres et les utilisent dans chaque circonstance favorable. C'est la tâche principale de Théodore (6).

Les documents de Ciliga et la lettre des treize sont aussi d'une importance considérable.

Il faut aussi absolument imprimer l'article sur le Front

(1) Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10139, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Cf. n. 2, p. 54.

(3) Cf. p. 82-90.

(4) Cf. p. 68-81.

(5) Ce texte, rapporté par Ciliga a été également publié par celui-ci. Ivan A. AKULOV (1888-1939), bolchevik en 1907, avait eu une carrière d'apparatchik du parti, puis des syndicats jusqu'en 1930; en 1931 était devenu premier vice-président du collège du G.P.U. et en 1932, secrétaire du parti dans le Donetz. En 1933, il était devenu procureur de l'U.R.S.S., — et c'est en cette qualité que les déportés lui avaient adressé le document mentionné par Trotsky. Depuis un an, il était secrétaire du comité exécutif central.

(6) THEODORE OU THEODOR était le nom de code pour désigner le secrétariat international.

populaire et les comités d'action (la question a aujourd'hui une grande signification pour l'U.R.S.S.).

En outre il faut publier aussi l'article sur les stakhanovistes (7).

Que faire ? Avons-nous les moyens de sortir un numéro double ? La question a une énorme importance politique. S'il faut sacrifier quelque chose, il vaut mieux sacrifier les « Notes » d'Alfa et l'un des trois documents de Ciliga (par exemple le début de son article sur « la lutte pour sortir d'U.R.S.S. » en précisant à la fin du numéro qu'il sera publié dans la prochaine édition).

Du point de vue de la qualité, il vaut mieux mettre en tête « la section soviétique ». En second viendra l'article sur les stakhanovistes.

Si nous avons assez de sous pour sortir ce numéro, ce sera merveilleux.

(On nous demande d'urgence d'envoyer la copie de la lettre des treize au procureur de l'U.R.S.S. pour les archives).

J'envoie aussi copie de ma lettre à Ciliga (bien entendu seulement pour information).

Nous venons juste de recevoir à notre grand étonnement le numéro 47 du *Biulleten*. Cependant, en accord avec votre lettre précédente, j'ai préparé des articles pour ce numéro. Ceci simplifie et en même temps complique l'affaire. Il faudrait sortir un nouveau numéro aussi vite que possible. J'espère que vous avez assez de forces pour cela.

(7) Il s'agit de l'article consacré à la question du stakhanovisme par Léon Sedov lui-même et signé de son pseudonyme de MARKINE.

[OBJECTIF OU SUBJECTIF ?] (1)

(11 janvier 1936)

Cher camarade Vanzler (2),

Je n'ai sous la main aucune édition russe ou française de mon ouvrage. Cependant, je ne doute pas que le texte français soit exact : il faut dire facteur *subjectif* et non facteur *objectif*, comme c'est dit dans le manuscrit russe (3). En effet, les notions de *subjectif* et d'*objectif* sont relatives. Pour l'adhérent d'un parti, le parti est un facteur *objectif*. Mais à son congrès, le parti ne peut pas ne pas se considérer comme un facteur *subjectif* par rapport à la situation objective. C'est précisément dans ce sens qu'il convient de comprendre la citation litigieuse.

En tout cas, je vois à votre lettre quelle attention vous apportez à votre traduction et je vous en suis très vivement reconnaissant.

Vous pouvez m'écrire en anglais, car je ne suis qu'à demi analphabète : je lis couramment cette langue, mais je ne puis me résoudre à l'écrire.

Salutations chaleureuses.

(1) Lettre à J. Vanzler, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10897, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

(2) Joseph VANZLER, dit John G. WRIGHT (1904-1956), familièrement appelé USICK, d'origine russe, était membre du P.C. et étudiant en chimie à Harvard quand il rejoignit l'Opposition de gauche en 1929. Il était alors en train de traduire l'ouvrage *L'Internationale communiste après Lénine*.

(3) Vanzler avait interrogé Trotsky le 3 janvier sur le point suivant : dans la < Critique du projet de programme de l'I.C. », le texte russe parlait du parti comme « facteur objectif » et l'édition française comme « facteur subjectif ». Quelle était la bonne formule ? (Cf. édition française, vol. I, p. 182).

[L'ANTIFASCISME N'EST RIEN] (1)

(13 janvier 1936)

Cher Ami (2),

La question de notre comportement à l'égard des nonnes gouvernementales qui sont prétendument dirigées contre le fascisme est extrêmement importante.

Comme la démocratie bourgeoise est historiquement en faillite, elle n'est plus en mesure de se défendre sur son propre terrain contre ses ennemis de droite et de gauche. Cela veut dire que, pour se « maintenir », le régime démocratique est obligé de se supprimer lui-même peu à peu par des lois d'exception et des mesures administratives arbitraires. Cette auto-suppression de la démocratie dans son combat contre la gauche et la droite est précisément ce qui produit le *bonapartisme* décadent, lequel a besoin pour son existence incertaine, aussi bien du danger de droite que du danger de gauche, afin de les jouer l'un contre l'autre et de s'élever ainsi toujours davantage au-dessus de la société et de son parlementarisme. Le gouvernement Colijn (3) m'est apparu depuis pas mal de temps déjà comme un régime bonapartiste en puissance.

(1) Lettre à Sneevliet, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10145. Traduite de l'allemand. Cette lettre avait déjà paru dans son texte allemand original dans *Informations-Dienst*, n° 10, février 1936, sous le titre « Caractérisation de la politique de Colijn ». Elle constitue une réponse de Trotsky à une lettre du dirigeant du R.S.A.P. hollandais Sneevliet, en conflit avec ses camarades de la direction au sujet de l'attitude qu'il devait prendre, en sa qualité de député, face à une proposition de loi dirigée par le gouvernement Colijn contre les groupes paramilitaires du parti nazi hollandais. Sneevliet était en désaccord là-dessus avec le reste de la direction.

(2) Henricus SNEEVLIET (1883-1942), pionnier du mouvement communiste en Hollande, en Indonésie et en Chine, secrétaire général du syndicat rouge N.A.S., avait été exclu du P.C. hollandais en 1929 et avait fondé le R.S.P. qui avait rejoint en septembre 1933 l'Opposition de gauche. Il était devenu alors membre du S.I. de la L.C.I. Il était l'un des chefs du R.S.A.P., formé en 1935 par la fusion de R.S.P. et de l'O.S.P.

(3) Hendrijk COLIJN (1869-1944), chef du parti bourgeois protestant < antirévolutionnaire », premier ministre de 1925 à 1926, puis depuis 1933, s'était notamment distingué en février 1934 en livrant à Hitler

L'ennemi principal pour le bonapartisme reste naturellement, dans cette période extrêmement critique, l'aile révolutionnaire du prolétariat. On peut donc dire avec une certitude absolue que lors d'une aggravation ultérieure de la lutte des classes, toutes les lois d'exception, tous les pleins pouvoirs extraordinaires, etc. seront utilisés contre le prolétariat.

Après que les socialistes et les staliniens français eurent voté la dissolution administrative des organisations paramilitaires (4), cette vieille canaille de Marcel Cachin (5) écrivit à peu près ceci dans *L'Humanité* : « Une grande victoire [...]. Naturellement, nous savons que, dans la société capitaliste, toutes les lois *peuvent* être utilisées contre le prolétariat. Mais nous nous efforcerons de l'empêcher, etc. » Le mensonge est évidemment ici dans le mot *peuvent*. Il aurait fallu dire : « Nous savons que toutes ces mesures, lors d'une aggravation ultérieure de la crise sociale, seront *appliquées* au centuple contre le prolétariat. » D'où l'on peut tirer la conclusion élémentaire que nous ne pouvons pas contribuer de nos propres mains à construire le bonapartisme décadent ni à le doter de chaînes dont il se servira inévitablement pour paralyser l'avant-garde du prolétariat.

Il n'est pas dit pour autant que Colijn ne veuille pas demain ou après-demain dégager son coude droit de l'emprise arrogante des fascistes. La révolution sociale ne semble pas être imminente en Hollande. Le Grand capital espère venir à bout des dangers qui le menacent par les moyens de l'État fort, concentré, c'est-à-dire bonapartiste ou semi-bonapartiste. Mais, par peur de laisser l'ennemi véritable, le prolétariat révolutionnaire, prendre trop d'importance, Colijn ne pourra jamais paralyser ou détruire le fascisme : tout au plus pourra-t-il le tenir en échec. C'est pourquoi le mot d'ordre de dissolution et de désarmement des bandes fascistes par l'État (les social-démocrates allemands

quatre jeunes militants du S.A.P. que sa police avait arrêtés à la conférence de Laren.

(4) Le 6 décembre 1935, à la Chambre des députés française, le député Croix-de-Fcu Jean Ybarnegaray avait proposé un « désarmement général » des formations paramilitaires. Les dirigeants du P.C. et de la S.F.I.O. lui avaient emboîté le pas et voté avec la droite la dissolution des milices armées.

(5) Marcel CACHIN (1869-1958) était directeur de *L'Humanité* et l'un des principaux dirigeants du P.C. Trotsky avait l'habitude de le traiter de « canaille » depuis longtemps : Cachin avait été social-patriote en 14-18, avait même accepté des missions gouvernementales officielles en Italie et en Russie, pour entraîner l'une et maintenir l'autre dans la guerre. Il avait été depuis un stalinien zélé.

criaient : « L'Etat doit agir ! ») et le vote de mesures analogues sont réactionnaires de bout en bout. Cela reviendrait à sacrifier la peau du prolétariat pour en faire un fouet dont l'arbitre bonapartiste de service se servira *peut-être* pour caresser tout doucement, une fois en passant, le postérieur des fascistes. Or notre maudit devoir et notre responsabilité consistent non à fournir le fascisme en fouets, mais à protéger la peau du prolétariat.

Un autre aspect de la situation me semble encore plus important. La démocratie bourgeoise est *de par sa nature même* une fiction. Plus elle est florissante, moins elle se laisse utiliser par le prolétariat (voir l'histoire de l'Angleterre et des États-Unis). [Mais] la dialectique de l'histoire veut que la démocratie bourgeoise devienne une *réalité importante* pour le prolétariat précisément à l'époque de sa décomposition. Le fascisme est l'expression de cette décomposition. La lutte contre le fascisme, la défense des acquis de la classe ouvrière dans le cadre de cette démocratie en voie de décomposition peuvent devenir une puissante réalité dans la mesure où est donnée au prolétariat l'occasion de se préparer aux plus durs combats et même de commencer à s'armer. En France, les deux années qui se sont écoulées depuis le 6 février 1934 (6) ont donné aux organisations ouvrières une occasion exceptionnelle (elle ne se renouvellera pas de sitôt) de rassembler sur une base révolutionnaire le prolétariat et la petite bourgeoisie, de constituer une milice ouvrière, etc. Cette occasion précieuse est offerte précisément par la décomposition de la démocratie, par son incapacité évidente à maintenir « l'ordre » par les moyens traditionnels et le danger tout aussi évident qui menace les masses ouvrières. Quiconque n'exploite pas cette situation, quiconque en appelle à l'« État », c'est-à-dire à l'ennemi de classe, en le priant d'« agir », celui-là vend la peau du prolétariat à la réaction bonapartiste.

Aussi devons-nous voter contre *toutes les mesures* qui renforcent l'État capitaliste-bonapartiste, même s'il s'agit d'une mesure qui peut, sur le moment, causer un désagrément passager au fascisme. Naturellement les social-démocrates et les staliens diront que nous défendons le fascisme contre le Père Colijn, lequel serait après tout préférable au méchant Mus-

(6) Le 6 février 1934, une manifestation des < Ligues » fascistes et fascisantes, ainsi que des organisations d'anciens combattants, avait marché sur le Palais-Bourbon et provoqué des heurts très durs avec les forces de police qui le défendaient.

sert (7). A cela, nous pouvons dès maintenant répondre avec assurance que nous voyons plus loin que les autres et que les événements à venir confirmeront entièrement nos conceptions et nos exigences.

Mais nous pouvons aussi formuler des amendements et des compléments dont le rejet fera clairement apparaître à n'importe quel ouvrier qu'il ne s'agit pas du postérieur des fascistes mais de la peau du prolétariat. Par exemple : 1) « *Les piquets de grève des ouvriers ne sont nullement concernés par cette loi, même dans le cas où ils doivent s'armer contre les briseurs de grève, les fascistes et autres éléments déclassés* » ou 2) « *Les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière conservent le droit, face au danger fasciste (8), de construire et d'armer leurs organismes d'auto-défense. A leur demande, l'État s'engage à les fournir en moyens financiers, armes et munitions.* » Au Parlement, ces amendements paraîtraient plutôt étranges et seraient considérés comme < shocking (9) > par Messieurs les hommes d'État (ainsi que par les fanfarons staliniens). Mais n'importe quel ouvrier du rang, non seulement dans le N.A.S. (10), mais aussi dans les syndicats réformistes, les trouvera tout à fait justifiés.

Naturellement, je ne cite ces documents qu'à titre d'exemples. On pourrait peut-être trouver des formulations meilleures et plus précises. Messieurs les social-démocrates et staliniens peuvent bien alors refuser leur soutien ou même voter contre. Mais même s'ils votent *pour*, les amendements seront de toute manière rejetés et on verra alors avec une clarté parfaite pour quelle raison nous votons contre le projet gouvernemental dans son ensemble, ce que nous *devons* faire sans la moindre hésitation pour les motifs que j'ai déjà indiqués (même au cas où le parlementarisme à la Colijn ne permettrait pas la présentation d'amendements, car ces amendements, qui relèvent de la technique de propagande, ne concernent pas le fond même de l'affaire).

(7) Anton A. MUSSERT (1894-1946) était le chef du mouvement national-socialiste de Hollande qu'il avait fondé en 1931.

(8) Ici, Trotsky a biffé le passage suivant : « comme ce fut le cas en Italie, en Allemagne et en Autriche » (N.d.T.).

(9) En anglais dans le texte.

(10) Le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Secretariaat), était un syndicat indépendant de la centrale réformatrice, longtemps lié à l'internationale syndicale rouge, dont Sneevliet et ses camarades avaient conservé la direction et qui constituait leur véritable base.

De manière générale, il nous faut être très fermes à l'égard de l'« antifascisme » abstrait qui touche même parfois, hélas, nos propres camarades. L'« antifascisme » n'est rien, c'est un concept vide qui sert à couvrir les canailleries du stalinisme. C'est au nom de l'« antifascisme » qu'on a organisé la collaboration de classes avec les radicaux (11). Beaucoup de nos camarades désiraient apporter au « front populaire », c'est-à-dire à la collaboration de classes, un soutien positif du genre de celui que nous nous sommes par exemple disposés à accorder au front unique, c'est-à-dire à la séparation du prolétariat d'avec les autres classes. Du mot d'ordre totalement erroné de « Front populaire au pouvoir ! (12) », on va plus loin et on se déclare prêt à soutenir le bonapartisme, car le vote en faveur du projet de loi « antifasciste » de Colijn ne signifierait rien d'autre qu'un appui direct au bonapartisme.

Comme le camarade Parabellum (13) — si j'en juge d'après les citations — a développé dans « *De Internationale* » un point de vue incorrect et dangereux sur le « front populaire », il est d'autant plus nécessaire d'être ferme dans le parti hollandais contre cet « antifascisme » abstrait aux conséquences opportunistes.

(11) Trotsky fait allusion ici à la France et à la conclusion du Front populaire comprenant le parti socialiste, le parti communiste et le parti radical et radical-socialiste.

(12) L'allusion est très précise. Trotsky connaissait et avait annoté de sa main le procès-verbal de la réunion du S.I. du 12 juillet 1935 (Bibliothèque du Collège de Harvard, 16484) qui avait discuté la question de l'attitude à prendre vis-à-vis du Front populaire. Tandis que Jean Rous (Clart) et Erwin Wolf (Nicolle) soutenaient tant bien que mal les analyses de Trotsky dans son livre *Où va la France ?*, les deux autres membres du secrétariat international, Alfonso Leonetti (Martin) et Ruth Fischer (Dubois) affirmaient que cette analyse était fautive, combattaient le mot d'ordre « Les radicaux hors du Front populaire » et préconisaient celui de « Front populaire au pouvoir ».

(13) PARABELLUM était le pseudonyme d'Isaac TCHEREMINSKY, alias Arkadi MASLOW (1891-1941), ancien dirigeant de la gauche du K.P.D. représentant longtemps de son aile « zinoviéviste » en même temps que Ruth Fischer. Bien que cette dernière ait fait partie du S.I., ni l'un ni l'autre n'avaient été acceptés dans la section allemande, les I.K.D., et ils avaient fondé en septembre 1935 le groupe « Die Internationale » dont ils étaient le centre et où ils développaient sur le Front populaire la ligne défendue au S.I. par Ruth Fischer.

[AVEUGLEMENT FRACTIONNEL] (1)

(14 janvier 1936)

Cher Camarade (2),

Votre dernière (*sic*) démontre une aberration étonnante de l'esprit de votre fraction plus ou moins anti-b. 1. Vous citez mon argumentation contre « l'égalité des tendances » : les idées justes et les idées fausses ne sont pas égales ; une organisation comprenant dix membres et une organisation qui en compte des centaines ou des milliers ne sont pas égales non plus. Ces deux thèses épuisent la question. Au lieu de vous occuper de ces arguments, vous, vous écrivez : « Comment ? Des milliers ? On vous trompe, on vous trompe... etc. »

Si vous croyez que je ne suis pas capable de vérifier mes informations et que je forme mes jugements à l'aveugle, quel sens a votre correspondance ? Mais vous vous trompez : personne ne m'a trompé. Je citais des choses parfaitement hypothétiques pour démontrer l'absurdité de l'« égalité des tendances ». Je regrette bien que vous lanciez des accusations pareilles contre des tiers (sans parler de l'accusation contre moi-même) au lieu de réfléchir un peu plus sérieusement sur le texte qui est d'ailleurs bien clair.

(1) Lettre à Robert Caby, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7467, avec la permission du collège de Harvard. Original en français.

(2) Robert CABY, dit BILINE (né en 1905), écrivain et poète, avait milité dans le P.C. de 1929 à 1933. Il militait au G.B.L., avait de toute évidence plus que de la sympathie pour le groupe de *La Commune*, mais écrivait à Trotsky des lettres d'information où il se présentait en observateur au-dessus de la mêlée. Il venait d'adresser à Trotsky une lettre où il lui disait que les arguments qu'il employait contre Molinier démontraient qu'il était mal informé.

**[ABSENCE DE POLITIQUE
ET ORGUEIL BUREAUCRATIQUE!] (1)**
(14 janvier 1936)

Cher Ami,

Vous vous justifiez d'avoir transgressé la « décision » qui avait interrompu notre correspondance (2). Je vous dirai franchement que cela ne valait pas la peine d'enfreindre la règle pour une telle lettre, car, en dehors d'une vive affliction, pour ne pas dire indignation, elle ne démontre rien. Pour la centième fois, vous me faites part de votre opinion concernant Raymond et de votre indignation contre lui (3). A quoi bon ? Cela fait-il un tant soit peu avancer les choses ? Non. Cela montre seulement que vous et vos collègues n'abordez absolument pas les problèmes de façon politique, mais que vous affichez en revanche beaucoup de prétentions bureaucratiques. Je suis obligé de vous le dire, pour la clarté des choses, avant de m'opposer ouvertement à toute votre politique bureaucratique stérile. Théodore (4) n'a pas réagi devant l'apparition de cette mutation dans la section française : le seul qui l'ait remarquée est Adolphe (5), mais il l'a écrit en son nom personnel. Tous les autres se sont montrés aveugles. On peut en dire autant du C.C. français. Il a fallu déployer des efforts considérables (des télégrammes, des dizaines de lettres, etc.) pour imposer une attitude intransigeante vis-à-vis de l'opportunisme et de l'aventurisme de la clique de

(1) Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10140. Traduite du russe. Publiée avec la permission du Collège de Harvard.

(2) Trotsky, dans une lettre à L. Sedov du 27 décembre 1935, avait demandé à ne recevoir pendant quatre semaines aucune correspondance des sections ou du secrétariat international dont Sedov était membre (cf. *Œuvres*, 7, p. 241). Sedov avait transgressé cette interdiction et écrit à Trotsky pour le mettre en garde contre toute attitude conciliatrice vis-à-vis de Molinier.

(3) Raymond est le prénom de Molinier.

(4) Il s'agit du secrétariat international, directement mis en cause par Trotsky.

(5) Rudolf Klement était le secrétaire administratif du S.I.

Raymond. Je n'ai pas reçu la moindre aide de Théodore. Vous, vous avez seulement défendu la cécité et la passivité de Théodore. Lorsque, malgré vous et, dans une assez large mesure, contre vous et contre Théodore, il est apparu que la situation était à moitié rétablie (à moitié seulement), vous avez décidé que c'en était assez de l'orgueil et de l'entêtement bureaucratique. Le reste est venu avec. Raymond poursuit une politique. Son gangstérisme mis à part, il manifeste actuellement dix fois plus de flair politique que Théodore et consorts, tous ensemble. Ayant senti où était son point faible, il a avancé une politique plus radicale, jusqu'à la IV^e Internationale, plus des propositions archi-conciliantes. Il est prêt et à fusionner et à se rendre à Oslo et à faire appel au secrétariat, etc. Il se conduit en politique, passant carrément à l'offensive.

Quelle est votre action à vous ? Nulle. Vous me faites des discours sur le caractère de Raymond, et pas un mot de politique. N'est-ce pas un scandale ? Voici un exemple récent clair : neuf exclus font appel au secrétariat. C'est un fait d'une énorme importance. Quel est le plan du secrétariat ? Là-dessus, vous n'écrivez rien, remplaçant comme d'habitude les idées et faits qui font défaut par des lamentations plaintives et des discours parfaitement inutiles à mon adresse. Comment le secrétariat se prépare-t-il à répondre à l'appel des neuf ? Si cet organisme existait réellement, il devrait se réunir immédiatement après avoir reçu la lettre des neuf, élaborer un plan d'action et me l'envoyer par avion ainsi qu'à Sneevliet. Ainsi on pourrait sérieusement traiter votre travail. Mais, apparemment, vous considérez qu'on peut ne pas répondre aux neuf. Vous allez peut-être invoquer la tenue du plénum du C.C. Admettons. Avez-vous écrit aux neuf pour leur dire qu'étant donné la réunion du C.C. vous pensez que votre intervention serait prématurée ? Non. Vous n'avez même pas fait le strict minimum. C'est-à-dire que vous n'avez pas soutenu l'autorité du C.C. Alors qu'il n'aurait pas fallu en faire beaucoup plus. Il aurait fallu, sans attendre la réunion du plénum, convoquer chacun des membres du groupe des neuf, séparément, discuter calmement et sérieusement avec chacun d'eux, officiellement, dresser des procès-verbaux, essayer de mettre à jour les différents groupes parmi eux, approfondir les différenciations. Mais non, vous laissez la politique à Raymond. Lui a déjà introduit une différenciation dans le C.C., car le vote contre un exclu est la marque d'une ligne qui va vers une nouvelle scission et cette scission deviendra inévitable avec cette politique d'entêtement passif et bureaucratique.

Le groupe de sympathisants-partisans de *La Commune* a

lancé l'idée d'envoyer ici Raymond et un représentant du C.C. Si Théodore avait le moindre gramme de sens politique, il aurait dû se saisir immédiatement de cette proposition. En effet, votre adversaire acharné fait appel à quelqu'un qui est entièrement de votre côté. Qu'aurait-il fallu répondre ? « Très bien. Vous accordez de l'importance à l'opinion de Trotsky ? Nous aussi. Adressons-nous à lui et écoutons-le ». Qu'y a-t-il de mal, d'un point de vue révolutionnaire, d'un point de vue raisonnable et non pas seulement bureaucratique et obtus, à écouter l'avis et les conseils d'un camarade plus âgé avant de prendre une décision définitive ? Surtout si l'on prend en considération le fait que vous connaissez d'avance le caractère de ce conseil. Mais un bureaucrate hautain et stérile, qui a ignoré toute la crise, objecte : « Nous ne pouvons pas accepter d'arbitrage. » De quel arbitrage s'agit-il ? Les exclus se sont adressés au secrétariat. Sneevliet et Crux (6) en sont membres. Si Sneevliet est, disons, malade, et si la question est très importante, il faut envoyer deux personnes chez lui pour l'informer afin qu'il donne sa voix en toute connaissance de cause. Mais tout ce côté formel des choses ne vaut pas tripette, surtout que, dans ma réponse aux partisans de *La Commune*, j'ai — et sans vos conseils — dénoncé le fait que les organismes compétents *décident* et qu'il ne me reste plus qu'à donner des *conseils*. Il aurait fallu se saisir de la proposition des partisans de Raymond et s'en servir jusqu'au bout. Il est clair que le résultat aurait été la scission dans *La Commune*, car une partie, en tout cas, se serait tournée vers nous après leur proposition de voyage. Dans tous les cas, le bilan peu favorable du voyage les aurait affaiblis et vous aurait renforcés. Comment peut-on ne pas comprendre cela ? Tout est dans l'orgueil bureaucratique ; « Nous avons décidé » ! « Nous, organisation » ! Raymond, lui, semble libéré de cet orgueil bureaucratique parce qu'il est plus intelligent et plus souple et, en fin de compte, vous perdez et il gagne. « Dans quelques mois », écrivez-vous, « il s'effondrera ». Il est difficile de ne pas s'inquiéter en lisant des prédictions aussi infantiles. Je réponds : « Il se serait effondré depuis longtemps si Théodore avait la tête sur les épaules. Mais il ne s'effondrera pas même dans quelques mois, car vous l'aidez de toutes vos forces. » J'ai oublié plus haut de mentionner la réunion du S.I. à laquelle Sneevliet participait. Raymond avait demandé qu'on le convoque : on ne l'a pas fait. Quelle stupidité ! Il aurait

(6) Crux était l'un des pseudonymes de Trotsky.

fallu le convoquer, lui donner dix minutes, confirmer l'exclusion en la renforçant par l'autorité de Sneevliet. L'avantage de cette façon de procéder n'est-il pas clair ? Et s'il avait proposé la suppression immédiate de *La Commune* ? Alors on aurait pu lui présenter des conditions précises : six mois en dehors de l'organisation, cessation de ses affaires, etc. De cela, il aurait fallu discuter avec chacun des neuf pour déterminer leurs liens avec Raymond. Malheureusement, à la passivité politique et à l'opportunisme politique de Théodore s'ajoute un entêtement conservateur. L'indignation contre Théodore s'applique presque à tout (surtout après l'obstination idiote concernant la lettre de Cannon (7)). *Théodore n'étudie pas et ne grandit pas*, alors que tâches et événements grossissent. Pour écrire un article sensé sur les stakhanovistes, il faut étudier beaucoup de matériaux, sinon le sort de sections entières se règle sur la base de quelques lieux communs ou bien de sympathies ou antipathies personnelles (8).

Je vous ai envoyé ma lettre à Rous avec le secret espoir que vous *m'aideriez* peut-être à vaincre l'étroitesse d'esprit bureaucratique de Théodore. Au lieu de cela, vous m'avez fait parvenir une *note sur l'arbitrage* au nom de Rous et en votre nom. Je ne vous ai pas écrit *à vous*, mais *à Rous*, et c'est lui qui aurait dû répondre (9). Vous avez eu tort de répondre à sa place : il pourrait ainsi croire que l'opposition entre les méthodes

(7) James P. CANNON (1890-1974), ancien des I.W.W., puis du P.S. américain avait été l'un des fondateurs du P.C. américain, dirigeant de l'une de ses fractions. Il avait fondé l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, dirigé la C.L.A. puis le W.P.U.S. après sa constitution en décembre 1934. En août 1935, le S.I. avait publié dans son bulletin une lettre personnelle qu'il avait adressée à Trotsky avec des qualificatifs politiques peu indulgents pour ses rivaux dans le parti américain. Trotsky avait jugé inadmissible une telle publication qui risquait d'envenimer les rapports déjà tendus dans la section américaine divisée par la perspective de l'« entrisme » dans le P.S. Le S.I. avait refusé de reconnaître qu'il avait eu tort.

(8) L'attaque est directe contre Sedov, dont on sait qu'il venait précisément d'écrire un article sur le mouvement stakhanoviste.

(9) Dans sa lettre à Rous du 28 décembre 1935, transmise par l'intermédiaire de Sedov, Trotsky écrivait notamment : « Imaginons un instant que Molinier, effrayé par les conséquences de son aventurisme se repentisse et capitule effectivement. Dans ce cas hypothétique, il faudrait avoir une politique non seulement *ferme*, mais aussi très *souple*, pour ne pas renforcer le clan Molinier par nombre de conciliateurs. » Les grands traits d'une telle politique de fermeté et de souplesse étaient selon lui : l'abandon de *La Commune* par Molinier et les siens, le maintien possible des G.A.R., un appel de Molinier au S.I. pour sa réintégration, la convocation rapide d'une conférence nationale. Non seulement Rous, mais Sedov avaient vu dans cette « hypothèse » la recherche d'un compromis avec les moliniéristes, d'où la réaction de Sedov.

que je propose et les siennes est atténuée. C'est hors de question.

En ce qui me concerne, voici ma conclusion : mieux vaut ne pas vous envoyer de copie lorsqu'il s'agit d'une affaire délicate exigeant que l'on prenne ses responsabilités, parce que cela n'apporte rien, sauf une perte d'énergie et un énervement supplémentaire.

Deux mots sur le *Biulleten* russe. Ce n'est pas un malheur, mais là encore, vous avez tout à fait tort. Vous vous appuyez sur le fait que j'ai demandé que l'on ne s'adresse pas à moi à tout propos pour le *Biulleten*. C'est vrai. Mais vous n'avez pas respecté cette demande. En réponse à votre appel, j'ai dit que j'envoyais des articles, ce qui signifie que vous avez simplement oublié que vous m'aviez écrit. J'ai dû, à cause de cet oubli, abandonner pendant plusieurs jours mon travail fondamental.

A propos du livre *Terrorisme et Communisme*. Vous demandez qu'on vous l'envoie d'ici. Est-il possible qu'on ne puisse trouver ce livre à Paris ? Est-il possible que je sois obligé de me séparer de l'unique exemplaire en ma possession, dont je peux avoir besoin et qui pourrait facilement se perdre ? Je ne comprends absolument pas votre penchant à transformer vos propres obligations en missions pour les autres. Au lieu de soulager, vous créez des difficultés supplémentaires : tout le monde cherche le livre, s'inquiète, et moi, je l'apprends par hasard, etc. Alors qu'à Paris on peut le trouver sans peine.

Si l'éditeur veut *réellement* le publier, je suis d'accord pour écrire une préface, de vingt, trente pages et plus, avec les caractéristiques de la situation actuelle en France (10). J'avais déjà pensé à faire ce travail : les matériaux sont prêts et je pourrais l'écrire en très peu de temps. Peut-être cela aurait-il encore une influence sur les conditions ? (Par qui la traduction de la première édition a-t-elle été faite ? Ne peut-on l'utiliser en s'appuyant sur le fait que l'éditeur ne publie plus ce livre ?) En tout cas, j'exige une traduction *irréprochable*. Une telle préface donnerait une nouvelle vie au livre tout entier. Il faudrait traduire aussi la préface à l'édition anglaise.

Lorsque l'argent arrivera de Hollande, je vous demanderai de bien vouloir prendre un abonnement aux tables statistiques des Dossiers pour qu'on les reçoive *régulièrement*.

(10) Trotsky devait effectivement écrire ce texte, daté du 20 mars.

LES RÉVOLUTIONNAIRES PRISONNIERS DE STALINE ET LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE (1) (15 janvier 1936)

Les lettres et les documents publiés dernièrement par les camarades Tarov et Ciliga (2) ont ravivé de façon extraordinaire l'attention accordée à la répression exercée par la bureaucratie soviétique contre les combattants révolutionnaires. Dix-huit ans après la révolution d'Octobre, alors qu'en U.R.S.S., selon la doctrine officielle, le socialisme a vaincu « définitivement » et « sans retour », des révolutionnaires manifestement dévoués à la cause du communisme, mais qui ne reconnaissent pas le dogme de l'infailibilité de la clique stalinienne, sont enfermés en prison pour des années, jetés en camp de concentration, envoyés aux travaux forcés, soumis, pour la moindre tentative de résistance, à des tortures physiques, abattus en cas de fuite réelle ou prétendue, ou délibérément acculés au suicide. Lorsque des centaines de détenus, pour protester contre d'intolérables outrages, recourent au terrible moyen de la grève de la faim, on les soumet à l'alimentation forcée afin de les placer ensuite dans des conditions pires encore (3). Quand d'au-

(1) T 3896 et 3897. *Biulleten Oppositsii*, février 1936, n° 48. Traduit du russe.

(2) Arven A. Davtian (sous le pseudonyme de A. Tarov) et A. Ciliga avaient donné leurs premiers articles sur leur expérience de détenus en Union soviétique au *Biulleten Oppositsii* (Tarov dans le n° 45 de septembre et 46 de décembre 1935, Ciliga dans le n° 47, de janvier 1936).

(3) La grève de la faim était devenue l'unique moyen d'action dans les prisons pour obtenir le respect des droits légaux, voire l'amélioration des conditions de détention. Trotsky avait reçu, par Ciliga et Tarov, des informations détaillées sur des grèves de la faim dans l'isolateur (prison) de Verkhnéouralsk que le *Biulleten Oppositsii* avait mentionnées à l'époque. Une première grève avait eu lieu en 1931, une semaine en avril, puis à nouveau en juillet, pour protester contre les brutalités. Elle était dirigée par un comité de grève de trois membres, les trotskystes Dingelstedt et Kvachadzé et le « déciste » Saïansky. La seconde avait été déclenchée en mai 1933 contre le renouvellement administratif automatique des peines des détenus. Le comité de grève comprenait les oppositionnels Dingelstedt — toujours lui — Sacha Slitinsky et Iakov Byk. Les reven-

thentiques révolutionnaires, ne trouvant aucun autre moyen de protestation, s'ouvrent les veines, les agents du G.P.U., c'est-à-dire les agents de Staline, « sauvent » ceux qui veulent se suicider, pour leur montrer ensuite, avec deux fois plus de cruauté, qu'il n'existe pas pour eux de véritable salut.

Un élément particulièrement tragique est apporté dans ce tableau déjà terrible par le récit du camarade Ciliga, un des anciens dirigeants de la section yougoslave de l'internationale communiste. Les désaccords existant dans la direction de ce parti auraient été, dans de tout autres conditions, réglés par une discussion, un congrès — au pire par une scission. Il n'en est pas ainsi dans l'internationale communiste. La partie du comité central de la section en question qui applique à ce moment-là les instructions de la clique de Moscou, s'adresse à cette dernière et la prie de la débarrasser de l'opposition. Staline convoque les opposants à Moscou, où, après une brève tentative pour les « convaincre », on les arrête, on les enferme dans des isolateurs et on les soumet à d'autres formes de répression.

Parmi les centaines de fusillés « en liaison » avec l'affaire Kirov, c'est-à-dire, dans leur écrasante majorité, sans aucun lien avec cette affaire, un certain nombre d'oppositionnels bulgares et d'autres étrangers ont été fusillés. Le droit d'asile pour les immigrants révolutionnaires est ainsi conditionné par l'obligation pour eux de renoncer au droit de penser de façon indépendante. La convocation à Moscou « pour consultation » a bien souvent la signification d'un piège perfide. Si le « coupable » ne peut pas être attrapé, on prend sa femme, sa fille, ou son fils. Dans ce genre d'affaires, les agents de Staline pratiquent des méthodes dignes des gangsters américains les plus qualifiés.

Les prétendus partis communistes, non seulement couvrent ces forfaits sans précédent de messieurs les maréchaux et archimaréchaux contre les révolutionnaires — forfaits auxquels les chefs des diverses sections de l'internationale communiste prennent une part directe —, mais, par-dessus le marché, la presse de l'internationale communiste s'efforce de répandre contre les victimes les accusations les plus graves. Il s'agit, voyez-vous, non de simples oppositionnels, non de bolcheviks révoltés par l'arbitraire de Staline ou la décadence politique de

dications avaient en principe été satisfaites, mais le comité de grève avait été envoyé aux îles Solovietsky dans un pénitencier ultra-sévère. Les moyens les plus brutaux avaient été employés pour briser la grève : détenus battus, garrottés et « nourris » de force par des sondes sommaires, etc. Tarov avait donné des détails à ce sujet.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
l'internationale communiste. Non, il s'agit de « terroristes », de gens qui conspirent contre la personne sacrée du chef ou de l'un de ses maréchaux, et enfin d'agents de l'espionnage étrangers, stipendiés de Hitler ou du Mikado. Zinoviev et Kamenev (4) ont été convaincus d'un crime effroyable : ils ont critiqué — entre quatre murs — le rythme aventuriste de la collectivisation qui a abouti de façon absurde à la perte de millions d'hommes. Un tribunal véritablement prolétarien qui aurait examiné cette affaire aurait sans aucun doute emprisonné les collectivisateurs aventuristes. Le tribunal de Staline et de lagoda a jeté pour dix ans en prison Zinoviev et Kamenev, pour... un acte terroriste avec lequel ils n'ont eu et ne pouvaient avoir le moindre rapport !

Il y a encore deux ou trois ans, la presse social-démocrate, travailliste ou syndicale, se saisissait volontiers de la divulgation non seulement de crimes véritables, mais aussi de prétendus crimes de la bureaucratie soviétique afin de discréditer la révolution d'Octobre tout entière. Maintenant, de ce point de vue, en Europe au moins, il s'est produit un revirement total. La politique social-patriotique du « front unique » est devenue une conspiration du silence réciproque. Même dans les pays où ce front unique n'existe pas, parce que le parti communiste est insignifiant, les organisations réformistes préfèrent ne pas se brouiller avec la clique dirigeante du Kremlin, qui est, maintenant qu'elle a inscrit sur son drapeau la défense de la Société des Nations et des patries démocratiques, incomparablement plus proche de ces organisations que les internationalistes révolutionnaires qu'elle persécute. La « défense de

(4) Grigori Y. RADOMYSKY, dit G. ZINOVIEV (1883-1936), vieux-bolchevik, principal collaborateur de Lénine dans l'émigration, président du soviet de Petrograd et de l'internationale, membre du bureau politique, etc., avait été le principal personnage du triumvirat qui avait succédé à Lénine en 1924, la « troïka ». Lev B. ROSENFELD, dit KAMENEV (1883-1936), également vieux-bolchevik, militant clandestin important ayant guerre, beau-frère de Trotsky, avait été également l'un des principaux dirigeants du parti et de l'Etat au temps de Lénine, et membre de la troïka à sa mort. En 1926, Zinoviev et Kamenev avaient fait bloc avec Trotsky dans l'Opposition unifiée, mais ils avaient capitulé au début de 1928, après avoir été exclus du parti. Réintégrés, de nouveau exclus, en 1932, puis à nouveau réintégrés, ils avaient dû chaque fois se livrer à des autocritiques toujours plus humiliantes. Arrêtés au lendemain de l'assassinat de Kirov le 1^{er} décembre 1934, ils avaient été condamnés en janvier par le tribunal militaire de Leningrad à dix ans (Zinoviev) et cinq ans (Kamenev) de prison pour leur « responsabilité morale » (!) dans ce meurtre. Un procès secret à l'été 1935 avait permis de porter à dix ans également la peine de Kamenev, accablé par le « témoignage » de son propre frère.

l'U.R.S.S. » sert évidemment de pieuse justification pour faire le silence sur les crimes de la bureaucratie stalinienne.

Dans le même ordre d'idées, il faut également parler d'une catégorie spéciale d' « amis » professionnels du Kremlin : intellectuels à la recherche d'un idéal doré sur tranche, écrivains qui apprécient les avantages des Éditions d'État, avocats assoiffés de publicité, et finalement simples amateurs de voyages gratuits et de banquets d'anniversaire. Ces gens, en majorité des parasites, diffusent ensuite avec empressement dans les deux hémisphères les faux et les calomnies que les agents du G.P.U. soufflent aux oreilles de leurs « amis » pendant les dîners héroïques en l'honneur de la révolution d'Octobre. Il suffit simplement de rappeler le rôle indécent joué par un écrivain aussi remarquable que Romain Rolland (5).

La fraternisation des sommets de l'internationale communiste en pleine dégénérescence avec ceux de la II^e Internationale provoque aussi pourtant une réaction salutaire. Un nombre toujours plus élevé d'ouvriers avancés sont en train d'ouvrir les yeux. Les « mœurs socialistes » qui consistent à ramper à plat ventre devant les « chefs », la flatterie byzantine, la création de castes de colonels, de généraux et de maréchaux « rouges », le culte réactionnaire de la famille petite-bourgeoise, jusqu'à la résurrection de l'arbre de Noël — tout cela oblige les ouvriers conscients de tous les pays à découvrir la profondeur de la dégénérescence de la couche dirigeante de l'Union soviétique. C'est sur ce terrain d'une conscience critique en éveil que tombent maintenant les informations sur les cruautés infligées par la bureaucratie à ces révolutionnaires qui menacent ses sacro-saints privilèges et qui refusent obstinément d'accepter l'évangile de Dimitrov, de Litvinov et de la Société des nations.

Le nombre de ces « criminels » ne cesse d'augmenter. Au cours de la toute dernière purge du parti dirigeant en U.R.S.S., pendant la deuxième moitié de 1935, autant qu'on puisse en juger par les données officielles, on a exclu de dix à vingt mille « trotskystes (6) ». Tous les exclus de cette catégorie sont, en règle générale, immédiatement arrêtés et placés dans les confi-

ts) Le grand écrivain français Romain ROLLAND (1866-1944), auteur de *Jean-Christophe* et *Au-dessus de la mêlée*, n'avait pas hésité l'année précédente à apporter sa caution morale aux accusations lancées à Moscou contre Zinoviev et Kamenev, et à les accabler dans les colonnes de *L'Humanité* (cf. *Œuvres*, 6).

(6) Cf. p. 87.

tions des bagnes tsaristes. Il faut faire connaître tous ces faits à la classe ouvrière du monde entier !

Certes, même à l'heure actuelle, il ne manque pas de militants ouvriers en Occident qui se demandent sincèrement si des dénonciations de ce genre ne risquent pas de nuire à l'Union soviétique. N'y a-t-il pas un danger de jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire ? De telles craintes n'ont pourtant aucune base réelle.

La dénonciation des atrocités staliniennes perpétrées contre les révolutionnaires peut-elle nuire à l'Union soviétique aux yeux du monde bourgeois ? Au contraire, la bourgeoisie tout entière, y compris les émigrés blancs, voit dans la campagne d'extermination menée par Staline contre les bolcheviks-léninistes et autres révolutionnaires le meilleur gage de la « normalisation » du régime soviétique. La presse capitaliste sérieuse et responsable du monde entier est unanime à applaudir à la lutte contre les « trotskystes ». Rien d'étonnant en effet, Litvinov siège au côté des représentants de la réaction mondiale dans la commission de Genève de lutte contre le « terrorisme (7) ». Ce dont il s'agit là, de toute évidence, ce n'est pas de la lutte contre la terreur gouvernementale dirigée contre les ouvriers révolutionnaires, mais de la lutte contre les « vengeurs » individuels qui visent les tyrans, couronnés ou non. Les marxistes, on le sait, ont fermement rejeté et rejettent la méthode du terrorisme individuel. Mais cela ne les a jamais empêchés d'être toujours du côté de Guillaume Tell, et jamais du côté du tyran autrichien Gessler (8). La diplomatie soviétique, au contraire, discute aujourd'hui avec les Gessler des moyens d'exterminer les Tell. En participant à la répression internationale contre le terrorisme, Staline complète de la meilleure façon possible sa propre répression terroriste contre les bolcheviks. Il va de soi qu'aux yeux de la Société des nations, aux yeux du gouvernement américain, et même aux yeux de Hitler, notre dénonciation ne peut que renforcer le crédit déjà important de Staline.

Quant à la bureaucratie ouvrière réformiste des pays bourgeois, il n'y a pas non plus de crainte à avoir de son côté. Les bureaucrates réformistes sont parfaitement au courant des faits de la répression stalinienne. mais. au cours des deux

(7) Il s'agit de la commission constituée après l'assassinat à Marseille en octobre 1934 du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie et du ministre français Barthou.

(8) Gessler, selon la légende, était le bailli autrichien qui avait provoqué l'insurrection des montagnards suisses de 1308, et avait été tué d'une flèche par l'archer Guillaume Tell.

dernières années, ils les ont délibérément et de façon préméditée passés sous silence. Aux yeux de Léon Blum, Otto Bauer, sir Walter Citrine, Vandervelde (9) et consorts, nos dénonciations ne peuvent en aucun cas porter préjudice à la bureaucratie soviétique : il s'agit ici d'une amitié calculée, et elle est avant tout dirigée contre la gauche, contre l'aile révolutionnaire.

Il reste les masses ouvrières. Dans leur majorité, elles sont sincèrement et honnêtement dévouées à l'Union soviétique bien qu'elles ne sachent pas toujours comment exprimer ce dévouement par des actes. Les masses ont d'autant plus de difficulté à trouver la voie juste sur cette question que les appareils bureaucratiques qui s'élèvent au-dessus d'elles les trompent constamment avec une habileté consommée. Aussi l'affaire se réduit-elle à une question simple : devons-nous, nous, de notre côté, tromper les masses, ou bien avons-nous le devoir de leur dire la vérité ? Pour un marxiste, poser la question, c'est y répondre. La révolution n'a pas besoin d'amis aveugles ou d'alliés avec des bandeaux sur les yeux.

Les ouvriers ne sont pas des enfants. Us sont capables d'apprécier en même temps les conquêtes colossales de la révolution d'Octobre et l'écrasant fardeau de l'héritage historique qui pèse sur elles sous la forme de l'effroyable ulcère bureaucratique. Un révolutionnaire qui a peur de dire aux masses ce qu'il sait lui-même ne vaut rien. Nous laissons la double comptabilité aux parlementaires patriotes, aux idéalistes de salon et aux curés. Les « amis de l'U.R.S.S. » et autres philistins vont peut-être dire que nous sommes inspirés par une aigreur « fractionnelle », voire « personnelle » ? Bien sûr qu'ils vont le dire. Mais — remercions-en la nature — nous n'avons pas encore perdu l'habitude de traiter les philistins et leur opinion publique autrement qu'avec mépris. En enjolivant le présent, il est impossible de préparer l'avenir. La fidélité à la révolution d'Octobre exige la dénonciation impitoyable et, si besoin est, la cautérisation de ses plaies. Le mensonge est l'instrument des classes possédantes. Aujourd'hui, il est devenu aussi celui de la bureaucratie soviétique. Les opprimés ont besoin de la vérité. Les ouvriers doivent connaître *toute* la vérité sur l'Union

(9) Léon BLUM (cf. n. 12, p. 48), écrivain et haut-fonctionnaire était devenu le maître à penser et le leader parlementaire de la S.F.I.O. après le congrès de Tours ; Otto BAUER (1881-1938), théoricien de l'austro-marxisme avait été le chef du parti social-démocrate autrichien et se trouvait en exil ; Walter McLellan CITRINE (né en 1888), secrétaire général des syndicats britanniques, venait d'être fait « baronnet » par le roi ; Emile VANDERVELDE (1866-1938) était à la fois le principal dirigeant du P.O.B. et le président de la H* Internationale.

soviétique, pour que les événements à venir ne les prennent pas au dépourvu.

Par l'intermédiaire de toutes les publications honnêtes, il faut divulguer le plus largement possible les informations sur la lâche répression à laquelle sont soumis en Union soviétique des révolutionnaires prolétariens irréprochables. Notre tâche essentielle et immédiate est donc *d'alléger le sort des dizaines de milliers de victimes de la vindicte bureaucratique*. Il faut les aider, par tous les moyens qui découlent de la situation et de notre ardent désir de sauver d'héroïques combattants. En remplissant cette tâche, nous aiderons aussi les travailleurs de l'Union soviétique et du monde entier à franchir un nouveau pas en avant dans la voie de leur affranchissement

[REPRISE DE CONTACT AVEC UN GROUPE BRITANNIQUE] (1)

(15 janvier 1936)

Cher Camarade (2),

Je serai évidemment très heureux d'établir une liaison personnelle avec votre groupe. Pour que ce contact soit plus fructueux et plus efficace, il faut que j'aie des informations plus détaillées sur votre groupe. C'est pourquoi je profite de votre proposition de m'envoyer des informations, etc., pour vous poser quelques questions. Il va de soi que vous me répondrez sous une forme très prudente afin d'éviter quoi que ce soit qui puisse nuire à votre activité. Dorénavant, vous pourriez signer vos lettres « Edgar », par exemple (3). En ce qui me concerne, j'utiliserai toutes vos informations avec la plus extrême prudence.

(1) Lettre à Hugo Dewar, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7679, et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'anglais.

(2) Hugo DEWAR (né en 1908) travaillait depuis 1924 et avait adhéré à l'I.L.P. en 1928. Intéressé par les idées de l'Opposition de gauche russe, il avait fondé en 1930 avec F.A. Ridley un groupe sympathisant, la Marxist League, qui avait disparu en décembre 1931, après une sévère critique de ses positions faite par Trotsky dans les colonnes du *Militant*. D'accord avec cette critique, Dewar s'était alors lié au groupe d'opposants de gauche du P.C. réunis autour de Reg Groves, le « Balham Group », et avait rejoint le P.C. sur des positions d'opposition. Il avait été exclu en 1932 en même temps que les gens du Balham Group. Secrétaire de la section britannique, la Communist League, il avait été avec la majorité opposé à la proposition d'entrer dans l'I.L.P. et avait maintenu un groupe indépendant qui publiait encore en 1935 le journal *Red Flag*, irrégulièrement. Les restes de son groupe avaient finalement adhéré en 1935 au Labour Party et certains militaient également dans la Socialist League. Cette évolution en direction du travail au sein du Labour Party coïncidait avec celle d'une importante fraction de la section britannique qui préconisait la sortie de l'I.L.P. et l'entrée dans le Labour Party.

(3) Cette suggestion fut mal accueillie par les militants britanniques qui jugèrent EDGAR trop exotique et préférèrent JACK.

1. Le groupe a-t-il réussi à maintenir une discipline interne ?
2. A-t-il quelque influence sur d'autres sections ou des organisations affiliées (4), comme, par exemple, les syndicats, des coopératives, etc. ?
3. Le groupe a-t-il des membres nouveaux ? Quel est son effectif total ?
4. Le groupe a-t-il perdu quelques membres du fait d'une adaptation opportuniste à l'appareil du parti (5) ?
5. Recevez-vous régulièrement *New Militant* et *New International* (6) ? Combien d'exemplaires ?
6. Avez-vous des contacts personnels avec la fraction bolchevik-léniniste à l'intérieur de l'I.L.P. (7) ? Avez-vous *Controversy*, de l'I.L.P. (8) et les bulletins de la fraction bolchevik-léniniste ?
7. Que pensez-vous du travail des bolcheviks-léninistes dans l'I.L.P. et des résultats obtenus ? Croyez-vous qu'il existe des possibilités plus grandes dans le Labour Party ? Ou, plus concrètement, croyez-vous qu'il soit plus favorable pour eux de quitter l'I.L.P. pour entrer dans le Labour Party (9) ?
8. Allez-vous publier le journal imprimé à l'intérieur, ou à l'extérieur du Labour Party ? Certainement pas en tant que journal de fraction ? Peut-être au nom d'un groupe local du parti officiel ?
9. Quelle est la position de votre groupe vis-à-vis de la « Lettre ouverte » pour la IV* Internationale ?

L. T. à De(war)

Il n'est pas nécessaire que vos réponses à mes questions soient « officielles », c'est-à-dire que l'ensemble du groupe les

(4) Il s'agit d'affiliation au Labour Party qui recevait des adhésions d'organisations aussi bien que d'individus.

(5) Il s'agit du Labour Party. La fraction B.L. de l'I.L.P. considèrerait que, parmi les anciens de la « majorité » britannique, Reg Groves au moins s'était « adapté » au milieu réformiste.

(6) *New Militant* était l'hebdomadaire et *New International* la revue théorique du Workers Party américain.

(7) La minorité de la section britannique était entrée au début de 1934 dans l'I.L.P. où elle avait peu à peu constitué le Marxist Group.

(8) *Controversy* était l'organe de discussion dans l'I.L.P.

(9) L'ancien dirigeant de la minorité de la section, puis du Marxist Group, Denzil D. HARBER (1909-1965) avait pris l'initiative d'entrer individuellement dans le Labour Party : la discussion sur ce point traînait en longueur depuis le milieu de 1935 dans le groupe.

ait étudiées et approuvées. Je considérerai cette correspondance comme une correspondance *privée*. Peut-être deux ou trois camarades différents peuvent-ils donner leur opinion sur mes questions afin de me donner une vue complète — c'est-à-dire sous plusieurs angles — de la situation. Je serais bien entendu enchanté de recevoir toutes sortes d'informations, documents, etc., sur votre activité.

La dixième question : avez-vous contact et influence à l'intérieur du mouvement de *jeunesse* (10) ?

P.-S. Pouvez-vous écrire en allemand ou en français ? Ce serait bien plus facile pour nous. Vous pouvez évidemment continuer en anglais.

(10) Trotsky était vraisemblablement informé des premiers succès remportés dans l'organisation jeune du Labour Party par les camarades regroupés par D.D. Harber et notamment un militant venant d'Afrique du Sud, l'infirmier Charles VAN GELDEREN (né en 1913).

**[LA DÉFENSE
DES RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES] (1)**
(15 janvier 1936)

Cher Camarade Rudolf (2),

Je suis extrêmement inquiet de l'absence d'activité du comité projeté pour la défense des révolutionnaires emprisonnés en Union soviétique. Beaucoup de temps s'est déjà écoulé, les documents de Tarov et de Ciliga perdent de leur fraîcheur et nous courons le danger que, cette fois encore, notre affaire capote. A mon avis, c'est une tâche extrêmement importante du Secrétariat international de mettre sur pied à Paris, dans les plus brefs délais, un comité qui soit *actif*. Dans un domaine de ce genre, les formules générales ne suffisent évidemment pas ; il faut prendre des mesures organisationnelles, user d'influence personnelle et manifester soi-même de l'activité, etc. J'espère que le S.I. fera le nécessaire. En tout cas, on devrait à mon avis discuter au moins deux fois par semaine de toutes les démarches entreprises et des résultats obtenus. Le pire est de laisser flotter l'affaire et de se satisfaire de formules habituelles du genre de « les choses vont lentement », « nous avons fait tout notre possible », etc. Non ! Il faut indiquer avec précision les démarches entreprises ! Donner les noms ! Contrôler les résultats ! Exercer les pressions nécessaires ! C'est-à-dire travailler (3).

(1) Lettre à Rudolf Klement, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8659, avec la permission du Collège de Harvard. Traduit de l'allemand.

(2) Sur R. Klement, cf. n. 9, p. 47.

(3) A la suite de cette lettre, Léon Sedov dressa un rapport sur l'activité du comité parisien de défense des révolutionnaires emprisonnés en Union soviétique auquel il travaillait depuis des semaines (ce rapport, daté du 29 janvier, se trouve dans la Bibliothèque du Collège de Harvard). Il semble pourtant, d'après les comptes rendus des réunions du S.I., que cette affaire relevait plus de l'activité personnelle de Sedov que de l'orientation politique du S.I.

[DES RÉSULTATS POSITIFS] (1)

(18 janvier 1936)

Cher Ami (2),

Je suis en faute à votre égard car j'ai laissé sans réponse votre lettre du 10 novembre de l'année passée. J'avais en vérité des circonstances atténuantes. Me voici à présent en « congé » et j'en profite pour reprendre ma correspondance avec vous (3).

Les affaires allemandes m'ont de toute manière fort peu occupé ces derniers temps. J'ai toutefois pris connaissance de la polémique Parabellum-Johre (4) et, comme vous le savez peut-être, je me trouve d'accord avec Johre sur les questions controversées. En ce qui concerne la dernière discussion sur la question juive, je n'ai rien lu à ce sujet (5). Seules les disproportions connus. A présent, la jeunesse commence à se réclamer de la

(1) Lettre à Oskar Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10073, et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) Oskar FISCHER était le pseudonyme d'Otto SCHÜSSLER (né en 1905). Ouvrier emballer à Leipzig, il avait été secrétaire de Trotsky à partir de 1932 à Prinkipo et en était revenu au début de 1933 pour prendre la direction de l'organe en exil de la section allemande, *Vnser Wort*. Il était alors membre du secrétariat international.

(3) Trotsky fait allusion aux quatre semaines d'interruption de la correspondance (« congé politique ») demandées par lui le 27 décembre 1935. On peut noter cependant qu'il était le premier à ne pas respecter son propre congé.

(4) Sur Arkadi Maslow, dit Parabellum, cf. n. 13, p. 98. S.L. JOHRE était le pseudonyme de Josef WEBER (-1957) un pianiste qui était le théoricien de la section allemande. Leur polémique portait sur la question de savoir s'il fallait ou non défendre les libertés religieuses menacées par les persécutions du régime nazi (*Kirchenkampf*). Maslow était opposé à une telle défense.

(5) La polémique sur la question juive faisait rage dans les colonnes de *Unser Wort* (octobre et décembre 1935 ; janvier 1936). Il venait de s'y succéder deux articles opposés, le premier de Johre, le second de Jan Bur. Jan BUR était le pseudonyme de Walter NETTELBECK (1901-1976), un ancien boulanger, peintre en bâtiment, puis photographe pour *Arbeiter-Illustrierte* de Münzenberg. Ce membre du K.P.D., proche de l'opposition menée au comité central par Remmele avait rejoint l'organisation clandestine de l'Opposition de gauche au printemps 1933 et avait succédé

dans les articles du dernier numéro m'ont un peu surpris. De même le titre de l'article de Jan Bur m'a — il faut l'avouer — un peu étonné, car il ne donne pas à entendre que Johre aurait commis une erreur sur la question juive, mais que sa façon de penser tout entière serait scolastique (6). Cela m'a semblé un peu trop violent dans une discussion entre deux rédacteurs de même orientation. Mais ce n'est là que la superficie des choses. Sur le fond de la question, je ne suis pas encore en mesure de porter un jugement.

La plus grande partie de votre lettre était consacrée à la IV^e Internationale. Le grand problème est de constituer à Amsterdam un secrétariat capable de travailler. Des camarades Sneevliet et Schmidt (7), j'ai reçu ces derniers jours des lettres qui, *pour la première fois*, m'assurent que tout le nécessaire sera fait du côté des camarades hollandais. Pour le reste, nous n'avons pas à rougir des résultats de la « Lettre ouverte (8) ».

La Hollande et l'Amérique, ce sont là nos deux importantes et désormais solides positions. La section française a voulu un moment s'éloigner un peu du drapeau de la IV^e* Internationale pour se donner plus de « liberté (9) ». Les résultats sont connus. A présent, la jeunesse commence à se réclamer de la au dirigeant Eugen Bauer (Ackerknecht) quand celui-ci avait émigré sur ordre du S.J. Il avait négocié pour la fusion avec le S.A.P. et assuré des contacts en Suisse et en Tchécoslovaquie. Serré de près par la Gestapo, il avait émigré en septembre 1935 sur ordre du S.I. Il était proche des positions de Ruth Fischer et Maslow et était entré immédiatement en conflit avec la direction Johre-Fischer. Johre soutenait que la question juive ne pouvait être résolue dans le cadre du capitalisme et Bur rétorquait que le droit des Juifs à être juifs était un droit démocratique élémentaire. Mais ces thèses fondamentales étaient noyées dans un flot d'épithètes violentes.

(6) Jan Bur voyait dans la méthode employée par Johre pour aborder la question juive à partir des textes de Marx la preuve de la fausseté de sa méthode en général. Le titre de l'article de Jan Bur était « Un modèle de pensée scolastique ».

(7) Peter J. Schmidt et Sneevliet, les deux principaux dirigeants du R.S.A.P. hollandais, s'étaient vu confier le secrétariat du comité de contact entre les signataires de la « Lettre ouverte » pour la IV^e* Internationale.

(8) Schmidt et Sneevliet, absorbés par la crise interne du R.S.A.P. et la levée de boucliers d'une minorité contre la signature de la « Lettre ouverte », avaient pratiquement négligé leur responsabilité internationale depuis des mois. La « Lettre ouverte », dont Trotsky avait voulu qu'elle soit le « Manifeste » pour la IV^e* Internationale, avait réuni au départ les signatures du W.P.U.S. (américain), du R. S. A. P. hollandais, du G.B.L. français, du W.P. du Canada et du secrétariat international. Elle avait recueilli depuis notamment l'adhésion du groupe belge animé par G. Vereeken qui éditait *Spartacus*.

(9) Trotsky fait ici allusion à la politique menée un temps par la direction du G.B.L., qui avait cherché à éviter la répression de la direction de la S.F.I.O., en reculant notamment la publication de la « Lettre ouverte ». Il voyait dans cette politique « opportuniste » l'une des causes qui avaient fait exploser ultérieurement la section française.

Quatrième (10). D'autre part, les aventuristes de *La Commune* qui n'ont pas fait des affaires mirobolantes avec leurs amis centristes (11) opèrent eux aussi un tournant subit vers la IV Internationale. En Belgique, l'exclusion de l'« Action socialiste révolutionnaire » et sa fusion avec « Spartacus » sous le drapeau de la Quatrième sont en vue (12). Mais l'événement le plus important de ces derniers temps est la révélation de la grande force de notre mouvement en Union soviétique. Dans un article que vous connaissez peut-être déjà (13), j'ai pu établir, sur la base des chiffres officiels de la *Pravda* de Moscou que, pendant la seule période des derniers quatre ou cinq mois de l'année 1935, ce sont au minimum dix mille bolcheviks-léninistes qui ont été exclus du parti stalinien d'Union soviétique ; en fait, sûrement beaucoup plus. L'importance de ce fait est immense. Toute notre presse devrait attirer l'attention de ses lecteurs sur cet important phénomène. Même dans les lettres, on ne devrait pas manquer de souligner auprès de tous les camarades la force de la section russe. L'influence morale de l'invincibilité de notre tendance en Union soviétique sera un encouragement pour toutes nos sections, tout comme la profession de foi (14) en la IV Internationale a été — j'en suis certain — un stimulant et un encouragement extrêmes pour

(10) L'Entente des Jeunesses socialistes, dont les dirigeants avaient été exclus à Lille en juillet 1935, avait continué son existence indépendante après cette exclusion et venait de se transformer en Jeunesse socialiste révolutionnaire (J.S.R.). Son principal dirigeant, Fred Zeller, convaincu par Trotsky au cours d'un séjour en Norvège, s'était prononcé pour la IV Internationale et un nouveau parti en France.

(11) Trotsky fait ici allusion au fait que le groupe < scissionniste » de Molinier et Frank, qui avait souhaité initialement ne pas rompre avec Marceau Pivert, désormais animateur de la Gauche révolutionnaire du parti socialiste, s'était éloigné de lui et s'orientait aussi vers la IV et un « nouveau parti ».

(12) Le groupe de Vereeken, qui éditait *Spartacus*, était né en 1935 de la scission des militants belges qui refusaient l'entrée dans le parti ouvrier belge. Les « entristes » étaient devenus l'élément moteur de la tendance de gauche qui éditait *V Action socialiste révolutionnaire*, et la bureaucratie du P.O.B. se préparait à les exclure. La perspective était donc la fondation à brève échéance d'un nouveau parti, comprenant l'ensemble des éléments qui s'étaient séparés les uns des autres en 1935 (groupe Lesoil et groupe Vereeken), mais aussi les nombreux militants gagnés par les « entristes » dans le P.O.B. et l'A.S.R., notamment ceux qui se regroupaient autour du dirigeant jeune Walter Dauge.

(13) Cf. p. 82-90.

(14) Il s'agit selon toute vraisemblance de la < Lettre ouverte ». Selon les informations parvenues d'Union soviétique, les oppositionnels russes avaient suivi Trotsky dans le tournant pour la IV Internationale et accepté de confiance « l'entrée » dans la social-démocratie que Trotsky s'était efforcé d'expliquer dans le *Bulletten*.

nos camarades russes, surtout après le VII^e congrès de l'Internationale communiste.

Je ne méconnaiss nullement — je l'ai déjà dit — l'importance d'un secrétariat de la Quatrième fonctionnant régulièrement, d'une préparation de la conférence, d'une publication des manifestes, des résolutions, etc. Mais les faits matériels sont d'un effet plus puissant que les documents, comme, par exemple, tout ce que nous communique le camarade serbe Ciliga (15). Ce sont là des choses qu'on peut et qu'on doit utiliser avec le plus de succès dans l'intérêt de la IV^e Internationale.

Il est extrêmement regrettable qu' *Unser Wort* n'en ait rien publié jusqu'à maintenant (16). On pourrait peut-être éditer un bulletin allemand spécial avec trois ou quatre documents de Ciliga et mon article à leur sujet (il a été envoyé à Paris) ou peut-être une introduction de la rédaction d'*Unser Wort*. Un tel bulletin serait extrêmement important pour de nombreux pays : la Scandinavie, la Hollande, la Tchécoslovaquie, la Suisse, etc. Il faciliterait grandement dans ces pays la formation de comités de soutien aux prisonniers bolcheviks-léninistes.

Il faut aussi regretter que le document tchèque (les Thèses sur la guerre (17)) n'ait pas été publié à ce jour car il pourrait rendre de grands services à la IV Internationale en République de Tchécoslovaquie.

(15) Ciliga, qui était croate et non pas serbe, avait notamment souligné l'importance du nombre des détenus trotskystes dans les camps : ceux-ci étaient, et de loin, le groupe d'opposition le plus actif et le plus courageux, malgré une répression sans précédent.

(16) La presse des sections américaine et française avait publié des extraits des lettres de Ciliga. *Unser Wort* paraissait très irrégulièrement et dans un petit format.

(17) Il s'agissait des thèses sur la guerre qui venaient d'être rédigées par l'ancien dirigeant du P.C. tchécoslovaque, Josef GUTTMANN (1902-1958). Membre du P.C.T. en 1921, il était entré au bureau politique en 1929, devenant rédacteur en chef de son journal *Rudé Pravo*. En 1931, il avait été élu au présidium et au secrétariat politique de l'I.C. A partir de 1932, il avait critiqué la politique allemande de Staline et la ligne de la < troisième période > en général, ce qui lui avait valu d'être exclu en décembre 1933. Il continuait à diriger un groupe de militants et cadres dont la majorité étaient encore clandestinement membres du P.C.T., éditait des « Lettres de Spartacus » et poursuivait depuis des mois une discussion sur les perspectives avec Jan Frankel qui s'efforçait de le gagner à la IV^e Internationale.

**[AVANT LE VOYAGE DE SCHMIDT
A LONDRES] (1)**
(18 janvier 1936)

Cher Camarade Schmidt (2),

Je regrette beaucoup que vous ne puissiez venir en février ; j'espère bien cependant vous voir ici et pouvoir vous parler au cours du printemps ou de l'été.

Le camarade Braun (3) joindra à cette lettre les adresses dont il dispose. Il est toutefois possible que ce soient les mêmes que celles qu'on vous a déjà envoyées.

Nous avons en outre une adresse (que je joins également), celle du camarade Dewar, sur laquelle je voudrais attirer votre attention. Il s'agit d'un groupe à l'intérieur du L(abour) P(arty). Vous vous souvenez certainement qu'au moment de l'entrée de notre section britannique dans l'I.L.P. (4), la majorité a quitté nos rangs parce qu'elle considérait cette adhésion comme de l'opportunisme. Par la suite, ces camarades — ou la majorité d'entre eux — décidèrent d'entrer dans le L(abour) P(arty). Ils y agissent sans entretenir de relations régulières avec nous. Il y a quelques jours, j'ai reçu une lettre du secrétaire de ce groupe, dans laquelle il me fait savoir qu'ils veulent éditer leur propre revue et me demande ma collaboration. D'après le ton de cette courte lettre, on a pour

(1) Lettre à P.J. Schmidt, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10047, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) P.J. Schmidt (cf. n. 2, p. 55) avait primitivement annoncé à Trotsky son intention de se rendre à Honefoss et à Londres. Il venait de préciser qu'il ne pourrait se rendre qu'à Londres.

(3) BRAUN était l'un des pseudonymes d'Erwin WOLF (1902-1937). Fils de riches commerçants allemands de Reichenberg, Wolf avait adhéré à l'Opposition de gauche alors qu'il était étudiant à Berlin. Il avait émigré à Paris en 1933, était entré au S.I. en 1935 et s'était rendu en octobre à Honefoss pour y remplacer Jan Frankel au secrétariat de Trotsky.

(4) La proposition de faire entrer les membres de la section britannique dans l'I.L.P. en 1933 émanait de Trotsky ; elle avait provoqué la scission dans cette section (Cf. *Œuvres*, 2 & 3).

nous des sentiments amicaux. J'ai naturellement aussitôt répondu et posé une foule de questions (je joins une copie de cette lettre (5)). Une réponse des camarades anglais n'est pas encore arrivée. Toute l'affaire doit être traitée avec beaucoup de prudence dans une optique clandestine, de façon que ce groupe ne soit pas compromis dans le Labour Party.

Les questions les plus importantes sont : notre section doit-elle rester dans l'avenir aussi dans l'I.L.P. ? Y a-t-il des perspectives suffisantes pour la continuation du travail dans l'I.L.P. ? Les possibilités de travail dans le L.P. — qui représente sans conteste notre véritable champ d'action — ne sont-elles pas beaucoup plus prometteuses ? Notre section ne devrait-elle pas passer de l'I.L.P. dans le L.P., ou chacune des deux sections doit-elle conserver son champ d'action actuel, les uns dans le L.P., les autres dans l'I.L.P. ? Peut-on établir un contact politique entre ces deux groupes ? Ne pourrait-on pas rédiger en commun le journal projeté ? Il serait peut-être bon, après que vous aurez pris contact avec l'un et l'autre groupe, de convoquer une conférence des représentants des deux groupes, dont serait établi un procès-verbal secret que je lirais avec le plus grand intérêt. De ce point de vue, votre voyage peut avoir une grande importance, en particulier si vous restez longtemps à Londres pour amener les discussions des deux groupes à une conclusion certaine, sinon formelle.

Je voudrais encore vous prier d'attirer de toute votre énergie l'attention de Fenner Brockway sur les documents de Ciliga. Il faut qu'il en publie au moins des extraits dans *The New Leader* (6).

La question russe prend à nouveau maintenant une importance extraordinaire. Dans un bref article qui vous parviendra dans quelques jours (si vous ne l'avez déjà reçu), je montre, sur la base des indications officielles de la *Pravda*, qu'au cours des derniers quatre à cinq mois de l'année 1935, ce sont au moins dix mille trotskystes qui ont été exclus du parti de l'Union soviétique. Au moins ! Car je prends là le pourcentage le plus faible, celui de Kharkov. Si l'on prend le pourcentage de Sibérie, cela signifierait quarante mille bolcheviks-léninistes. En prenant la moyenne arithmétique, on arriverait à vingt-cinq mille. Les exclus sont évidemment aussitôt arrêtés, déportés, etc. Ces nombres vous montrent quelle importante section de la IV Internationale nous avons en Union soviétique. La

(5) Cf. p. 112-114.

(6) *The New Leader* était l'organe de l'I.L.P.

presse soviétique ne parle plus des « résidus » trotskystes, mais des trotskystes tout court (7). Dans l'énumération des diverses catégories d'exclus, ce sont les trotskystes qu'elle cite en premier. La signification de ce fait se comprend sans commentaires. Je ne doute pas un instant que notre prise de position catégorique en faveur de la IV^e Internationale ait donné une grande impulsion au développement de notre mouvement en Union soviétique après le Vir congrès mondial. De cela aussi vous parlerez certainement avec Fenner Brockway et les autres. Car, grâce à la pression de la presse stalinienne, même des socialistes tout à fait honnêtes ont une idée tout à fait fausse de ce qui se passe en Union soviétique en général et dans le parti au pouvoir en particulier. Une chose doit en tout cas être dite : dans l'histoire universelle, il n'a jamais encore existé de conditions aussi difficiles pour le travail politique qu'en Union soviétique pour les bolcheviks-léninistes. Même la liaison avec l'étranger est extraordinairement difficile. Mais nous allons de l'avant (8).

[...]

(7) < Tout court » : en français dans le texte.

(8) Lettre incomplète.

**[SUR LA VISITE DE SCHMIDT
EN GRANDE-BRETAGNE] (1)**
(19 janvier 1936)

Cher Camarade Robertson (2),

Notre camarade Schmidt va pour quelque temps en Angleterre où il veut rencontrer non seulement les éléments dirigeants de l'I.L.P., mais aussi les camarades de notre tendance (3). Il a les adresses nécessaires.

Vous savez que le camarade Schmidt est un camarade dirigeant du parti hollandais, mais qu'il doit aussi jouer maintenant avec le camarade Sneevliet le rôle de secrétaire pour la IV^e Internationale (4). C'est surtout en cette qualité qu'il mènera ses investigations en Angleterre. Vous connaissez aussi certainement la lutte excellente qu'il a menée dans son propre parti contre les sapistes (5). En même temps, je voudrais souligner le fait que Schmidt est lié par une longue amitié au chef de l'I.L.P. (6) et qu'il a peut-être une certaine inquié-

(1) Lettre à Robertson, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9792, et archives John Archer, Londres. Original en français.

(2) Rappelons que Robertson était le pseudonyme d'Earle Birney, cf. n. 4, p. 55. Il était sur le point de quitter la Grande-Bretagne pour revenir au Canada.

(3) Voir p. 120-122.

(4) Au moment de la publication de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale », il avait été décidé que Schmidt et Sneevliet assureraient le secrétariat de la commission de contact entre les signataires, appelé également parfois « secrétariat d'Amsterdam ».

(5) La signature de la « Lettre ouverte » par le R.S.A.P. avait provoqué dans ses rangs une levée de boucliers de la part d'anciens éléments de l'O.S.P. liés au S.A.P. allemand de Jakob Walcher qui se détournait de la politique de la IV^e Internationale et préparait son ralliement au Front populaire. Le congrès de novembre 1935 avait donné une grosse majorité à la direction, et la minorité, refusant de s'incliner, avait scissionné et constitué une nouvelle organisation, le B.R.S. (Cf. *Œuvres*, 7).

(6) P.J. Schmidt entretenait depuis des années des relations personnelles avec Fenner Brockway, lequel semble même avoir joué un rôle décisif dans son évolution politique vers la gauche.

tude — pour ne pas dire méfiance — vis-à-vis de nos amis comme des « sectaires ». Il pencherait plutôt pour insister sur la nécessité pour nos camarades de continuer leur travail dans l'I.L.P. Je relève toutes ces circonstances pour *faciliter la compréhension mutuelle*.

Le camarade Schmidt cherchera aussi un contact avec les camarades de l'ancienne « majorité » qui travaillent maintenant dans le L(about) P(arty) (7). J'espère bien que nos amis faciliteront sa tâche de renseignement et de rapprochement. Je voudrais avoir plus tard vos impressions sur sa visite.

Qui est Ethel Mannin (8) ? Son article sur la Russie soviétique révèle certaines fautes théoriques, mais en même temps, quant au fond, elle a mieux compris ce qui se passe en U.R.S.S. que tous les autres (9). Quel dommage que sa conception théorique ne soit pas claire ! Elle paraît avoir du courage, de la sincérité, de l'intelligence et de la capacité d'observation.

Je vous remercie sincèrement pour le *Times*. Je suis seulement inquiet à cause du travail et des dépenses que cela vous procure. Vous pourriez bien m'envoyer le *Times* une fois par semaine en rejetant tout ce qui n'est pas nécessaire. Je ne lis que *les feuilles intérieures*, surtout parce que je reçois *VEconomist*. Mes remerciements sincères pour les amis.

(7) Le groupe Dewar.

(8) Ethel MANNIN (née en 1900) était une romancière à la fois romantique et progressiste, membre de l'I.L.P. depuis 1932 et, dans cette organisation, de l'entourage de Fenner Brockway.

(9) Ethel Mannin avait publié dans *New Leader* du 17 janvier 1936 un article sur l'U.R.S.S. où elle venait d'effectuer un long voyage. Tout en constatant les progrès réalisés, elle relevait que l'U.R.S.S. était encore « très loin d'avoir réalisé une société sans classes ». Elle soulignait également la distance toujours plus grande entre les bureaucrates privilégiés et la masse des travailleurs.

[PREMIÈRE DÉFECTION A LA COMMUNE] (1)

(20 janvier 1936)

Cher Camarade Van (2),

Dans ma lettre précédente, j'avais sévèrement qualifié votre avant-dernière. Cela ne m'empêche pas de me réjouir de votre dernière (3). Quand le fils prodigue revient, on fait cuire un agneau sur le foyer paternel.

Maintenant, les questions que vous me posez.

1) Molinier était membre du plénum du S.I. Le S.I. l'a convoqué avant le lancement de *La Commune*. Molinier a refusé de se présenter à temps. Le S.I. l'a exclu. Il est l'organisme central et international de notre tendance. La section française ne peut pas modifier la décision du S.I. Telle est la différence dans la situation juridique de Molinier selon moi (4).

2) La différence politique : comme membre du plénum, Molinier est deux fois plus responsable que tout autre (5).

3) La différence morale. Il y a eu dans la Ligue n crises

(1) Lettre à van Heijenoort, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10691, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912), familièrement appelé VAN, étudiant en mathématiques, membre de la Ligue communiste avait rallié Prinkipo en 1932 pour y devenir secrétaire de Trotsky. Il l'avait été également en France de juin 1934 à 1935 et l'avait accompagné au début du séjour norvégien. Dans la crise de 1935, il avait soutenu Raymond Molinier et l'entreprise de *La Commune*.

(3) Dans sa lettre à Trotsky du 16 janvier 1936, van Heijenoort écrivait : « Personnellement, j'ai abandonné *La Commune* [...]. Toute la tendance de *La Commune* (qui fut la mienne) est étrangère au marxisme par sa conception du parti, de la formation de celui-ci et de ses relations avec les masses. Tout cela est maintenant clair. » (Bibliothèque du Collège de Harvard, 5637.)

(4) Van expliquait dans sa lettre qu'il avait été convoqué au C.C. élargi du 11 janvier « en tant qu'exclu » et ajoutait : « Mais alors, pourquoi refuser Molinier ? Existe-t-il des exclus du premier et du second degré ? » (*ibidem*).

(5) Molinier était en 1935 membre du plénum du secrétariat international.

autour de Molinier et chaque fois ses « affaires » et l'argent dont il disposait jouaient un grand rôle (6). Lors de la rupture avec le « groupe juif (7) », le S.I. a pris enfin deux décisions :

a) Molinier doit abandonner les affaires et trouver un métier normal.

b) Personne n'a le droit de subventionner l'organisation autrement que par des canaux normaux.

Molinier s'est déclaré d'accord avec ces décisions. Il n'a pas tenu parole sur les deux points (8).

4) Quand je parle dans ma lettre de « billets de banque », je ne veux pas dire plus que je n'en dis (9). La « théorie de l'égalité des tendances » n'est autre chose que le privilège des petits-bourgeois disposant de quelques billets de banque, d'improviser une tendance (un journal) et d'exiger l'égalité avec une organisation sérieuse. Quand on veut se servir de ce moyen particulier pour doubler ou tripler son influence politique, on doit être prêt à subir quelques jugements sévères.

5) En politique, rien n'est définitif. J'ai cru aussi que, si Molinier abandonnait *La Commune*, il pourrait préparer sa réintégration. Dans ce cas, et à condition qu'il s'oblige cette fois à remplir strictement les conditions précises du S.I., je chercherai pour ma part des voies pour un accommodement (pas pour aujourd'hui, mais pour après-demain). Mais la dernière circulaire — signée d'ailleurs également par vous —

(6) Toutes les crises intérieures de la Ligue communiste, depuis celle qui avait abouti au départ de Rosmer avaient tourné autour de la question des « affaires » de Molinier, accusé par ses adversaires d'utiliser son argent pour des pressions politiques sur l'organisation.

(7) Le « groupe juif » avait son origine dans le « groupe de langue juive » du P.C. passé à l'Opposition de gauche en 1929. Ce groupe, très homogène et avec des traits de clique, avait joué un rôle très important dans les querelles de fraction à l'intérieur de la Ligue communiste, d'abord comme allié, puis comme adversaire de Raymond Molinier. Hostile au « tournant » de 1933, il avait scissionné pour constituer l'Union communiste. Il avait bien entendu invoqué aussi les « affaires » de Molinier pour se justifier.

(8) Molinier avait même accepté ce que le comité central avait refusé, à savoir quitter Paris pour aller s'installer dans la région ouvrière du Nord. Il avait quitté le Nord au moment de l'expulsion de Trotsky pour lui servir de chauffeur et de compagnon dans ses pérégrinations à travers la France.

(9) Van Heijenoort écrivait dans sa lettre : « Je sais que vous-même avez parlé de "billets de banque". Je vous le répète, je suis maintenant profondément convaincu de l'erreur politique profonde de *La Commune* : toute la tendance est, par son essence, non bolchevik. Mais cette tendance a des racines tout à fait réelles et explicables (sinon justifiables) dans la situation présente. Il faut la combattre et la démasquer politiquement. Mais que viennent faire ici les "billets de banque" ?
Je ne comprends pas »

« les néo-bolcheviks-léninistes ont fait la scission » — barre solidement la route à une réconciliation, au moins dans un avenir prévisible.

6) Maintenant, votre cas personnel : je crois qu'il faut revenir immédiatement au G.B.L. et recommencer le travail régulier (10). Je ne veux pas pour l'instant entrer dans la discussion sur les défauts de *Révolution*. Nous aurons la possibilité de combattre les défaillances par les forces communes, nationalement comme internationalement. La première chose, c'est de se faire réintégrer et, par un travail commun, de cicatriser la blessure.

7) Vous devriez à mon avis donner pour *La Vérité* un article tirant le bilan de toute l'expérience de *La Commune*. Vous pourriez le faire d'une manière calme en éliminant les questions personnelles. Plus tôt l'expérience de *La Commune* finira, mieux ce sera pour le nouveau parti.

J'espère avoir bientôt de vos nouvelles.

P.-S. J'ai reçu simultanément une lettre de R. Molinier. Comme toujours, elle est pleine d'accusations combinées avec quelques gentilleses. Il ne veut pas comprendre le sérieux de sa situation. Il croit toujours pouvoir se débrouiller. Il se trompe. La lutte est trop sérieuse. Il ressemble à un garçon qui a cassé sa montre, mais s'obstine à la secouer pour la faire marcher comme avant. Il l'abîme toujours plus. Mais c'est son affaire à lui.

P.P.-S. Il me semble qu'une conférence de vous sur l'histoire de *La Commune* aurait pour les jeunes une grande importance éducative. On ne peut vraiment mieux expliquer aux jeunes l'importance du programme, de la cohésion idéologique et de la tradition révolutionnaire qu'en se servant d'un exemple frais et passionnant.

(10) Van Heijenoort relevait dans sa lettre que la lutte portait « la marque d'une lutte de clans », précisait que, selon lui, le G.B.L. avait « pris à *La Commune* un peu de sa confusion ». Il expliquait : « Du côté du G.B.L., la violence de polémique verbale et personnelle qui se complète par une hésitation sur le terrain politique me retient en dehors. Je ne vous cache pas mes hésitations. »

[LA RUPTURE DE VAN AVEC MOLINIERJ(1)]

(20 janvier 1936)

Cher Camarade Rous (2),

Je reçois votre lettre du 17 janvier, en même temps qu'une lettre de Van qui m'annonce sa démission de *La Commune* (3). Il considère l'expérience de *La Commune* comme une faillite, mais hésite encore quant à la réintégration dans notre groupe : je vous envoie d'ailleurs la copie de ma réponse (4).

Je ne veux pas pour l'instant revenir aux questions tactiques qui nous séparent. Un peu plus de fermeté politique — un peu moins de rigidité organisationnelle, voilà ce que je pourrais souhaiter pour l'avenir.

J'ai reçu la nouvelle *Commune*, mais pas *Révolution*, ni *La Vérité* non plus. Voilà qui est bien inquiétant. Si vous vous avérez incapables de faire paraître *Révolution* régulièrement, votre place sera prise par d'autres.

(1) Lettre à Jean Rous, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9364, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Sur Jean Rous, dit Clart, cf. n. 4, p. 54.

(3) Cf. n. 3, p. 125.

(4) Cf. p. 125-127.

[CONTRE L'ADHÉSION A LA LIGA] (1)
(21 janvier 1936)

Cher Camarade Polk (2),

L'adhésion à la Liga serait absolument fatale pour la section belge. La rentrée dans une organisation de masse comme la S.F.I.O. ou le P.O.B. peut ouvrir des possibilités. L'adhésion à une *tendance* centriste ne peut que désarmer notre propre tendance.

La Liga est une sélection : on ne devient pas par hasard membre de la Liga. Pour conquérir les éléments les plus révolutionnaires de la Liga, il faut déclarer la guerre implacable à Liebaers. [En] adhérant à la Liga, vous vous privez des possibilités de combattre vigoureusement le pacifisme.

D'ailleurs vous avez déjà fait votre expérience. Est-ce qu'elle n'est pas suffisamment significative ? Vouloir la répéter signifierait aller directement à la débâcle.

(1) L'lettre à Polk, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9746, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Sur Polk, cf. n. 6, p. 41. Polk proposait l'adhésion de la section belge à la ligue antiguerre (Liga) dirigée par Frans Liebaers (cf. n. 10, p. 57). Pourtant, Polk et ses camarades d'Anvers avaient été exclus de la Liga.

[INQUIÉTUDES SUR LA BELGIQUE] (1)

(21 janvier 1936)

Cher Camarade Lesoil (2),

Je vous envoie une copie de ma réponse au camarade Polk (3). Je suis effrayé par la perspective de l'adhésion à la Liga. L'attitude de l'A.S.R. (4) dans cette question devient de plus en plus inquiétante. Parler de Liebknecht (5) et s'adapter à Liebaers signifie la démoralisation totale de notre tendance. Molinier a essayé de faire une politique pareille avec M(arceau) P(ivert) (6). Je viens de recevoir une lettre de Van qui a rompu

(1) Lettre à L. Lesoil, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8877, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Cf. n. 7, p. 41. Léon Lesoil, en tant que vieux communiste et combattant ouvrier, avait toute la confiance de Trotsky depuis des années.

(3) Cf. p. 129.

(4) Ces initiales désignent l'Action socialiste révolutionnaire, tendance du P.O.B., qui publiait un hebdomadaire du même nom. Après la crise de 1935, le départ de P.H. Spaak, puis du groupe prostalinién du Dr Marteaux, les B.L. belges, dirigés par Lesoil, alliés à Dauge et ses partisans du Borinage, constituaient la direction de fait de l'A.S.R.

(5) Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, animateur de ses jeunesses et de la lutte antimilitariste avant la guerre, était devenu pendant la guerre le prestigieux porte-drapeau de la résistance internationaliste à la guerre avec sa célèbre formule : « L'ennemi est dans notre propre pays. » Fondateur du groupe Spartakus, emprisonné pour son action contre la guerre, il avait été l'un des fondateurs du parti communiste et avait été assassiné en janvier 1919 par les Corps-Francis aux ordres du gouvernement social-démocrate de Ebert et Noske. Il était le symbole de la lutte révolutionnaire contre la guerre.

(6) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, membre du parti socialiste S.F.I.O. en 1920, avait été l'un des dirigeants de la fédération de la Seine à partir du début des années trente et l'animateur de la tendance de gauche, unitaire, de *La Bataille socialiste*. A partir de l'entrée des trotskystes dans la S.F.I.O. à l'été 1934, il s'était rapproché d'eux et de leurs mots d'ordre et avait visité Trotsky à Domène, cependant que l'autre dirigeant de la tendance, Jean Zyromski, s'orientait de plus en plus vers le soutien de la politique stalinienne. Marceau Pivert, bien qu'hostile à l'exclusion des B.L. de la S.F.I.O., rejetait en partie la responsabilité

avec Molinier : toute l'entreprise de *La Commune* s'avère une faillite totale. Si l'on est trop faible dans les J.G.S., c'est parce qu'on a trop ménagé Godefroid, trop peu *noyauté* les jeunesses. Vouloir réparer cette omission par l'adaptation à Liebaers serait vraiment le comble.

Le C.C. de notre section française vient de reconnaître unanimement que la grave faute en France, qui a diminué le succès, consiste dans le fait qu'on a voulu, après le congrès de Mulhouse (7), manœuvrer et faire le malin au lieu de déclencher une offensive contre la bureaucratie. *Ne répétez pas cette faute !*

La vague patriote est un fait. Les masses en Belgique doivent être effrayées par la pensée d'une nouvelle guerre. A ce stade, le patriotisme et le pacifisme ont toutes les armes en main contre le défaitisme révolutionnaire. Vous vous sentez isolé ? Mais la sélection que vous faites est précieuse. Vouloir la dissoudre dans la Liga serait un crime. Non, non ! On ne peut pas, je le répète, hisser le drapeau de Liebknecht et s'adapter à Liebaers.

de leur exclusion sur eux. Il était résolument hostile à la scission du parti socialiste dans lequel il avait fondé en septembre 1935 une nouvelle tendance appelée Gauche révolutionnaire. Trotsky pensait que les réticences de Molinier devant la perspective de sortie des trotskystes de la S.F.I.O. s'expliquaient par son < adaptation > à Pivert (cf. *Œuvres*, 7, *passim*).

(7) Le congrès de Mulhouse du parti socialiste S.F.I.O. avait vu les progrès de la tendance B.L. qui avait eu un élu à la C.A.P. (Jean Rous), et le début de la scission entre Pivert et Molinier. Il avait eu lieu les 7, 8 et 9 juin 1935.

LA TRAHISON DU « PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE » ESPAGNOL (1)

(22 janvier 1936)

L'organisation espagnole des « communistes de gauche (2) », qui a toujours été une organisation confuse, a fini, après bien des oscillations à droite et à gauche, par s'unifier, sur un programme centriste, avec la fédération catalane de Maurin, au sein du parti d'« unification marxiste (3) » (!) Induites en erreur par ce nom, certaines de nos publications ont écrit de ce parti nouveau qu'il se rapprochait de la IV^e Internationale (4).

(1) T 3898, 3899, publié également dans *La Révolution espagnole*. Traduction du russe revue.

(2) La section espagnole de l'Opposition de gauche, puis de la L.C.I. avait adopté en 1932, malgré Trotsky, le nom de « Gauche communiste » (Izquierda comunista) d'Espagne. Ce sont donc ses ex-camarades d'organisation que Trotsky désigne par la formule « communistes de gauche ».

(3) En 1934, aussitôt après le < tournant français », Trotsky avait proposé à ses camarades espagnols d'opérer semblable entrée dans le parti et en particulier les Jeunesses socialistes d'Espagne qui se développaient alors vigoureusement vers la gauche. La direction de la Izquierda comunista avait repoussé à l'unanimité cette proposition et sévèrement condamné le < tournant français ». Au début de 1935 cependant, la proposition avait été reprise par plusieurs militants et la direction avait finalement proposé un compromis : entrée dans le P.S. et les J.S. dans toute l'Espagne, sauf en Catalogne où l'on constituerait un « nouveau parti » par l'unification de plusieurs organisations. Cette proposition ayant été repoussée par un vote des militants, la direction s'était alors engagée dans la voie qui avait mené en septembre 1935 à la fondation du < Partido Obrero de Unificación Marxista » (P.O.U.M.), en fait la fusion de la I.C.E. avec l'organisation catalane du « Bloc ouvrier et paysan » qui arborait pour l'Espagne le sigle de fédération communiste ibérique (F.C.I.). L'animateur de ce dernier était Joaquín MAURIN JULLIA (1896-1973), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du parti communiste espagnol, exclu en 1930 avec sa « fédération catalano-baléare » dont il était le secrétaire. Dès 1930, les premiers heurts s'étaient produits entre Trotsky et ses camarades d'Espagne sur la question des relations avec l'organisation- de Maurin.

(4) Les textes connus de Trotsky lui-même laissaient entrevoir une telle possibilité, tenue d'ailleurs comme possible par Jean Rous, qui s'était rendu en Espagne pour y rencontrer les anciens dirigeants de la

Rien n'est plus dangereux que d'exagérer ses propres forces sur la base d'une imagination trop crédule. La réalité ne tarde jamais à apporter une désillusion cruelle.

Les journaux nous informent qu'en Espagne l'ensemble des partis « de gauche », tant bourgeois qu'ouvriers, ont constitué un bloc électoral sur la base d'un *programme commun* qui, bien entendu, ne se distingue en rien du programme de « Front populaire » français ni de tous les autres programmes charlatanesques du même genre. Nous y trouvons et « la réforme du tribunal des garanties constitutionnelles », et le maintien rigoureux du « principe d'autorité » (!), et l'« affranchissement de la justice de tous soucis d'ordre politique ou économique » (l'affranchissement de la justice capitaliste de l'influence du capital !), et d'autres choses du même genre. Le programme constate le refus, par les bourgeois républicains qui participent au bloc, de la nationalisation de la terre, mais, « en revanche », à côté des habituelles promesses à bon marché pour les paysans (crédits, revalorisation des produits de la terre, etc.), il proclame (comme l'un de ses objectifs) « l'assainissement (!) de l'industrie » et la « protection de la petite industrie et du commerce » ; suit l'inévitable « contrôle sur les banques » ; cependant, puisque les républicains bourgeois, selon le texte de ce programme, repoussent le contrôle ouvrier, il s'agit du contrôle sur les banques... par les banquiers eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs agents parlementaires du genre d'Azana et de ses semblables (5). Enfin, la politique extérieure de l'Espagne devra suivre « les principes et les méthodes de la Société des nations (6) ». Et puis quoi encore ?

Ont signé au bas de ce honteux document les représentants des deux grands partis bourgeois de gauche (7), du parti socia-

I.C.E. peu après la naissance du P.O.U.M. On peut dire que, dans l'ensemble, les organes de presse des différentes sections avaient considéré la naissance du P.O.U.M. comme un événement de même type que la constitution, par de semblables fusions de sections de la L.C.L avec des groupes « centristes », du W.P.U.S. américain ou du R.S.A.P. hollandais.

(5) Manuel AZANA Y DIAZ (1880-1940), dirigeant de la Gauche républicaine avait été président du conseil dans les débuts de la République et avait notamment sévèrement réprimé l'agitation ouvrière et paysanne.

(6) Toutes les expressions figurant entre guillemets dans le texte ci-dessus sont extraites du programme électoral du bloc des gauches espagnoles.

(7) Les deux partis principaux étaient la Gauche républicaine d'Azana et l'Union républicaine de Martínez Barrio. Le parti catalaniste de gauche, Esquerra, de L. Companys, allait également signer ce programme.

liste, de l'Union générale des travailleurs (8), de la Jeunesse socialiste — hélas ! —, du « parti syndicaliste » (Pestana (9)) et enfin du « parti ouvrier d'unification marxiste » (Juan Andrade (10)). La majorité de ces partis s'est trouvée à la tête de la révolution espagnole pendant les années de sa montée, et ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour la trahir et l'épuiser. La nouveauté, c'est la signature du parti de Maurin-Nin (11)-Andrade. Les anciens « communistes de gauche » espagnols sont devenus tout simplement la queue de la bourgeoisie « de gauche ». Il est difficile d'imaginer chute plus humiliante !

Il y a quelques mois est paru à Madrid un livre de Juan Andrade, *La Bureaucratie réformiste et le mouvement ouvrier*, dans lequel sont analysées, au moyen de citations de Marx, Engels, Lénine et autres auteurs, les causes de la corruption des bureaucrates ouvriers. Juan Andrade m'a adressé son livre par deux fois, les deux fois avec des dédicaces très chaleureuses, dans lesquelles il m'appelait son « chef et maître ». Ce geste, qui, en d'autres circonstances, n'aurait à coup sûr pu que me réjouir, m'oblige maintenant à déclarer que je n'ai jamais enseigné à personne la *trahison politique* (12). Or la conduite d'Andrade n'est rien d'autre qu'une *trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie*.

Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos que les « communistes de gauche » espagnols, comme l'indique leur

(8) L'U.G.T. était contrôlée par le P.S.O.E. et présidée par le dirigeant de ce parti Francisco Largo Caballero.

(9) Angel PESTANA NUNEZ (1886-1938), ouvrier horloger, avait été un des dirigeants de la C.N.T. au début des années vingt, avant d'évoluer vers le réformisme et il avait fondé en 1933 le « parti syndicaliste » de peu d'influence.

(10) Juan ANDRADE RODRIGUEZ (né en 1897), ancien dirigeant des J.S., avait été l'un des fondateurs du premier parti communiste d'Espagne en 1920. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès sa constitution. Il était l'une des figures les plus connues de la Izquierda comunista sur le plan international, dirigeant du P.O.U.M. à Madrid dès la formation de ce parti.

(11) Andrés NIN PEREZ (1892-1937), secrétaire national de la C.N.T. en 1921 était devenu secrétaire de l'internationale syndicale rouge la même année. Membre du parti bolchevique, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès 1923 et était personnellement lié à Trotsky. Expulsé d'U.R.S.S. en 1930, il avait entrepris la construction de l'Opposition de gauche en Espagne et s'était très vite opposé à Trotsky sur de nombreux points. Leur correspondance personnelle s'était interrompue en 1933 sur un article de Trotsky sur « Les méthodes inadmissibles de Nin ». Secrétaire du P.O.U.M., il avait prévenu Rous en octobre 1935 qu'il se refusait à y animer une fraction en faveur de la IV^e Internationale.

(12) Trotsky renvoya à Andrade l'ouvrage dédicace avec la phrase ci-dessus.

nom même, se sont durci les traits pour apparaître, dans chaque occasion propice, comme des révolutionnaires intransigeants. Ils ont en particulier sévèrement condamné les bolcheviks-léninistes français pour leur entrée dans le parti socialiste : jamais et en aucun cas ! Entrer de façon temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre ses chefs réformistes sous le drapeau de la révolution prolétarienne, c'est de l'opportunisme, mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste sur la base d'un programme que l'on sait malhonnête et qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, c'est du courage ! Peut-on ravalier et prostituer davantage le marxisme ?

Le « parti d'unification marxiste » appartient à la fameuse association de Londres des « partis socialistes révolutionnaires » (ex-I.A.G.) (13). La direction de cette dernière se trouve actuellement entre les mains de Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party (14). Nous avons déjà écrit qu'en dépit des préjugés pacifistes surannés et vraisemblablement incurables de Maxton (15) et autres, l'I.L.P. a pris dans la question de la Société des nations et de ses sanctions (16) une position révolutionnaire honnête, et chacun de nous a lu avec satisfaction une série d'excellents articles à ce sujet dans le *New Leader* (17). Lors des dernières élections parlementaires, l'Independent Labour Party s'est même refusé à soutenir électoralement les travaillistes, précisément parce que ces derniers soutenaient la Société des nations (18). En lui-même, ce refus constituait une erreur tactique : là où l'I.L.P. ne pouvait présenter ses propres candidats, il devait soutenir les travaillistes contre les conservateurs. Mais c'est malgré tout un détail. En tout cas, il ne pouvait être question d'un quelconque « programme commun » avec les travaillistes. Les internationalistes

(13) L'ancienne Communauté internationale de travail (I.A.G.) était devenue en 1935 « bureau international d'unité socialiste révolutionnaire ». L'organisation de Maurin en était membre et le P.O.U.M. y avait normalement adhéré (comme le R.S.A.P. en 1935).

(14) Archibald Fenner Brockway était secrétaire de l'I.L.P. et du « bureau de Londres ». C'était l'I.L.P. qui avait été l'élément moteur du regroupement international en question.

(15) Sur James Maxton, cf. n. 5, p. 39. Il était le leader des pacifistes de F.I.L.P. dont il était un des « patrons ».

(16) Il s'agit de la politique des « sanctions » économiques décidées contre l'Italie, agresseur de l'Éthiopie.

(17) *New Leader* était l'organe de l'I.L.P. Sur les articles de Fenner Brockway, cf. *Œuvres*, 6, p. 221 sq.

(18) Cf. *Œuvres*, 7, p. 136-141.

devaient lier le soutien électoral (des travaillistes) avec la dénonciation de la façon dont les social-patriotes britanniques rampent devant la Société des nations et ses « sanctions ».

Nous nous permettons de poser à Fenner Brockway la question suivante : qu'admet au juste l' « Internationale » dont il est le secrétaire ? La section anglaise de cette « Internationale » se refuse à un simple soutien électoral de candidats *ouvriers*, s'ils sont partisans de la Société des nations. La section espagnole conclut un bloc avec des partis *bourgeois* sur un programme commun de soutien à la Société des nations. Est-il possible d'aller plus loin dans le domaine des contradictions, de la confusion, de la faillite ? Il n'y a pas encore la guerre, et les sections de l' « Internationale » de Londres tendent dès maintenant vers des directions diamétralement opposées. Qu'advient-il donc d'elles quand se produiront des événements décisifs ?

Mais revenons au parti espagnol « d'unification marxiste » avec la bourgeoisie ! Les « communistes de gauche » espagnols — Andrés Nin, Juan Andrade, etc. — ont plus d'une fois rejeté notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des « conditions particulières » de l'Espagne. Argument habituel de tous les opportunistes, car le premier devoir du révolutionnaire prolétarien consiste à traduire les conditions *particulières* de son pays dans le langage international du marxisme, compréhensible aussi à l'intérieur des frontières de son propre pays (19). Mais pour l'heure, il n'est pas besoin de ces arguments théoriques. Le bloc espagnol des sommets de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de gauche n'a en lui-même rien de « national », car il ne diffère en rien du « Front populaire » en France, en Tchécoslovaquie, au Brésil et en Chine. Le « parti ouvrier d'unification marxiste » ne fait rien d'autre que mener servilement la politique que le VII^e congrès de l'internationale communiste a imposée à toutes ses sections, tout à fait indépendamment de leurs « particularités nationales ». La véritable originalité de la politique espagnole réside cette fois uniquement dans le fait qu'au bloc avec la bourgeoisie a adhéré aussi la section de l'internationale de Londres. Tant pis pour

(19) A la recherche de justifications pour leur politique, Maurin-Nin invoquent le système électoral espagnol qui rend très difficiles les candidatures indépendantes pour le jeune parti (voir la résolution du C.C., *La Batalla*, n° 234). Mais cet argument est dénué de valeur. La technique électoral ne peut justifier la politique de trahison que constitue le lancement d'un *programme commun* avec la bourgeoisie (note de L. Trotsky).

elle ! Quant à nous, nous préférons la clarté. Il se trouvera certainement en Espagne de véritables révolutionnaires pour démasquer impitoyablement la trahison de Maurin, Nin, Andrade et consorts, et pour poser les éléments d'une section espagnole de la IV^e Internationale (20).

(20) Quelques jours après la parution de cet article, le S.I. votait une résolution « dénonçant publiquement l'attitude des membres de la Gauche communiste qui avaient « couvert cette opération de trahison » les excluant et appelant < les ouvriers révolutionnaires espagnols et tous les militants restés fidèles à la L.C.I. et à sa politique > à < fonder la section espagnole de la IV* Internationale ». Trotsky n'était pas d'accord avec cette décision administrative (cf. p. 173).

**[POUR ENTRER
DANS LE P.S. AMÉRICAIN] (1)**
(24 janvier 1936)

Chers Camarades (2),

Je me suis décidé aujourd'hui à vous télégraphier ceci : < Personnally in favour of entry. Léo (3). » Je n'ai pas davantage traité auparavant cette question comme une question *de principe*. Quand deux personnes disent (ou font) la même chose, ce n'est quand même pas la même chose. Quand une organisation éprouvée et aguerrie entre dans un parti centriste, cela peut être une démarche tactique correcte ou incorrecte, c'est-à-dire d'un profit important ou d'un profit nul (encore que, dans les circonstances données, le deuxième cas soit invraisemblable), mais ce n'est pas une *capitulation*. La scission du parti socialiste est extrêmement importante comme symptôme objectif de la tendance de l'évolution. Je suis aussi d'accord avec votre idée qu'il ne faut laisser aucun répit à la force d'inertie de la direction centriste ; c'est-à-dire qu'il faut *agir vite* (4).

(1) Lettre à Cannon et Shachtman, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7492. Traduit de l'allemand. Publié pour la première fois dans *Class Struggle*, août 1936. Ce périodique était l'organe de la Communist League of Struggle, dirigée par Albert Weisbord, et la publication de la lettre confidentielle de Trotsky un épisode de la lutte entre organisations.

(2) Sur James P. Cannon, cf. n. 7, p. 103. Max SHACHTMAN (1903-1972), né à Varsovie, avait émigré aux Etats-Unis alors qu'il était encore enfant. Membre du P.C., il était devenu en 1928 un des animateurs de l'Opposition de gauche devenue Communist League of America (C.L.A.), puis du Workers Party of the United States (W.P.U.S.) fondé après la fusion de la C.L.A. et de l'American Workers Party d'A.J. Muste. Shachtman avait mené en 31-32 une lutte fractionnelle très dure qui l'avait opposé à la fraction de Cannon. Les deux hommes s'étaient ensuite rejoints dans la même attitude d'intérêt pour un « entrisme » éventuel dans le P.S. américain que rejetaient d'autres tendances ou fractions du W.P.U.S.

(3) En anglais dans le texte : « Personnellement en faveur de l'entrée. Léo. »

(4) C'étaient les développements à l'intérieur du P.S. américain qui avaient décidé la fraction Cannon et Shachtman à proposer l'« entrisme ». Ce parti de vingt-cinq mille membres environ vivait alors

Naturellement certains groupes en Europe tenteront d'interpréter l'entrée éventuelle comme un renoncement à la IV^e Internationale (5). Nous ne pouvons toutefois y accorder la moindre importance. Il ne s'agit pas de *paraître* un peu plus fort, mais de *devenir* beaucoup plus fort.

J'espère que vous ferez tout pour exécuter cette démarche *en commun* avec le groupe Muste-Weber (6). Car leur action au

une crise semblable à celle que vivaient les partis socialistes d'Europe, sous le double impact de la crise économique et de la défaite allemande. Depuis 1933 s'y exprimait une forte poussée à gauche, à travers notamment la tendance, plutôt confuse, des « Militants » qui avaient fait adopter en 1934 une « déclaration de principes » qui se prononçait entre autres pour la dictature du prolétariat. Harcelée par les « Militants », aux prises avec une opposition grandissante renforcée par de jeunes adhérents, la « Vieille Garde » — les hommes qui avaient réalisé la scission au début des années vingt plutôt que de laisser la majorité aux communistes —, après avoir vainement lutté pendant plusieurs années, avait brusquement décidé en décembre 1935 d'abandonner le parti pour constituer la Social Démocratie Fédération. Cannon et Shachtman estimaient que la situation ainsi créée était éminemment favorable à une opération d'entrée des trotskystes, le vieil appareil social-démocrate étant démantelé et l'ensemble du parti, déstabilisé, loin d'être aux mains des « Militants ». Du côté du Workers Party, l'opposition dirigée par Hugo Oehler, qui avait combattu avec acharnement toute perspective d'entrée, avait été exclue en octobre 1935, ce qui avait partiellement donné les mains libres à Cannon et Shachtman. Dans son *History of American Trotskyism*, p. 221-222, Cannon résume la position qui était la sienne en écrivant : < Nous en vîmes à la conclusion que nous devions agir^{1***56}, sans perdre inutilement un seul jour, pour entrer dans le parti socialiste tant qu'il était dans cette situation de flou, avant qu'une nouvelle bureaucratie ait eu le temps de se cristalliser, et avant que l'influence des staliniens se soit consolidée. »

(5) Plusieurs organisations européennes continuaient en effet à maintenir une hostilité résolue à l'entrisme et parmi elles la plus importante, le R.S.A.P. hollandais, ainsi que plusieurs membres du S.I., l'Italien Leonetti et l'Allemande Ruth Fischer.

(6) Le < groupe Muste-Weber » rassemblait dans le W.P.U.S. les adversaires de l'entrée dans le parti socialiste. Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), fils d'émigrés hollandais, pasteur, pacifiste pendant la guerre, s'était lié au mouvement ouvrier pendant le cours de la grève de Lawrence en 1918, puis avait été pendant des années le directeur pédagogique du fameux Brookwood Labor College qui allait former les cadres de tant d'organisations syndicales radicales américaines. Il avait fondé en 1929 le Committee for a Progressive Labor Action, visant à organiser l'intervention politique du mouvement ouvrier. Sous l'influence de la crise, le C.P.L.A. s'était transformé en American Workers Party, dont les cadres ouvriers lui avaient valu d'être aussitôt courtoisé par bien des formations se réclamant du socialisme. Il avait finalement opté pour la fusion avec les trotskystes de la C.L.A. dont il s'était rapproché surtout pendant les grandes grèves de 1934 à Toledo et Minneapolis. Les deux organisations avaient fusionné à la fin de 1934 et constitué le Workers Party of the United States (W.P.U.S. ou W.P.) dont Muste était le secrétaire. Muste était hostile à l'entrisme et avait désapprouvé les mesures d'organisation qui avaient abouti à l'expulsion de la minorité dirigée par Hugo Oehler, hostile à l'entrisme par principe. Louis JACOBS,

sein du parti sera d'une grande importance pour l'heureuse issue de cette entreprise risquée.

Je dois encore souligner que mon télégramme, comme cette lettre, représente mon opinion *personnelle* (7). Vous êtes en pleine discussion, le temps presse. Par mon télégramme et ma lettre, j'ai voulu participer à cette discussion avant même que le secrétariat international soit en état de se faire une opinion collective.

dit Jack WEBER (né en 1896), membre du vieux noyau de la C.L.A., était également hostile à l'entrisme et avait fait bloc sur cette question avec Muste et ses partisans. La lutte fractionnelle entre Cannon-Shachtman et Muste-Weber avait fait rage tout au long de l'année 1935.

(7) Sans doute Trotsky n'a-t-il pas oublié les leçons de la discussion sur le « tournant français » — l'entrée dans la S.F.I.O. — en 1934, et il prend ici ses précautions en soulignant son droit de donner une opinion personnelle.

[POUR UNE ATTITUDE UNITAIRE] (1)
(24 janvier 1936)

Cher Camarade Muste,

Je vous envoie une copie de ma lettre à Cannon et Shachtman (2). Vous savez par mes déclarations antérieures que j'ai été extrêmement prudent dans mon appréciation de cette question. La scission du parti socialiste me convainc qu'il n'y a plus de temps à perdre.

Les obstacles psychologiques qui sont liés à l'abandon de l'indépendance organisationnelle, nous sommes contraints et nous avons le devoir de les surmonter avec courage. La démarche doit être accomplie de façon unitaire et décidée. Elle donnera des résultats positifs. Quand et dans quelle mesure, il est difficile de le prédire, surtout d'ici. De toute façon, le Workers Party sortira de cette expérience avec une maturité incomparablement plus grande. Cette importante démarche est dictée par toute la situation et dans quelques mois elle nous paraîtra à tous aller de soi.

(1) Lettre à A.J. Muste, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9323, traduite ici de l'allemand original. Une traduction anglaise en avait été publiée dans *Internai Bulletin* I.C.L. du 13 février 1936.

(2) Cf. p. 138-140.

**[LAISSONS DE CÔTÉ
LES SENTIMENTS PERSONNELS] (1)**
(24 janvier 1936)

Cher Camarade Weber (2),

Je vous adresse les copies de mes lettres à Cannon et Shachtman d'une part, à Muste d'autre part (3). Je n'ai rien à ajouter au contenu de ces lettres.

A vous-même et à vos amis, je ne pourrais vous donner qu'un conseil : de laisser de côté toutes les questions personnelles et de considérer l'entrée comme une démarche < désagréable >, mais nécessaire.

(1) Lettre à Weber, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10798. Traduite de l'allemand. Une traduction anglaise avait paru dans *Internai Bulletin* I.C.L., 13 février 1936.

(2) Sur Weber, cf. n. 6, p. 139.

(3) Cf. p. 138-140 et p. 141.

[UNE CONJONCTURE TRANSITOIRE] (1)

(24 janvier 1936)

Cher Camarade (2),

Si vous avez pu tirer (3) de ma lettre (4) la conclusion que j'ai la disposition d'interrompre notre correspondance, je me suis très mal exprimé. Vos lettres me sont toujours bien précieuses, parce qu'elles me donnent non seulement vos opinions et suggestions, mais aussi des faits pris sur le vif (5).

Le « Front populaire » passe de nouveau une période de « succès » et d'optimisme (bien relatif). Le danger de guerre crée une atmosphère propice aux bacilles du pacifisme, du centrisme, de l'aventurisme, etc. La petite bourgeoisie passe par sa crise sociale extrêmement aiguë, ce qui la rend très sensible à la charlatanerie des « gauches » et des droites. Cette vague puissante dans son impuissance nous repousse de nouveau maintenant dans l'isolement. L'optimisme béat, jovial et stupide qui règne maintenant dans le « front populaire » me rappelle l'atmosphère d'après la révolution de février ; on étouffait dans la bêtise peinte en rose ; on se sentait mille fois supérieur aux dirigeants du « front populaire » d'antan. En même temps, on restait isolé, persécuté, même ridiculisé. Comparaison n'est pas raison ; mais l'analogie est tout de même intéressante, instructive et prometteuse.

Nous devons trouver de jeunes ouvriers, nous occuper d'eux sérieusement, même individuellement.

C'est sur ce point que je suis toujours inquiet. Est-ce que nos camarades, y compris les jeunes, ne s'occupent pas trop de

(1) Lettre à Biline, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7468, et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. L'original est en français, légèrement retouché par nous (cf. notes 3, 5 à 7).

(2) Sur Robert Caby, dit Biline, cf. n. 2, p. 99.

(3) L'original comporte « faire » au lieu de « tirer ».

(4) Voir la lettre de Trotsky, p. 99.

(5) L'original comporte « au vif » au lieu de « sur le vif ».

< haute politique > ? Et trop peu de l'éducation révolutionnaire des jeunes ouvriers ?

Pouvez-vous me dire ce que (6) représente maintenant *La Commune* comme groupement (son tirage, le nombre de ses adhérents, le caractère de son travail, etc.) ? La même chose sur les B.L. et les jeunes. L'exactitude dans les choses politiques n'est malheureusement pas une qualité française. C'est pourquoi il est bien difficile de se faire un tableau exact des effectifs d'une organisation et de son travail quotidien.

Qu'est (7) devenu le groupe Lègué et Margne (8) ?

Vous avez déjà dû entendre que le parti communiste de l'U.R.S.S. a exclu pendant les quatre-cinq derniers mois de 1935 *au moins* dix mille « trotskystes » (peut-être même beaucoup plus). C'est un fait d'une grande importance politique.

(6) Trotsky emploie < qu'est-ce que > pour « ce que ».

(7) Trotsky emploie < qu'est-ce qu'est > pour < qu'est ».

(8) Sur les « conciliateurs », les postiers Margne et Lègué, cf. n. 2, p. 61.

[LA QUESTION DES MENCHEVIKS] (1)

(24 janvier 1936)

Cher Ami (2),

On nous fait savoir que vous avez mis là-bas un peu d'« animation dans la boutique », ce dont nous nous réjouissons sincèrement avec Erwin (3).

Naturellement je suis tout à fait d'accord avec vous : on devrait fonder sans attendre un comité, même s'il n'est pas officiel, de façon à préparer soigneusement la constitution d'un comité officiel en mettant à profit toute circonstance favorable.

Le camarade Ciliga a interprété ma dernière lettre comme si je lui avais pour ainsi dire « conféré le droit » de traiter à titre personnel avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche dans la question du soutien aux prisonniers (de toute façon, sous sa propre responsabilité !). La phrase de ma lettre sur ce sujet voulait seulement dire que, dans le cas où Ciliga persisterait dans ses illusions, il pouvait bien faire sa propre expérience, laquelle ne saurait d'aucune façon nous engager (4). Dans sa dernière lettre, il se fait plus ou moins le défenseur des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Or, à la lecture de mon dernier article (5), vous avez

(1) Lettre à J. Frankel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8148 et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduit de l'allemand.

(2) Jan Frankel (cf. n. 3, p. 33) se trouvait alors à Prague et c'est lui qui avait pris contact avec Ante Ciliga, à l'arrivée de ce dernier (cf. *Œuvres*, 7).

(3) Nous ne savons à quoi Trotsky fait allusion exactement dans la première partie de cette phrase. Erwin désigne Erwin Wolf, qui avait succédé à Frankel comme secrétaire de Trotsky à Hônefoss.

(4) Membre de la deuxième génération de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., Ciliga avait évolué au cours de ses années de détention et pensait, comme les mencheviks, que l'U.R.S.S. était un régime de « capitalisme d'Etat ». Il était d'autre part l'objet de nombreuses sollicitations dans l'émigration russe. La lettre à laquelle Trotsky fait allusion se trouve p. 63-67.

(5) Cf. p. 82-90.

bien dû constater qu'il n'était nullement question de mencheviks ni de socialistes-révolutionnaires lors de la dernière purge du parti, tandis qu'on avait exclu, arrêté, etc., au moins dix mille bolcheviks-léninistes. Dans ces conditions, ce serait, d'un point de vue purement *pratique*, une stupidité de la part de Ciliga de s'associer aux mencheviks pour la seule raison qu'ils ont quelques douzaines d'anciens proscrits en U.R.S.S. (sans parler de l'aspect principiel de la question 1). Il est tout à fait possible qu'un menchevik ou un socialiste-révolutionnaire cherche à se raccrocher à Ciliga pour sortir de son néant. D'autant moins avons-nous à tendre ne serait-ce que le petit doigt à ces gens.

Avec ma vieille amitié.

**[ARMER LES MARXISTES
PAR LA CRITIQUE DES CENTRISTES] (1)**
(24 janvier 1936)

Chers Camarades,

Je propose que soit envoyée à toutes les sections et organisations amies une courte circulaire contenant ce qui suit :

La question des organisations centristes internationales et de leur association internationale (I.A.G.) (2) garde toujours pour nous une très grande importance de principe.

En France, une partie de notre section a voulu effacer la ligne de démarcation qui nous sépare du centrisme et a causé, de ce fait, d'importants dégâts ; elle s'est en tout cas ruinée sur le plan politique pour un certain temps.

En Espagne, notre section, qui avait d'abord vivement condamné l'entrée dans la S.F.I.O., a fusionné sur une base sans principes avec une organisation centriste, ce qui a eu pour résultat une trahison politique complète (3).

La claire compréhension du rôle spécifique des formations indépendantes conservatrices à notre époque est la condition la plus importante d'une lutte couronnée de succès pour la IV^e Internationale. Cela explique pourquoi il nous faut soumettre chacune des organisations affiliées au bureau de Londres à une critique marxiste attentive.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8027 et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) La Communauté internationale de travail (Internationale Arbeitsgemeinschaft), qui avait regroupé pendant plusieurs années les partis et organisations n'adhérant ni à la II^e ni à la III^e Internationales, était devenue l'année précédente le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire et Trotsky considérait ce < bureau de Londres > comme le refuge des « centristes » et « un écran » entre les travailleurs et la IV^e Internationale à construire.

(3) Trotsky fait allusion à la constitution en septembre 1935 du P.O.U.M. (cf. n. 3, p. 132).

bien dû constater qu'il n'était nullement question de mencheviks ni de socialistes-révolutionnaires lors de la dernière purge du parti, tandis qu'on avait exclu, arrêté, etc., au moins dix mille bolcheviks-léninistes. Dans ces conditions, ce serait, d'un point de vue purement *pratique*, une stupidité de la part de Ciliga de s'associer aux mencheviks pour la seule raison qu'ils ont quelques douzaines d'anciens proscrits en U.R.S.S. (sans parler de l'aspect principiel de la question !). Il est tout à fait possible qu'un menchevik ou un socialiste-révolutionnaire cherche à se raccrocher à Ciliga pour sortir de son néant. D'autant moins avons-nous à tendre ne serait-ce que le petit doigt à ces gens.

Avec ma vieille amitié.

**[ARMER LES MARXISTES
PAR LA CRITIQUE DES CENTRISTES] (1)**
(24 janvier 1936)

Chers Camarades,

Je propose que soit envoyée à toutes les sections et organisations amies une courte circulaire contenant ce qui suit :

La question des organisations centristes internationales et de leur association internationale (I.A.G.) (2) garde toujours pour nous une très grande importance de principe.

En France, une partie de notre section a voulu effacer la ligne de démarcation qui nous sépare du centrisme et a causé, de ce fait, d'importants dégâts ; elle s'est en tout cas ruinée sur le plan politique pour un certain temps.

En Espagne, notre section, qui avait d'abord vivement condamné l'entrée dans la S.F.I.O., a fusionné sur une base sans principes avec une organisation centriste, ce qui a eu pour résultat une trahison politique complète (3).

La claire compréhension du rôle spécifique des formations indépendantes conservatrices à notre époque est la condition la plus importante d'une lutte couronnée de succès pour la IV^e Internationale. Cela explique pourquoi il nous faut soumettre chacune des organisations affiliées au bureau de Londres à une critique marxiste attentive.

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8027 et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

(2) La Communauté internationale de travail (Internationale Arbeitsgemeinschaft), qui avait regroupé pendant plusieurs années les partis et organisations n'adhérant ni à la II* ni à la III* Internationales, était devenue l'année précédente le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire et Trotsky considérait ce < bureau de Londres > comme le refuge des « centristes » et < un écran > entre les travailleurs et la IV* Internationale à construire.

(3) Trotsky fait allusion à la constitution en septembre 1935 du P.O.U.M. (cf. n. 3, p. 132).

Après l'article du camarade Trotsky sur l'I.L.P. (4), nous avons adressé à nos sections et aux organisations amies le matériel suivant :

« La Fin du "Front rouge" » (en Autriche) de Wemer Keller (5).

« Le programme du parti socialiste suédois » de W.H. (6).

« La Trahison du "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol », de L. Trotsky.

Comme notre presse et nos bulletins ont déjà produit auparavant un matériel suffisant sur le S.A.P., nous pouvons admettre que chacune des organisations de la IV^e Internationale est convenablement renseignée sur la véritable physionomie de l'I.A.G. et des partis qui lui sont affiliés. Il est de la plus haute importance que, dans chaque organisation, des articles soient publiés sur cette question et que même des cours spéciaux soient organisés, car nous ne pouvons pas armer nos propagandistes en faveur de la IV⁰ Internationale de meilleure façon que par la critique marxiste des insuffisances de ces organisations hybrides qui sortent actuellement de terre comme des champignons.

Les organisations qui disposent de moyens techniques appropriés pourraient éditer un recueil de tous les articles cités plus haut, sous forme imprimée ou au moins hectographiée, servant d'ouvrage de référence pour le travail de propagande.

(4) *Œuvres*, 6, p. 221-243.

(5) Werner Keller était l'un des pseudonymes de Jan Frankel. Le « Front rouge » était une organisation née de la gauche du parti social-démocrate autrichien qui avait rejoint le bureau de Londres : elle était en train de se désintégrer.

(6) Les initiales W.H. désignent le jeune Allemand Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941), qui vivait en Norvège et était le spécialiste des questions du mouvement ouvrier Scandinave dans la presse trotskyste.

[REMERCIEMENTS POUR DES POÈMES] (1)

(26 janvier 1936)

Mon cher Plisnier (2),

Je suis bien touché — dans mon village norvégien — par votre dédicace si inattendue (3). Elle a en tout cas le mérite d'être désintéressée.

Je dois avouer que je rencontre parfois des difficultés à vous suivre dans votre royaume des images : votre formation doit être bien différente de la mienne (ce n'est pas une critique, nullement !...). Mais l'effort que je fais pour vous rejoindre est presque chaque fois récompensé. Surtout le chant III (4) me paraît puissant. Je vous remercie chaleureusement.

Bien à vous

P.-S. Permettez deux petites remarques : p. 91 : « Vous frappez en entrant sur le ventre des camarades. > Non, ce geste n'est pas de Lénine. Aucune vulgarité dans sa jovialité agressive !

Vous appelez la femme de Lénine *Natalia Konstantinovna* (5). Elle s'appelle *Nadejda Konstantinovna* (6) (*Natalia* est le nom de ma femme (7) qui lit maintenant votre poème avec moi).

Excusez mon français.

(1) Lettre à Charles Plisnier, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9743, et archives Vereeken, Bruxelles. Original en français.

(2) Charles PLISNIER (1896-1952), avocat belge francophone, membre du P.O.B. en 1913, était devenu anarchisant en 1918. Devenu dirigeant de la fédération nationale des étudiants socialistes, il fit partie du premier noyau communiste belge. Membre de la direction de l'Opposition de gauche en 1928, il s'en sépara en mars 1929, gardant cependant avec elle des relations amicales, même après son retour au P.O.B. en 1934. Il était déjà un écrivain connu. Il semble qu'il venait d'envoyer à Trotsky ses trois grands chants poétiques, *Déluge* (dédié à Lénine), *Babel* (dédié à Trotsky) et *Sel de la Terre*.

(3) Il s'agit de la dédicace de *Babel*.

(4) Il s'agit du *Sel de la Terre*, dédié « à Jean, à John, à Jeanne, à Johan, à Ivan ».

(5) Il s'agit d'un passage intitulé « Chant funèbre pour la mort de Lénine », dans le second chant, *Babel*.

(6) Il s'agit de Nadejda KONSTANTINOVNA KRUPSKAIA (1869-1939).

(7) Natalia I. SEDOVA (1882-1962).

**[LA PRESSE HEARST
ET LA RÉPRESSION EN U.R.S.S.] (1)**
(28 janvier 1936)

La presse Hearst (2) a publié un article sur les persécutions politiques en U.R.S.S. en prétendant qu'il était écrit par moi (3). Des amis m'ont télégraphié, demandant à connaître la vérité sur cette affaire par l'intermédiaire de l'Associated Press. Je n'ai donné aucun article à la presse Hearst avec laquelle je n'ai aucune relation d'aucune sorte. Les articles qui ont été publiés ou utilisés sans que je le sache (au cas où ils seraient réellement de moi) ne sont naturellement pas du tout dirigés contre l'Union soviétique, mais seulement contre le despotisme croissant de la clique dirigeante. Au cours du dernier mois et pendant ces dernières semaines, j'ai reçu des nouvelles extrêmement importantes, de sources authentiques, concernant la terrible répression contre des prisonniers politiques dont la fidélité à l'Union soviétique ne fait aucun doute et dont l'unique « crime » consiste à critiquer la bureaucratie régnante.

Récemment, le docteur Ante Ciliga, ancien dirigeant du parti communiste de Yougoslavie, est revenu d'Union soviétique

(1) T 3900, *New Militant*, 6 février 1936. Traduit de l'anglais.

(2) William Randolph HEARST (1863-1951) était le patron d'une puissante chaîne de journaux et magazines à sensation, résolument réactionnaires et grossièrement anticomunistes, qui tiraient au total à plus de deux millions d'exemplaires.

(3) Les quotidiens de la chaîne Hearst — notamment le *New York American* — avaient publié le 19 janvier 1936 l'article de Tarov précédemment publié dans le *Biulleten Oppositsii* et qui avait été publié dans l'intervalle dans le *New Militant* du 28 septembre et du 19 octobre 1935. Le *Daily Worker*, du P.C. américain, avait aussitôt affirmé que Trotsky s'était vendu à Hearst et avait promis de rendre public le montant du marché. Cannon avait télégraphié à Trotsky. Le texte ci-dessus était celui de la déclaration que Trotsky avait envoyée à l'Associated Press. Amputé de ses quatre premières phrases, il fut publié dans le *New York Times* du 28 février. La campagne sur le thème « Trotsky vendu à Hearst » eut évidemment un caractère mondial, et *L'Humanité* du 22 février titrait sur « Le contre-révolutionnaire Trotsky complice des fascistes ».

où il a passé plus de cinq ans en prison et en exil, comme punition pour son attitude de critique de la direction de l'internationale communiste. Pour obtenir la permission de quitter l'Union soviétique, Ciliga a eu recours à la grève de la faim et a été soumis à l'alimentation forcée. Il s'est ouvert les poignets, mais on l'a empêché de se suicider. Des milliers de membres, exclus du parti dirigeant, qui ont protesté contre l'inégalité croissante ou l'introduction des grades d'officiers dans l'armée, ou du titre de maréchal, souffrent dans des conditions identiques.

Zinoviev et Kamenev, proches collaborateurs de Lénine pendant des années, sont aujourd'hui en prison pour un crime terroriste avec lequel ils n'ont jamais rien eu à voir. Kamenev, l'ancien président du bureau politique du parti communiste d'Union soviétique, est dans une cellule avec douze autres. La semaine dernière, cinq années supplémentaires sont venues s'ajouter à la sentence primitive de cinq années pour sa prétendue participation à la préparation de l'assassinat terroriste de Staline (4).

L'information mesurée et parfaitement objective donnée par Ciliga, Tarov et autres, prouve le développement de l'antagonisme croissant entre la bureaucratie et la population et le besoin pour la bureaucratie de recourir à la répression la plus sévère dans l'intérêt de sa propre préservation. Le dire franchement, c'est rendre un réel service au peuple d'Union soviétique.

(4) C'était au mois de juillet 1935 que Kamenev avait été condamné à cinq nouvelles années de prison, à l'issue d'un procès à huis clos où le principal témoin à charge avait été son propre frère, le peintre Rosenfeld. A l'époque, l'unique source d'information sur ce point était Ciliga.

[SUR LA PRESSE HEARST] (1)
(28 janvier 1936)

Télégramme

PUBLICATION D'ARTICLE TAROV PAR HEARST
BANAL GANGSTERISME PRESSE STOP MAIS IMPU-
DENCE HEARST PAS EXCUSE POUR CRIMES DE
CLIQUE STALINE STOP AI DONNE DECLARATION A
ASSOCIATED PRESS.

Lettre

Cher Camarade,

Je vous adresse copie de notre télégramme et de notre déclaration à Associated Press. Je ne suis pas du tout certain que la lettre sera transmise par le correspondant de l'A.P. ici.

Je dois vous rappeler que les agents du G.P.U. ont manigancé une affaire semblable il y a quelques années en Pologne • (la publication dans la presse réactionnaire d'un article qui m'était attribué) et que deux jours plus tard, Iaroslavsky publia un fac-similé de mon prétendu article (2). Il est parfaitement possible que cette affaire en Amérique ait été préparée par le G.P.U. Bien entendu, je ne puis le tenir pour certain.

Je crois que, selon les lois américaines, j'ai le droit de poursuivre Hearst pour atteinte à mes droits d'auteur et pour

(1) Télégramme et lettre adressés à Cannon. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduits de l'anglais.

(2) Allusion à l'article publié dans le *Kurier Codzienny* du 20 juin 1931 et reproduit dans la *Pravda* du 2 juillet 1931 (cf. n. 5, p. 152). Minei I. Gubelman, dit Emilian Iaroslavsky (1878-1943), vieux-bolchevik, était l'homme à tout faire de Staline dans la lutte contre l'Opposition.

le grand dommage politique et moral qu'il me cause par cette atteinte. Il serait bon d'en discuter avec M. Lieber (3) ou un ami avocat. Ce serait bien si on pouvait utiliser un procès en justice pour tirer une bonne somme à M. Hearst pour le compte de la IV* Internationale.

(3) Maxim LIEBER (-) était agent littéraire à New York chargé des intérêts de Trotsky dont il devait notamment placer les articles dans les périodiques ou revues des Etats-Unis. Mais il était également membre du P.C. américain et, depuis une année ou deux, était entré au service du G.P.U. pour qui son agence constituait une < couverture > commode. Il n'était pas encore démasqué... et l'on peut imaginer la façon dont il défendait les < intérêts > moraux de Trotsky 1

**[LE GROUPE MOLINIER
ET LA IV^e INTERNATIONALE] (1)**
(29 janvier 1936)

Chers Camarades,

Le groupe exclu de Molinier continue son activité, édite régulièrement *La Commune*, annonce la publication d'une revue théorique, *La Quatrième Internationale* et constitue en même temps un Comité de la IV^e Internationale sur la base de la « Lettre ouverte ».

Je ne vais pas critiquer ici les fautes organisationnelles qui ont permis à Molinier de maintenir son groupe et de poursuivre sa funeste besogne. A présent, ce n'est pas le passé qui importe, mais l'avenir. L'existence et la lutte, entre elles, de deux organisations se réclamant de la IV Internationale peuvent avoir des conséquences désastreuses et compromettre pour longtemps le travail de nombreuses années.

Nous ne pouvons admettre sans réagir que n'importe quel groupe se serve de la « Lettre ouverte » et du drapeau de la IV^e Internationale : c'est en effet un moyen par lequel des groupes provocateurs organisés par les staliniens ou même par la police peuvent être constitués dans le but de discréditer notre mouvement.

Mais, d'un autre côté, continuer d'agir par le biais de condamnations sur le papier et d'excommunication formelles ne fait pas avancer l'affaire d'un pouce. Je propose que le *secrétariat de la IV^e Internationale* (2) prenne maintenant la chose en main et prépare avec soin, sans précipitation, une décision qui mette vraiment fin aux agissements de Molinier. Cela implique toutefois qu'on cesse de prendre à Paris des mesures organisa-

(1) Lettre au secrétariat international, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8028, avec la permission du Collège de Harvard. Traduit de l'allemand.

(2) Trotsky appelle « secrétariat de la IV* Internationale » le secrétariat du comité de contact entre les signataires de la « Lettre ouverte », c'est-à-dire Sneevliet et Schmidt.

tionnelles autonomes. La question ne peut désormais être réglée que par le secrétariat d'Amsterdam avec l'accord des dix-huit (Genève - Crux) (3). Je propose de procéder de la manière suivante :

1) Les secrétaires d'Amsterdam (Schmidt et Sneevliet, mais en aucun cas Sneevliet seul) (4) se mettent directement en rapport avec le < Comité de la IV^e Internationale » à l'adresse de *La Commune* pour lui poser en toute sérénité une question concise et concrète rédigée à peu près comme suit :

< Nous apprenons la formation de votre Comité à la lecture de *La Commune*. Vous comprendrez que les organisations de la rv^o Internationale soient tenues de veiller strictement à savoir qui est dans leurs rangs et qui n'y est pas. Il ne suffit pas de signer la « Lettre ouverte » pour être automatiquement admis dans les rangs de la IV^e Internationale. En France, la situation se complique du fait que la IV^e Internationale a déjà une section. Nous vous prions donc de nous faire savoir comment vous envisagez la suite de votre travail du point de vue organisationnel, c'est-à-dire l'insertion de votre activité dans le cadre de notre organisation. »

Il est possible que le Comité se soit déjà adressé à Amsterdam de sa propre initiative. Tant mieux. Si ce n'est pas le cas, la lettre proposée ci-dessus forcera le comité à donner une réponse. On peut être certain que le Comité proposera aussitôt des négociations. Il nous *faudra* alors les engager. Naturellement pas par l'entremise du comité central français, ou des dix-huit, mais au nom de la IV^e Internationale.

De toute façon, nous avons expressément déclaré à plusieurs reprises, dès la fondation du Bloc pour la IV^e Internationale, que le secrétariat d'Amsterdam serait un instrument capital pour regagner à notre cause des organisations dissidentes, pour les discipliner ou, si rien d'autre n'était possible, les discréditer définitivement. Dans l'affaire française, il s'agit maintenant de s'y mettre.

2) Supposons (ce que je tiens pour une quasi-certitude) que le Comité fasse une certaine déclaration de loyauté à l'égard du Comité d'Amsterdam et qu'il propose des négociations. Comment celles-ci doivent-elles alors être menées ? Où ? Par

(3) Les « 18 » sont les membres du plénum du S.I., plus Trotsky (dont Crux était l'un des pseudonymes).

(4) Trotsky ne veut pas que l'initiative provienne du seul Sneevliet, qui appartenait à la L.C.I., mais de Schmidt et Sneevliet, représentants des signataires de la « Lettre ouverte ».

qui ? Pas à Paris, car la procédure organisationnelle y est pour ainsi dire épuisée ! Pas non plus directement à Amsterdam, car on n'y est pas suffisamment au courant de tous les aspects pratiques et personnels de la question. Il ne reste qu'une possibilité : le secrétariat d'Amsterdam désigne une commission préparatoire : Crux, Braun, Held (5) — et propose au comité de *La Commune* d'envoyer deux représentants pour négocier sur toute l'affaire avec la commission dont je viens de parler.

La commission n'aura que voix consultative, c'est-à-dire qu'elle élaborera ses propositions et les transmettra ensuite au secrétariat d'Amsterdam et au secrétariat international.

3) « Quel peut être le but de cette procédure ? » — Utiliser l'autorité de la IV Internationale pour obtenir, sinon en totalité, du moins en partie, ce à quoi on n'a pu parvenir à Paris, à savoir l'élimination d'un obstacle important sous la forme d'un journal et d'un groupe concurrents.

< Quel prix doit-on payer pour cela ? » — J'ai personnellement, ces deux derniers mois, suffisamment écrit sur la situation française pour ne pas avoir à répéter ici quel prix peut être payé et quel prix ne peut pas l'être. De toute façon, il s'agit d'abord de sonder les gens de *La Commune*, de leur tâter le pouls et ensuite seulement de faire des propositions.

4) « De toute manière, ces gens ne se soumettront pas et toute cette affaire n'en vaut pas la peine. » — Ce serait une objection parfaitement bureaucratique. Il est tout à fait possible que ces gens ne se soumettent pas. Mais notre procédure *sereine et objective* nous donnera, dans cette hypothèse défavorable, des armes de taille contre *La Commune*. Quand, après des négociations concrètes, nous publierons la décision dans toute notre presse, nous renforcerons considérablement notre section française au détriment de *La Commune*. Je ne considère toutefois pas comme exclu qu'une partie au moins du groupe fasse sa soumission.

5) Je n'ai pas besoin de dire que je propose cette procédure avec la plus grande répugnance personnelle, car elle implique une perte de temps. Mais il n'y a pas d'autre voie ! L'organisation de *La Commune* existe. Elle s'est réclamée de la « Lettre ouverte ». Nous avons le devoir de prendre position sur ce fait

(5) La commission préparatoire aurait dans ces conditions été formée de Trotsky lui-même, Walter Held (cf. n. 6, p. 148) et Erwin Wolf (cf. n. 3, p. 120), qui résidaient également en Norvège. Il semble bien que Trotsky ne faisait plus confiance qu'à lui-même pour régler positivement l'affaire de *La Commune*.

nouveau. La question française reste bien la plus brûlante de toutes. Paris vaut bien la messe (6).

Etant donné la grande importance que j'accorde à cette affaire, je prie le secrétariat d'Amsterdam ainsi que le secrétariat international de voter sur la proposition que je fais ici et de m'en informer *le plus rapidement possible*.

P.-S. *La Commune* enverra certainement Molinier, mais il serait nécessaire d'en avoir un second qui représente éventuellement la minorité. Naturellement, notre section française n'a nul besoin d'envoyer qui que ce soit : il ne s'agit pas d'un « tribunal d'arbitrage » (pour la section française, l'affaire est réglée) mais de la clarification d'une situation nouvelle touchant la IV^e Internationale

(6) En français dans le texte.

**[STALINE PRÉPARE
DE NOUVEAUX FAUX](1)**
(30 janvier 1936)

Cher Camarade Scheflo (2),

Le journal stalinien local publie la nouvelle selon laquelle Trotsky combat l'Union soviétique en alliance avec le patron de presse américain Hearst (une canaille mondialement connue et un allié de Hitler). Selon cette information, j'aurais publié dans les journaux de Hearst une série d'articles sous mon propre nom. Un jour avant que *Arbeideren* ait publié cette nouvelle sensationnelle, j'avais reçu de New York, venant de mes amis de là-bas, un télégramme sur les falsifications commises par Hearst. J'ai aussitôt adressé à Cannon, à New York, le télégramme suivant :

« La publication d'article de Tarov par presse de Hearst relève du gangstérisme ordinaire de la presse. Mais l'ignominie de Hearst n'est pas une excuse pour les crimes de la clique de Staline. Une déclaration a été faite à l'Associated Press (3). »

J'ai en même temps transmis à l'Associated Press le *statement* (4) que je joins à cette lettre.

C'est un fait extrêmement intéressant qu'un petit journal comme *Arbeideren* ait aussitôt été informé de New York, par voie télégraphique, de mes prétendus articles, c'est-à-dire des

(1) Lettre à Olav Scheflo, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10028, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. Une traduction anglaise avait paru dans *New Militant* du 22 février 1936.

(2) Olav Scheflo avait joué un rôle important dans les efforts déployés pour obtenir pour Trotsky le visa norvégien. En outre, il avait protesté avec éclat, dans *Sprlandet* du 16 décembre 1935 contre la tentative d'amalgame amorcée par le journal stalinien norvégien *Arbeideren* pour voir la preuve d'un complot pour assassiner Staline dans une carte postale expédiée de Norvège par Fred Zeller (cf. *Œuvres*, 7, p. 224-236).

(3) Cf. p. 152-153.

(4) « Statement » est en anglais dans le texte.

falsifications de Hearst. Il va de soi que les autres publications de l'internationale communiste sont informées de la chose de même manière, peut-être même plus généreusement encore, afin qu'elles puissent faire pour le mieux — ou plutôt pour le pire. Cela prouve qu'il ne s'agit pas seulement du trust de presse Hearst, mais d'un autre « trust » beaucoup plus important.

Pour vous préciser ma pensée, il me faut prendre un autre exemple : le 20 juillet 1931, un journal polonais, le *Kuryer Codzienny*, a publié en grande manchette, soi-disant sous ma signature, un important article éditorial. Cet article était un faux, fabriqué à partir de mes articles et d'ajouts provenant des inventions les plus grossières des faussaires (5).

La *Pravda* de Moscou a publié immédiatement en grande manchette le fac-similé de cet article sous le titre « Un nouvel auxiliaire des pilsudskistes (6) ». Simultanément, le même article a été publié dans le *New York City*, une quelconque feuille archiréactionnaire (7). J'ai alors fait parvenir à la *Pravda* une brève mise au point par laquelle je priais ce journal de démentir sa propre information, afin de ne pas induire en erreur des ouvriers et des paysans russes (8). Naturellement, cela n'a pas été fait. Quoi qu'il en soit, dans le *Biulleten Oppositsii* russe que j'édite moi-même et dans plusieurs autres journaux, j'ai non seulement démenti la chose, mais j'ai aussi démontré que le faux article avait été fourni au *Kuryer Codzienny* sur ordre de Moscou par un fonctionnaire du G.P.U. afin de pouvoir disposer de la sorte d'une matière sensationnelle pour une campagne de calomnies (9).

(5) Il s'agissait d'un article consacré à l'échec du Plan Quinquennal en U.R.S.S., de toute évidence fabriqué à partir d'une interview accordée sur cette question par Trotsky au *Manchester Guardian* qui l'avait publiée les 27 et 28 mars 1931. Mais Trotsky commet une erreur de date : ce n'est, en effet, pas le 20 juillet, mais le 20 juin 1931, que le journal polonais avait publié ce texte.

(6) Józef PIŁSUDSKI (1867-1935), vieux conspirateur socialiste et nationaliste polonais, avait été le « héros » de l'indépendance de la Pologne à la fin de la guerre mondiale. Devenu « maréchal », il avait fait un coup d'Etat militaire en mai 1926. C'est le 2 juillet 1931 que la *Pravda* avait reproduit le fameux article sous ce titre, avec des commentaires de Iaroslavsky.

(7) L'article fut également reproduit dans la presse roumaine et grecque.

(8) Cette lettre à la *Pravda* parut dans le *Biulleten Oppositsii* n° 23 d'août 1931, et en traduction française dans *La Vérité* du 1^{er} août 1931.

(9) La simultanéité de la publication de ce faux évident dans plusieurs pays sur divers continents suggère en effet une préméditation et une action sur le plan international.

Les choses ne sont pas si différentes aujourd'hui. Les révélations de Tarov et de Ciliga sont extrêmement gênantes pour les staliniens, car il ne s'agit pas de discussions théoriques ou politiques, mais de *faits établis et irréfutables*. Ces faits sont d'autant moins plaisants pour les staliniens qu'au cours des derniers mois ils ont justement exclu du parti, *d'après les données de la presse de Moscou*, au moins dix mille bolcheviks-léninistes (en fait beaucoup plus) qu'ils ont évidemment emprisonnés, jetés dans des camps de concentration et envoyés en exil.

S'agirait-il par hasard d'ennemis de l'Union soviétique ? Vous pouvez être sûr qu'à l'heure du péril extrême, quand les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des actuels « amis de l'Union soviétique » et une bonne moitié sans doute de la bureaucratie soviétique trahiront la révolution d'Octobre, ces prisonniers seront ses plus fidèles défenseurs. Leur « crime » est justement de vouloir sauver la révolution d'Octobre en luttant contre la calomnie et la dégénérescence, c'est-à-dire contre l'inégalité sociale qui avance à pas de géant, contre la pression intolérable exercée sur les travailleurs, contre l'introduction des grades d'officiers, maréchaux en tête, etc.

Pour parer à ces révélations désagréables, on veut à Moscou trouver un moyen de diversion, car on n'est pas en mesure de répondre par des faits et des arguments politiques. On a essayé de m'impliquer dans l'affaire Kirov. On n'y est pas arrivé parce que l'attentat de Nikolaïev (10) que le G.P.U. dirigeait a été pris par trop au sérieux. Le coup est parti avant que Iagoda et Medved aient jeté en prison l'organisation qu'ils contrôlaient (11). Puis on a essayé avec la carte postale de Zeller (12). Cela n'a pas donné grand-chose non plus. A

(10) Leonid NIKOLAÏEV (1904-1934), jeune communiste de Leningrad, avait abattu à Smolny, près de son bureau, le secrétaire du P.C.U.S. Sergei M. Kirov, le 1^{er} décembre 1934.

(11) Trotsky avait écrit que Nikolaïev était selon lui manipulé dès le début de son entreprise par les chefs du G.P.U., Iagoda et son représentant à Leningrad, Medved (cf. *Œuvres*, 5). Il pensait cependant que Nikolaïev avait « échappé » aux policiers qui le manipulaient, alors que les révélations de Khrouchtchev au XXII^e congrès du P.C.U.S. suggèrent que les fils de l'assassinat étaient bel et bien tenus par Staline qui fit assassiner Kirov pour s'en débarrasser et avoir le prétexte d'une répression massive.

(12) Fred ZELLER (né en 1912), était le jeune dirigeant de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine qui avait été exclu des J.S. à la conférence de Lille de 1935. Il avait visité Trotsky en novembre 1935 en Norvège et, de là, avait envoyé à un de ses camarades parisiens, membre du P.C., Robert Fol, une carte postale comportant la phrase

présent, on veut qu'il soit dit que quiconque parle des persécutions ignominieusement perpétrées par les bureaucrates de Moscou est un allié de Hitler. La réaction mondiale tente d'exploiter toutes ces révélations. Cela va de soi. Même quand le pacifique Maxton (13) dit un petit mot trop dur au Parlement contre le Labour Party, les Diehards (14) applaudissent par ironie. Est-ce une raison pour que Maxton se taise ? *Pour que la réaction ne puisse pas utiliser les crimes de la clique de Staline, ce ne sont pas les révélations qu'il faut arrêter, ce sont les crimes eux-mêmes.*

J'ignore si Hearst puise directement dans le *Biulleten* russe pour ses articles ou si c'est son « collaborateur », qui peut fort bien être en même temps un « collaborateur » du G.P.U., qui lui a fagoté une série d'articles tout prêts. Cela ne change pas grand-chose à l'affaire. Je vais essayer de poursuivre Hearst pour falsification ou larcin littéraire. Mais cela ne changera pas non plus grand-chose. La crapulerie de Hearst n'est pas une circonstance atténuante pour les crimes du bonapartisme moscovite.

Comme *Arbeideren* vous cite aussi personnellement dans sa toute dernière révélation, je mets ces informations à votre entière disposition. Vous pouvez en faire l'usage qui vous paraîtra judicieux.

En même temps, j'adresse dans le même but une copie de cette lettre au rédacteur international d'*Arbeiderbladet* (15).

< A Mort Staline ! »! La presse stalinienne s'était emparée de ce document pour tenter de démontrer que, de Norvège, Trotsky complotait d'assassiner Staline (cf. *Œuvres*, 7, p. 216-220).

(13) Sur Maxton, cf. n. 5, p. 56. On peut croire en effet que Maxton ne se livrait pas contre les réformistes à de trop dures attaques.

(14) « Diehards », en anglais dans le texte, désigne l'aile « dure » du parti conservateur.

(15) *Arbeiderbladet* était le quotidien du D.N.A.

**[IL FAUT TOURNER
VIS-A-VIS DE LA COMMUNE] (1)**
(31 janvier 1936)

Cher Camarade Rous,

Si je ne vous ai pas écrit, c'est parce que je suis très occupé. Toute autre « hypothèse » est fausse. Je serai encore bien pris par mon travail pendant deux semaines.

Le fait le plus déplorable, c'est que les B.L. font — comme vous l'écrivez — le travail non seulement pour leur groupe, mais aussi pour les jeunes (2). C'est là un symptôme certain d'une organisation bureaucratisée et pétrifiée. Le trait essentiel du bureaucrate, c'est qu'il n'a confiance en personne sauf en lui-même et n'est par conséquent pas capable d'entraîner les autres au travail. Il faut établir des listes personnelles de jeunes avec l'aide des jeunes eux-mêmes. Il faut donner aux jeunes des postes responsables. Il faut les rehausser dans leur propre opinion par la confiance, et puis il faut les diriger. Il est absolument sûr qu'il y a parmi les jeunes des organisateurs au moins équivalents aux « vieux ». Mais il faut un changement radical du régime de l'organisation. Même les pires fautes commises par tel ou tel jeune sont moins néfastes que le piétinement de l'organisation.

Ce que vous écrivez sur la question de *La Commune* m'inquiète aussi comme la lettre précédente de Durand (3). Vous

(1) Lettre à J. Rous, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9965, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Les J.S.R. étaient aux trois quarts constituées de militants appartenant également au G.B.L. et n'avaient donc ni vie politique ni même rythme propre : en fait, les décisions du G.B.L. étaient transmises dans leurs rangs par l'intermédiaire de la direction « jeune ». Or on sait combien Trotsky attachait d'importance à l'indépendance réelle de l'organisation révolutionnaire de jeunes.

(3) Durand était alors le pseudonyme de Léon Sedov. Après une entrevue avec Sedov, Rous avait écrit à Trotsky le 25 janvier qu'il était d'accord pour que les « phobies » personnelles n'entravent pas la politique, mais il soulignait en même temps ce qu'il appelait l'« autre côté »

ne voyez que Molinier tandis que sur le plan politique il existe une *nouvelle* organisation pour la IV* (4). Cette organisation est le produit des fautes précédentes, politiques et organisationnelles. N'importe : elle existe.

La « mise au point » de la part du secrétariat d'Amsterdam serait un geste d'impuissance bureaucratique. Qu'est-ce qu'ils pourraient dire ? Que Molinier est un aventurier ? Que *La Commune* change son orientation ? Mais tout le monde va maintenant juger *La Commune* selon sa *nouvelle* orientation qui se base sur la « Lettre ouverte » pour la IV*. Comment ne pas voir qu'il y a là une nouvelle situation (créée par les anciennes fautes) et qui demande une intervention un peu plus sérieuse et plus compréhensible pour le monde extérieur qu'une mise au point impuissante ?

Votre hypothèse que je désire la réintégration de Molinier à cause de votre situation financière (5) est vraiment — passez-moi le mot — absurde. Si la question de la réintégration de Molinier s'était posée dans un avenir prévisible, la première condition serait de le désarmer, c'est-à-dire de le priver des possibilités de faire pression par des moyens purement bourgeois sur une organisation prolétarienne. Autrement dit, il devrait immédiatement quitter les affaires et trouver un métier avouable. Mais ce n'est pas la proposition que je fais, en tout cas pour l'avenir prévisible. Votre hypothèse démontre que vous, avec Durand, vous êtes totalement hypnotisés par Molinier. Vous avez tout simplement peur d'aborder *politiquement* la question de *La Commune*, non à cause de Molinier, mais *malgré* lui. Demandez d'ailleurs qu'on traduise ma dernière lettre à Théodore, où je fais une proposition concrète. N'oubliez pas qu'il y a peut-être d'autres Vans qui n'attendent qu'un pont de retraite. Croyez-vous que Van se serait érigé en « arbitre » si Théodore l'avait convoqué à temps avant l'exclusion par le C.C. et surtout avant la ratification absolument inutile du S.I. (6) ? Ne répétez pas les mêmes fautes deux fois.

de la question » : « Est-ce que toute promesse de réintégration à l'égard de Molinier, disposé à tous les serments, reniements, etc. ne va pas décourager et même nous séparer des camarades qui se sont avérés les plus sérieux » ?

(4) *La Commune* avait rendu compte le 16 janvier de la création d'un « Comité pour la IV^e Internationale », une initiative dont Trotsky pensait qu'il fallait tenir compte. Le « comité » se déclarait prêt à signer la « Lettre ouverte » et posait ainsi un réel problème politique.

(5) La situation financière du G.B.L. était franchement catastrophique.

(6) En abandonnant *La Commune*, van Heijenoort n'avait pas pour autant rejoint le G.B.L. à qui il adressait de sérieux reproches. C'est vrai-

L'action que doit entreprendre le secrétariat de la IV dans des conditions beaucoup moins favorables qu'elles auraient pu l'être auparavant, cette action ne doit gêner en rien votre lettre contre les déserteurs ni votre politique en général. Quand vous me communiquez que vous et Craipeau (7) avez voté pour donner de nouveau et de nouveau la parole aux gens de Molinier dans votre organisation, je trouve cette générosité plutôt déplacée. *Il faut que tous les B.L. choisissent définitivement entre notre organisation nationale et internationale d'un côté et l'entreprise des déserteurs de l'autre.* Mais en même temps il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que les B.L. dans le monde. Politiquement un nouveau groupement pour la IV* Internationale existe et exige une attitude nette et souple de notre part si nous ne voulons pas simplement accumuler des difficultés par l'obstination bureaucratique.

P.-S. Vous écrivez que Molinier est revenu à la IV* et à cause des B.L. et de « vous personnellement » (c'est-à-dire de moi (8)). Soit ! Mais il faut alors savoir se servir de cette circonstance, c'est-à-dire aussi de moi personnellement pour contrecarrer les plans de Molinier. Comment ne pas voir cette logique?

semblablement ce que Trotsky veut dire en disant qu'il s'érige « en arbitre ». Trotsky jugeait hâtives les exclusions en bloc de militants molinieristes et tout à fait superflue la ratification de telles mesures par le secrétariat international.

(7) Yvan CRAIPEAU (né en 1911), militant de l'Opposition de gauche . en 1929, dirigeant des Jeunesses léninistes, puis membre de la direction du G.B.L. et principal dirigeant des J.S. de Seine-et-Oise, puis des J.S.R. ne s'identifiait pas à la direction du G.B.L. et pouvait être considéré en gros comme ayant une position « conciliatrice ».

(8) Rous écrivait en effet dans sa lettre du 25 janvier : « Savez-vous que Molinier fait maintenant le *comité pour la quatrième* ? C'est uniquement pour le G.B.L. et *pour vous* en particulier. » C'est d'ailleurs à partir de cette appréciation qu'il formulait la proposition d'une « mise au point ».

**[DÉFENSE DE LA POSITION PRISE
SUR LES ÉTATS-UNIS] (1)**
(6 février 1936)

Cher Camarade Fischer (2),

Je réponds à votre lettre du 29 janvier. Toutefois ma réponse est également destinée à Théodore. Je désirerais qu'elle soit aussi adressée au camarade Martin (3) en traduction française ; j'ai en effet reçu de lui une lettre sur la même question, mais je n'ai pas la possibilité d'écrire en même temps en allemand et en français sur cette importante question.

J'attends à présent la visite des amis américains. Mais les arguments que Martin et pour partie (pour partie seulement !) vous-même avancez, après l'entretien avec les Américains (4), ne font que me renforcer dans ma position.

1) L'argument principal du camarade Martin : une crise dans le Workers Party nous serait très nuisible, on doit donc l'éviter à tout prix, etc. — Mais la crise est *déjà là* et elle ne date pas seulement d'hier. Il y avait une crise rampante qui a maintenant pris de nouveau une tournure extrêmement aiguë. Il ne s'agit pas de lutter contre l'abstraction de la crise, ce qui ne pourrait conduire qu'à un conciliationnisme stérile, sans le moindre résultat pratique, mais de *trouver l'issue politique* et ensuite d'aider au mieux le parti à s'engager sur cette voie le plus unitairement possible.

(1) Lettre à O. Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10074, avec la permission du Collège de Harvard. Traduit de l'allemand. Une traduction anglaise de la partie du texte comprise entre le début du paragraphe 1 et la fin du paragraphe 11 a été publiée dans les *Writings* (1935-36) sous le titre « A Crisis in the Workers Party » [Une crise dans le W.P.]

(2) Sur Otto Schüssler, dit Oskar Fischer, cf. n. 2, p. 116.

(3) Sur Alfonso Leonetti, dit Martin, cf. n. 8, p. 60. Schüssler et Leonetti étaient tous deux membres du S.I.

(4) Deux membres du W.P.U.S. — de la minorité Muste-Weber — le Canadien Maurice Spector et l'Américain Lyman Paine avaient fait le voyage en Europe pour rencontrer d'abord le S.I. à Paris, puis Trotsky en Norvège.

2) Au cœur de la crise se trouve la question des rapports avec le parti socialiste. Ce problème a déterminé tous les regroupements anciens et nouveaux depuis la conférence de fusion du parti (5). Les résolutions conciliatrices les mieux intentionnées n'ont pas manqué, tant s'en faut ! Mais elles n'ont pas servi à grand-chose. La question est restée ouverte et la crise avec elle. L'exclusion des oehléristes (6) a signifié qu'on considère la question de l'entrée comme une question de pure *tactique* et non comme une question de principe, ce qui revient à ne pas se lier les mains pour l'avenir.

Je ne puis prendre au sérieux, ne serait-ce qu'une minute, les accusations portées contre Cannon-Shachtman selon lesquelles ils auraient « sournoisement » dissimulé leurs plans, nié leur intention d'entrer dans le parti socialiste, etc. Cannon-Shachtman ont eu des doutes dans cette affaire, comme nombre d'entre nous à propos de la France, puis de la Belgique et enfin de la Pologne. Ces doutes sont tout à fait naturels car il ne s'agit pas d'un principe abstrait, mais d'une évaluation correcte de circonstances concrètes. Mais comme les autres groupes — d'abord les oehléristes, puis aussi le groupe Weber-Muste — se sont très vivement élevés, même si ce fut avec des arguments différents, contre la possibilité de l'entrée et ont exigé de Cannon-Shachtman qu'ils prennent l'engagement de ne pas entrer, ces derniers ont cherché d'un côté à ne pas se fier à l'avance et de l'autre à ne pas aggraver inutilement les relations dans le parti lui-même. Ainsi s'explique leur attitude évasive et attentiste. Tout homme politique peut se souvenir

(5) Il s'agit du congrès de fusion entre la C.L.A. et l'A.W.P. qui s'était tenu les 1^{er} et 2 décembre 1934.

(6) Edward OLER dit Hugo OEHLER (né en 1903) avait été 1^{er} un des meilleurs organisateurs syndicaux du C.P.A. dirigeant un dur travail notamment parmi les ouvriers des textiles du Sud, puis les mineurs du Colorado. Il avait été ensuite « organisateur » du P.C. pour l'Etat du Kansas. Il avait pris la parole au 7^e congrès du P.C. pour défendre la thèse de la réintégration des trotskystes et avait rejoint la C.L.A. en 1930. En 1934, il avait été le seul membre du comité national à désapprouver le « tournant français » puis avait pris franchement position contre la fusion avec l'A.W.P. et avait constitué à partir de là sa propre fraction. A l'été 1935, il avait publié deux numéros du bulletin de sa fraction et avait présenté au plénum d'octobre une résolution qui condamnait non seulement l'entrée de la S.F.I.O. mais l'entrisme en général. Le 29 octobre 1935, le comité politique du W.P.U.S. avait suspendu de tous leurs droits Oehler et ses camarades, notamment Tom Stamm et le Hongrois Basky. Les militants sanctionnés venaient de constituer la Revolutionary Workers League. C'est cette fraction que Trotsky appelle « les oehléristes ».

d'avoir été par le passé dans des situations analogues. Ce serait une erreur d'en faire un crime.

3) La scission au sein du parti socialiste a semblé déterminante à Cannon-Shachtman pour prendre la décision. Il faut battre le fer quand il est chaud. A présent que tout est en mouvement et que les staliniens s'emploient de toute leur énergie à préparer une fraction interne, un léger retard a malgré tout été pris. Au cours de l'année dernière, les actuels partisans de la formation d'une fraction l'ont rendue pratiquement impossible. Il en a été de même en France, où Naville et Lhuillier (7) s'opposaient de toutes leurs forces à la formation d'une fraction dans la S.F.I.O. Mais, dès que l'entrée fut proposée, ils se prononcèrent pour la création d'une « fraction large (8) ».

On peut dire : nous nous désintéressons complètement de ce qui se passe dans le parti socialiste, nous allons notre chemin : tel est précisément le chemin des oehléristes, qui va du néant au néant. Mais si l'on estime que la situation dans le parti socialiste offre d'importantes possibilités, on doit aussitôt, sans perdre de temps, faire un tournant courageux, entrer dans ce parti, s'y constituer en fraction, empêcher le travail de désagrégation des staliniens et faire ainsi un pas en avant important.

4) La remarque selon laquelle le Workers Party serait un parti indépendant et, par là même, un pilier de la IV Internationale, relève à mon sens non pas d'une politique marxiste, mais d'une politique purement décorative. Avant la fusion, le groupe Muste s'appelait « parti » mais n'en était pas un. Le W.P.U.S. n'est pas encore un parti. Sa politique doit se régler sur sa nature, non sur son appellation. Il faut qu'il entreprenne de faire non ce qui justifie son nom sur le terrain juridique, mais ce qui lui permettra de devenir un parti véritable.

Du point de vue de la IV Internationale, rien d'autre n'entre en ligne de compte. La politique de prestige nous est étrangère. Tout ce qui est profitable à nos sections est aussi pro-

(7) Pierre NAVILLE (né en 1904) s'était dressé contre le « tournant français », avait contesté la validité des décisions prises lors du plénum d'août et tenté de maintenir la Ligue communiste autour de la revue *La Lutte de Classes*. René LHUILLIER (1909-1968), un ouvrier coiffeur, avait pris contre l'entrée une position d'hostilité de principe et avait lui aussi scissionné en fondant sa propre organisation, éditant *Le Prolétaire d'avant-garde*.

(8) Le groupe Naville était entré à la S.F.I.O. quelques semaines après le gros des militants de la Ligue et y avait maintenu une existence à part jusqu'en septembre 1935. Le groupe de Lhuillier était entré beaucoup plus tard et la plupart de ses militants restèrent dans la S.F.I.O. quand les B.L. en furent exclus.

fitable à la IV Internationale. Nous devons être persévérants et fixer à nos actions un but toujours plus ambitieux.

De toute façon, après l'expérience française et aussi, en partie, après l'expérience belge, nul ne pourra plus concevoir l'entrée comme une capitulation, et si un sapiste veut faire à ce sujet de mauvaises plaisanteries, nous lui en laisserons volontiers le plaisir (9).

5) « Le parti socialiste américain est petit, il a une mauvaise composition sociale », etc. Je ne me fais pas non plus d'illusions à ce propos. En France, d'ailleurs, dans un parti socialiste important, nous n'avons pas gagné des dizaines de milliers de gens, pas même des milliers, mais seulement des centaines. De quelle manière nous allons scissionner en Belgique, dans le puissant P.O.B., nul ne semble encore le savoir pour le moment. Tout doit être évalué de manière relative. Si notre section française n'était pas entrée en temps voulu, elle serait aujourd'hui totalement dégénérée. La justesse de notre démarche a été prouvée par le fait que nous avons récupéré le groupe scissionniste de Naville (10). La scission de Molinier elle-même n'est pas la preuve du contraire : au bout de quelques semaines, *La Commune* a été contrainte de faire une nouvelle volte-face complète sous la pression de notre politique (et malgré les fautes commises sur le terrain organisationnel). Elle semble s'être dégagée de ses platitudes petites-bourgeoises (« l'égalité des tendances » et les « trois points (11) » à la place du programme) et vouloir se réclamer à nouveau de la IV Internationale, etc. Si nous agissons intelligemment, nous regagnerons le noyau de ce groupe avec ses nouveaux participants.

6) Le parti socialiste des États-Unis n'est pas faible *par hasard*. Le regroupement politique de l'avant-garde prolétarienne progresse en Amérique avec une lenteur effrayante. Déjà Engels avait eu à se colleter avec ce problème. Mais on ne

(9) « Sapiste » désigne un membre du S.A.P. : Ce parti, qui avait fait mine en 1933 de s'engager dans la voie de la IV^e Internationale, avait battu en retraite et beaucoup ironisé sur le « tournant français » ; les éléments prospistes s'étaient regroupés dans la S.F.I.O. autour de Marc Pivert et avaient combattu la « sortie » des trotskystes.

(10) Le désaccord de Naville et de ses camarades semble avoir porté moins sur l'entrisme lui-même que sur les « méthodes » de Molinier pour l'imposer à une section française réticente. La réunification formelle s'était faite en septembre 1935.

(11) L'égalité des tendances et le programme minimum en trois points étaient aux yeux de Trotsky le révélateur du vide politique de l'entreprise de *La Commune*.

doit pas oublier que les facteurs *fondamentaux* qui rendent difficile la cristallisation d'une avant-garde socialiste, sans parler d'une avant-garde révolutionnaire, en Amérique, n'œuvrent pas seulement contre le parti socialiste, mais aussi contre nous et que, malgré le changement des conditions *économiques*, l'inertie psychologique que les trade-unions ont transformée en tradition ne peut être surmontée en un rien de temps. Tout est relatif. Dans le milieu américain, un libre rapprochement du parti socialiste et du parti communiste constituerait pour nous le plus grand obstacle pour toute une période. Ne pas vouloir s'en rendre compte serait vraiment de l'aveuglement.

7) La force de cohésion des grands partis est bien plus importante que celle des petits : on ne rompt pas si facilement avec un parti de masse. Cela explique en partie pourquoi, en France, nous avons pu garder relativement si peu de nouveaux éléments lors de l'exclusion. Comme le parti américain n'est justement pas un véritable parti de masse, notre influence peut s'y révéler beaucoup plus déterminante. On peut évaluer les possibilités pratiques avec toute la modestie qu'on voudra : personne ne contestera que le Workers Party et la Spartacus Youth League peuvent doubler leur nombre d'adhérents. Même 50 % de gains ne seraient pas sans importance dans la situation actuelle. Il faut en tout cas considérer d'avance un tel résultat comme assuré. De toute façon, après les expériences française et belge, personne n'osera prétendre que nos organisations se laissent absorber par le milieu centriste. En Amérique, justement à cause du rapport des forces, une telle chose est encore moins possible que dans les pays européens. Notre démarche ne nous expose donc à aucun danger politique. Un bénéfice est, en revanche, certain.

8) Mais le plus grand bénéfice consisterait à *franchir enfin* cette étape. Qu'on ne puisse la franchir par des discussions et d'interminables résolutions, c'est ce qu'a suffisamment montré l'année écoulée. Je pars naturellement de l'idée — que nul n'osera mettre en doute — qu'aucune des fractions n'est sur le point de trahir les principes marxistes. Le milieu centriste les rapprochera les unes des autres comme ce fut le cas en France. Elles seront contraintes de livrer ensemble un combat important, immédiat et acharné. Les résultats viendront d'eux-mêmes. Même s'il ne gagne pas une seule personne (hypothèse totalement fantaisiste !) le Workers Party gagnera en maturité et cohésion. Un point final sera mis à une longue crise.

9) Admettons que le groupe Muste-Weber prenne le dessus dans cette affaire et que le groupe Cannon-Shachtman

s'incline : cela ne signifierait rien de plus que la continuation de l'actuelle situation du Workers Party. Cannon-Shachtman affirmeraient : « Nous n'avançons pas parce que nous sommes restés en dehors du parti socialiste. » Muste-Weber répliqueraient : « Nous n'avançons pas parce que les travailleurs savent que Cannon-Shachtman voudraient les entraîner dans le parti socialiste. » Cette situation conduirait presque inéluctablement à une nouvelle dégradation des relations intérieures et à la scission.

10) On peut dire que je peins un avenir trop sombre ? Je ne le crois pas : je le vois seulement de manière réaliste. *Un vent fort souffle maintenant contre nous.* Le danger du fascisme et de la guerre, la mise en coupe réglée des succès économiques de l'U.R.S.S. par la bureaucratie, le tournant opportuniste de l'internationale communiste, la montée des aspirations centristes et pacifistes à l'unité — tout cela agit *momentanément* contre nous.

Une radicalisation politique en Amérique profitera dans les prochains mois, peut-être aussi dans les prochaines années, en premier lieu aux communistes et aux socialistes, surtout s'ils forment un front unique solide et compact. Le Workers Party pourrait alors rester à l'écart et ne jouer presque que le rôle d'une organisation purement propagandiste, avec toutes les conséquences qu'entraînerait la querelle interne sur l'occasion manquée.

L'entrée rapide empêcherait la démoralisation de l'aile socialiste de gauche par le stalinisme, démasquerait les dirigeants irrémédiablement centristes, favoriserait la clarté politique dans l'avant-garde ouvrière et renforcerait par là même nos positions pour l'avenir.

11) « Mais peut-on réellement entrer dans le parti socialiste ? Peut-on réellement y faire quelque chose ? » Là-dessus, nous devons nous en remettre à Cannon-Shachtman. Ils répondent affirmativement à ces deux questions sur lesquelles il n'est — tant s'en faut — pas facile de se prononcer. De leur côté, Muste et Weber ne nient pas non plus la possibilité d'entrer et de travailler (dans le parti socialiste). C'est que l'autre voie leur paraît seulement plus profitable. Cette autre voie a toutefois fait ses preuves et s'est avérée être une *crise permanente*. Sur ce point, j'ai déjà dit le nécessaire plus haut. Par l'expérience de l'entrée — je ne crains pas d'employer ce mot d'expérience — nous ne perdrons pratiquement pas un seul homme ; quant à ce que nous allons plus ou moins gagner, c'est l'avenir qui le dira.

12) J'en viens maintenant à l'épineux problème de la direction. Le camarade Martin dit que la perte de Muste serait extrêmement grave pour nous. Sur ce point, il y a entre nous l'accord le plus complet. Mais pourquoi parler d'une « perte » ? Si l'on ne part pas de considérations politiques, mais de la crainte de perdre des personnes, on laisse passer les occasions politiques sans pour autant éviter la perte des personnes (12). On peut toutefois répondre aussi qu'à l'inverse nous ne devons pas perdre Cannon et Shachtman. Ces deux hommes ont été à la tête de la League américaine depuis sa fondation et se sont un certain temps violemment combattus l'un l'autre. Shachtman a rompu avec une partie de son ancienne fraction (le groupe Weber) et s'est unifié avec le groupe Cannon. Je ne considère pas cela comme le fait du hasard, mais comme une étape importante dans l'évolution de la League et du Workers Party. Il est tout à fait possible — et même vraisemblable — que Cannon et Shachtman brutalisent les gens et ne manifestent pas toujours la souplesse organisationnelle et l'amabilité personnelle nécessaires (13). Dans leur position éminente, cela joue un grand rôle. Mais, dans le domaine politique, on ne peut guère leur faire de reproche important. Les documents qu'ils ont élaborés — y compris sur la question en litige — sont la preuve de leur maturité et de leur solidité politiques.

A la tête du groupe Weber se trouvent des camarades très compétents qui jouent sûrement un rôle important dans le mouvement ouvrier américain. On trouve cependant chez eux un esprit de clique tenace (14). Les considérations personnelles

(12) Comment pourrions-nous donc perdre Muste ? S'il obtient la majorité, nous devrions naturellement tous respecter la décision du parti, bien que plusieurs d'entre nous devions considérer cette décision comme erronée. Si Muste est minoritaire, il lui faudra naturellement s'incliner, car il serait tout à fait absurde de rester à l'extérieur au nom de l'indépendance abstraite du parti, sous la forme d'un petit groupe propagandiste, à la manière de Field et d'Oehler. (Note de Trotsky.)

(13) Trotsky admet ouvertement et franchement que les « méthodes » et le « régime interne » de la direction Cannon-Shachtman, qui leur furent si longtemps et si souvent reprochées, ne lui paraissent pas sans reproches.

(14) L'un des organisateurs de ce groupe est passé dans l'historiographie trotskyste nord-américaine comme l'incarnation même de l'état d'esprit et des pratiques de la clique. Martin ABERN (1898-1943), jeune socialiste en 1912, membre du P.S. en 1915 était secrétaire de ce parti dans le Minnesota quand il rejoignit les communistes en 1919. Il fut notamment secrétaire national des jeunesses et appartint à la fraction Foster-Cannon. Fondateur de l'Opposition de gauche puis de la C.L.A. avec Cannon et Shachtman, il passait pour un organisateur hors pair. Il avait soutenu Shachtman contre Cannon en 31-33 et était l'âme du « groupe Muste-Weber » en 35.

jouent pour eux un rôle exagéré. Les positions changent ; seul leur comportement négatif envers certaines personnes reste le même. Je leur ai déjà à plusieurs reprises fait part de mon impression en toute amitié. S'ils n'apprennent pas à surmonter le subjectivisme et le sentimentalisme, ils peuvent eux-mêmes en être les victimes. L'alliance entre Muste et Weber est toute récente et, pour le moment, purement négative. Va-t-elle durer ? Je l'ignore. Je crois que personne ne le sait aujourd'hui. Si l'on posait toute la question à l'envers, c'est-à-dire en partant, non des considérations politiques générales, mais des combinaisons purement personnelles, je me refuserais à briser le groupe Cannon-Shachtman au profit du groupe Muste-Weber. Toutefois la question ne se pose absolument pas pour moi de cette façon. Muste et Weber appartiennent à l'état-major, tout comme Cannon et Shachtman. Si l'on piétine plus longtemps encore sur place, les forces centrifuges les sépareront. Si au contraire on obtient des succès, ils se retrouveront fort bien ensemble. J'ai essayé plus haut de démontrer que le prochain pas conduisant aux succès à venir était celui de l'entrée dans le parti socialiste.

Tout ceci pour justifier mes lettres et télégrammes personnels en Amérique. Ma prochaine lettre suivra les négociations avec les Américains (15).

(15) Trotsky attendait à ce moment à H0nefoss deux représentants de la minorité du W.P.U.S., Spector et White (cf. n. 2, p. 172).

[NÉGLIGENCE ET PRÉCIPITATION] (1)

(6 février 1936)

Cher Camarade Martin (2),

J'ai répondu ce matin à la lettre de Fischer concernant la question américaine (3). J'ai demandé qu'on vous envoie la traduction française.

Pour le Chili je ne puis rien dire (4). Nous avons commis une grande faute d'avoir laissé traîner les questions espagnoles jusqu'à la catastrophe. L'expérience espagnole était certainement d'une grande importance pour le Chili.

Vous pourriez commencer par un article critique sur la question chilienne sous votre propre signature. Ce serait peut-être la meilleure solution pour l'instant.

Je ne suis nullement sûr que l'exclusion des Espagnols (5) ne soit pas un acte précipité. Comment ne pas leur donner la possibilité de s'expliquer après mon article s'ils le trouvent nécessaire ? Peut-être y a-t-il des divergences dans leur sein. Le défaut du S.I. est — à mon avis — qu'il laisse souvent traîner les choses politiquement pour prendre ensuite la revanche par des représailles sommaires et précipitées.

Je crois aussi que pour des décisions d'une telle portée, il faut demander le vote de Sneevliet et de Crux (6).

(1) Lettre à A. Leonetti, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8852, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Sur Leonetti dit Martin, cf. n. 8, p. 60.

(3) Cf. p. 163-170.

(4) Les informations en provenance du Chili annonçaient que la Gauche communiste chilienne dirigée par Hidalgo et Mendoza, issue du P.C. chilien en 1933 et qui avait déjà adhéré au Front populaire avant la lettre sous la forme d'un « bloc des gauches » venait de décider de se fondre dans le parti socialiste, renonçant au combat pour la IV* Internationale.

(5) Le secrétariat international avait décidé d'exclure les anciens dirigeants de la Izquierda comunista, Nin, Andrade et autres.

(6) Ni Sneevliet, ni Trotsky lui-même, tous deux membres du plénum du S.I. n'avaient été consultés avant la décision d'exclure Nin et ses camarades.

[PROBLÈMES DE L'ENTRÉE AUX ÉTATS-UNIS] (1) (8 février 1936)

SPECTOR (2)

Je pense que nous pouvons finir aujourd'hui, nous pouvons résumer. A notre retour nous pourrions rendre compte clairement des bases sur lesquelles vous êtes en faveur de l'entrée. Vous paraissez la fonder sur deux bases : 1) La situation actuelle dans le parti est désespérée, 2) Vous estimez que des acquis positifs viendront de l'entrée.

TROTSKY

Dire « désespérée » est un peu exagéré. Dans l'avenir immédiat, je ne vois pas d'importantes possibilités pour l'organisation indépendante et, dans cette situation, la crise interne peut devenir fatale. D'un autre côté, je ne vois pas de possibilité autre (d'activité ou de développement) qui puisse être

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Procès-verbal d'une discussion à H0nefoss entre Trotsky et deux militants du W.P., Maurice Spector et George Lyman Paine, dit White, traduit de l'anglais.

Une copie de ce texte se trouve à la Bibliothèque Walter Reuther de l'Université Wayne State. L'initiale S. y est présentée par erreur comme désignant Shachtman.

(2) Maurice SPECTOR (1898-1968) était né en Ukraine et avait émigré encore enfant au Canada. Membre des jeunesses socialistes de Toronto en 1914, il était en 1918 membre du comité exécutif du Social-Democratic Party, sympathisant avec les bolcheviks. Membre du P.C. dès sa fondation, il avait été élu président du Workers Party of Canada (forme légale du P.C.) en 1922, et participé au 4^e congrès de l'I.C. Il avait vécu les événements révolutionnaires d'Allemagne en 1923. Principal dirigeant du parti canadien, il s'y était opposé à l'exclusion des opposants. Au 6^e congrès de l'I.C., il avait été élu membre de l'exécutif, mais avait pris connaissance du texte de Trotsky *Critique du programme de l'I.C.*, qui l'avait convaincu. Lié avec Cannon, exclu en novembre 1928, il avait collaboré au *Militant* dès sa fondation, organisé la C.L.A. puis le Workers Party of Canada. Il venait de s'établir à New York. Lié à Abern, il était très hostile à l'entrisme et avait décidé de faire le voyage de H0nefoss pour mettre Trotsky en garde contre l'éventualité d'une crise mortelle pour le W.P.U.S.

compromise si vous entrez. Et même si les résultats positifs de l'entrée étaient modestes (je pense qu'ils seront importants), même dans ce cas, le gros avantage serait que l'expérience aurait été faite et que tout le monde pourrait se tourner de l'avant vers une voie nouvelle. L'entrée aurait également des avantages pour vous. Les illusions sur le travail dans le P.S., s'il y en a, seraient écrasées.

Les centristes se mesurent dans le combat, pas par leurs thèses. Notre expérience sera en même temps tout à fait vitale pour les socialistes. Elle sera fatale aux centristes. Votre route sera différente après cela, mais à un niveau supérieur. La discussion portera alors non sur le misérable P.S., mais sur la situation objective plutôt que la situation subjective. Il faudra continuer et poursuivre toutes les choses excellentes que nous avons faites dans l'action de masse, comme auparavant. Si c'est impossible, il est clair que l'entrée serait préjudiciable. Les deux camps disent dans leurs rapports qu'il est possible de continuer un tel travail à l'intérieur du P.S.

SPECTOR

Il va sans dire que, dans Véventualité de l'entrée, nous mettons en avant nos revendications maximales concernant le droit à notre presse, New Militant, etc. Mais si nous ne pouvons obtenir ces concessions, croyez-vous encore à l'entrée ?

TROTSKY

Au début, les conditions juridiques ne sont importantes que dans la mesure où elles reflètent les conditions objectives. Si les dernières sont favorables, les conditions juridiques jouent un rôle secondaire. Insister dans les négociations sur les conditions juridiques pourrait être mal avisé. On ne peut pas montrer toutes ses cartes à son adversaire. Après tout, il est possible d'élaborer les conditions juridiques de façon à rendre l'entrée impossible. Il faut réfléchir à la position de Norman Thomas (3). Nous ne devons pas donner à la base du P.S. (la Vieille Garde (4), les centristes de droite, etc.) des arguments contre lui

(3) Norman THOMAS (1884-1968), un pasteur, était le chef du parti socialiste américain, partisan d'un parti socialiste large (« all-inclusive ») incluant des tendances oppositionnelles communistes. Il était bien disposé à l'égard de l'entrée éventuelle des trotskystes et d'autres formations issues du P.C.

(4) On appelait « Vieille Garde » du P.S. le groupe des dirigeants qui, groupés autour de Morris HILLQUIT (1869-1933), avaient organisé en 1919 la scission du parti pour le débarrasser de sa gauche et s'étaient maintenus à la direction jusqu'à la mort de leur chef. Ils tenaient soli-

(s'opposant à notre entrée). Je suis certain que si vous décidez d'entrer, vous trouverez les conditions objectives qui vous permettront, avec votre force et votre unité, de développer votre travail dans une spirale grandissante.

SPECTOR

Cette question a des conséquences sur la situation canadienne, que je ne suis pas chargé de discuter officiellement (5) [...]. L'autre jour j'ai indiqué que le W.P. n'était pas condamné à n'être qu'un groupe de propagande. Nous pouvons espérer renouveler les succès de Minneapolis et de Toledo (6).

TROTSKY

Qu'est-ce que vous avez recruté à la suite de ces succès ?

SPECTOR

A Minneapolis peut-être cinquante recrues. Nous en avons eu aussi en Californie, comme résultat de Sacramento (7). Je ne sais pas en ce qui concerne Toledo. Mais ne pensez-vous pas que ces expériences indiquent que le W.P. peut fonctionner en tant qu'organisation indépendante ?

TROTSKY

Je ne crois pas que les ouvriers ont suivi nos camarades parce qu'ils étaient membres du W.P. Personnellement on peut

dement l'organisation de New York et étaient pratiquement en guerre ouverte avec Thomas et l'aile gauche, depuis que le congrès de Detroit en décembre 1934 avait voté une « Déclaration de Principes » très gauchiste qui se prononçait notamment pour la dictature du prolétariat. Le conflit s'était envenimé quand Norman Thomas, fidèle à sa vieille idée d'un P.S. « all-inclusive » (c'est-à-dire incluant tous les courants de gauche et d'extrême gauche), avait pris des dispositions pratiques en ce sens, en se prononçant pour l'admission dans le parti des lovestonistes dissidents animés par Ben Gitlow et Herbert Zam. Malgré la décision du comité exécutif national, l'organisation de New York, contrôlée par la Vieille Garde, avait refusé leur admission. La Vieille Garde avait finalement décidé de rompre avec le P.S. et de constituer en décembre 1934 la Social-Democratic Fédération.

(5) Maurice Spector venait de quitter le Canada dont il ne dirigeait plus la section.

(6) Les grèves de Minneapolis et de Toledo en 1934 avaient été dirigées respectivement par des militants de la C.L.A. trotskyste et de l'A.W.P. mustiste, qui avaient recruté dans les rangs des grévistes.

(7) Les autorités de l'Etat de Californie avaient organisé en 1934 un procès pour « syndicalisme criminel » contre plusieurs militants du P.C. de Sacramento, à propos de l'organisation des ouvriers agricoles. Le P.C. avait refusé de défendre l'un d'entre eux, Norman MINI (né en 1899), devenu trotskyste entre-temps. Les militants trotskystes avaient animé à travers la Non-Partisan Labor Defense League une campagne de défense vigoureuse qui leur avait permis de s'implanter dans cet Etat.

seulement gagner par petits groupes, des recrues au parti. La perte du nom « W.P. » (le nom de la firme) ne sera pas décisive. Je crois même que la couverture du nom de « socialiste » sera plus gagnante, parce que plus connue. Notre devoir dans le P.S. ne sera pas de discuter avec les centristes, mais de faire le travail de masse, d'apprendre à la jeunesse à le faire. Je ne peux pas dire que la participation indépendante (à l'action de masse) ne peut pas conduire au développement du parti révolutionnaire indépendant, mais cette voie, l'entrée, est la plus courte.

La passé de l'Amérique est plein de grèves et de directions héroïques, mais sans cristallisation politique. Il y a maintenant un changement de la situation objective. Il doit produire un changement dans l'état d'esprit des ouvriers. Peut-être dans six mois, ou dans six ans — on ne peut pas le savoir.

SPECTOR

Quelle perspective voyez-vous pour notre éventuelle entrée ? Court, ou long terme ?

TROTSKY

Plutôt court — parce que les Militants (8), sans la Vieille Garde et avec leur direction inconsistante, entre votre pression d'un côté et celle des staliniens de l'autre, ne pourront pas tenir longtemps. Une partie se ralliera à vous et une autre aux staliniens. Oui, ce sera plutôt bref. Bien entendu, cela dépend de la situation objective, des grèves, etc.

SPECTOR

Que pensez-vous de la thèse de la possibilité de réformer le P.S. ? Ou de sa probabilité ?

TROTSKY

Il est improbable que la réforme du P.S. soit possible. Nous n'avons pas deux politiques, a) la réforme du P.S., b) la scission du P.S. Non, notre politique est la même dans les deux cas. Elle est de rechercher les jeunes, de créer des

(8) Le groupe dit des *Militants*, issu du Revolutionary Policy Committee, se prononçait pour l'unité d'action avec les communistes et avait été en grande partie l'inspirateur de la Déclaration de principes de Detroit. Il soutenait Thomas de façon critique contre la Vieille Garde. Trotsky le considérait comme un groupe typiquement centriste.

groupes, des relations personnelles, de mener à l'action de masse, de compromettre les centristes dans ce processus en soulignant que ce sont eux qui s'opposent à cette action de masse. Au cours de l'action pratique, il nous faudra compromettre une partie du parti, les centristes, aux yeux de l'autre. Une scission est inévitable. L'initiative viendra probablement de l'appareil. Il est très important pour nous de saisir précisément ce moment où l'appareil réalisera ce moment, parce que, à ce moment, toute adaptation à l'appareil est très dangereuse. (*Il cite Molinier, la situation belge, etc.*)

SPECTOR

Les oehléristes et les baueristes affirmaient que le tournant français n'était pas limité spécifiquement à la situation française. Ils affirmaient que la L.C.I. avait en vue l'extension du tournant à tous les pays, c'est-à-dire l'entrée dans les partis socialistes. Et apparemment, c'est dans ce sens que vont les choses.

TROTSKY

Mais c'est la situation objective qui nous y a obligé. A l'origine, c'est moi qui ai suggéré le tournant français. Si l'expérience française avait été négative, nous en aurions appris quelque chose. Mais elle a été positive. Et l'autre voie, l'indépendance, dans les autres pays, n'a pas donné de résultats positifs, dans aucun pays. Cela a été également causé par des facteurs conjonctureaux.

SPECTOR

Etant donné ce que vous avez dit sur le fait que le Comintern assumait les fonctions de la social-démocratie, seriez-vous en faveur de l'unité de la II' et de la III Internationale ?*

TROTSKY

L'unité sera réalisée par les deux bureaucraties. L'unité est une bonne chose. Nous nous battons sur la question de la manière et du contenu de l'unité, nous ne pouvons pas combattre l'unité elle-même. Si nous pouvions entrer dans le P.C., nous le ferions, bien sûr, mais c'est impossible. Dans les négociations d'unité, la première exigence des staliniens sera l'exclusion des bolcheviks-léninistes (*Il cite l'expérience française, les staliniens exigeant comme condition de l'unité l'exclusion des B.L. Maintenant, les B.L. sont dehors, et les staliniens freinent l'unité.*)

SPECTOR

Le K.A.P.D. prédisait autrefois (9) la liquidation du Comintern qu'il imaginait comme un acte formel et dramatique. En réalité, il y a eu une liquidation des principes, le fait que les formes anciennes se sont remplies d'un contenu néo-social-démocrate. Le Comintern veut-il réellement l'unité avec la social-démocratie ?

TROTSKY

Ils ont fait traîner l'affaire parce que, sur d'importantes questions, ils ont dans les mains des cartes truquées. Ce qu'ils veulent, c'est plus ou moins détruire le P.S. Mais la fusion n'est pas exclue.

SPECTOR

Pensez-vous qu'un zigzag du Comintern à gauche soit possible ?

TROTSKY

Ce n'est pas exclu. Naturellement, un tel zigzag serait très important du point de vue de nos possibilités parce que le P.C. comprend différentes couches de gens, des chômeurs, des intellectuels déclassés, des petits-bourgeois, des fonctionnaires, etc. Nombre d'entre eux pensent que le Front populaire est une bonne chose et que le P.C. en est la meilleure partie. Beaucoup d'ouvriers pensent que le Front populaire est une manœuvre. Il existe une différence entre ce que le P.C. dit parfois à ses propres réunions et ce qu'il dit en public, et il accumule ainsi des contradictions, sociales et politiques.

Il peut y avoir un tournant à gauche épisodique, mais, pour beaucoup de gens, ce tournant serait une désintégration. Pour les travailleurs, il apparaîtrait peut-être comme une manœuvre, mais pour les autres, il serait une désintégration. Un tournant à gauche serait une catastrophe pour les petits-bourgeois, les philistins et les opportunistes à l'intérieur du P.C.

SPECTOR

Pensez-vous qu'un réaligement dans les rapports entre puissances conduirait à une modification de la politique exté-

(9) Le K.A.P.D. avait été constitué à Pâques 1920 par la minorité gauchiste du K.P.D. et dénonça pendant plusieurs années le cours selon lui « opportuniste » de l'I.C.

rière de l'U.R.S.S., un retour aux formules de Lénine du défaitisme révolutionnaire, de la part du Comintern ?

TROTSKY

Certainement, si l'U.R.S.S. était attaquée par le Japon, l'Allemagne, etc., la bureaucratie menacerait le monde de la révolution sociale. Même la diplomatie de l'Entente et Wilson (10) (et même les Allemands (11)) chercheraient à créer des situations révolutionnaires dans les pays ennemis. Mais la bureaucratie n'est plus bolchevique et elle est devenue la couche la plus privilégiée. Elle est devenue une couche sociale en elle-même, se défendant de tout son pouvoir contre le prolétariat. Il est intéressant de noter que cela ne s'est pas produit pendant les années maigres du début. Il n'y avait pas alors le moindre privilège à avoir ! Maintenant que le pays est devenu plus ou moins prospère, a acquis de quoi satisfaire, non pas tous, mais nombre de besoins, l'inégalité qui grandit devient un facteur politique très important. Je suis certain que si ce processus continue sans être écrasé par une guerre ou une contre-révolution, il y aura une autre révolution politique. *(Il cite les luttes internes de la bourgeoisie en France après la révolution française (12).)*

Marx et Engels ne pouvaient prévoir cette éventualité du fait de la complexité. On peut être certain que le prolétariat russe accomplira la révolution sociale par une nouvelle révolution politique quand les conditions seront plus favorables. Les effectifs nouveaux des bolcheviks-léninistes en Russie sont le prélude de ce développement.

Les changements dans les grades de l'armée, les nouveaux titres militaires, sont d'une grande signification. Staline est le maréchal des maréchaux. Sa base politique, ce n'est pas le parti mais la nouvelle noblesse, les ordres nouveaux. Ces ordres nouveaux jouissent de gros privilèges dans leur paie, leur logement, l'éducation, les automobiles, les salles spéciales des bibliô-

(10) « L'Entente » désigne les Alliés de la guerre 1914-1918. Thomas Woodrow WILSON (1856-1924), président des Etats-Unis, avait formulé leur programme de « paix » en 9 points, qui avait effectivement pour but de donner des armes aux adversaires de la guerre de conquêtes en Allemagne.

(11) L'exemple classique est évidemment le calcul de l'état-major allemand qui laissa revenir Lénine en Russie pour affaiblir le régime russe.

(12) Trotsky a vraisemblablement fait allusion ici aux révolutions de 1830 et 1848 qui ont modifié le régime politique en France sans toucher pour autant au système économique et social.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-FEVRIER 1936
thèques publiques même (« Znat », du verbe < savoir », est le symbole de la noblesse d'un homme reconnu dans le pays). Ce symbole est maintenant rétabli pour la nouvelle noblesse. La nouvelle noblesse repose sur les contradictions entre les formes de propriété socialistes de production, et les normes bourgeoises de distribution.

SPECTOR

rappelle ici que les staliniens affirment que ces inégalités ne peuvent être interprétées de cette façon tant que les moyens de production restent aux mains de l'Etat soviétique — il n'y aurait pas de base dans la propriété privée de la terre, etc. pour établir une nouvelle classe dirigeante.

TROTSKY

C'est un régime bourgeois en ce qui concerne la distribution. La bureaucratie soviétique vit le même genre de vie que Morgan (13). La question est maintenant de savoir si la base sociale qui subsiste de la révolution d'Octobre renversera la superstructure ou si cette superstructure altérera la base sociale. La base ne peut renverser la bureaucratie que par une révolution politique. Cela exigera plus que des mesures de police. Elles auraient suffi il y a deux ans. Mais ces deux années ont vu la stabilisation des privilèges dans la couche dirigeante, particulièrement l'armée et la police. Il est stupide de ne pas reconnaître que c'est un fait social de la plus grande importance sociale et politique. Les contradictions peuvent en venir à ce point d'acuité que la bureaucratie, pour se protéger, puisse devoir revenir à des rapports de propriété privée. Elle peut être amenée à s'en prendre aux racines du système social actuel. .

SPECTOR

Outre les bolcheviks-léninistes, n'y a-t-il pas des mencheviks dans les prisons de Staline ? Ne devrions-nous pas revendiquer leur libération ?

TROTSKY > . . ,

A l'heure actuelle, en U.R.S.S., les mencheviks ne sont jamais mentionnés. La presse n'attaque que cinq catégories : les Gardes-blancs, les fakirs, les espions, les trotskystes et les

(13) John Pierpont MORGAN (1867-1943) avait succédé à son père à la tête de la banque Morgan, une des plus importantes banques des Etats-Unis.

zinoviévistes. Mais jamais les mencheviks. A l'occasion, elle mentionne les opposants de droite, voulant désigner par là ceux qui sont opposés au mouvement stakhanoviste pour des raisons techniques et autres. Mais les mencheviks sont totalement discrédités dans l'esprit du peuple. Il ne reste que quarante ou cinquante hommes âgés — le gros de leur troupe soutient Staline (14). Toute l'opposition marche sous notre drapeau — ou sous celui des Gardes blancs.

Les bureaucrates sont effrayés de cela. Parfois ils refusent de le reconnaître. Puis, tout d'un coup, paraît dans la *Pravda* un étonnant article appelant là-dessus l'attention du peuple. A Leningrad, il y a eu 9 900 exclus en tant qu'oppositionnels. Il n'y en a pas eu moins de 200 000, 10 % du total, récemment exclus du parti et cela ne comprend pas tous les exclus. Le minimum, des exclus, c'est 1 %, le maximum, 16 % ; en Sibérie, 13 % ; et 7 à 8 000 zinoviévistes qu'on ne trouve qu'à Leningrad, tous les autres trotskystes. Le rédacteur de la *Pravda* dit qu'un tiers des exclus en Sibérie sont d'anciens Gardes-blancs ou koulaks. Le reste est divisé en quatre catégories dont la première est celle des trotskystes. Ce qui signifie qu'un millier au moins sont trotskystes. A Kharkov, 2 300 exclus. Plus de 5 % pour trotskysme. Si on applique même ce taux de 5 % au total de 200 000, il doit y avoir plus de 10 000 trotskystes. (*L'épuration porte sur des dates entre l'été 1935 et maintenant ; le rapport de la commission responsable n'est pas publié*).

[...]

TROTSKY

Ah, ah ! Une lettre privée de Cannon il y a peu de temps était mauvaise. Mais maintenant elle doit être bonne, parce que votre voyage est bon, et si la lettre est bonne, mon télégramme (15) est bon. Mais peut-être ne devrais-je pas recevoir de délégations ni de télégrammes ? Le but de mon télégramme était de faire basculer un contrepoids presque équivalent du côté de Cannon. C'était l'unique solution à la crise du parti.

SPECTOR

Votre télégramme a apparemment poussé Weber à accepter

(14) Les mencheviks ralliés s'étaient pratiquement tous alignés en U.R.S.S. sur la politique stalinienne, et Trotsky avait l'habitude de citer les exemples les plus connus, notamment ceux des diplomates.

(15) Il s'agit du télégramme adressé le 24 janvier 1936 de Honefoss à Rose Karsner à New York et conseillant l'entrée : « Personnellement en faveur de l'entrée. Léo. »

de se soumettre à la majorité possible sur la question de l'indépendance.

TROTSKY

Et cela signifie que les autres sont contre le fait de se soumettre ?

SPECTOR

Oui, c'est exact. Cannon a lancé une attaque, une attaque méchante contre nous, à propos de mon voyage. Le congrès sera comme un vieux congrès de la C.L.A.

TROTSKY

Je serai heureux d'écrire une lettre au sujet de votre voyage, si vous voulez bien la prendre sous ma dictée.

(Il dicte la lettre à Spector, déclarant que notre délégation n'a jamais prétendu parler au nom de tout le parti, mais a loyalement présenté le point de vue du groupe Muste-Weber. Les opinions de Trotsky d'un côté, et de Spector-White de l'autre, n'ont pas changé. Il suggère l'envoi d'un câble à ce sujet si cela paraît utile.) (16).

Fin de la réunion. La conversation reprend après le repas du soir.

SPECTOR

Comment concevez-vous les principales étapes dans le développement de la IV Internationale ?*

TROTSKY

Le mouvement pour la IV^e Internationale est en train de grandir. En Belgique, il est possible d'avoir un parti important (17). Il adhèrera à la IV* Internationale. La Jeunesse française (18) adhèrera ; tout le monde saura qu'une fraction importante du P.S. est pour la IV^e. Rien n'a changé. Comme je l'ai écrit à Muste et Cannon, à l'époque de la « Lettre ouverte » (19),

(16) Cf. p. 180.

(17) Trotsky entrevoyait dès cette date la possibilité de la rupture avec le P.O.B. de la tendance Action socialiste révolutionnaire dont le dirigeant Walter Dauge était gagné à l'idée de la IV^e Internationale.

(18) Il s'agit de la Jeunesse socialiste révolutionnaire constituée à l'origine par l'Entente des J.S. de la Seine dont les dirigeants avaient été exclus des J.S. en 1935.

(19) Nous n'avons pas de lettre écrite en ce sens à l'époque de la « Lettre ouverte », mais Trotsky avait écrit qu'il avait pensé cela à l'époque de la « Lettre ouverte » dans une lettre à Muste en septembre 1935 (cf. Œuvres, 6, p. 246-255).

j'ai considéré (la collaboration avec Muste) comme une alliance pour la vie. Je ne sais à quelle étape arrivera la IV⁰. Personne ne le sait. Il est possible que nous devions entrer de nouveau dans une Internationale unifiée, avec la II^e et la III^e. Il est impossible de considérer le destin de la IV^e Internationale indépendamment de celui des sections nationales et *vice versa*. Peut-être la section américaine n'aura à faire que des restrictions formelles dans son adhésion à la IV^e. La légalité capitaliste commence d'abord par l'illégalité par rapport à la démocratie bourgeoise et les staliniens et les social-démocrates sont maintenant les représentants de la démocratie bourgeoise. Toutes leurs attaques sont dirigées contre nous. Dans ce cas, il nous faut prévoir des situations sans précédent dans l'histoire.

Au 2^e congrès, Lénine était pour l'indépendance des partis révolutionnaires. Ce parti, créé de la main de Lénine, est devenu l'obstacle le plus grand devant le nouveau mouvement révolutionnaire. C'est aujourd'hui une situation nouvelle. Nous avons discuté entre nous les nécessités de notre action propre. Nous sommes convaincus de la nécessité d'un parti indépendant. Mais comment le construire ? L'opinion publique, en commençant par Roosevelt (20) pour finir par Browder (21), est contre nous. Dans la prochaine période, la pression de cette opinion sera lourde. Quand on escalade une falaise, on doit chercher des crevasses, des prises pour les pieds. Cette petite prise, maintenant, c'est le P.S. Demain, on verra.

Si nous considérons la IV^e Internationale seulement comme une « firme » internationale qui nous oblige à demeurer des sociétés indépendantes propagandistes dans toutes les conditions, nous sommes perdus. Non, la IV^e Internationale est un programme, une stratégie, un noyau de direction internationale. Sa valeur doit consister en une attitude qui ne soit pas trop juridique. Ce n'est pas le fait immédiat que nos meilleurs camarades doivent passer sous le joug des centristes. C'est désagréable. Nous devons viser loin. Nous devons être patients, tendus, comme Muste (*Trotsky sourit avec humour*).

(20) Franklin Delano ROOSEVELT (1882-1945) était président des Etats-Unis depuis 1932.

(21) Earl BROWDER (1891-1973) était entré au P.S. en 1907, puis avait milité à partir de 1912 dans la Workers Educational League de William Z. Foster à l'intérieur de l'A.F.L. Il avait adhéré au P.C. en 1921 et en était devenu le secrétaire général après les exclusions successives des fractions de Cannon en 1928 et de Lovestone en 1929.

SPECTOR

Nous avons déjà parlé de la possibilité selon laquelle, au cas où, au congrès, notre groupe trouverait un rapport de forces tel que nous ne puissions pas continuer de façon indépendante, dans ce cas, pour que l'entrée soit aussi concertée et effective que possible, il serait nécessaire qu'on nous reconnaisse les droits de minorité.

TROTSKY

C'est ma conviction qu'un tel accord est absolument nécessaire et je vais écrire à ce sujet à Cannon-Shachtman et à la direction de leur fraction (22).

Je crois maintenant que vous aurez environ un tiers du congrès. Dans ce tiers, vous aurez une partie qui sera résolument hostile à la scission. Le pire, dans une telle situation, serait d'avoir des illusions. Les fluctuations individuelles vers Cannon ou vers la direction et la discipline de la majorité sont symptomatiques d'un courant important. Il n'y a pas quatre perspectives, il n'y en a qu'une. Vous aurez un tiers pour *Vidée* d'une scission. *Concrètement*, vous ne pourrez avoir que les oehleristes. Si votre politique est orientée maintenant vers la scission, vous aggraverez votre situation. Si vous dites que vous vous battez jusqu'au bout et que vous vous direz alors : « Bien, vous avez la majorité et votre politique est fausse. Mais nous devons faire cette expérience, nous vous y accompagnerons. Mais la question est si importante que nous voulons avoir les moyens de défendre notre point de vue dans notre fraction unifiée à l'intérieur du P.S. Nous voulons ce droit, non en tant que vaincus, mais en tant que membres du parti, égaux » ; je crois que ce sera dans l'intérêt du parti tout entier. La situation, du point de vue de la discipline, changera dans le nouveau milieu. La discipline ne pourra être supportée dans les conditions nouvelles qu'avec la nécessaire autorité morale du comité central. Il ne suffit pas de se fonder sur l'arithmétique formelle des chiffres. La constitution, les organes dirigeants de tout le groupe doivent être étudiés de façon à donner la nécessaire assurance à la majorité du parti, qu'elle, l'organisme central, ne sera guidée que par le désir unanime du bien du parti. La question maintenant pour les vainqueurs est de ne pas abuser de leur victoire.

(22) Cf. p. 187-189.

[ALLÉGER L'ATMOSPHÈRE] (1)
(8 février 1936)

Cher Camarade,

Je vais essayer de vous expliquer brièvement mon télégramme et ce que je pense de la visite des camarades Spector et White (2).

D'abord, dans le passé, j'ai reçu lettres et documents des deux côtés, non seulement pour mon information personnelle, mais aussi pour me permettre d'exprimer mon opinion.

1) J'ai considéré la lettre polémique de Cannon et de Shachtman (3) comme un des aspects inévitables au cours d'une lutte fractionnelle aiguë. J'ai considéré sa publication comme une erreur regrettable (4). J'ai reçu des lettres analogues de camarades appartenant à d'autres fractions.

2) Je considère également la visite des camarades Spector et White comme l'un des moyens inévitables dans le cours d'une lutte fractionnelle aiguë. J'affirme que leurs exposés étaient tout à fait loyaux, et qu'ils n'ont d'aucune façon prétendu représenter le parti. Us n'ont discuté, fraternellement, avec moi, qu'au nom de leur tendance.

(1) Lettre à A.J. Muste, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8325, et archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'anglais. Il s'agit de la lettre dictée par Trotsky à Spector au cours de leur discussion du 8 février.

(2) White était le pseudonyme de George Lyman Paine.

(3) Trotsky fait ici allusion à la lettre envoyée le 15 août 1935 par Cannon et Shachtman qui qualifiait de façon sévère les autres tendances du W.P.U.S. Le S.I. avait publié cette lettre son *Bulletin intérieur* (n° 3, septembre 1935).

(4) *Œuvres*, 7, p. 109, lettre au S.I. du 13 novembre 1935.

[BILAN D'UNE RENCONTRE]

(8 février 1936)

Chers Camarades,

Nous avons amplement discuté avec les camarades Spector et White. Mon impression générale est la suivante :

1) Il y a, semble-t-il, dans l'opposition, une forte tendance à rompre avec la majorité. Cette tendance ne s'explique que partiellement par la répugnance à entrer dans le parti socialiste. L'autre raison, qui est très importante, c'est la crainte que les dirigeants de la majorité lui fassent violence et qu'elle perde tous ses droits à l'intérieur du parti socialiste.

2) Une scission serait extrêmement néfaste, nationalement et internationalement. Je crois qu'on peut l'éviter (excepté peut-être le départ d'une fraction insignifiante). Comment ? En agissant avec intelligence ! Sur le terrain politique, vous avez gagné dans l'affaire en litige. Autant que je sache, vous allez obtenir une majorité d'environ les deux tiers pour l'entrée. Pour permettre à la minorité de s'incliner devant la décision prise, vous devez lui *faire des concessions* dans le domaine *organisationnel*. *Le plus grand danger pour la fraction victorieuse serait d'abuser de sa victoire*. Je vous en conjure, ne commettez pas cette erreur ! Tout l'art de Lénine a consisté à mener contre l'opposition le combat politique le plus acharné (sans utiliser toutefois aucune menace ou insulte) et ensuite, lorsque la victoire politique était assurée, à faire à l'adversaire les plus grandes concessions organisationnelles, de façon à préserver l'unité du parti et à (les) instituer comme une tradition, mais aussi de manière à faire du vaincu d'aujourd'hui l'ami et le collaborateur de demain.

(1) Lettre à Cannon et Shachtman, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7493, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. Cette lettre portait la mention < confidentiel >.

3) Cette politique vous est également dictée de façon impérative par le champ nouveau de votre activité. A l'intérieur du parti socialiste, vous allez encore bien moins pouvoir maintenir la discipline purement formelle que dans le parti indépendant. De nombreux camarades, à l'occasion du moindre conflit, seront tentés de déclarer : « Bon, je vais faire le même travail sans me soumettre à la discipline de fraction. » Si le comité central agit de manière trop rigide, nombreux seront ceux qui le dénonceront auprès de la direction du parti socialiste ou, dans les réunions, auprès des membres du parti. Aussi faut-il que votre comité central jouisse pour ainsi dire d'une autorité morale incontestée. Dans le domaine organisationnel, il est donc absolument nécessaire de faire à l'opposition les concessions les plus larges (par exemple pour la composition du comité central, pour la nomination aux postes liés à la presse, etc.).

4) La lutte politique doit naturellement être menée jusqu'au bout, et elle le sera. Votre victoire, je le répète, est assurée. Mais bien des choses dépendront du ton que vous emploierez pour mener à bien la conférence du parti. L'opposition doit voir clairement à vos paroles que vous ne menez pas une politique de revanche ; au contraire, elle doit voir qu'une fois le but politique atteint, vous êtes disposés aux négociations les plus pacifiques et les plus amicales sur la composition future des organismes du parti. Comme vous avez la majorité, c'est à vous, à mon avis, *de prendre l'initiative*. Cela ne pourrait qu'augmenter votre autorité — nationalement et internationalement.

5) Dans la question de l'entrée, vous avez mon soutien politique complet (sur le plan international aussi). Mais j'ai quelque inquiétude — je ne vous le cache pas — au sujet de vos mesures tactiques et organisationnelles. Je considère par exemple la condamnation du voyage de Spector et White comme une erreur (2). Dans une situation où il y a deux *caucuses* (3) et où toute l'affaire ne tient qu'à un fil, on ne doit pas faire de formalisme avec des choses aussi secondaires. Du reste, le comportement de ces deux camarades a été absolument loyal et j'espère fermement que vous agirez sur votre fraction dans un sens tout à fait salubre, c'est-à-dire dans le sens de la conciliation (à condition, naturellement, que vous meniez la politique qui s'impose).

(2) Cannon et Shachtman considéraient comme « fractionnelle » l'initiative de Spector et de la minorité de rencontres avec le S.I. et avec Trotsky.

(3) En anglais dans le texte. Il s'agit des noyaux dirigeants des deux fractions.

6) Je crois pouvoir admettre que le camarade Weber est opposé à la scission. Il est absolument nécessaire de renforcer sa position sur ce point. Mais il est impossible de le faire si on déclare : nous sommes prêts à marcher avec Muste, mais pas avec Weber. Sans parler du fait que Weber, Spector et les autres nous seront précieux pour notre travail dans le parti socialiste, on ne peut actuellement se prémunir contre la scission qu'en surmontant les antipathies personnelles envers certains dirigeants de l'opposition.

7) Je vous ai donné mon opinion sans la moindre réserve. Cette lettre a naturellement un caractère privé. Mais si vous croyez utile de la lire, en tout ou en partie, devant votre *caucus* (4), je n'ai rien à y objecter.

(4) *Idem.*

[POUR L'UNITÉ DU W.P.] (1)
(9 février 1936)

Chers Camarades,

Après les négociations avec les camarades Spector et White, je dois ajouter les choses suivantes à ma précédente lettre :

1) La résolution pour l'entrée avait déjà obtenu, avant le départ de Spector et de White (2), donc *avant* que mon télégramme ait été expédié, une majorité de deux tiers environ. L'initiative de toute l'affaire est purement américaine ; nul d'entre nous n'a dit ou écrit la moindre chose à ce sujet. Ce fait prouve à lui seul que ce sont bien des raisons de force majeure et non les « humeurs » de Cannon et de Shachtman qui ont poussé la grande majorité du parti à entrer dans le parti socialiste. Essayer maintenant de présenter toute la chose comme venant de l'extérieur serait vraiment une utopie bureaucratique.

2) L'erreur politique du groupe Weber-Muste est de considérer que le mécontentement dans le parti provenait du désir lunatique et arbitraire de Cannon et de Shachtman d'entrer dans le parti socialiste. Ils ne peuvent de toute façon expliquer pourquoi ces « humeurs » ont déjà gagné une majorité des deux tiers. En fait, dans cette affaire, le rapport de cause à effet est exactement l'inverse. Les grandes difficultés politiques qui résultaient, pour cette petite organisation, des tendances à l'unité, étaient la cause de l'incertitude et du mécontentement dans le parti. C'est alors qu'eut lieu la scission du parti socialiste. Cannon et Shachtman proposèrent de profiter de la conjoncture et cette proposition rencontra aussitôt un écho retentissant.

(1) Lettre au secrétariat international, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8029, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit du départ de Spector et de White des Etats-Unis, puisque le télégramme de Trotsky avait été expédié le 24 janvier.

3) Plus grande est la majorité pour Cannon-Shachtman, plus réduit est le danger de scission. Un petit groupe ne peut nullement songer à se constituer en parti indépendant. Le but de mon télégramme était précisément d'augmenter si possible l'éventuelle majorité de Cannon et de Shachtman. Ce but était toutefois plus ou moins déjà atteint avant l'arrivée du télégramme. Essayer maintenant, d'une manière ou d'une autre, de jeter la confusion dans cette énorme majorité n'aboutirait qu'à renforcer les éléments de la minorité qui travaillent à une scission.

Ce ne peut être notre tâche (elle serait d'ailleurs irréalisable) d'imposer d'ici une décision au *Workers Party* ; il s'agit au contraire de l'aider à *préserver son unité*. Le moyen pour cela, c'est d'exiger de la majorité qu'elle n'abuse pas de sa victoire, et de la minorité qu'elle se plie à la décision majoritaire. Je vous envoie la copie de ma lettre confidentielle à Cannon et Shachtman que j'ai rédigée dans cet esprit (3).

P.-S. Je propose donc que soit envoyée à la conférence du *Workers Party* (26-28 février) une lettre ou un télégramme ainsi conçu : « Indépendamment de l'appréciation différente sur la question en litige au sein du secrétariat international, ce dernier est unanime pour exiger que la minorité suive la décision de la conférence et que la majorité assure les droits organisationnels de la minorité dans un esprit d'unité. »

(3) Cf. p. 187-189.

[ATTENTION A L'OPPORTUNISME !] (1)

(9 février 1936)

Chers Camarades (2),

J'ai pris connaissance des procès-verbaux de vos discussions concernant la candidature du camarade Dauge (3). Celui-ci a dit dans sa conclusion :

« Les listes étant déposées, devant les foules, je tiendrai le langage viril qui les opposera à la direction. Il faut signer, quitte à considérer cet engagement comme *un chiffon de papier*. »

Si l'on pouvait prendre cette déclaration à la lettre, il ne s'agirait au fond que d'une ruse de guerre. Malheureusement, il est bien difficile de prendre cette déclaration à la lettre. Pourquoi ?

1) Depuis une série de semaines, Y A.S.R. a changé son attitude. Le journal est devenu incertain, hésitant, ambigu même. Dans les choses les plus importantes, il laisse toujours quelque chose à deviner. C'est un symptôme très inquiétant.

2) « Il faut louvoyer », répète Dauge. Il a l'air d'ériger cela en principe. Nous répondons : « Il faut faire une politique révolutionnaire compréhensible aux masses ; parfois aussi louvoyer. » Prenons donc un exemple récent : l'attitude envers

(1) Lettre aux dirigeants de la section belge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7810, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Trotsky répondait ici aux dirigeants trotskystes de l'A.S.R. une lettre qui constituait une réponse à un rapport signé de Fux.

(3) La question débattue à la direction de l'A.S.R. était l'éventuelle candidature du dirigeant J.G.S. du Borinage Walter Dauge sur une liste du P.O.B. avec les problèmes que soulevait inévitablement pour une fraction révolutionnaire l'adhésion au programme et à la politique opportuniste de ce parti.

Godefroid. Une grande leçon est à tirer de cette expérience. Le 9 octobre 1935, j'ai écrit dans une lettre au camarade Lesoil, sur Godefroid :

« Les rapports entre les Jeunes Gardes et le P.O.B. sont traités dans le style d'un jeune bonze centriste et non d'un marxiste. On peut bien être prudent et sobre dans l'expression, mais on ne doit jamais falsifier la pensée. Godefroid parle de l'accord avec les adultes comme d'une règle et des désaccords comme d'une exception malheureuse (« une politique opportuniste pratiquée *parfois* par le Parti »). Parfois ! C'est au-dessous de Marceau Pivert. La politique du P.O.B. est la plus misérable et la plus réactionnaire de toute la seconde Internationale. Godefroid veut s'adapter à cette politique et pas la combattre. Voilà la réalité... Je me demande quelle est l'influence de nos amis parmi les jeunes ?... C'est une grave faute que de croire qu'il suffit d'écrire de temps en temps un bon article ou de prononcer un bon discours pour assurer l'influence du marxisme. Il faut noyauter pour influencer. En cas de guerre, les J.G.S. de Godefroid seront écrasées et dispersées. Il n'en restera que des petits groupes bien éduqués et bien trempés dans la lutte non seulement contre le patriotisme mais contre le centrisme équivoque de Godefroid. >

Le camarade Dauge répondit dans une lettre à Lesoil (17/10/35) :

« Sur l'affaire de Godefroid, mon avis est qu'il faut faire preuve d'une grande prudence. Si Godefroid se hasarde (!) un jour (!) à soulever le problème des fractions à l'intérieur du mouvement J.G.S., il me trouvera énergique sur son chemin. Cependant il est absolument inutile de lui déclarer la guerre au moment où nous manquons nous-mêmes de militants. Il ne faut pas *surévaluer* nos forces (?). Elles sont bien faibles. Nous manquons de collaborateurs, d'orateurs, d'organiseurs, en un mot, de tout ce qui est indispensable à l'existence d'un mouvement puissant. Nous menons une bataille bien souvent inhumaine, où les meilleurs pourraient succomber. En conséquence, il est absolument inutile (!) de nous aliéner (!) la sympathie de certains camarades, pour autant qu'ils puissent nous être utiles (!!!). Evidemment, si Godefroid rompait un jour (!) publique-

ment (!) avec nous, il faudrait bien nous séparer de lui. Mais, pour autant qu'il garde la position actuelle (?!), inutile de partir en guerre contre lui. »

Or, quelque temps après, Godefroid, comme il était à prévoir, a déchaîné une offensive contre l'A.S.R. en prenant les jeunes et aussi l'A.S.R. à l'improviste. Maintenant, Dauge dit : « Nos différends actuels avec la direction J.G.S... nous ont causé énormément de tort. » Le tort est d'autant plus grand qu'on avait trop longtemps « louvoyé », c'est-à-dire fermé les yeux sur la réalité en cherchant la ligne de moindre résistance et en laissant le champ libre pour les manœuvres louches de Godefroid. On a perdu beaucoup de temps. Et le temps est le facteur le plus précieux de la politique révolutionnaire.

Quelle est donc la leçon à tirer ? L'attitude expectative, l'adaptation passive, le louvoisement, incompréhensible pour les ouvriers, rendent toujours le meilleur service aux adversaires. La politique révolutionnaire ne peut pas ne pas être offensive à l'égard des réformistes et des centristes.

3) Dans le plan des manœuvres pures, l'appareil est dix mille fois plus puissant, plus adroit, plus expérimenté que votre groupe. Toute votre force consiste dans la conception nette et dans l'attitude révolutionnaire. En abandonnant vos avantages suprêmes pour le « louvoisement », vous vous voueriez à la perdition.

4) L'expérience avec Liebaers est peut-être encore moins concluante pour l'instant, mais non moins significative. Liebaers n'est qu'un petit-bourgeois pacifiste et farouchement antimarxiste (l'exclusion de Polk et d'autres, malgré leur attitude conciliante, n'exige pas de commentaires). L'A.S.R. a pris la défense de la Liga. Très bien ! Mais l'A.S.R. a fait plus. Politiquement, elle s'est identifiée avec la Liga ! Voilà où commence le « louvoisement » dans le domaine des idées et des principes. Par des procédés pareils, on ne gagne jamais ses adversaires, mais on désoriente ses propres partisans et on perd ses meilleurs amis.

5) Sur la dernière A.S.R., on trouve en manchette une formule « révolutionnaire » de Caballero (4). Cela peut

(4) FRANCISCO LARGO CABALLERO (1869-1946), ouvrier plâtrier, avait été l'un des principaux dirigeants réformistes de l'U.G.T. et du P.S.O.E. au cours des années vingt, adversaire des communistes, conseiller d'Etat sous Primo de Rivera, puis ministre du travail dans le gouvernement républicain-socialiste d'Azaña. Depuis 1933, il s'était fait le porte-parole d'un extrémisme verbal et était devenu le leader de la « gauche » du parti. *L'Action socialiste révolutionnaire* du 12 février 1936 portait en

paraître une bagatelle, mais, à mes yeux, c'est un symptôme très inquiétant. Caballero a maintes fois trahi le prolétariat espagnol, son attitude devant le tribunal, il y a quelques mois, a été indigne d'un chef révolutionnaire. Il fait maintenant partie du « Front populaire » et signe le programme commun avec Azana et consorts. Il « louvoie », il manœuvre, mais — *en passant* — se sert de formules sonnantes. Quelle doit être notre attitude envers lui ? Dénoncer ses actes perfides ? Non, ne pas se servir de ses formules mensongères.

Dans le passé, il y avait déjà dans les articles du camarade Dauge cette inclinaison à chercher des alliés imaginaires dans le camp centriste (Zyromski (5), Marceau Pivert). Ma remarque critique là-dessus a provoqué une riposte un peu vive du camarade Dauge. Toute la question là-dessus ne m'intéressait qu'en tant que symptôme politique. On ne peut pas être ami politique de Liebknecht, de Rosa Luxemburg et de Lénine, et, en même temps, de Zyromski et de Caballero. Comment s'expliquer donc cet intérêt pour des autorités aussi équivoques ? Par la tendance à « louvoyer » aussi dans le domaine des idées ? Une tendance périlleuse !

6) Le camarade Dauge insiste beaucoup sur le défaitisme révolutionnaire : c'est maintenant une formule à bon marché. Zyromski, le menchevik Dan (6) sont pour le « défaitisme révolutionnaire »... à certaines conditions. L'attitude révolutionnaire de Liebknecht s'est manifestée, non pas par la répétition de la formule du défaitisme révolutionnaire (il n'employait même pas cette formule), mais par le fait qu'il a su se dresser à un contre cent dix. Etant donné le caractère vague et décoloré de *V Action socialiste révolutionnaire* de la dernière période, l'insistance sur la formule abstraite du « défaitisme révolutionnaire » produit une impression pénible.

7) Je pourrais aussi faire quelques reproches au camarade Fux qui — si je ne me trompe pas — regardait trop du côté de Godefroid en cherchant [à] *influencer* les sommets des J.G.S. au

manchette ce texte de lut : « C'est par la force que la bourgeoisie s'est emparée des biens de la noblesse. C'est par la force que les masses ouvrières doivent écraser la bourgeoisie. »

(5) Jean ZYROMSKI (1890-1975), ancien animateur de la Bataille socialiste, dirigeant de la fédération S.F.I.O. de la Seine, s'était rallié en mai 1935 aux positions stalinienne sur la guerre « antifasciste ». Long-temps allié de Pivert, il venait de se séparer définitivement de lui.

(6) Fedor I. GOURVITCH, dit DAN (1871-1947), médecin, dirigeant menchevique, expulsé d'U.R.S.S. en 1920. avait rédigé en 1935 des *Thèses sur la guerre* avec Zyromski et Otto Bauer qui étaient très proches des positions stalinienne.

lieu de noyauter la base. Sans l'éducation systématique des jeunes ouvriers, sans le regroupement des révolutionnaires, c'est-à-dire sans le noyautage systématique, le travail dans les partis réformistes ou centristes ne peut pas donner de résultats sérieux et durables.

Voilà, camarades, les raisons pour lesquelles je ne puis accepter à la légère l'hypothèse d'une simple ruse de guerre. Je ne soupçonne nullement la sincérité du camarade Dauge. Il croit vraiment « manœuvrer ». Mais il *est* plutôt manœuvré par l'appareil et les circonstances. Dans cette manœuvre bilatérale, l'appareil est cent fois supérieur. Il cherchera à se servir de Dauge et à le compromettre pour le rejeter ensuite comme un citron pressé. C'est l'importance de la question qui m'oblige à tenir ce langage nullement diplomatique. Il y a notamment des situations où le louvoisement serait un crime.

Je ne me prononce pas pratiquement sur les modalités électorales à appliquer. Je ne suis pas suffisamment au courant des questions techniques. Mais les conséquences pratiques découlent d'elles-mêmes pour les camarades mieux informés que moi.

Je ne puis qu'ajouter ceci : le fait que la bureaucratie veut éviter la scission avant les élections démontre qu'elle a beaucoup à craindre. D'autant plus décisive devrait être votre politique électorale. Il n'est pas indifférent (de savoir) qui prendra l'initiative de la scission. Comme la notion de l'agresseur n'est pas indifférente dans les relations entre les Etats. Mais, en tout cas, il ne s'agit ici *que de la forme*. Qu'on ménage la forme, soit ! Mais pas de concessions sur le fond !

[BIEN SURVEILLER DAUGE] (1)

(9 février 1936)

Cher Camarade Lesoil,

Pas nécessaire de vous dire que je suis tout à fait de votre côté (2). Je le dis d'ailleurs clairement dans ma réponse « officielle » à la lettre de Fux (3). Ici, je voudrais faire *en toute discrétion* quelques remarques supplémentaires.

La déclaration de Dauge, qu'il ne s'agit de son côté que d'un « chiffon de papier » (4), est très importante. Il faut s'en servir discrètement, mais solidement. Je ne suis malheureusement pas sûr que sa « ruse de guerre » soit dirigée seulement contre la bureaucratie, peut-être aussi [l'est-elle] contre vous. Il est bien possible qu'il soit travaillé par Liebaers, le S.A.P., etc. En tout cas, il est nécessaire de ne pas lui permettre de prendre les jeunes à l'improviste. Si la formule sur le < chiffon de papier » est un piège [contre vous], il faut le prendre à son propre piège. Cela ne signifie pas rompre avec lui prématurément, le mettre à l'épreuve après le dépôt définitif des listes, mais bien préparer tous les camarades pour le moment de cette épreuve : en cas de défaillance de sa part, il faudrait déclencher d'un coup une campagne implacable contre lui comme Spaak n° 2 (5).

(1) Lettre à L. Lesoil, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8878, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) Dans le noyau dirigeant de l'A.S.R., le vieux trotskyste Léon Lesoil s'inquiétait des arguments mis en avant par Dauge pour justifier sa candidature sur les listes du P.O.B. aux élections législatives. Trotsky lui adressait son entier soutien dans cette lettre confidentielle.

(3) Cf. p. 192-196.

(4) *Ibidem*. Dauge avait traité de « chiffon de papier » l'engagement à signer auprès de la direction du P.O.B.

(5) Paul Henri SPAAK (1899-1972), avocat et député, avait été pendant plusieurs années la figure principale de l'opposition de gauche dans le P.O.B. et le directeur de son organe, *L'Action socialiste*. Il avait même correspondu avec Trotsky en 1934. Pourtant, après plusieurs semaines de négociations secrètes, il était finalement entré, le 25 mars

Peut-être toutes mes suspicions sont-elles injustifiées ou au moins exagérées. Je m'en réjouirais le premier. Mais nous n'avons pas le droit d'être confiants aux dépens du prolétariat. D'ailleurs, je ne confie ces suggestions qu'à vous. Vous saurez vous-même, avec votre fermeté et votre prudence habituelles, quel usage en faire.

1935 en qualité de ministre des transports, dans le gouvernement nationale de Paul van Zeeland, avec le président du P.O.B. et chef historique de sa « droite », Emile Vandervelde.

[UNE POSITION FORMALISTE] (1)

(10 février 1936)

Cher Camarade Sneevliet,

Je ne peux que te faire part de mon extrême stupéfaction au sujet de la conception qui s'exprime dans ta lettre du 6 février (2). J'ai déjà dit l'essentiel sur cette question dans ma lettre au secrétariat international, dont une copie a été adressée au parti hollandais. On ne créera pas de toute façon la IV^e Internationale avec des règlements abstraits, juridiques ou bureaucratiques, mais avec de l'intelligence politique, de la persévérance et par la compréhension des particularités et des nécessités nationales.

De par son évolution particulière, le parti hollandais était d'une part en liaison avec l'I.A.G. et d'autre part il restait en situation d'union personnelle avec le N.A.S. Il y avait des camarades impatients pour exiger qu'on tranche ces deux questions de manière expéditive. Nous leur avons toujours répondu : le parti hollandais doit rompre sa liaison avec l'I.A.G. et régler le problème du N.A.S. à partir de ses propres besoins *internes*. Nous ne pouvons que l'y aider, il n'est pas question de commander (3).

(1) Lettre à Sneevliet, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10147, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) La lettre du 6 février de Sneevliet (Bibliothèque du Collège de Harvard, 5194) protestait contre le soutien apporté par Trotsky à la proposition d'entrisme de Cannon et Shachtman à la veille de la conférence du W.P.U.S., affirmait que cette question aurait dû être réglée internationalement, que le travail pour la « Lettre ouverte » avait perdu toute valeur après la défection des Américains, critiquait sévèrement les « méthodes de travail » de Trotsky. Cette réaction était prévisible, Sneevliet ayant déjà fait savoir nettement au nom du R.S.A.P. qu'il ne pouvait accepter la perspective de l'entrisme pour les deux piliers de l'entreprise de la « Lettre ouverte », le R.S.A.P. et le W.P.U.S.

(3) Trotsky rappelle ici discrètement à Sneevliet qu'il avait toujours jusqu'à présent empêché bien des éléments impatients dans les différentes sections de sommer le R.S.A.P. de rompre avec l'I.A.G. (le bureau de

Le problème était d'autant plus brûlant que *De Nieuwe Fakkel* faisait de la réclame pour *N eue Front* — une publication qui nous était totalement hostile et que de nombreux camarades dirigeants hollandais avaient une attitude négative à l'égard de notre section allemande. Malgré tout cela, nous n'avons manifesté aucune impatience. Car nous savons que la critique externe ne peut avoir d'utilité que si elle peut s'appuyer sur l'expérience interne.

Je puis donner un autre exemple, auquel on ne peut toutefois guère trouver de justification : malgré le fait que l'entrée de notre section française dans la S.F.I.O. se soit avérée être l'événement *le plus positif* de la dernière période, *De Internationale* publie des articles qu'on ne saurait condamner avec trop de sévérité parce qu'ils sont erronés aussi bien du point de vue des principes qu'en ce qui concerne les faits, qu'ils vont formellement contre la décision du plénum et politiquement contre notre section française (4). Nous faisons cependant preuve de patience, car nous disons : de nombreux camarades dirigeants hollandais se sont trompés dans cette question et ils ont encore maintenant tendance à souligner les aspects négatifs au détriment des aspects positifs.

Bref, ce qui est bon pour la Hollande (la patience, la critique prudente et amicale) doit l'être également pour les autres secteurs.

Où en était la situation en Amérique ? Voilà plus d'un an que le parti y est en crise et en effervescence à cause de la question de ses rapports avec le parti socialiste. Mes efforts personnels se sont bornés à *éviter la scission* et à gagner du temps pour laisser l'expérience américaine parler d'elle-même. Au cours de cette année, j'ai écrit des douzaines de lettres personnelles à des camarades américains, dont j'ai adressé copie au secrétariat international. Nul n'a semblé y trouver à redire et j'espère que personne à l'avenir ne viendra me reprocher d'exprimer mon opinion personnelle sur des questions politiques. Aujourd'hui encore, j'ai écrit une très importante lettre aux Belges. Si je devais essayer d'obtenir à partir d'Oslo une décision formelle (Oslo-Amsterdam-Paris) dans cette affaire, cette décision risquerait de n'avoir plus qu'un intérêt archéologique. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, je n'ai pas d'autre possibilité

Londres) et de renoncer à une politique de division syndicale, condamnée en principe par l'organisation internationale en maintenant, face aux syndicats réformistes, un syndicat « rouge » comme le N.A.S.

(4) Trotsky fait probablement ici allusion aux articles de Maslow-Parabellum déjà mentionnés, p. 98.

que de faire connaître mon opinion personnelle aux camarades (5).

Un bon exemple, tiré de ta propre expérience : le camarade Schmidt, l'autre secrétaire du bloc de la IV^e Internationale, est absent. Mais l'affaire te semble urgente, tu poses la question devant votre petit bureau national *en l'absence de Schmidt*. Naturellement, l'opinion exprimée par votre bureau *n'est pas une décision*. Elle n'est précisément qu'une opinion. Mais moi aussi j'ai souligné dans mon télégramme qu'il ne s'agissait que de mon opinion personnelle (6).

Mais revenons à l'Amérique : les camarades Cannon et Shachtman font *d'eux-mêmes* la proposition d'entrer dans le parti socialiste. C'est du camarade Spector que j'ai appris que les adversaires de l'entrée avaient obtenu 257 voix *avant même* le départ de Spector de New York. C'est-à-dire que les partisans de Cannon et Shachtman avaient plus des deux tiers des voix. On a le même rapport de forces dans la jeunesse. Tout homme politique sérieux admettra qu'après douze mois de bataille ce résultat ne peut être le fait du hasard. Ces chiffres m'étaient encore inconnus quand j'ai envoyé le télégramme. Mais ils m'ont apporté l'irréfutable confirmation de la justesse de mon télégramme.

Que proposes-tu en fin de compte ? Faut-il donner ordre à l'écrasante majorité du parti américain de < faire demi-tour > et cela de Paris, d'Amsterdam ou d'Oslo ? Cela ne ferait que nous ridiculiser. Ce n'est pas d'un cœur léger que les dirigeants américains ont fait cette proposition et ce n'est pas de manière frivole que l'écrasante majorité l'a acceptée.

Doit-on présenter aux Américains leur signature au bas de la « Lettre ouverte » comme une lettre de change ? Ce ne serait pas non plus très sérieux. Leur signature au bas de la « Lettre ouverte » signifie seulement qu'ils se sont engagés à combattre pour la IV^e Internationale — mais selon des méthodes qui seront dictées par les conditions objectives. Avant que nous construisions une véritable Internationale, de nombreuses sections seront encore obligées de faire de nombreux tournants. Aller *en ligne droite* n'est guère possible.

A lui seul, le fait que le vie interne du Workers Party ait

(5) Trotsky touche ici un problème délicat entre tous. Personne ne songeait à lui contester le droit d'exprimer son opinion personnelle sur une question politique, mais tous savaient bien — et lui le premier — que cette expression devenait un élément déterminant dans la décision.

(6) Cf. p. 138. Le télégramme comporte en effet le mot « personnelly ».

gravité autour du parti socialiste est une preuve irréfutable qu'on ne peut résoudre ce problème que par *l'action* et non par la *discussion*. C'est la raison pour laquelle j'ai aussi été favorable à la proposition de Cannon-Shachtman. Je me suis dit : plus grande sera leur majorité, moindre sera le risque de scission, de là mon télégramme. Je n'en ai nullement sous-estimé l'importance. Mais j'ai espéré qu'il détournerait peut-être quelques camarades de l'idée d'une scission. De ce point de vue aussi, j'ai eu satisfaction : on m'a informé de deux cas marquants où d'extrêmes opposants se sont prononcés pour la soumission à la décision de la majorité.

Les camarades Spector et White m'ont fait part de ton opinion sur la question en litige (7). Je considère cette opinion comme erronée et purement formaliste. Mais comment pourrais-je contester ton droit à exprimer ton avis au moyen de la parole, de la correspondance et du télégramme ? Moi-même, je n'ai pas agi autrement — à cette différence près peut-être que j'ai étudié très soigneusement au cours de l'année tous les documents en rapports avec l'affaire.

Dans ta dernière lettre, je ne vois toujours pas ce que tu proposes en fin de compte. J'ai mis par écrit ma propre proposition et je l'ai jointe à ma dernière lettre. Je ne puis faire des miracles : ni convertir la majorité du parti américain à ton point de vue (même si je le voulais), ni éliminer les divergences au sein du secrétariat international en me rangeant à un avis que je considère comme erroné. C'est une chose que je ne demande d'ailleurs moi-même à personne.

J'ignore dans quel sens va se prononcer la majorité du secrétariat international, mais je crois que l'opinion qui s'exprimera (il ne peut s'agir que de *l'expression d'une opinion*, car nous n'avons absolument pas le droit de prendre une *décision* à propos du Workers Party) arriverait trop tard et ne pourrait de toute manière pas changer grand-chose à l'affaire (8).

Que reste-t-il à faire dans ces conditions ? Peut-être inciter

(7) Spector et White étaient passés par Amsterdam pour se rendre de Paris à H0nefoss.

(8) Trotsky avait fait au S.I. la proposition d'intervenir au moins pour inviter la minorité à respecter la discipline et la majorité à ne pas abuser de sa position. Lors de la discussion sur cette question à la séance du 14 février 1936 (procès-verbaux du S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 16502), Ruth Fischer déclara qu'elle « blâmait le geste personnel » de Trotsky, jetant « dans la balance le poids de sa grande autorité », et proposa au S.I. de se prononcer contre l'entrée. Son argumentation fut combattue par Léon Sedov et Rous. Schüssler regretta « la précipitation du tournant » et les « mauvaises répercussions internationales inévitables », affirmant : « Ce n'est pas de cette façon qu'on éduque l'organisation internationale » et c'est < une des causes de la

Muste et Weber à *ne pas* se plier à la majorité et à s'en tenir à la « signature » avec une toute petite minorité ? Ou devons-nous dire : *l'expérience dans le parti socialiste doit être faite de manière unitaire. De la minorité, cela exige de la discipline et, de la majorité, de l'esprit de camaraderie à l'égard de la minorité* ? Je ne vois pas d'autre proposition à faire.

Que la « Lettre ouverte » devienne à cette occasion un « document sans vie » (9), c'est une chose que je n'arrive pas à comprendre. La « Déclaration des quatre » n'est pas non plus devenue un « document sans vie » comme tu le prétends. Elle a été à l'origine du rapprochement avec l'O.S.P. et, dans le domaine de la propagande, elle a permis beaucoup de choses dans plusieurs pays... Sans ce travail préparatoire, la « Lettre ouverte » ne pouvait pas voir le jour, alors qu'elle ouvre une étape nouvelle. Mais cette étape n'est pas non plus *en ligne droite*. Moi aussi, je voudrais bien aller de l'avant, en marchant vite et librement. Mais ces choses ne dépendent malheureusement pas de notre bon vouloir. Nous devons nous plier aux circonstances. Si le Workers Party, dans les six ou douze mois de la nouvelle expérience, renforce son unité et gagne quelques milliers de membres, ce sera un bénéfice important pour la cause de la IV^e Internationale. Entre-temps nous aurons une organisation indépendante en France et peut-être aussi bientôt en Belgique. Mais, là non plus, je ne commande ni aux gens ni aux choses.

En ce qui concerne les « méthodes de travail », je me réjouirais fort si l'on se mettait à travailler régulièrement à Paris et à Amsterdam, si l'on recueillait à temps mon avis, etc. Tout cela n'est pas facile, ne serait-ce qu'à cause des distances et du manque de moyens financiers, etc. Tant que nous ne serons pas tous au même endroit, nul d'entre nous ne pourra renoncer dans des cas urgents à exprimer son opinion personnelle.

Il y a quelques jours à peine, tu m'as toi-même demandé mon opinion sur le projet Colijn parce que tu n'étais pas d'accord avec les autres camarades sur cette question. Je t'ai aussitôt envoyé ma réponse (10). Dans ce cas-là, tu ne semblés pas avoir trouvé ma « méthode » mauvaise. Pourquoi ? Etait-ce par hasard parce que j'étais d'accord avec toi ?

faiblesse du S.I. » C'est, semble-t-il, Leonetti qui entraîna les hésitants dans l'approbation de la proposition de Trotsky, contre laquelle Ruth Fischer fut seule à voter.

(9) L'expression « wertlos » [sans valeur] est également employée par Sneeveliet.

(10) Cf. p. 94-98.

[PAS D'EXPOSÉ « THÉOLOGIQUE »] (1)
(11 février 1936)

Cher Camarade Roberts (2),

Je ne vous ai pas répondu à vos deux lettres en attendant la visite des camarades Spector et White. Vous en connaissez le résultat par mon câble. Mes efforts lors de la discussion furent surtout dirigés vers la nécessité d'éviter la rupture : une minorité comme « parti indépendant » signifierait une caricature politique et vouerait d'excellents camarades à la perte des forces et d'autorité.

Je n'ai pas donné à Spector votre manuscrit (3) puisque j'espère toujours que le livre sera publié et que j'aurai besoin du manuscrit pour faire la préface.

Voilà brièvement mon opinion. Votre travail est très bon, très important et il pourrait rendre au lecteur un grand service. Il faut cependant changer la structure et partiellement la forme de votre exposé. Maintenant votre livre a l'air d'une illustration historique de la thèse préconçue des bolcheviks-léninistes. Vous commencez par la citation de l'Écriture sainte et vous démontrez après que les événements s'adaptent très bien à ces citations. Cela donne à l'exposé le caractère un peu « théologique ». Nous savons avec vous très bien que votre analyse n'a rien de commun avec la « théologie ». Vos citations doctrinales comme votre exposé se basent en fait sur l'analyse matérialiste des événements. Mais *c'est la manière de présentation* qui doit

(1) Lettre à H.R. Isaacs, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8544, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

(2) ROBERTS était le pseudonyme de Harold R. ISAACS (né en 1910), qui avait été journaliste en Chine et éditeur du *China Forum* jusqu'en 1934. Il s'y était lié aux trotskystes chinois, notamment Liu Renjing. Il était venu en Europe en 1935 et avait passé quelques jours à H0nefoss chez Trotsky à discuter avec lui son propre travail sur la révolution chinoise.

(3) Il s'agit du manuscrit du livre d'Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Révolution*, qu'il avait demandé à Trotsky de préfacier.

choquer les non-bolcheviks-léninistes, c'est-à-dire une assez importante partie de l'humanité, surtout américaine.

Qu'est-ce que je propose ?

Eliminer *l'introduction* doctrinale et abstraite en lui donnant la forme de la *conclusion* se basant sur l'exposé des faits.

Faire une *introduction historique* sur les révolutions bourgeoises et nationales. Par exemple, la révolution des Pays-Bas au xvi^e siècle fut aussi une révolution de libération nationale de la domination espagnole : la comparaison, même sommaire, des forces motrices de la révolution néerlandaise et de la révolution nationale chinoise donnerait un grand relief à l'exposé ultérieur.

On pourrait aussi prendre comme point de départ la grande révolution française et la révolution d'Octobre pour démontrer le changement subi par la révolution bourgeoise et nationale pendant des siècles. Une introduction pareille vous gagnerait beaucoup l'intérêt de l'éditeur et la sympathie des lecteurs.

Il faudrait du même point de vue soumettre à révision le texte tout entier. Je ne crois pas qu'il aurait besoin de grands remaniements. Il faudrait seulement éliminer les traces de la manière « théologique » et compléter l'exposé par plus de tableaux vivants, par des caractéristiques personnelles, etc.

Si vous avez tout de même besoin de votre manuscrit, je puis vous le rendre à chaque instant.

Mes saluts les plus chaleureux à votre compagne (4) et à vous.

(4) Viola Robinson avait accompagné Isaacs dans sa visite de 1935.

[LA RÉPRESSION EN U.R.S.S.] (1)

(12 février 1936)

Cher Camarade Muste,

Je vous remercie beaucoup de votre lettre et de la coupure du *New York Times* concernant la lettre de ma femme (2).

Il n'est pas exclu que notre fils ait été ramené de nouveau d'exil en prison comme mesure de rétorsion pour notre campagne en Europe ou aux Etats-Unis. Depuis longtemps, la clique de Staline essaie de convaincre ses prisonniers et leurs relations à l'étranger que les appels à l'opinion publique n'auront d'autre résultat que d'aggraver la fatale situation des victimes politiques de la bureaucratie. C'est pourquoi quelques-uns de nos amis soulèvent de temps en temps la question de savoir si nous n'ajoutons pas des souffrances nouvelles à nos prisonniers en dénonçant publiquement les crimes des bureaucrates soviétiques. Nous devons reconnaître franchement que c'est possible dans des cas isolés. Surtout si notre campagne demeure épisodique. Mais si nous menons l'agitation *systématiquement* et de toute notre énergie, nous arriverons à modifier l'opinion publique de la classe ouvrière et cela obligera la bureaucratie à abandonner sa criminelle activité.

Au cours des derniers mois, il y a eu plus de dix mille, peut-être vingt mille exclus du parti russe. Une fraction d'entre eux seulement va en prison. L'écrasante majorité est envoyée dans des camps de concentration où, dans les conditions matérielles les plus misérables, ils sont voués à périr. Ces camps de concentration pour bolcheviks-léninistes sont la dernière invention de Staline. Cette imitation des méthodes de Hitler prouve

(1) Lettre à A.J. Muste, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9326, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'anglais.

(2) Il s'agit de la lettre à l'opinion mondiale écrite par Natalia Sedova au sujet du sort de leur fils Sergei, arrêté par Staline et sur lequel circulaient des rumeurs alarmantes.

d'un côté qu'en considération du nombre élevé de nos amis, les prisons sont devenues insuffisantes, et, de l'autre, que l'objectif de la bureaucratie est l'extermination physique de l'avant-garde révolutionnaire. Je suis sûr que nos amis américains et vous personnellement, cher camarade Muste, vous ferez tout votre possible pour aider nos prisonniers.

La visite des camarades Spector et White nous a procuré — c'est-à-dire à ma femme, à moi et au camarade Braun — le plus grand plaisir. Nous avons âprement discuté et, bien que nous ne nous soyons pas convaincus l'un l'autre, nous nous sommes au moins serré les mains en bons amis. Comme vous le savez, on vous a câblé le résultat de la discussion.

Vous recevrez cette lettre tout de suite avant le congrès du parti. Maintenant, je veux seulement exprimer le souhait que ce congrès ne crée pas une situation irréparable. Minorité et majorité changent. Mais notre alliance sous le drapeau de la IV^e Internationale doit durer (3).

(3) Trotsky attachait une énorme importance à la conquête définitive pour la IV^e Internationale d'un militant typiquement « américain » au grand prestige dans le mouvement ouvrier, comme Muste et cette formule n'est pas une simple politesse.

[L'ARTICLE SUR LA SECTION RUSSE] (1) (14 février 1936)

Cher Camarade Adolphe,

Je dois avouer que je n'y comprends rien (2). Le 11 janvier, je vous ai envoyé un article sur « La section russe de la IV^e Internationale (3). » Il ne s'agit pas en réalité d'un article, mais d'une *information* sur un fait qui a une importance historique mondiale. En Union soviétique, en quatre ou cinq mois, on a exclu du parti, c'est-à-dire qu'on a emprisonné, exilé, envoyé dans des camps de concentration, etc. plus de bolcheviks-léninistes qu'il n'en existe dans le reste du monde. Cette information, qui est de la plus haute et plus immédiate importance pour toute notre activité sur tous les continents, on la met sous le coude pour se consacrer à quantité d'autres affaires, en fait à des vétillies. Avec cette incroyable incapacité de distinguer l'important du secondaire, on ne remportera aucun succès. L'article aurait déjà dû paraître depuis longtemps en français dans une édition *spéciale*. On devrait faire des affiches sur cet événement capital, convoquer des meetings, etc. Mais non, personne ne s'en soucie (4). J'avoue que je ne comprends absolument pas. Nous

(1) Lettre à R. Klement, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8660, avec la permission du Collège de Harvard. Traduit de l'allemand.

(2) Quand Trotsky « avoue » qu'il < ne comprend rien », c'est en général qu'il comprend trop bien et qu'il est dans une colère noire. La suite de la lettre le démontre clairement.

(3) Cf. p. 82-90.

(4) Quelques mois plus tard, sorti d'Union soviétique, Victor Serge fera une constatation semblable, dans un état d'esprit sans doute quelque peu différent cependant, puisqu'il écrira à Trotsky : « Comment ! des centaines de camarades prolétaires français connaissent les chamailleries à propos de Molinier, mais ils *ignorent* le nom de Iakovine et celui de Pankratov ! C'est vraiment monstrueux. »

avons affaire dans ce cas à un encroûtement bureaucratique complet.

En tout cas, la prochaine fois que j'aurai *quelque chose d'important* à faire j'emploierai d'autres moyens (5)

(5) Cette menace non déguisée indique bien le degré de la profondeur de la crise entre Trotsky et le S.I. dont Klement était secrétaire administratif.

[UNE PRÉFACE QUI GRANDIT] (1) (17 février 1936)

Messieurs (2),

Je vous adresse par le même courrier la première partie de ma préface à *VHistoire de la révolution russe* (3). Ce travail est devenu bien plus important et plus volumineux que ce qui avait d'abord été prévu et même souhaité par vous. Je n'ai cependant pas pu me décider à n'ajouter à une œuvre aussi fondamentale que *VHistoire de la révolution russe* qu'un panorama purement journalistique de l'évolution de l'Union soviétique depuis dix-huit ans. Cela aurait discrédité mon œuvre. Je le pouvais d'autant moins que les conceptions que je développe dans l'introduction n'ont rien de commun avec la doctrine officielle ni avec sa reproduction journalistique à la Louis Fischer (4) et consorts.

J'ai l'impression que cette *Introduction* (à elle seule un petit livre) ne restera pas sans effet ni retentissement. J'ignore si vous vous déciderez à utiliser l'ensemble comme introduction. Cela ne fera pas moins, disons, de quatre-vingts pages imprimées

(1) Lettre aux éditeurs Simon et Schuster, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10350, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

(2) La maison d'édition américaine Simon & Schuster avait publié la première édition de *VHistoire de la Révolution russe* aux Etats-Unis.

(3) L'*Histoire de la Révolution russe* avait été traduite en américain par Max Eastman qui avait demandé à Trotsky et obtenu de lui un pourcentage supplémentaire sur les droits d'auteur ! Aussi avait-il insisté auprès des éditeurs pour une réédition, suggérant une nouvelle préface dont il avait fait par ailleurs miroiter à Trotsky la perspective de sa « sérialisation » dans une revue. Trotsky avait d'abord cru pouvoir mener ce travail à bien dans le cours de son séjour à l'hôpital en septembre-octobre 1935 à Oslo. Mais il était pris par son sujet et ne cessait d'augmenter le volume de cette « préface ». On sait qu'elle allait, au bout du compte, devenir l'un des livres les plus importants de Trotsky, *La Révolution trahie*.

(4) Sur Louis Fischer, cf. n. 15, p. 88.

de la première édition de *VHistoire*. Si c'est trop pour vous, il faudra vous contenter d'un extrait. Dans ce cas cependant, je devrais me réserver le droit de publier le travail sous la forme d'un petit livre de deux cents pages. Je vous prie de me communiquer votre décision quand vous aurez reçu l'ensemble dans sa version anglaise. La traduction devra en tout cas être effectuée exclusivement aux frais de l'éditeur.

Avec ma considération distinguée.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz.** — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk.* — (Zusammengestellt von), Munich, Cari Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert J.** — *Trotskyism in Latin America.* — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang.** — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzlisten ab 1930.* — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner.** — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.* — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- CANNON James Patrick.** — *History of American Trotskyism. Reports of a participant.* — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CILIGA Anton.** — *Au pays du Mensonge déconcertant.* — 10/18, rééd. 1977, 252 p.
- CORVISIERI Silverio.** — *Trotskij e il comunismo italiano.* — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Yvan.** — *Le mouvement trotskyste en France.* — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DEUTSCHER Isaac.** — *Trotsky. T. 3, Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert.** — *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).* — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno.** — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel.** — *Bureau de Londres ou IV' Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).* — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.
- GUERIN Daniel.** — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant.* — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT Jean van.** — *De Prinkipo a Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.* — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul.** — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme.* — Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.

- KASTRITIS Kostas.** — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada.* — Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias », s.l.n.d.
- KAWECKA Krystyna.** — *Niezalezna socjalistyczna partia pracy (1921-1937).* — Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969. — 356 p.
- KELLER Fritz.** — *Gegen den Stroin. Fraktionskdmpe in der K.P.O. Trotzisten und andere Gruppen 1919-1945.* Wien, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stockfish) Herschl.** — *Zichrones fun a yidischen revolutsioner.* Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton.** — *The Prophet's Army. Trotskyists in America.* — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS Max (P. P. van't HART).** — *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië.* — Nimègue, Sun, 1976.
- RABAUT Jean.** — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944).* — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl.** — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.* — Frankfurt/Main, Verlag, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard.** — *Avocat de Trotsky.* — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor.** — *Vie et mort de Léon Trotsky.* — Paris, Maspero, 1973.
- SINCLAIR Louis.** — *Leon Trotsky: a Bibliography.* — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1 092 p.
- SINCLAIR Louis.** — *Leon Trotsky: a bibliography — Abridged, amended and supplemented by L. S. — L'auteur, 1978,* 724 p.
- STINAS A.** — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste], 2 vol. 1977-1978.* — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul.** — *Révolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau!Madrid!Paris.* — Hamburg, Association Verlag, 2* éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage).
- TICHELMAN Fritjof.** — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.
- TIADEN Karl-Hermann.** — *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur < Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim an Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon.** — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939). Textes présentés et annotés par Pierre Broué.* — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments. 31.)
- TROTSKY Léon.** — *The Crisis of the French Section (1935-1936).* Edité par N. Allen et G. Breitman, Pathfinder, 1977, — 286 p.
- TROTSKY Léon.** — *Œuvres 1, mars-juillet 1933. — Œuvres 2, juillet-octobre 1933. — Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934. — Œuvres 4, avril-décembre 1934. — Œuvres 5, janvier-juin 1935 — Œuvres 6, juillet-septembre 1935. — Œuvres 7, octobre-décembre 1935.* — Paris, E.D.I., 1978, 1979, 1980, 320 p., 320 p., 360 p., 368 p., 392 p., 300 p., 280 p.
- TROTSKY Léon.** — *La Révolution espagnole 1930-1940. Textes*

- recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon. — *Writings*. — Edités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1935-1936, 1977. — 574 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Høyefoss En beretning om Léo Trotskij's opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1974, 248 p.
- VEREKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, la Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*. — Universität Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2 vol. I, 466 p., II, 228 p.
- ZELLER Fred. — *Trois points c'est tout*. — Paris, Laffont, 1976, 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action socialiste (L') (Belgique)*, 197.
- Action socialiste révolutionnaire (L') (Belgique)*, 41, 58, 118, 192, 194, 195.
- Arbeiderbladet*, 161.
- Arbeideren*, 158, 159, 161.
- Arbeiter-Illustrierte*, 116.
- Batalla (La)*, 136.
- Biulleten Oppositsii*, 34, 54, 59, 68, 71, 74, 77, 82, 89, 91, 92, 103-105, 118, 150, 159, 161.
- Bulletin intérieur du G. B. L.*, 44.
- Bulletin intérieur de la Ligue Communiste*, 186.
- Class Struggle*, 138.
- Commune (La)*, 24, 44-46, 49, 60, 62, 99, 101-104, 118, 125-127, 131, 144, 154-157, 162, 163, 168.
- Controversy*, 56, 57, 113.
- Daily Worker*, 150.
- Economist (The)*, 124.
- Humanité (L')*, 61, 69, 95, 108, 150.
- Informations-Dienst*, 29.
- Internai Bulletin (I. C. L.)*, 141, 142.
- Internationale (De)*, 98, 200.
- Kievljanin*, 72.
- Kurjer Codzienny*, 152, 159.
- Lutte (La)*, 25.
- Lutte de classes (La)*, 167.
- Manchester Guardian*, 159.
- Militant (The)*, 112, 174.
- Mot Dag*, 47.
- Nation (The)*, 88.
- Neue Front (Die)*, 200.
- Neue Weltbühne (Die)*, 38.
- New International (The)*, 113.
- New Leader (The)*, 56, 121, 124, 135.
- New Militant (The)*, 113, 150, 158, 175.
- New York City*, 159.
- New York Times*, 150, 206.
- Nieuwe Fakkel (De)*, 58, 200.
- Novoie Vremia*, 72.
- Ordine Nuovo*, 60.
- Populaire (Le)*, 61.
- Pravda*, 69, 70, 73, 74, 76, 77, 80, 82, 85, 118, 121, 152, 159, 180.
- Prolétaire d'Avant-garde (Le)*, 167.
- Quatrième Internationale*, 152.
- Red Flag (The)*, 112.
- Révolution*, 44, 45, 82, 127, 128.
- Rudé Pravo*, 119.
- Sfirlandet*, 158.
- Spartacus*, 40, 42, 117, 118.
- Times (The)*, 124.
- Unser Wort*, 116, 119.
- Vérité (La)*, 45, 47, 61, 127, 128.
- Voix communiste (La)*, 40.
- Youth Militant*, 56.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 169, 174.
 ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen BAUER, 116.
 ADOLPHE, cf. Rudolf KLEMENT.
 AKULOV Ivan A., 91.
 ALEXANDRE I^{er} de Yougoslavie, 109.
 ALFA, pseudonyme de TROTSKY, 68, 71, 74, 77, 79, 91, 92.
 ANDRADE ^ARODRIGUEZ Juan, 19, 134, 137, 173.
 AVKSENTIEV NIKOLAI D., 80.
 AZANA y DIAZ Manuel, 20, 139, 194, 195.
 BAKOUNINE MIKHAÏL A., 49.
 BARRIO Martinez, 133.
 BARTHOUS Louis, 109.
 BASKY Louis, 166.
 BAUER Eugen, cf. Erwin H. ACKERKNECHT.
 BAUER Otto, 110, 178, 195.
 BEDNY Demian, Efim A. PRIDVOROV, dit, 72, 73.
 BESSER Fritz, dit BRINK, 40.
 BILINE, cf. Robert CABY.
 BIRNEY Earle, dit ROBERTSON, 37, 55, 123.
 BLUM Léon, 20, 48, 110.
 BRAUN, cf. Erwin WOLF.
 BROCKWAY Archibald Fenner, 55, 56, 121-124, 131, 136.
 BROWDER Earl, 184.
 BUR Jan, Walter NETTELBECK, dit, 116, 117.
 BYK Yakov, 105.
 CABALLERO, cf. LARGO CABALLERO.
 CABY Robert, dit BILINE, 62, 99, 143.
 CACHIN Marcel, 95.
 CANNON James Patrick, 22, 103, 138-140-142, 150, 158, 166, 167, 169-172, 174, 182-188, 190, 191, 199, 201, 202.
 CILIGA Ante, 21, 34, 38, 54, 58, 63, 65, 84, 88, 90-92, 105, 106, 115, 119, 121, 145, 146, 150, 151, 160.
 CITRINE Walter MACLENNAN, 110.
 COLIJN Hendrik, 94-98, 203.
 COMPANYS Y JOVER Luis, 133.
 CRAIPEAU Yvan, 164.
 CRUX, pseudonyme de TROTSKY, 102, 155, 156, 173.
 DAN, Fedor I. GOURVITCH, dit, 195.
 DAUGE Walter, 25, 41, 42, 57, 118, 130, 192-197.
 DAVTIAN Avern A., cf. TAROV.
 DEUTSCHER Isaac, 53.
 DEWAR HUW, dit JACK, 25, 112, 113, 120, 124.
 DIAKONOV, 74, 75.
 DIMITROV Gueorgui, 68, 69, 108.
 DINGELSTEDT Fédor, 105.
 DURAND, cf. Léon SEDOV.
 EASTMAN Max, 210.
 EBERT Friedrich, 130.
 EDEN Anthony, 73.
 EHRLICH Salomon, dit A. STEIN, dit SEVER, 52.
 EIKHE Robert I., 85, 86.
 ENGELS Friedrich, 89, 180.

- EPE Heinz, cf. Walter HELD. HITLER ADOLF, 33, 52, 65, 69
ERWIN, cf. Erwin WOLF. 70, 72, 94, 107, 158, 161,
206.
- FENNER, cf. Archibald Fenner IAGODA Henrikh G., 38, 65, 89,
BROCKWAY. 107, 160.
- FERNANDEZ Octavio, 26. IAROSLAVSKY, 159.
- FIELD B. J., David GOULD dit, IAKOVINE, 208.
171. ISAACS Harold R., 204, 205.
- FISCHER Louis, 88, 210.
- FISCHER Oskar, cf. Otto SCHÜS- JACKSON Eric Starkey, 25.
- SLER. JACOBS Louis, dit Jack WEBER,
- FISCHER Ruth, dite DUBOIS, 23, 22, 112, 139, 140, 142,
25, 29, 98, 117, 139, 202, 165, 166, 170-172, 183,
203. 187, 190, 203.
- FOL Robert, 159.
- FOSTER William Zebulon, 169, JAMES Cyrus Lionel Robert, 56.
184. JEANNE, cf. Jeanne MARTIN des
PALLIERES.
- FRANK Pierre, 44, 61, 118.
- FRANKEL Jan, dit Werner KEL- JOHNSTONE KENNETH, dit Ken
LER, 33, 34, 37, 50, 119, Alexander, 56.
- 120, 148. JOHRE S. L., Josef WEBER dit,
116, 117.
- FRATELLI (éditions), 60.
- Fux Georges, 57, 192, 195, 197.
- KAGANOVITCH Lazar P., KOGA-
NOVITCH, dit, 76.
- GAINSBOURG José AGUIRRE, 26. KAMENEV, Lev B. ROSENFELD,
GESSLER, 109. dit, 107, 108, 151.
- GITLOW Ben, 176. KARSNER Rose, 182.
- GLOTZER Albert, 22. KELLER Werner, cf. Jan FRAN-
KEL.
- GODEFROID Fernand, 25, 57, KERENSKY Alexandre F., 66, 72,
131, 193-195. 83.
- GOEBBELS Josef, 69. KHATAIEVITCH Mendel M., 84,
85.
- GORING Hermann, 68. KHROUCHTCHEV, Nikita, 158.
- GRAMSCI Antonio, 60. KIROV, Sergei M. KOSTRIKOV,
GROVES Reg, 112, 113. dit, 37, 89, 106, 107, 158.
- GUBELMAN Minei J., dit Emilian IAROSLAVSKY, 152. KLEMENT Rudolf, dit ADOLPHE,
25, 47, 100, 115, 209.
- GUTTMANN Josef, 119. KNUDSEN KONRAD, 21.
- GYLLING Edward, 58. KOLTCHAK Aleksander V., 85.
- HARBER Denzil D., 113, 114. KONSTANTINOVNA Nadejda, cf.
KRUPSKAIA.
- HEARST William Randolph, 150, 152, 153, 158, 159, 161. KOSSIOR Stanislas V., 86.
- HEUENOORT Jean VAN, 44, 125- KRUPSKAIA, Nadejda KONSTAN-
128, 163. TINOVNA, 149.
- HELD Walter, Heinz EPE dit, KVACHADZE, 105.
- 37, 148, 156.
- HENNAUT Adhémar, 41.
- HIDALGO PLAZA Manuel, 173.
- HILLQUIT Morris, 175.
- HIRO HITO (Mikado), 107. LAMED Stefan, 53.
- LARGO CABALLERO Francisco,
19, 134, 194, 195.

- LAVAL Pierre, 19, 72.
 LEGUE Maurice, 60, 61, 144.
 LENINE, Vladimir Illitch OULIANOV, dit, 31, 66, 71, 75, 89, 107, 134, 149, 151, 180, 184, 187, 195.
 LEO, pseudonyme de TROTSKY, 138.
 LEONETTI Alfonso, dit MARTIN, 25, 60, 98, 139, 165, 171, 173, 203.
 LESOIL Léon, 41, 42, 57, 89, 118, 130, 193, 197.
 LHUILLIER René, 167.
 LIEBAERS Frans, 57, 58, 129-131, 194, 197.
 LIEBER Maxim, 152.
 LIEBKNECHT Karl, 64, 130, 131, 195.
 LIEBKNECHT Theodor, 64.
 LITVINOV, Maksim M. WALACH dit, 72, 108, 109.
 LOFFLER Eric, Otto NEUSTEDTL, dit, 29, 33.
 LOVESTONE Jay, Jacob LIEBSTEIN dit, 182.
 LUXEMBURG Rosa, 195.
 MACDONALD James Ramsay, 56.
 MAKHNO Nestor, 84, 85.
 MANNIN Ethel, 124.
 MARGNE Charles, 60, 61, 144.
 MARTEAUX Albert, 130.
 MARTELL H. O., 33.
 MARTIN, cf. Alfonso LEONETTI.
 MARTIN des PALLIERES Jeanne, 59, 60.
 MARX Karl, 31, 49, 66, 89, 117, 134, 180.
 MASLOW Arkadi, Isaac TCHEREMINSKY, dit PARABELLUM, dit, 23, 29, 98, 116, 117, 200.
 MAURIN JULLIA Joaquim, 23, 132, 134-137.
 MAXTON James, 56, 57, 135, 161.
 MEDVED Filip D., 89, 160.
 MENDOZA, 173.
 MIKADO, cf. HIRO HITO.
 MIKOVAN Anastas I., 77, 78.
 MINI Normann, 176.
 MOLINIER Raymond, dit REY, 24, 44, 45-47, 59-62, 99-104, 118, 125, 126, 128, 130, 131, 154, 157, 163, 164, 168, 171, 178, 208.
 MOLOTOV Viatcheslav M., SKRIABINE dit, 73, 79.
 MORGAN John Pierpont, 181.
 MÜNZENBERG Willy, 116.
 MUSSERT Anton A., 96, 97.
 MUSSOLINI Benito, 72.
 MUSTE Abraham Johannes, 22, 138, 759-142, 165-167, 169-172, 183, 184, 189, 190, 203, 206, 207.
 NATALIA, cf. Natalia SEDOVA.
 NAVILLE Pierre, 45, 167, 168.
 NIKOLAIEV Leonid, 38, 89, 160.
 NIN PEREZ Andrés, 23, 134, 136, 137, 173.
 NOSKE Gustav, 130.
 OEHLER Hugo, Edward OLER dit, 22, 139, 766, 171.
 ORDJONIKIDZE Grigori K., dit SERGO, 74, 75.
 PAINE George Lyman, dit WHITE, 19, 165, 172, 174, 183, 186-188, 190, 202, 204, 207.
 PANKRATOV Vassili, 208.
 PARABELLUM, cf. Arkadi MASLOW.
 PESTANA NUNEZ Angel, 134.
 PETLJURA Siméon V., 84.
 PETROVSKY Grigori L., 86.
 PILSUDSKI Jozef, 52, 759.
 PIVERT Marceau, 46, 48, 118, 130, 131, 168, 193, 195.
 PLISNIER Charles, 149.
 POLK Lodewijk, 40, 41, 129, 130, 194.
 PRIMO de RIVERA José Antonio, 194.
 PROUDHON Pierre Joseph, 49.
 RADEK Karl, SOBELSOHN dit, 88.
 RAYMOND, cf. Raymond MOLINIER.

- REESE Maria, 68, 69, 70.
 REMMELE Hermann, 116.
 RENJING Liu, 204.
 RIDLEY Francis A., 112.
 RIVERA Diego, 26.
 ROBERTS, cf. Harold R. ISAACS.
 ROBERTSON, cf. Earle BIRNEY.
 ROBESPIERRE Maximilien de, 82.
 ROBINSON Viola, 205.
 ROLLAND Romain, 108.
 ROOSEVELT Franklin Delano, 182.
 ROSENFELD, 151.
 ROSMER Alfred, GRIOT dit, 45, 126.
 Rous Jean, dit CL ART, 54, 60, 98, 103, 104, 128, 131, 132, 134, 162, 164, 202.
 RUDOLF, cf. Rudolf KLEMENT.
- SAIANSKY, 105.
 SARKISSOV, Sarkis A. DANIELYAN, dit, 79.
 SARRAUT Albert, 19.
 SCHEFLO Olav, 34, 39, 156.
 SCHLAMM Willy, 38.
 SCHMIDT Peter Johannes, 22, 51, 55, 117, 120, 123, 124, 154, 155, 201.
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar FISCHER, 116, 165, 173, 202.
 SEDOV Léon, dit DURAND, dit MARKINE, 25, 27, 54, 59, 89, 92, 100, 103, 104, 115, 162, 163, 202.
 SEDOV Sergei, 206.
 SEDOVA Natalia I., 21, 54, 59, 149, 206, 207.
 SEIPOLD Oskar, dit WEISS, 33.
 SERGE Victor, V. L. KIBALTCHITCH, dit, 208.
 SERGO, cf. Grigori K. ORDJONIKIDZE.
 SHACHTMAN Max, 22, 138-142, 166, 167, 169, 170, 172, 174, 185-188, 190, 191, 199, 201, 202.
 SIMON et SCHUSTER (éditions), 210.
 SMIRNOV I. N., 74.
 SNEEVLIET Henricus, 22, 37, 40, 51, 55, 94, 97, 101-103, 117, 123, 154, 155, 173, 199, 203.
 SOLNTSEV Eléazar, 26.
 SOPHOULIS, 19.
 SPAAK Paul-Henri, 197.
 SPECTOR Maurice, 19, 22, 165, 172, 174-179, 181-189, 190, 201, 202, 204, 207.
 STAKHANOV Alexei G., 74.
 STALINE Joseph, 38, 65, 70-72, 75, 77, 78, 83, 84, 87, 105-107, 109, 119, 151, 152, 158, 160, 161, 180, 181, 206.
 STAMM Tom, 166.
 STILINSKY Sacha, 105.
 SVERCHKOV Dimitri F., 80.
- TAROV Arben, DAVTIAN OU DAVITIAN ou TAVITIAN, dit, 21, 59, 84, 105, 115, 151, 152, 158, 160.
 TA THU TH AU, 25.
 TELL Guillaume, 109.
 THOMAS Norman, 175-177.
 THOREZ Maurice, 19.
 TORGLER Ernst, 68-70.
- URBAHNS Hugo, 29, 30.
- VAN, cf. Jean VAN HEIJENOORT.
 VANDERVELDE Emile, 64, 110, 198.
 VAN GELDEREN Charles, 114.
 VAN OVERSTRAETEN Edouard, 41.
 VAN RIEL René, Richard MANUEL, dit, 50.
 VAN ZEELAND Paul, 198.
 VANZLER Joseph, dit John G. WRIGHT, dit USICK, 93.
 VARGAS Getulio, 25.
 VEREEKEN Georges, 40-42, 57, 117, 118.
 VOROCHILOV Klementi E., 77, 78.
- WALCHER Jacob, dit Jim SCHWAB, 48, 123.
 WEBER Jack, cf. Louis JACOBS.
 WEBER Josef, cf. S. L. JOHRE.

WEISBORD Albert, 138.

WEISS, cf. Oskar SEIPOLD.

W. H., cf. Walter HELD.

**WHITE, cf. George Lyman
PAINE.**

WILSON Thomas Woodrow, 180.

**WOLF Erwin, dit BRAUN, dit NI-
COLLE, 21, 29, 98, 120,
145, 154, 207.**

YBARNEGARAY Jean, 95.

ZAITSEV, 86.

ZAM Herbert, 176.

ZAPOROJETS Ivan, 89.

ZELLER Fred, 118, 156, 160.

ZINOVIEV Grigori Y., RADOMYL-

SKI dit, 37, 107, 108, 151.

ZYROMSKI Jean, 48, 130, 195.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS, etc. (◆◆)

- Action socialiste révolutionnaire**, A.S.R., cf. **Ligue communiste internationaliste** et **parti ouvrier belge**.
- Alliance de la démocratie sociale**, 49.
- American Fédération of Labor**, A. F.L., cf. **Fédération américaine du travail**.
- American Workers Party**, A.W.P., cf. **Parti américain des travailleurs**.
- Amis de l'U.R.S.S.**, cf. **Société des amis de l'U.R.S.S. ou de la Russie**.
- Anarchistes**, 85.
- Association de Londres des partis socialistes révolutionnaires**, cf. **Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire**.
- Ausland - Komitee** (comité à l'étranger), cf. **L.C.I.**, **section allemande**, I.K.D.
- Bakouninistes**, 49.
- Balham group**, cf. **Parti communiste britannique** et **Opposition de gauche section britannique**.
- Bataille socialiste (La)**, cf. **Parti socialiste S.F.I.O.**
- Bloc ouvrier et paysan**, **bloc ouvrier i camperol**, (Catalogne), 24, 132.
- Bolcheviks**, **botëeviki**, cf. aussi **P.O.S.D.R.** et **parti bolchevique**, 37, 67, 72, 74, 75, 77, 80, 83-85, 88, 91, 106, 174.
- Bolchevik-léniniste**, 64, 83, 86, 88, 109, 121, 122, 164, 204, cf. aussi **Opposition de gauche** ou **Ligue communiste internationaliste**.
- Bond van Revolutionaire Socialisten**, B.R.S., cf. **Ligue socialiste révolutionnaire**.
- Brookwood Labor College**, 139.
- Bund**, cf. **Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne**, « **Bund** ».

• En caractère gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fractions des P. C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leurs organisations ou dénominations, elles ont été rassemblées, d'une part, à **Opposition brandliérienne** ou **K.P.O.**, et à **Opposition de gauche** de l'autre, mais ont été traitées différemment : les **Oppositions brandliériennes** renvoient aux appellations précises (en général, **K.P.O.**) alors que les références des **Oppositions de gauche** sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 21 août 1933, sous celui de **Ligue communiste internationaliste**.

◆* *En italique* et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- Bureau d'Amsterdam (suite du bureau de Londres, fin 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, B. U.S.R., (nouveau nom de l'internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), 58, 135, 136, 147, 148, 199, 200 ; section britannique, cf. I.L.P. ; section espagnole, cf. P.O.U.M.
- Bureau de Londres, cf. B.I.U.-S.R.
- Cadets, (K.D.), 66, cf. aussi Parti constitutionnel démocrate.
- Cent-Noirs, ^72, 83.
- Comintern, cf. Internationale, troisième.
- Comités d'action, 92.
- Comité d'aide aux victimes du fascisme allemand, 65.
- Comité (ou commission) de contact des signataires de la « Lettre ouverte » ou bloc de la IV Internationale, 51, 55, 56, 117, 123, 154, 155, 201 ; secrétariat, appelé aussi secrétariat d'Amsterdam, ou secrétariat de la IV Internationale, 51, 55, 117, 119, 123, 154-157, 164, 200, 201, 203.
- Comité (parisien) de défense des révolutionnaires emprisonnés, 27, 35, 54, 115, 119, 145.
- Comité de la IV^e Internationale (La Commune), 24, 152-154, 161, 162.
- Comité de grève de Verknéou-ralsk, 1931, 105.
- Comité de grève de Verknéou-ralsk, mai 1933, 105, 106.
- Commission de contact des si-
- Commission internationale d'enquête sur la répression stalinienne (noms divers), 38, 58, 64.
- Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 139.
- Communauté internationale de travail, Internationale Arbeitsgemeinschaft I.A.G., cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Commune ouvrière de Carélie, 58.
- Commune de Paris (La), 49.
- Communist League of America, C. L.A., cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist League, british section of I.L.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Communist League of Struggle, 138.
- Communist Party of America, C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communistes de gauche espagnols, cf. Ligue communiste internationaliste, section espagnole.
- Communist Party (Opposition), C.P.O. ou groupe Lovestone (opposition brandlé-rienne, Etats-Unis), 176.
- Communistische Partij Opposition, C.P.O. (Pays-Bas), 50.
- Confédération générale du travail, C.G.T., 47.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U., 47 ; fédération des produits chimiques, 61.
- Confédération nationale du travail (Espagne), C.N.T., 132, 134.
- Conférence de la jeunesse de Laren, février 1934, 95.
- Conférence des stakhanovistes,

- Moscou, fin décembre 1935, 74, 77.
- Conseil des commissaires du peuple, 73.
- Conseil suprême de l'économie nationale, 74.
- Corps-francs, 130.
- Croix-de-feu, 95.
- Det Norske Arbeiderparti, D. N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Diehards, cf. Parti conservateur britannique.
- Douma (3^e), 86.
- Entente, 180.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine, cf. Jeunesses socialistes françaises.
- Esquerra, cf. Parti catalaniste de gauche.
- Fédération américaine du travail, American Federation of Labor, A.F.L., 184 ; Workers Educational League, 184.
- Fédération catalano - baléare, 132, cf. aussi P.C. espagnol et fédération communiste ibérique.
- Fédération communiste ibérique, Federaciòn comunista ibérica, F.C.I., 132.
- Fédération nationale des étudiants socialistes (Belgique), 149.
- Fédération social-démocratique, Social Démocratie Fédération (Etats-Unis), 139, 176.
- Franc-maçonnerie, 65.
- Front rouge (Autriche), 148.
- Gardes-blancs, 80, 83, 84, 86, 181.
- Gardes-rouges, 72.
- Gauche communiste chilienne, Izquierda comunista del
- Chile, cf. Ligue communiste internationaliste, section chilienne.
- Gauche républicaine (Espagne), 133.
- Genève, cf. L.C.I., secrétariat international.
- Gestapo, Geheime Staatspolizei (police secrète d'Etat), 117.
- G.P.U. ou Guépéou, Gosoudarstvennoïé politicheskoié Oupravleniè (Administration politique d'Etat), 27, 38, 58, 88, 89, 91, 106, 108, 160, 161.
- Groupe d'Anvers, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe bolchevik-léniniste, cf. Ligue communiste internationaliste, section française.
- Groupe de Charleroi, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe Dauge, 41, 42, 118, 130, 194, cf. aussi Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe Dewar ou groupe Red Flag, 112-114, 124.
- Groupe Die Internationale (R. Fischer, Maslow), 98.
- Groupe Harber, 25.
- Groupe Hyde Park, 25.
- Groupe de la Commune ou groupe ou tendance Molièr, 25, 44, 47, 60, 62, 99, 101, 102, 118, 125, 144, 156, 157 ; minorité, 157.
- Groupe Lesoil-Dauge, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe Lhuillier, 167.
- Groupe Lovestone, Communist Party (Opposition), 176.
- Groupe Mot Dag (Norvège), 47.
- Groupe Muste, cf. Parti ouvrier américain (A.W.P.).
- Groupe Muste-Weber, cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis (W.P.U.S.).
- Groupe Naville, 167, 168.

- Groupe Oehler, cf. Ligue communiste internationaliste, section américaine et Revolutionary Workers League.
- Groupe Rops (Libérée), 29.
- Groupe Spartakus, Spartakusbund, 130.
- Groupe Spartakus, ou groupe Vereeken ou L.C.I., 40-43, 57, 117, 118.
- Groupe de Tsaritsyne, 77.
- Groupes d'action révolutionnaire, G.A.R., 46, 104.
- Hyde Park Group, cf. groupe Hyde Park.
- Independent Labour Party, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travaillleurs industriels du monde.
- Première Internationale, 49.
- Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923, 22, 23, 52, 58, 64, 66, 107, 108, 110, 118, 147, 151, 178, 182.
- Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 22, 34, 39, 40, 52, 68, 33, 64, 68-71, 90, 93, 106-108, 119, 133, 147, 154, 159, 170, 178-180, 184; 2' congrès, juillet-août 1920, 39, 184 ; 5* congrès, juin-juillet 1921, 39 ; 4* congrès, nov.-déc. 1922, 39, 174; 5* congrès, juin-juillet 1924, 174 ; 6' congrès, juillet-sept. 1928, 174 ; 7' congrès, 25 juillet-21 août 1935, 68, 119, 122, 136 ; Comité exécutif, 34, 174 ; plénum, 119 ; section de l'I.C., 136; secrétariat politique, 119; secrétariat pour l'Europe occidentale à Berlin, 68 ; secrétariat balkanique, 34.
- Quatrième Internationale, cf. aussi dans l'index des sujets et thèmes à nouvelle Internationale, 21, 22, 24, 25, 31, 35, 44, 45, 48, 50, 51, 55, 56, 69, 89, 90, 101, 113, 117-119, 122, 134, 139, 147, 154-157, 164, 167, 168, 173, 183, 184, 199, 201, 203, 257 ; « sections nationales », 184 ; « section américaine », 184 ; « section espagnole », 137 ; « section française », 155 ; « section russe », 82-90, 92, 118, 121, 208; cf. aussi à P.C.U.S., opposition trotskyste ou b. 1. et à Ligue communiste internationaliste, section russe.
- Internationale Arbeitgemeinschaft, I.A.G. (Communauté internationale de travail), ou bureau de Londres, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Internationale communiste, cf. Internationale, troisième.
- International Communist League, I.C.L., cf. Ligue communiste internationale.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Internationale syndicale rouge, 97, 134.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, LV.K.O. (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien ou opposition communiste de droite, 50.
- Izquierda comunista de Chile, cf. L.C.I., section du Chili.

- Izquierda comunista de España, I.C.E., cf. Opposition de gauche espagnole, ou Ligue communiste internationale, section espagnole.
- Jeunes Gardes socialistes (Belgique), 25, 41, 57, 131, 192-195 ; fédération du Borinage, 41. Comité national, 57 ; majorité, 57 ; fraction trotskyste, 25, 57.
- Jeunesses communistes américaines, 171, 174.
- Jeunesses communistes belges, 57.
- Jeunesses communistes françaises, 45.
- Jeunesses communistes de Grande-Bretagne, 25.
- Jeunesses communistes tchécoslovaques, 33.
- Jeunesses léninistes belges, 57.
- Jeunesses léninistes françaises, 164.
- Jeunesses social-démocrates allemandes, 130.
- Jeunesses socialistes américaines, 201.
- Jeunesses socialistes (Espagne), 132, 134.
- Jeunesses socialistes françaises, 44, 47, 117, 161, 164, 183 ; Entente des jeunesses socialistes de la Seine, 44-46, 62, 118, 161, 183; *Conférence nationale de Lille*, 30 juillet 1935, 46, 62, 118, 161.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires, J.S.R., 44, 46, 62, 64, 118, 162, 164, 183.
- Jeunesses travaillistes de Grande-Bretagne, 114.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne. Kommunistische Partei Opposition, K.P.O., 48, 50.
- Labour Party, cf. Parti travailliste.
- Liga, cf. Ligue socialiste internationale contre la guerre.
- Liga comunista internacionalista (Mexique), cf. Ligue communiste internationale, section mexicaine.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationale, L.C.I. (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 21, 27, 36, 40, 44, 46, 64, 91, 99, 125, 133, 141, 142, 147, 155, 178, 199 ; plénum, 60 ; secrétariat international, S.I., appelé aussi Genève ou Théodore, 23-26, 33, 40, 42, 47, 54, 60, 61, 91, 94, 98, 100-104, 115, 117, 120, 125, 126, 137, 139, 147, 154, 156, 157, 163-165, 173, 186, 191, 200-203, 209 ; plénum du S.I., appelé aussi Genève, 46, 125, 155, 173, 200.
- Ligue communiste internationale (B.L.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections, 22, 61, 62, 100, 133, 147, 148.
- allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 69, 70 ; comité des I.K.D. à l'étranger, Ausland-Komitee, 40.
- américaine, Communist League of America, C.L.A., 103, 119, 133, 138, 139, 140, 174, 176,

- 183 ; comité national, 164 ;
fraction Cannon-Shachtman, 138, 139, 166, 185 ;
fraction Oehler, 166 ; *plénum d'octobre 1935*, 166 ;
congrès de fusion avec le parti ouvrier américain (A.W.P.) des 1^{re} et 2^e décembre 1934, 166.
- belge, 40-43, 89, 118 ;
groupe b.l. du P.O.B. ou groupe Lesoil (ancien groupe de Charleroi) dans la tendance Action socialiste révolutionnaire, 25, 40-43, 57, 58, 118, 129, 130, 183, 192, 194, 197, 200 ; groupe d'Anvers, 40-43 ; minorité exclue, 40-43 ; fédération ou section de Bruxelles, ou groupe Vereeken ou minorité anti-entriste, 40 ;
assemblée générale du 15 mars 1935, 40.
- brésilienne, 26.
- britannique, Communist League, 25, 57, 112 ; fraction favorable à l'entrée dans le L.P., 112 ; groupe b.l. du Labour Party ou majorité, 25 ; groupe b.l. de l'I.L.P. ou Marxist group, 56, 57, 113, 120-123, 136.
- canadienne, Workers Party of Canada, W.P.C., 174.
- chilienne, Izquierda comunista de Chile, 26, 173.
- cubaine, 26.
- espagnole, Izquierda comunista de Espana, I.C.E., 132, 134, 136, 137, 147, 173.
- française, ou Ligue communiste internationale, L.C.I., 22, 24, 45, 46, 54, 61, 125, 126, 147, 155-157, 167 ; *plénum d'août 1934*, 165 ; groupe juif, 126 ; groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., 22,
- 24, 25 ; 44, 46-48, 61, 62, 117, 119, 127, 130, 131, 135, 144, 162-164, 167, 168, 178, 200 ; comité central, 44, 46, 60, 100, 102, 117, 125, 131, 155, 163 ;
plénum du C.C., 101.
- hollandaise, 133, cf. aussi R.S.A.F.
- indochinoise, 26.
- mexicaine, Liga comunista internacionalista, 26.
- polonaise, 52, 53, organisation ou comité régional de Varsovie, 52, 53 ; organisation de Lodz, 52.
- russe, 21, 26, 27, 82, 84, 85, 87, 88, 89, 91, 92, 118.
- tchécoslovaque, 29.
- Ligue communiste internationaliste ou groupe Vereeken (Spartacus), 40-43.
- Ligue socialiste, Socialist League, 112 ; minorité entriste ou groupe Dewar, 112.
- Ligue socialiste internationale contre la guerre, De Internationale socialistische anti-Oorlogs liga, ou Liga, 40, 41, 57, 58, 129-131, 194 ; groupe trotskyste, 58.
- Ligue socialiste révolutionnaire, Bond van Revolutionaire Socialisten, B.R.S., 123.
- Ligue Spartacus de la jeunesse, Spartacus Youth League, 169.
- Marxist group (G.B.), cf. I.L.P. et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Marxist League (Angleterre), 112.
- Mencheviks, 65-67, 80, 181.
- Mouvement stakhanoviste, 74, 77, 79, 192, 103, 182 ;
conférence de déc. 35, 74, 77.
- Narodny Kommissariat Vnou-

- trennikh del, N.K.V.D., 38, 89.
- Nationaal Arbeiders-Secretariaat, N.A.S., 94, 97, 199, 200.
- Nazis, cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs.
- Nouvelle Opposition, cf. Parti communiste d'Union soviétique.
- Non-Partisan Labor Defence League, 176.
- Oehleriste, cf. Revolutionary Workers League.
- Onafhankelijk socialistiche Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition brandlérienne ou Opposition de droite ou K.P.O. :
— internationale, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
— hollandaise, cf. Communistische Partij Opposition, C.P.O.
- Opposition de gauche internationale, *conférence internationale de Paris*, avril 1930, 33 ; *secrétariat international*, S.I., 54.
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :
— allemande ou Opposition de gauche unifiée (*fusion d'une partie de Leninbund et de l'Opposition de Wedding, printemps 1930*) éditant *Die Permanente Révolution*, 33, 120 ; Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 1933 (éditant *Unser Wort*), 116.
— américaine, Communist League of America, C.L.A., 55, 93, 138, 166, 171 ; groupe Cannon, 171 ; groupe Shachtman, 171 ; groupe Weber, 171
— belge, 40, 41, 42, 57, 149 ; *fédération de Charleroi*, 41.
— britannique, Balham Group, 112 ; Communist League, 112 ; majorité anti-entriste, 112.
— espagnole, Izquierda comunista de España, 23, 24, 132, 134.
— française, Ligue communiste, 45, 125, 126, 164 ; aile marxiste, 45, 61 ; groupe juif, 126.
— italienne, Nouvelle opposition ou groupe des trois, 60.
— tchécoslovaque, 33.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party A.W.P., ou groupe Muste, 138, 139, 166, 167, 176 ; *congrès de fusion avec la C.L.A.*, 1-2 décembre 1934, 166.
- Parti bolchevique, cf. aussi P.O. S.D.R., P.C. russe et P.C. U.S., 134.
- Parti catalaniste de gauche, Esquerra, 133.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 29, 33, 68, 69, 70, 99, 116, 130, 179 ; *conférence de Bruxelles (Moscou)*, décembre 1935, 69 ; opposition zino-viéviste, 23, 98 ; opposition de gauche, 33, 116 ; minorité gauchiste avant 1920, 179 ; groupe communiste du Reichstag, 68, 70.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, C.P.A., 55, 93, 138, 150, 166, 169, 170, 171,

- 174, 175, 177, 178 ; 7* congrès, 164 ; fraction Foster-Cannon, 171 ; fraction Cannon, 184 ; fraction Lovestone, 184.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 38.
- Parti communiste de Belgique, 40, 149 ; comité central, 40
- Parti communiste de Bolivie, 26.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska Komunisticeska Partija, 68.
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada, 172.
- Parti communiste du Chili, 171.
- Parti communiste de Chine, 94.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de Espana, 27, 132, 134 ; fédération catalano-baléare, 132.
- Parti communiste de Finlande, 58.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.-I.C., 27, 45, 47, 48, 61, 95, 98, 178, 184 ; groupe de langue juive, 126.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain, 112 ; Balham group, 112.
- Parti communiste de Hollande, 50, 94, 96, 97.
- Parti communiste de Hongrie, 50.
- Parti communiste d'Indonésie, 94.
- Parti communiste italien, P.C.I., 60.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, Kommunistická Strana Československa, 33, 119 ; opposition de gauche, 33 ; bureau politique, 119 ; groupe de Reichenberg, 29.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S., ou parti communiste russe, Rossijskaja, Kommunisticeskaja partija (b) R.K.P., de 1918 à 1925, Vséròssijskaja Kommunisticeskaja partija, V. K.P., après 1925, cf. aussi à parti bolchevique, 21, 31, 47, 50, 76, 82, 85, 88-91, 118, 151, 160, 184 ; comité central, 37, 75, 78, 79, 84, 85, 105 ; bureau politique, 37, 77, 85, 107, 151, 181 ; plénum du 23 décembre 1935, 37 ; opposition de gauche, 50, 54, 59, 89, 112, 134 ; opposition de gauche unifiée, 79, 89, 105, 145 ; opposition trotskyste ou b.l., 58, 82-88, 108, 109, 118, 121, 122, 146, 160, 180, 181, 206, 208 ; oppositionnels bulgares, 106 ; opposition zinoviéviste, 82-87 ; communistes étrangers, 37, 38, 90, 106.
- Parti communiste ouvrier d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 179.
- Parti communiste ukrainien, 86.
- Parti communiste yougoslave, 34, 106, 150 ; comité central, 106 ; bureau politique, 34 ; bureau étranger, 34 ; opposition de gauche, 34 ; groupe oppositionnel à Moscou, 34.
- Partis communistes, 64, 106, 179.
- Parti conservateur (G.B.), 135, 150 ; Diehards, 161.
- Parti constitutionnel démocrate, Konstitutsionii Demokratitcheskii, K.D., ou Cadets, 66.
- Parti menchevique, 84, 145, 146, 195, cf. aussi P.O.S.D.R.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs (parti nazi), Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P., 68, 69.
- Parti national-socialiste hollandais (parti nazi), 94, 97.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 23,

- 25, 26, 40, 41, 57, 58, 118, 129, 130, 149, 168, 183, 192, 193, 197, 198 ; fédération de Charleroi, 41 ; aile gauche, 57, 58 ; action socialiste révolutionnaire, 25, 40-42, 58, 118, 130, 183, 192, 194, 197, cf. aussi Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P., 25, 55, 56, 112, 113, 120, 121, 123, 124, 135, 136, 148 ; comité national, 56 ; groupe parlementaire, 56 ; aile droite, 56 ; aile gauche, 55, 56 ; groupe G.B.L. ou Marxist group, cf. L.C.I., section britannique.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 34, 39, 47, 161.
- Parti ouvrier révolutionnaire, P.O.R. (Bolivie), 26.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozial-demokratische Arbeiterpartei Österreich, S.D.A.P.O., 110.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, Balgarska Rabotniceska social-demokraticniceska Partija, Tesnjaki (« étroits »), 68.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-demokraticeskaja Rabocaja partija, 49, 82, cf. aussi Parti bolchevique, bolcheviks, 37.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., 22, 23, 40, 50, 51, 55, 94, 117, 123, 133, 135, 139, 199, 200 ; commission d'élaboration du programme, 50, 51 ; comité central, 50, 200 ; bureau national, 201 ; congrès de novembre 1935, 123.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unification marxista, P.O.U.M. (Espagne), 24, 132-137, 148 ; comité central, 136.
- Parti radical et radical-socialiste, 98.
- Partis républicains bourgeois, 63.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 33, 48, 68, 69, 130.
- Parti social-démocrate d'Autriche, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozial-demokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 33, 68, 95, 130.
- Parti social-démocrate de Hollande, Sociaal-democratische Partij in Nederland, S.D.P., 55, 96.
- Parti social-démocratique des Etats-Unis, Social Démocratie Party, 174.
- Parti social-démocratique de Finlande, Sosialdemokraathinen Puole Suomessa, 58 ; aile gauche, 58.
- Partis social-démocrates, 64, 66, 107.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America, 22, 23, 103, 138, 139, 141, 166-172, 174-177, 184, 185, 187, 188, 190, 200-203 ; congrès de Détroit, déc. 1934, 176 ; comité central, 185 ; Vieille Garde, 22, 139, 175-177 ; fractions centristes, 22 ; fraction stalinienne, 167, 170, 177 ; tendance les « Militants », 139, 177 ; aile socialiste de gauche, 170 ; fraction de gauche, 103, 139.
- Parti socialiste du Chili, 26, 173.
- Parti socialiste de Croatie, 34.
- Parti socialiste, S.F.I.O., ou

- parti socialiste unifié, 27, 46, 47, 61, 62, 63, 95, 98, 110, 117, 129, 130, 135, 140, 147, 166-168, 184 ; congrès de Tours, décembre 1920, 48, 110 ; congrès de Mulhouse, 7-9 juin 1935, 131 ; commission administrative permanente, C.A.P., 61, 131 ; fédération de la Seine, 130, 195 ; Bataille socialiste, 195 ; Gauche révolutionnaire, 48, 118, 131.
- Parti socialiste indépendant (Pays-Bas), Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P., 23, 55, 94, 123, 203.
- Parti socialiste ouvrier, Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., 48, 95, 117, 123, 150, 168, 197.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, P.S.O.E., Partido Obrero socialista espanol, 24, 27, 132, 134, 196 ; aile gauche, 196 ; organisation de jeunesse, 24.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., 25, 52, 159 ; fraction b.l., 25.
- Parti socialiste révolutionnaire, Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P., 23, 55, 94.
- Parti socialiste révolutionnaire de Russie, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., 65-67, 72, 84, 146 ; de droite, 64, 80.
- Parti socialiste révolutionnaire de Russie, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., de gauche, 134.
- Parti socialiste suédois, 148.
- Partis socialistes, 22, 63, 64, 178, 179 ; P.S. d'Europe, 139.
- Parti syndicaliste (Espagne), 134.
- Parti des travailleurs du Canada, Workers Party of Canada, W.P.C., 117, 174.
- Parti des travailleurs du Canada, Workers Party of Canada, W.P.C. (forme légale du parti communiste en 1926), 174.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of United States, W.P.U.S., 22, 23, 113, 133, 138, 141, 143, 165, 169, 170, 174, 176, 186, 188, 189, 190, 191, 199, 200-203, 207 ; congrès de création 1-2 décembre 1934, 166 ; conférence des 20-28 février 1936, 191 ; comité central, 188, majorité « centriste » ou groupe Cannon-Shachtman, 169, 170, 187, 188, 190, 191, 203, 207 ; tendances « anti-centristes », 22, minorité anti-centriste » ou groupe Muste-Weber, 139, 165, 169, 170, 183, 187, 188, 189-191, 203, 204, 207.
- Parti travailliste, Labour Party, 25, 56, 57, 112, 113, 121, 124, 135, 161 ; minorité centristes », 22 ; minorité 112, 120, 124 ; groupe parlementaire, 57 ; organisations affiliées, 113.
- Partido Obrero de Unificaciôn marxista, P.O.U.M. cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Phalanges espagnoles, 27.
- Proudhoniens, 49.
- République autonome de Carelie, 58.
- République hongroise des conseils, 50.
- Révolutionnaire socialistiche Arbeiders Partij, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.
- Revolutionair socialistiche Partij, R.S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Revolutionary Policy Committee, 177.

- Revolutionary Workers League ou Oelileriste, 166, 167, 178, 185.
- Secours rouge, 69.
- Secrétariat d'Amsterdam ou hollandais, cf. Comité de contact des signataires de la « lettre ouverte ».
- Secrétariat international, ou S.I., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.
- Secrétariat des organisations pour la IV", cf. Comité de contact des signataires de la « lettre ouverte ».
- Secrétariat de la IV* Internationale, cf. Comité de contact des signataires de la « lettre ouverte ».
- Social Démocratie Party, cf. Parti social-démocratique (Etats-Unis).
- Social-démocrates de gauche (centriste), 64.
- Socialist League, cf. Ligue socialiste.
- Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier.
- Société des « Amis de la Russie » ou de l'U.R.S.S., 63, 110.
- Société des Nations, 108, 109, 133, 135, 136.
- Société des Vieux-bolcheviks, cf. à Vieux-bolcheviks.
- Soviet de Pétrograd, 107.
- Spartacus Youth League, cf. Ligue Spartacus de la jeunesse.
- Spartakusbund, cf. groupe Spartakus.
- Stakhanovistes, cf. Mouvement stakhanoviste.
- Syndicats américains, 139, 169.
- Syndicats belges, 58 ; syndicat du vêtement, 57.
- Syndicats britanniques, 56.
- Syndicats bulgares, 68.
- Syndicats hollandais, 97.
- Syndicats réformistes, 200.
- Syndicats rouges, 200.
- Syndicats soviétiques, 91.
- Tchéka, 89.
- Théodore, cf. Ligue communiste internationaliste, secrétariat international.
- Trade-Union, cf. Syndicats américains.
- Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of the World, I.W.W., 103.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union communiste, 126.
- Union générale des travailleurs, U.G.T. (Espagne), 134, 194.
- Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne « Bund », 25, 52 ; fraction b.l., 25.
- Union des jeunesses communistes (U.R.S.S.), 88, 89.
- Union républicaine (Espagne), 133.
- Union républicaine démocratique ou cadets (Russie), 66, cf. aussi Parti constitutionnel démocrate.
- Vieux-bolcheviks, 73, 107.
- Workers Party of Canada, W.P.C., cf. Parti des travailleurs du Canada.
- Workers Party of the United States ; W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.

INDEX DES SUJETS ET THÈMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

- Allemagne, 27, 116.
 Amérique, 117, 165-170, 187-189, 190, 201.
 Amérique latine, 26.
 Angleterre, 55, 123.
 Antifascisme, 47, 94-98.
 Argentine, 26.
- Belgique, 25, 40, 41, 43, 52, 56, 130, 163, 192-196.
 Bloc des gauches, 24.
 Bolivie, 26.
 Brésil, 70.
 Bureaucratie, 29-31, 57.
 Bureaucratie stalinienne (aussi : soviétique) ; 34, 35, 39, 62, 82, 108, 179, 206, 207.
- Campagne de défense, 34, 62, 63, 115.
 Camps de concentration, 37, 206.
 Capitalisme d'Etat, 29.
 Catalogne, 24.
 Chili, 26, 171.
 Chine, 26, 49, 135, 204.
 Classe dominante, 30.
 Commission internationale d'enquête, 38.
 Cuba, 26.
 « Culture socialiste », 74-76.
- Défense de l'U. R. S. S., 48, 65.
 Démocratie, 48, 65.
- Egypte, 49.
 Entente des Jeunesses, 45, 46.
- Entrisme (ou Entrée), 22, 23, 41, 51, 120, 123, 137, 167, 171, 172, 174, 185, 187, 199.
 Espagne, 27, 132-136, 146.
 Etat national, 29.
 Etat ouvrier, 35.
 Etat soviétique, 179.
 Etats-Unis, 24, 165, 172, 201.
- Formes de propriété, 30.
 France, 25, 27, 51, 52, 95, 130, 135, 146, 163, 165, 166.
 Front populaire, 23, 24, 25, 26, 27, 132, 135, 177, 195.
- Grande-Bretagne, 112, 123.
- Histoire de la révolution russe, 21, 210, 211.
 Hollande, 23, 50, 94, 199, 200, 203.
- Indochine, 26.
 Internationale communiste (aussi Comintern), 51, 63, 67, 68.
- Journal de masse, 45, 46, 60.
- Lettre ouverte, 22, 23, 24, 47, 112, 151, 180, 198.
- Nature de classe de l'Union soviétique, 29-33.
- Pologne, 52.
- IV^e Internationale, 21, 22, 24, 25, 45, 55, 81, 88, 89, 116, 117, 118, 146, 151, 152,

153, 160, 164, 180, 181, 196, 198.	Tchécoslovaquie, 119. Tournant américain, 22.
Répression, 206.	Unité, 45, 190, 191.
Révolution politique, 31, 65, 179.	U. R. S. S. (aussi Union soviéti- que), 21, 26, 27, 29, 33, 34, 35, 37, 39, 47, 57, 64, 65, 66, 70, 79, 87, 88, 89, 104, 107, 108, 110, 117, 121, 145, 149, 150, 155, 157, 177, 178, 206, 208.
Révolution trahie (La), 21, 210.	Uruguay, 71, 73.
Section soviétique, 82, 92, 121, 208.	
Stakhanovisme, 78.	
Système soviétique, 29.	